



MALI

Février 2013

Consultations de 2012 au titre de l'article IV, Demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et annulation de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit — Rapport des services du FMI; Supplément des services du FMI; Note d'information au public sur les délibérations du Conseil d'administration; et Déclaration de l'Administrateur pour le Mali

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le contexte des consultations de 2012 avec le Mali au titre de l'article IV, les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier :

- Le **Rapport des services du FMI** sur les consultations de 2012 au titre de l'article IV, demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et annulation de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit, établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 14 novembre 2012 avec les autorités maliennes sur l'évolution et les politiques économiques. Sur la base des informations disponibles au moment de ces entretiens, la rédaction du rapport des services du FMI a été achevée le 18 janvier 2013. Les vues exprimées dans le rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à celles du Conseil d'administration du FMI.
- Une **Analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **Annexe d'information** préparée par le FMI.
- Une **Note d'information au public** (NIP) résumant les points de vue du Conseil d'administration tels qu'exprimés lors de l'examen du rapport des services du FMI le 28 janvier 2013, qui concluait les consultations au titre de l'article IV.
- Un **Communiqué de presse** sur l'approbation du décaissement au titre de la facilité de crédit rapide.
- Une **Déclaration de l'Administrateur** du FMI pour le Mali.

La politique qui régit la publication des rapports des services et autres documents du FMI autorise la suppression des informations délicates.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W., Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org • Internet: <http://www.imf.org>

Fonds monétaire international
Washington



MALI

Février 2013

Consultations de 2012 au titre de l'article IV, Demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et annulation de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit — Rapport des services du FMI; Supplément des services du FMI; Note d'information au public sur les délibérations du Conseil d'administration; et Déclaration de l'Administrateur pour le Mali

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le contexte des consultations de 2012 avec le Mali au titre de l'article IV, les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier :

- Le **Rapport des services du FMI** sur les consultations de 2012 au titre de l'article IV, demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et annulation de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit, établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 14 novembre 2012 avec les autorités maliennes sur l'évolution et les politiques économiques. Sur la base des informations disponibles au moment de ces entretiens, la rédaction du rapport des services du FMI a été achevée le 18 janvier 2013. Les vues exprimées dans le rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à celles du Conseil d'administration du FMI.
- Une **Analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **Annexe d'information** préparée par le FMI.
- Une **Note d'information au public** (NIP) résumant les points de vue du Conseil d'administration tels qu'exprimés lors de l'examen du rapport des services du FMI le 28 janvier 2013, qui concluait les consultations au titre de l'article IV.
- Un **Communiqué de presse** sur l'approbation du décaissement au titre de la facilité de crédit rapide.
- Une **Déclaration de l'Administrateur** du FMI pour le Mali.

La politique qui régit la publication des rapports des services et autres documents du FMI autorise la suppression des informations délicates.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W., Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org • Internet: <http://www.imf.org>

**Fonds monétaire international
Washington**



MALI

18 janvier 2013

RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET ANNULATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

Contexte: L'économie malienne, frappée par une sécheresse en 2011, des attentats terroristes et un coup d'État militaire, traverse une période très difficile et est en récession. Les partenaires au développement ont suspendu l'appui budgétaire et diminué l'aide aux projets. Le gouvernement a réagi en mettant en place des mesures d'austérité budgétaire, notamment par des coupes dans presque toutes les dépenses d'investissement. Malgré ces mesures, il a accumulé des arriérés extérieurs de l'ordre de 0,5% du PIB. L'économie devrait rebondir avec l'augmentation de la production aurifère et agricole et le rétablissement de l'aide aux projets, mais les risques politiques et sécuritaires menacent la reprise.

Demande de décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide: Les autorités sollicitent un décaissement de 12 millions de DTS pour les aider à surmonter ces chocs et à renouer avec les partenaires au développement durant la transition vers un nouveau gouvernement élu. Elles s'engagent à respecter sur les douze prochains mois un programme de politiques économiques et financières et de réformes structurelles dans le domaine de la gestion des finances publiques, impératives pour garantir le maintien de la stabilité macroéconomique.

Entretiens au titre de l'Article IV: Pour tirer parti du potentiel d'amélioration de la croissance et de réduction de la pauvreté, il convient de mettre énergiquement en œuvre des politiques visant à accroître la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses prioritaires et à approfondir le système financier.

Régime de change et restrictions: Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il a accepté les obligations au titre de l'article VIII, Sections 2(a), 3 et 4 des Statuts du FMI à compter du 1^{er} juin 1996 et maintient un régime de change libre de restrictions aux paiements et aux transferts au titre des transactions internationales courantes. Le régime de change de l'UEMOA est un régime conventionnel reposant sur le rattachement à l'euro.

Principales recommandations de politique économique:

- **Mettre en œuvre une politique budgétaire rigoureuse en 2013.** Geler les dépenses de l'ordre de 1% du PIB en 2013 en attendant que se concrétise l'aide éventuelle des bailleurs de fonds, pour éviter d'accumuler des arriérés qui risqueraient de propager les problèmes budgétaires au reste de l'économie.
- **Cibler les réformes de la gestion des finances publiques sur l'administration fiscale et la gestion de trésorerie,** pour mobiliser des recettes intérieures et éviter des arriérés.
- **À moyen terme, favoriser une croissance solidaire,** en créant la marge de manœuvre budgétaire nécessaire aux dépenses prioritaires, en approfondissant le système financier et en améliorant le climat des affaires.

Approuvé par
Roger Nord et
Peter Allum

Les équipes du FMI se sont rendues à Bamako du 9 au 28 mars 2012 et du 1^{er} au 14 novembre 2012 et étaient composées de : Christian Josz (chef de mission), Mitra Farahbaksh, Ermal Hitaj, Christina Kolerus et Aleksandra Zdzenicka (tous du Département Afrique), Nazim Belhocine et Salvatore Dell'Erba (Département des finances publiques), Alain Feler et Anton Op de Beke (représentants résidents) et Bakary Traore (économiste local). Les services du FMI ont rencontré le Premier Ministre, le Ministre de l'économie, des finances et du budget, le Directeur national de la Banque centrale des états d'Afrique de l'ouest (BCEAO), ainsi que des représentants du parlement, du secteur privé, des syndicats, de la société civile et de la communauté des bailleurs de fonds. Oumar Diakite (du Bureau de l'administrateur) a participé aux entretiens.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| CONTEXTE, ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES | 4 |
| DÉFI À COURT TERME: MAINTENIR LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS UN CONTEXTE POLITICO-SOCIAL TRÈS DIFFICILE | 9 |
| DÉFI À COURT TERME: RENOUER AVEC LES BAILLEURS DE FONDS | 13 |
| DÉFI À MOYEN TERME: ÉTABLIR LES FONDEMENTS D'UNE CROISSANCE STABLE ET SOLIDAIRE | 14 |
| A. Assurer une croissance plus solidaire | 15 |
| B. Créer un volant budgétaire pour les dépenses prioritaires | 15 |
| C. Approfondir le secteur financier | 17 |
| D. Améliorer le climat des affaires pour faciliter la diversification de l'économie | 18 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 18 |
| GRAPHIQUE | |
| 1. Évolution macroéconomique, 2006–12 | 7 |
| TABLEAUX | |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010–15 | 21 |
| 2. Comptabilité nationale, 2010–15 | 22 |
| 3. Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2010–15 (milliards de FCFA) | 23 |
| 4. Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2012 | 24 |
| 5. Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2010–15 (% du PIB) | 25 |

| | |
|---|----|
| 6. Opérations de l'administration centrale, classification MSFP 2001, 2010–15 | 26 |
| 7. Balance des paiements, 2010–17 | 27 |
| 8. Situation monétaire, 2010–15 | 28 |
| 9. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010–17 | 29 |
| 10. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2008–12 | 30 |
| 11. Matrice d'évaluation des risques (MER) | 31 |
| 12. Indicateurs de la capacité de remboursement au FMI, 2012–22 | 32 |
| 13. Objectifs du Millénaire pour le développement 1990–2010 | 33 |

ANNEXES

| | |
|---|-----|
| I. Croissance solidaire au Mali | 34 |
| II. Réforme du mécanisme de tarification intérieure des produits pétroliers | 42 |
| III. Note sur la stabilité et le développement du secteur financier | 55 |
| IV. Évaluation de la stabilité extérieure | 69 |
| V. Lettre d'intention | 77 |
| Pièce jointe I. Mémoire de politiques économique et financière | 79 |
| Pièce jointe II. Protocole d'accord technique | 102 |

CONTEXTE, ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

- 1. En mars dernier, le Mali a connu un coup d'État militaire suivi d'une période de violence et de confusion.** Le coup d'État, déclenché par les défaites de l'armée malienne contre les séparatistes touaregs revenant de Lybie fortement armés, trouve son origine dans le mécontentement face à l'inefficacité du processus politique et à l'omniprésence de la corruption. Au lendemain du coup d'État, une coalition constituée de groupes séparatistes touaregs d'obédience laïque et de groupes terroristes intégristes d'obédience islamique, a pris le contrôle du nord du pays.
- 2. La pression internationale, sous l'impulsion de la Communauté économique régionale des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a entraîné un retour progressif à l'ordre constitutionnel.** En avril, l'ancien président Touré a officiellement démissionné pour être remplacé par le président de l'Assemblée nationale, D. Traoré, mandaté jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Un Premier ministre a été nommé, un gouvernement constitué, et l'Assemblée nationale a repris ses travaux. Le 20 août, le président a remanié et élargi le gouvernement pour en faire un gouvernement provisoire d'union nationale avec pour priorités la reconquête du nord du pays et l'organisation d'élections démocratiques. Le 11 décembre, le premier ministre a été contraint par l'armée de démissionner et le président a nommé un nouveau premier ministre qui, le 15 décembre, a modifié la composition du gouvernement pour le rendre plus représentatif. Le Ministre de l'économie, des finances et du budget, en fonction depuis avril, a été reconduit. Le gouvernement provisoire d'union nationale a sollicité une aide auprès des Nations-Unies, de l'Union Africaine et de la CEDEAO pour reprendre le contrôle du nord du pays.
- 3. En janvier 2013, le gouvernement a sollicité et obtenu une intervention militaire de la France pour arrêter l'avance des rebelles.** Face à l'avancée des groupes rebelles au-delà de la ligne de front entre le nord et le sud du pays, les autorités ont reçu l'appui militaire de la France pour remédier à la situation. Les informations en provenance du Mali semblent indiquer que l'intervention militaire a réussi à stopper l'avance des rebelles. Le gouvernement a aussi sollicité le soutien militaire d'autres pays de la région, qui est imminent. Dans ce contexte très problématique, les autorités restent très attachées à la politique budgétaire axée sur la stabilité et aux réformes de gestion des finances publiques, telles qu'énoncées dans leur lettre d'intention (Annexe V).
- 4. Le coup d'État militaire et ses répercussions ont entraîné l'économie malienne en récession et la mauvaise récolte de 2011 a provoqué une hausse de l'inflation** (Graphique 1 et Tableaux 1 et 2). Le PIB réel devrait régresser de 1,5% en 2012. Le coup d'État de mars 2012 et ses répercussions ont nui à l'économie et aggravé les problèmes dus à la mauvaise récolte de 2011, qui avait placé près de 4 millions de personnes (27% de la population) en situation d'insécurité alimentaire. La décision prise par les partenaires au développement de suspendre la totalité de l'appui budgétaire et de ralentir une grande partie de l'aide aux projets a entraîné une contraction du secteur du bâtiment et des travaux publics. La détérioration de la situation sécuritaire a provoqué une chute brutale des voyages au Mali, frappant durement les secteurs du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. Malgré cela, les solides résultats des secteurs aurifère et cotonnier, et la reprise

de l'agriculture, ont permis d'atténuer la baisse du PIB global. La hausse des prix alimentaires a entraîné une progression de l'inflation annuelle moyenne à 5,3% en décembre 2012.

5. La balance des paiements fait apparaître un déficit en 2012 en raison des besoins d'importations de denrées alimentaires pour compenser la mauvaise récolte de 2011 et la réduction de l'appui des partenaires au développement (Tableau 7). Le déficit des transactions courantes (hors transferts officiels) est estimé à 7,3% du PIB, en raison des fortes importations de denrées alimentaires nécessaires pour remédier à la crise alimentaire. Ce déficit ne pourra être que partiellement comblé par les transferts officiels courants et l'excédent du compte financier et du compte de capital, qui ont souffert du retrait de l'appui des bailleurs de fonds. Il faudra donc procéder à un important tirage sur les réserves de change (260 millions de dollars EU) de la Banque centrale régionale (BCEAO).

6. Le gouvernement a réagi en mettant en place des mesures d'austérité budgétaire, notamment par des coupes dans presque toutes les dépenses d'investissement, mais il n'a pas pu empêcher l'accumulation d'arriérés de l'ordre de 0,5% du PIB envers les créanciers extérieurs (Tableaux 3–6; MPEF, §13, 24 et 31). Le gouvernement a géré son budget avec prudence en compensant la perte de recettes par des réductions de dépenses, notamment les dépenses d'investissements publics et les subventions implicites aux produits pétroliers et au gaz de cuisine. Le solde budgétaire de base (recettes et dons budgétaires moins dépenses financées sur ressources intérieures) a ainsi été en situation d'équilibre fin septembre 2012. Malgré ces efforts, le gouvernement n'a pas réussi à empêcher l'apparition d'arriérés sur le service de sa dette extérieure, essentiellement envers des créanciers officiels bilatéraux et multilatéraux (58 millions de dollars EU à mi-novembre 2012).¹ Il a alerté tous les créanciers concernés de son impossibilité de rembourser la totalité de sa dette extérieure en 2012, a réitéré sa volonté d'apurer ces arriérés au plus vite et s'est engagé à assurer la totalité du service de sa dette extérieure en 2013. En octobre, le gouvernement a adopté une loi de finances rectificative pour 2012, reconnaissant la nécessité d'imposer l'austérité budgétaire. Cette loi rectificative réduit les dépenses globales d'un quart (6,3% du PIB, essentiellement les dépenses d'investissement) par rapport à 2011 (MPEF, §20).

7. Durant les neuf premiers mois de 2012, la croissance monétaire a été alimentée par le recours du gouvernement à ses dépôts auprès du secteur bancaire pour financer le déficit budgétaire (Tableau 8). À fin septembre 2012, la masse monétaire avait progressé de 11% en glissement annuel, en raison essentiellement des tirages sur les dépôts du gouvernement auprès des banques. Le gouvernement a conclu un accord avec les banques à ce jour pour refinancer ses bons et obligations du Trésor arrivant à échéance (138 milliards de FCFA ou 276 millions de dollars EU, soit 2,6% du PIB) en 2012 aux mêmes conditions financières que les instruments à maturité.

¹ D'après les dernières informations, les créanciers envers qui le gouvernement malien a accumulé des arriérés extérieurs sont des créanciers officiels bilatéraux (Arabie Saoudite, Belgique, France, Inde, Koweït et Libye), multilatéraux (Banque arabe pour le développement économique en Afrique, Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, Banque islamique de développement, Fonds international de développement agricole, Organisation des pays exportateurs de pétrole et Société islamique de développement du secteur privé) ainsi qu'une banque commerciale (néerlandaise).

8. La crise nuit à la solidité financière du secteur bancaire (Tableau 10). Après la prise du nord du pays, les banques ont essuyé des pertes estimées à 18 milliards de FCFA (36 millions de dollars EU, soit 0,3% du PIB) dues au vol de billets de banque, au pillage de bâtiments et à une augmentation des prêts improductifs. Dans le sud, la récession ne s'est pas encore traduite par une détérioration de la solidité financière du secteur bancaire. À fin juin 2012, le système bancaire était toujours bien capitalisé (avec un ratio des capitaux propres sur actifs pondérés en fonction des risques de près de 15%) mais souffrait d'une forte proportion de prêts improductifs (20% du total des prêts avant provisions, 7,5% du total des prêts après provisions). Néanmoins, les niveaux de capital et de prêts improductifs devraient tous deux se détériorer en fin d'année.

9. L'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) approuvé en décembre 2011 avait bien démarré mais a déraillé (MPEF, §15–16 et Tableaux 1–2).² À fin décembre 2011, tous les critères de réalisation sauf un et tous les objectifs indicatifs sauf un étaient respectés. Depuis mars 2012, l'impact de la crise sur les résultats financiers a fait dérailler le programme. Les recettes fiscales brutes n'ont pas atteint les objectifs, obligeant le gouvernement à se financer auprès des banques et du marché pour un montant supérieur au plafond du programme. Des arriérés sur le service de la dette extérieure sont apparus.

10. Les projections indiquent un rebond de l'économie en 2013 (Tableau Texte 1 et Tableaux 1–8). La croissance du PIB réel devrait rejoindre la tendance (4,8%) en 2013 grâce à l'augmentation de la production agricole et aurifère (avec l'ouverture d'une nouvelle mine dans le sud du pays), à la reprise des activités de service stimulées par l'arrivée d'un troisième opérateur de téléphonie mobile, et à l'accroissement de l'aide aux projets. L'inflation moyenne devrait baisser à 3% si la pluviométrie

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|-------|--------------------|-------|--------------------|-------------|------|------|------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Nouv. prog. | | | |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel | 5.8 | 5.4 | 2.7 | 5.6 | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 |
| Inflation des prix à la consommation (moyenne) | 1.4 | 3.0 | 3.1 | 2.8 | 5.4 | 3.2 | 3.0 | 2.5 |
| Recettes | 17.3 | 16.7 | 17.2 | 17.6 | 17.5 | 18.0 | 18.2 | 18.3 |
| dont: Recettes fiscales | 14.6 | 14.3 | 14.6 | 15.1 | 14.6 | 15.3 | 15.4 | 15.6 |
| Dons | 2.9 | 3.5 | 3.9 | 2.9 | 0.7 | 1.1 | 3.2 | 3.2 |
| Dépenses totales et prêts nets | 22.8 | 24.4 | 24.8 | 23.4 | 20.3 | 21.4 | 23.7 | 23.8 |
| Solde global (caisse) | -4.4 | -4.3 | -3.8 | -3.1 | -2.5 | -2.5 | -2.7 | -2.2 |
| Solde budgétaire de base ² | -0.1 | -1.6 | -1.1 | -0.4 | -1.0 | -0.1 | 0.0 | 0.0 |
| Total dette publique | 28.7 | 26.6 | 32.9 | 27.8 | 34.9 | 33.7 | 33.4 | 33.2 |
| Solde des transactions courantes (transferts officiels) | -12.7 | -7.5 | -10.4 | -5.4 | -5.8 | -8.0 | -9.0 | -8.9 |
| Balance globale des paiements | -2.1 | -0.5 | 0.6 | 0.8 | -2.5 | -1.5 | 0.3 | 0.3 |

Sources : autorités maliennes; estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit.

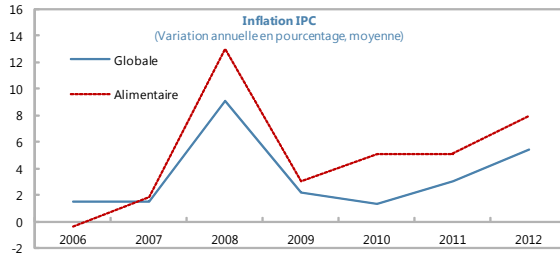
² Voir définitions, note 4, tableau 3.

² Rapport du FMI N°12/3. Mali: Septième revue au titre de la Facilité élargie de crédit et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit – Rapport des services du FMI.

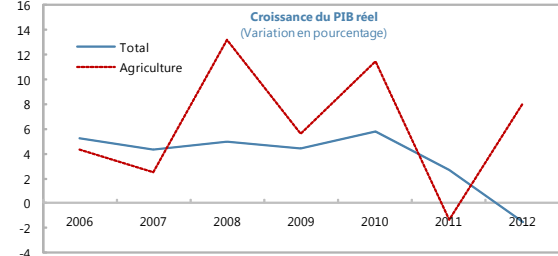
est bonne. Les besoins de financement extérieur resteront élevés: le déficit des transactions

Graphique 1. Mali : Évolution de la situation macroéconomique, 2006-12

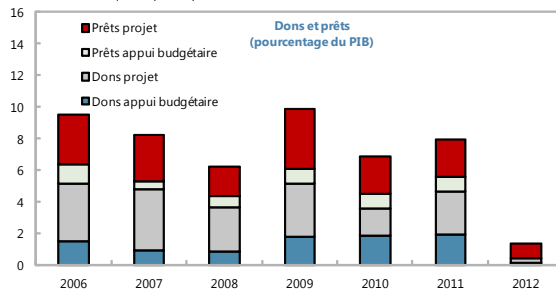
L'inflation a augmenté en raison de la crise alimentaire imputable à la sécheresse de l'année dernière.



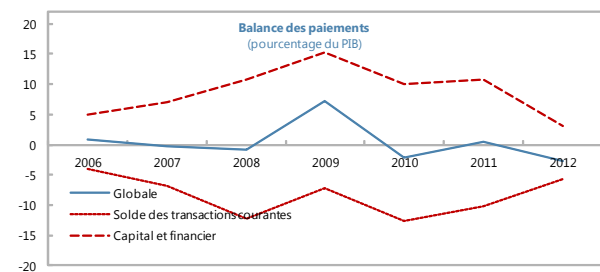
Malgré une bonne récolte, la production a baissé en raison du conflit au Nord et du coup d'État ...



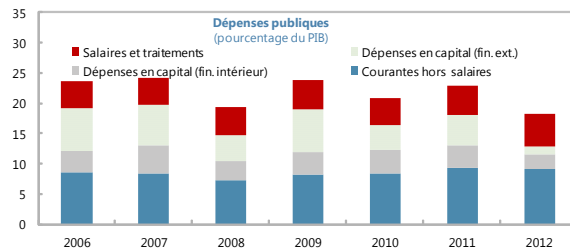
...qui ont provoqué une réduction de l'aide des bailleurs de fonds ...



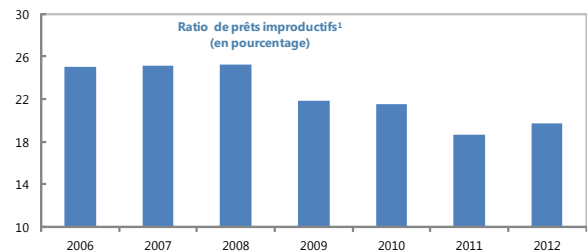
...d'où une aggravation des difficultés de balance des paiements provoquées par la crise alimentaire ...



...à l'origine d'une compression brutale des dépenses en capital...



...et d'une augmentation des prêts improductifs.



Source : estimations des services du FMI.

¹ Le ratio de prêts improductifs en 2012 est celui observé à fin juin.

courantes de la balance des paiements (hors transferts officiels) devrait se creuser (à 8,8% du PIB), en raison de la reprise économique et de la reconstitution par les autorités de leurs stocks alimentaires d'urgence épuisés pour compenser la mauvaise récolte de 2011 (moyennant un coût de 13 milliards de FCFA, soit 26 millions de dollars EU). Ce déficit ne devrait être que partiellement comblé par l'investissement direct étranger et le rétablissement de l'aide aux projets. Le Mali devrait donc continuer à recourir aux réserves de change de la BCEAO à hauteur d'environ 160 millions de dollars EU (1,5% du PIB) pour financer le déficit global de la balance des paiements en 2013. La situation budgétaire devrait rester très tendue bien que soulagée par des recettes ponctuelles provenant de la cession de la troisième licence de téléphonie mobile (110 millions de dollars EU, soit près de 1,0% du PIB, répartis sur 2012 et 2013).

11. En raison de l'instabilité de la situation politique et sécuritaire, les autorités et les services du FMI reconnaissent que ces perspectives sont plus assombries que d'habitude par des risques de détérioration. L'affaiblissement d'un consensus politique fragile, l'apparition de tensions sociales provoquées par la récession économique ou l'échec des tentatives de récupération du nord du pays par le gouvernement provisoire, pourraient fragiliser la confiance des consommateurs, des investisseurs et des bailleurs de fonds et ralentir la croissance (Tableau 11). Une inversion brutale de l'amélioration des termes de l'échange observée depuis 2008 pourrait entraîner des dérapages budgétaires. Au sein de l'UEMOA, le Mali serait l'un des pays les moins exposés aux risques extrêmes de turbulences dans la zone euro car ses exportations (essentiellement d'or) sont inélastiques à la croissance de ses partenaires commerciaux traditionnels. Le principal circuit de transmission serait constitué par les transferts de migrants qui diminueraient. Le secteur bancaire est essentiellement alimenté par des dépôts locaux et ne devrait pas souffrir du désendettement en cours des banques européennes.

12. À moyen terme, les autorités et les services du FMI se sont accordés sur la poursuite d'une politique budgétaire prudente pour favoriser la stabilité macroéconomique et la croissance. La volonté des autorités de maintenir le solde budgétaire de base en situation d'équilibre ou d'excédent, conformément aux critères de convergence de l'UEMOA, empêchera l'éviction du secteur privé. Cette politique budgétaire prudente permettra aussi aux autorités de constituer un certain volant de sécurité à utiliser en temps de crise, comme lors de la sécheresse qui a frappé le pays en 2011. Leur détermination à maintenir le solde budgétaire de base dans les limites de viabilité de la dette permettra également d'alimenter la croissance, à condition que les ressources empruntées soient dépensées à bon escient.

DÉFI À COURT TERME: MAINTENIR LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS UN CONTEXTE POLITICO-SOCIAL TRÈS DIFFICILE

13. Les autorités sont confrontées à des contraintes budgétaires draconiennes dans un contexte politico-social tendu. Les recettes fiscales sont gravement touchées par la récession économique en 2012. L'aide budgétaire est incertaine tant qu'une feuille de route n'a pas été clairement établie pour la tenue d'élections démocratiques. La crise humanitaire provoquée par le déplacement d'environ 400.000 personnes vers le sud du pays et les pays voisins accroît les pressions à la hausse sur les dépenses sociales. Une intervention de l'armée pour reprendre le contrôle du nord du pays impliquerait une hausse des dépenses militaires.

14. La loi de finances 2013, soumise au parlement début octobre, est conçue pour maintenir la stabilité macroéconomique et financière (Tableau Texte 2, Tableaux 3–6, et MPEF, §25). La politique budgétaire vise en priorité à éviter l'accumulation d'arriérés et à prévenir la propagation des problèmes financiers de l'État à ses fournisseurs et au secteur bancaire. Le budget ne tient compte d'aucun rétablissement de l'aide. Il vise un très faible déficit (moins de 1% du PIB) en maintenant les dépenses pratiquement au niveau des recettes fiscales et non fiscales. Il table sur une hausse ambitieuse des recettes fiscales (de 0,5% du PIB par rapport à la loi de finances rectificative de 2012, pour s'établir à 15,5% du PIB) grâce à une hausse de 25% de la fiscalité pétrolière et à la mise en œuvre continue de vastes réformes administratives dans les secteurs des douanes, de la fiscalité et du foncier (§17).

Tableau texte 2. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2011-13

| | 2011 | | 2012 | | | 2013 | |
|---|-------------------------|------|--------------------|-------------|-------------|--------|-------|
| | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Budget rév. | Nouv. prog. | Budget | Prog. |
| | (en pourcentage du PIB) | | | | | | |
| Total recettes et dons | 20,2 | 21,1 | 20,5 | 18,0 | 18,2 | 18,2 | 19,1 |
| Recettes fiscales | 14,3 | 14,6 | 15,1 | 15,0 | 14,6 | 15,5 | 15,3 |
| dont: Remboursement taxes | -0,7 | -0,7 | -0,7 | -0,6 | -0,8 | -0,6 | -0,8 |
| Recettes non fiscales ² | 2,4 | 2,6 | 2,5 | 2,9 | 2,9 | 2,7 | 2,7 |
| Dons | 3,5 | 3,9 | 2,9 | 0,1 | 0,7 | 0,0 | 1,1 |
| Total dépenses et prêts nets (ordonnancement) | 24,4 | 24,8 | 23,4 | 18,5 | 20,3 | 18,2 | 21,4 |
| Dépenses courantes | 14,0 | 14,1 | 14,5 | 14,1 | 14,4 | 13,6 | 13,7 |
| Dépenses en capital | 9,0 | 8,7 | 7,5 | 2,7 | 4,1 | 2,9 | 6,0 |
| Financées sur ressources extérieures | 4,9 | 5,1 | 4,3 | 0,1 | 1,5 | 0,0 | 3,1 |
| Financées sur ressources intérieures | 4,1 | 3,7 | 3,2 | 2,6 | 2,6 | 2,9 | 2,9 |
| Ajustement base caisse ³ | -0,2 | -0,1 | -0,3 | -0,3 | -0,3 | -0,2 | -0,3 |
| Solde budgétaire global (caisse) | -4,3 | -3,8 | -3,1 | -0,8 | -2,5 | -0,1 | -2,5 |
| Financement extérieur | 2,7 | 2,7 | 2,3 | -0,7 | 0,2 | -0,4 | 1,3 |
| Financement intérieur | 1,7 | 1,1 | 0,8 | 1,5 | 2,3 | 0,5 | 0,3 |
| Écart de financement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base ⁴ | -1,6 | -1,1 | -0,4 | -1,0 | -1,0 | 0,2 | -0,1 |

Sources : Ministère des Finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport des services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit.

² Y compris fonds spéciaux et budgets annexes.

³ Y compris variation des arriérés.

⁴ Défini dans le Tableau 3, note de bas de page 4.

15. Dans le programme d'accompagnement de leur demande de décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR), les autorités s'engagent à mettre en œuvre une politique budgétaire plus conservatrice que le budget 2013. Lors de l'examen du budget 2013 en novembre, les autorités et les services du FMI ont identifié un écart de financement de 1% du PIB (MPEF, §26). Les projections de recettes, notamment de TVA, étaient excessivement optimistes et un certain nombre de dépenses, notamment le service de la dette extérieure et les transferts à la société nationale d'électricité, étaient sous-estimées. Pour combler cet écart de financement, les services du FMI ont suggéré d'amender le budget en réduisant les dépenses de 55 milliards de FCFA. Les autorités ont plutôt proposé de maintenir le budget 2013 en l'état, mais de déterminer un montant équivalent de dépenses d'investissement susceptibles d'être gelées en attendant la reprise de l'appui budgétaire, ce que les services du FMI ont accepté.³ Les autorités ont exprimé l'espoir de recevoir l'appui budgétaire pour combler l'écart de financement très rapidement après le décaissement au titre de la FCR et ont tenu à avoir des dépenses prêtes à être exécutées dès ce moment là. Elles ont communiqué à l'Assemblée, avant l'adoption du budget, les lignes de crédit qui seraient gelées.

³ L'examen conjoint du budget a aussi révélé que l'aide aux projets sera supérieure aux montants indiqués dans le budget 2013 (MPEF, §28). Il s'agit de projets déjà approuvés par le parlement et exécutés par les bailleurs.

| Tableau texte 3. Mali : Dépenses publiques par fonction, 2011–13 (en milliards FCFA) | | | | | | |
|---|--------|-------------|-----------------------------|--------|-----------------------------|--------------------|
| | 2011 | 2012 | | 2013 | | |
| | | Budget rév. | Croissance gliss. annuel | Budget | Croissance gliss. annuel | Croissance cum. |
| Défense | 106.1 | 108.7 | 2% | 145.1 | 33% | 37% |
| Éducation tertiaire | 73.4 | 78.9 | 7% | 90.0 | 14% | 23% |
| Affaires étrangères | 22.5 | 23.1 | 3% | 27.0 | 17% | 20% |
| Emploi | 6.9 | 6.3 | -9% | 7.7 | 22% | 12% |
| Éducation de base | 158.9 | 166.1 | 5% | 164.2 | -1% | 3% |
| Agriculture | 81.2 | 75.4 | -7% | 79.5 | 5% | -2% |
| Santé | 81.6 | 73.0 | -11% | 77.8 | 7% | -5% |
| Administration publique | 110.4 | 91.4 | -17% | 105.0 | 15% | -5% |
| Culture | 15.4 | 10.6 | -31% | 14.0 | 32% | -9% |
| Secteur social | 45.9 | 37.5 | -18% | 41.0 | 9% | -11% |
| Mines, eau | 49.8 | 40.1 | -19% | 43.7 | 9% | -12% |
| Transports | 18.1 | 9.4 | -48% | 12.7 | 35% | -30% |
| Communications | 15.5 | 12.4 | -20% | 10.2 | -18% | -34% |
| Aménagement urbain | 46.3 | 29.5 | -36% | 24.8 | -16% | -46% |
| Autres | 383.8 | 180.8 | -53% | 160.1 | -11% | -58% |
| Total | 1215.7 | 943.1 | -22% | 1002.8 | 6% | -18% |

Sources : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

16. Dans le contexte exceptionnel actuel où une hausse des dépenses militaires s'impose, les autorités entendent néanmoins préserver les dépenses sociales dans toute la mesure du possible, tout en soumettant les dépenses militaires à un examen des dépenses publiques (MPEF, §29–30). Les dépenses de défense prévues au budget 2013 dépassent de 37% celles du budget 2011, tandis que presque tous les autres postes de dépenses sont nettement inférieurs à ceux de 2011 (Tableau Texte 3). Les dépenses sociales ont également été durement touchées, mais les autorités maintiennent la priorité aux dépenses en faveur de l'éducation, de la santé et du développement social, conformément à leur stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté, comme en témoignent la croissance cumulée de ces dépenses, supérieure à la moyenne dans les budgets 2012–13, et les minima auxquels les autorités se sont engagées dans leur programme 2012–13 (objectif indicatif, MPEF, Tableau 3). Elles tiennent à assurer la qualité des dépenses militaires en hausse et les soumettront à un examen des dépenses publiques, en collaboration avec la Banque mondiale.

17. Pour augmenter les recettes fiscales, les autorités continueront à mettre en œuvre les vastes réformes de la politique et de l'administration fiscales débutées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC (MPEF, §33–36). Pour susciter l'adhésion politique en faveur d'une réduction des exonérations fiscales et des subventions énergétiques, les autorités ont recours à la transparence. La loi de finances 2013 présente un inventaire de toutes les exonérations contenues dans les codes des impôts, des douanes, des mines et des investissements et d'autres textes de loi,

ainsi que les coûts financiers associés (repère structurel; MPEF, Tableau 2).⁴ Elle donne aussi une estimation des coûts budgétaires que représente l'absence d'alignement des prix énergétiques intérieurs sur les cours internationaux (repère structurel; MPEF, Tableau 2).⁵ Compte tenu de ce coût budgétaire et des fortes contraintes de financement, les autorités ont commencé à augmenter les prix pétroliers⁶ et prévoient de relever les prix de l'électricité. Elles comptent instaurer des transferts monétaires ciblés en étroite collaboration avec la Banque mondiale pour limiter le risque de tensions sociales dans les zones urbaines concernées par les hausses des prix pétroliers ou alimentaires. Elles étudieront aussi la possibilité d'instaurer une plus grande progressivité dans le régime fiscal des sociétés minières pour tenir compte des bénéfices excessifs lorsque les prix sont très élevés.⁷ Enfin, les autorités entendent poursuivre la mise en œuvre d'ambitieuses réformes de l'administration fiscale et douanière, notamment: mener à leur terme les réformes destinées à renforcer la gestion de la TVA; charger un service interdépartemental de renseignements fiscaux d'enquêter pour identifier les contribuables qui sous-déclarent leurs impôts; et réorganiser les services des grands et moyens contribuables (repère structurel; MPEF, Tableaux 2 et 4).⁸

18. Les autorités poursuivront les réformes en cours en matière de gestion des finances publiques (GFP) (MPEF, §37–42). Les autorités continueront à mettre en œuvre leur plan d'action continu, actualisé en étroite collaboration avec les bailleurs de fonds, afin de renforcer la préparation, le suivi, l'exécution et le contrôle du budget et d'améliorer la gestion de trésorerie. Dans le cadre de ce plan, le Trésor continuera à prendre les mesures nécessaires pour créer un compte unique du trésor auprès de la BCEAO⁹ et pour renforcer son contrôle des comptes bancaires détenus par les ministères et les organismes publics (repère structurel; MPEF, Tableau 4).¹⁰ Les autorités entendent aussi transposer les directives de GFP de l'UEMOA en droit malien, notamment en mettant un terme à la validation des ordres de paiement d'un exercice budgétaire donné avant la

⁴ En 2011, les exonérations fiscales ont représenté 4,6% du PIB (dont 2,4% du PIB sur les impôts recouvrés par la direction des impôts et 2,2% du PIB sur les impôts recouvrés par la direction des douanes), soit environ un tiers des recettes fiscales, qui se sont établies à 14,6% du PIB.

⁵ Compte tenu de la faible répercussion des cours internationaux du pétrole sur les prix pétroliers intérieurs en 2009–2011, les recettes fiscales pétrolières ont diminué, de 2,3% du PIB en 2009 à 1% du PIB en 2011. En l'absence d'ajustement des prix de l'électricité, les autorités ont transféré près de 0,6% du PIB à la société nationale d'électricité pour la maintenir à flot en 2012.

⁶ Les autorités ont augmenté les prix pétroliers de 1,5% en mai et juin 2012.

⁷ Les autorités solliciteront l'assistance technique du Fonds fiduciaire spécialisé du FMI pour la gestion de la richesse en ressources naturelles afin de renforcer leur capacité de mobilisation des recettes dues par les sociétés aurifères (MPEF, §36).

⁸ Les autorités solliciteront l'assistance technique du Fonds fiduciaire spécialisé du FMI sur la politique et l'administration fiscales pour mettre en œuvre un programme pluriannuel d'assistance technique axé sur les résultats dans ce domaine (MPEF, §36).

⁹ Le Trésor a viré en décembre 2011 à la BCEAO les montants déposés dans ses comptes auprès de sept banques commerciales. Il a procédé à l'opération inverse au lendemain du coup d'état militaire de mars 2012 après avoir perdu l'accès à son compte auprès de la BCEAO durant une courte période fin mars - début avril, lors des sanctions imposées par la CEDEAO au Mali (MPEF, §39, premier alinéa).

¹⁰ À fin septembre 2012, l'étude monétaire réalisée par la BCEAO indiquait un montant de 260 milliards de FCFA de dépôts de l'État auprès des banques (soit 520 millions de dollars EU ou 5% du PIB), dont environ 100 milliards de FCFA étaient clairement identifiés par le Trésor.

fin du mois de janvier de l'année suivante. Elles auront recours au nouveau logiciel de comptabilité budgétaire pour suivre les paiements, afin d'éviter l'accumulation d'arriérés intérieurs (repère structurel; MPEF, Tableau 4). Enfin, elles comptent aussi renforcer leur mécanisme de surveillance et accélérer l'établissement des comptes audités du gouvernement.

19. Dans les circonstances actuelles, les autorités prévoient de répondre à leurs besoins de financement extérieur par des dons et des prêts concessionnels (MPEF, §43–44). *L'analyse actualisée de viabilité de la dette (AVD)* conclut que le risque de surendettement demeure modéré¹¹. La viabilité de la dette reste sensible au cours de l'or (dont la production va baisser à moyen terme), au coût du crédit, et à la mise en œuvre de politiques budgétaires viables. Dans les circonstances actuelles, les autorités et les services du FMI ont reconnu qu'il ne faut pas, par prudence, recourir au volant d'emprunts non concessionnels d'environ 51 milliards de FCFA (100 millions de dollars EU, soit 1% du PIB) prévu dans l'accord triennal au titre de la FEC approuvé en décembre 2011.¹²

20. Le gouvernement n'accumulera aucun nouvel arriéré (MPEF, §31). Pour les arriérés en suspens à fin 2012, le gouvernement s'engage à les apurer dès que sa situation financière le lui permettra. En attendant, il n'accumulera aucun nouvel arriéré extérieur en 2013 (objectifs indicatifs, MPEF, Tableau 3).

DÉFI À COURT TERME: RENOUER AVEC LES BAILLEURS

21. À la suite du coup d'État, les partenaires au développement n'ont maintenu qu'une aide humanitaire, mais plusieurs d'entre eux commencent déjà à se remobiliser. Plusieurs partenaires au développement ont apporté une assistance humanitaire par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales ou ont rétabli l'aide aux projets. Début juillet, la direction de la Banque mondiale a autorisé la reprise des décaissements de prêts pour les projets déjà approuvés et l'approbation au cas par cas de crédits au titre de nouveaux projets. La plupart des bailleurs attendent du FMI qu'il aide activement le gouvernement provisoire à mettre en œuvre les politiques favorables à la stabilité macroéconomique et à la croissance. Depuis l'intervention militaire étrangère (§3), les principaux partenaires au développement ont fait part de la reprise de leur mobilisation au Mali.

22. Compte tenu d'un horizon à court terme et d'un mandat limité, le gouvernement a décidé d'annuler l'accord triennal au titre de la FEC et de solliciter un décaissement au titre de la FCR. (Lettre d'intention, §3). Les montants sollicités au titre de la FCR sont de 12 millions de DTS (13% de la quote-part), soit nettement inférieurs au déficit de la balance des paiements enregistré par le Mali à la suite de la crise alimentaire (près de 130 millions de dollars EU en 2012–2013, \$5 et 10), dans le but d'encourager les bailleurs de fonds à apporter leur concours financier. Le montant des encours de prêts du Mali s'établirait ainsi à 80% de sa quote-part, nettement en-deçà du plafond d'accès cumulé du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance

¹¹ Mali: analyse conjointe FMI/IDA de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (à paraître).

¹² Rapport du FMI N° 12/3, Rapport des services du FMI, §19.

(Tableau 12). Dans sa demande de décaissement au titre de la FCR, le gouvernement s'engage à mettre en œuvre des politiques budgétaires axées sur la stabilité durant les douze prochains mois, notamment le programme budgétaire et les réformes de GFP définies avec les services du FMI pour 2013 (§15-20). Ce programme fixe des objectifs indicatifs trimestriels à compter de décembre 2012 (MPEF, Tableau 3) et des repères structurels dans les domaines de l'administration fiscale et douanière et de la gestion des finances publiques, essentiels pour garantir la stabilité macroéconomique et financière (MPEF, Tableau 4). Ce programme et le décaissement au titre de la RCF, conjugués à une feuille de route claire vers des élections démocratiques, contribueront à mobiliser l'appui des bailleurs de fonds.

23. La capacité du Mali à rembourser le FMI est adéquate mais l'intervention militaire présente des risques pour la mise en œuvre du programme. Le service de la dette envers le FMI absorbera une part minime des recettes gouvernementales et des exportations (Tableau 12) et le Mali présente un risque de surendettement modéré (§19). L'intervention militaire n'est pas sans risque pour la mise en œuvre du programme car l'intensification des opérations militaires pourrait retarder la reprise économique mais par ailleurs, le déploiement de forces militaires étrangères devrait atténuer la menace de déstabilisation que fait peser l'avancée des rebelles vers le sud.

24. Les autorités envisagent de recourir à nouveau à la FCR d'ici environ six mois, sous réserve d'un besoin urgent de balance des paiements et de résultats satisfaisants des politiques qu'elles se sont engagées à suivre dans le cadre du premier décaissement (Lettre d'intention, §6). Cette stratégie permettrait de préciser la feuille de route en vue du retour à un accord au titre de la FEC, une fois qu'un nouveau gouvernement démocratiquement élu aura été mis en place avec un horizon plus long et un mandat plus large et que les relations avec les partenaires au développement seront totalement normalisées. En attendant, cette collaboration avec le FMI permettrait aux autorités d'adresser aux bailleurs de fonds un signal clair sur les résultats de leur mise en œuvre de politiques macroéconomiques axées sur la stabilité et contribuerait ainsi à inciter progressivement les bailleurs de fonds à se remobiliser au Mali.

DÉFI À MOYEN TERME: ÉTABLIR LES FONDEMENTS D'UNE CROISSANCE STABLE ET SOLIDAIRE

Les entretiens ont porté sur les politiques requises pour bâtir les fondements d'une croissance stable et solidaire, et ont été répartis en quatre grands thèmes: i) assurer une croissance plus solidaire, ii) créer une marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses prioritaires, iii) approfondir le secteur financier et iv) améliorer le climat des affaires pour faciliter la diversification de l'économie. Un large consensus s'est dégagé entre les autorités et les services du FMI sur les problématiques du Mali et les politiques à mettre en place pour y faire face.

A. Assurer une croissance plus solidaire

25. La croissance économique a été solidaire au Mali ces dix dernières années (Annexe I). Après une décennie de croissance relativement faible, la progression du PIB réel par habitant a repris pour s'établir en moyenne à 3,2% entre 2001 et 2010. La proportion de ménages pauvres au Mali a considérablement diminué, de 56% en 2001 à 44% en 2010, en tenant compte du seuil national de pauvreté.¹³ La réduction de la pauvreté a également été nettement plus intense au Mali qu'en Afrique subsaharienne entre 2001 et 2010. La progression de l'activité économique a aussi largement bénéficié à tous, puisqu'elle s'est accompagnée d'une augmentation plus forte de la consommation chez les couches les plus pauvres de la population.

26. Néanmoins, la réduction de la pauvreté s'est ralentie après 2006 avec une répartition plus inégale de la croissance entre les secteurs. Entre 2001 et 2006, la croissance économique a connu à peu près le même rythme dans tous les secteurs, tandis qu'entre 2006 et 2010, le secteur manufacturier s'est contracté et la production agricole a explosé. Les populations les plus pauvres étant essentiellement des agriculteurs, leur panier de consommation s'est accru pendant cette partie de la décennie. Cependant, comme la plupart des agriculteurs produisent pour assurer leur subsistance, cet essor de la production agricole n'a pas pu se traduire par une augmentation générale de la production et de l'emploi dans d'autres secteurs. En conséquence, le taux de croissance impressionnant de l'agriculture entre 2006 et 2010 a permis aux très pauvres d'améliorer leurs niveaux de vie par rapport au reste de la population, mais la croissance équilibrée entre 2001 et 2006 avait aidé davantage de ménages à sortir de la pauvreté.

27. Les autorités et les services du FMI ont reconnu qu'il est tout à fait possible de réduire encore la pauvreté au Mali. Premièrement, il reste encore de vastes surfaces agricoles à cultiver, grâce aux possibilités d'irrigation que représente le fleuve Niger. Deuxièmement, il existe un énorme potentiel de modernisation des techniques agricoles pour faire progresser l'agriculture au-delà des niveaux de subsistance. Troisièmement, davantage d'investissements dans les infrastructures routières et énergétiques permettraient d'ouvrir de nouveaux marchés pour l'agriculture au Mali et à l'étranger. Quatrièmement, les investissements dans les secteurs de l'éducation et de la santé doivent être continus afin de doter la population jeune et en croissance rapide des compétences nécessaires pour contribuer à la croissance économique. Enfin, il faut redoubler d'efforts pour améliorer le climat des affaires et stimuler l'investissement intérieur et l'investissement direct étranger dans le but de diversifier l'économie (§ 34–35).

B. Créer un volant budgétaire pour les dépenses prioritaires

28. Il existe de nombreuses possibilités d'accroître la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses prioritaires au Mali. Premièrement, il est possible d'intensifier la pression fiscale, qui demeure inférieure à 15% du PIB depuis le milieu des années 2000 et est en-deçà de l'objectif de convergence de l'UEMOA de 17%, de l'objectif de la CEDEAO de 20% du PIB, et de la

¹³ Le seuil national de pauvreté s'établit à 453 FCFA (environ 1 dollar EU) de consommation des ménages par jour.

pression fiscale obtenue au Sénégal (19% du PIB en 2011). Deuxièmement, un alignement plus complet des prix pétroliers intérieurs sur les cours internationaux du pétrole permettrait d'enrayer l'érosion des recettes fiscales pétrolières, qui ont baissé de 1,3% du PIB entre 2009 et 2011 du fait de la politique qui consiste à compenser en partie la hausse des cours internationaux du pétrole par la baisse de la fiscalité pétrolière (Annexe II). Troisièmement, l'augmentation des tarifs d'électricité permettrait aussi de libérer des ressources budgétaires puisque le prix de vente actuel de l'électricité est inférieur à son coût de production¹⁴ et impose des transferts budgétaires à la société nationale d'électricité de l'ordre d'au moins 0,5% du PIB chaque année. Quatrièmement, il est possible de réduire les dépenses en faisant en sorte d'éliminer les déficits des fonds de pension des salariés de la fonction publique et du secteur privé, qui pourraient se creuser à 2% du PIB d'ici 2015 en l'absence de réformes, d'après de récentes études actuarielles. Les banques nationales déficitaires de l'habitat et du développement présentent aussi des passifs éventuels qui pourraient être éliminés si elles étaient vendues ou liquidées. Enfin, des ressources peuvent être mobilisées en centralisant dans un compte unique du trésor auprès de la banque centrale, la gestion de trésorerie des ministères et des services gouvernementaux, qui détiennent actuellement près de 3.400 comptes bancaires distincts (§18).

29. Dans la conjoncture actuelle, les autorités et les services du FMI ont admis que la priorité de l'action gouvernementale doit être d'améliorer l'administration fiscale et la gestion de trésorerie, les autorités envisageant également d'éliminer les subventions énergétiques. Même si les autorités ont indiqué que la pression fiscale relativement faible au Mali peut s'expliquer par la plus grande part de l'économie informelle échappant à la fiscalité, elles ont reconnu qu'il est possible d'intensifier la pression fiscale en mettant en œuvre toutes les réformes auxquelles elles se sont engagées dans le programme d'accompagnement de leur demande de décaissement au titre de la FCR (§17). Elles ont notamment insisté sur les exonérations fiscales qui doivent être déterminées avec plus de prudence et contrôlées avec plus de rigueur pour s'assurer de leur utilisation à bon escient. Les autorités ont souligné qu'elles ont commencé à augmenter les prix des produits pétroliers en vue d'éliminer les subventions énergétiques, et qu'elles prévoient de faire de même pour les prix de l'électricité. Même si les services du FMI ont salué ces décisions attendues depuis longtemps, ils ont recommandé d'élaborer des mesures de compensation pour atténuer les conséquences sur les populations les plus vulnérables et de lancer à l'avance une vaste campagne d'information du public pour expliquer les motivations de cette décision et ses bienfaits pour la population, à la lumière des expériences d'autres pays à faible revenu qui ont réduit leurs subventions énergétiques (Annexe II). Les autorités ont reconnu les avantages d'une centralisation de la plupart des comptes gouvernementaux dans un compte unique du trésor auprès de la BCEAO, après la transition vers un nouveau gouvernement élu. En attendant, compte tenu du gel des comptes gouvernementaux à la BCEAO après les sanctions imposées par l'UEMOA au lendemain du coup d'État (§18), elles préfèrent maintenir les comptes dans des banques commerciales. Le trésor vérifiera l'identité de tous les comptes gouvernementaux enregistrés, lors de l'étude monétaire imminente.

¹⁴ En 2012, le prix de vente moyen de l'électricité était de 24% inférieur au coût de production (MPEF, §21, note de bas de page n° 5).

C. Approfondir le secteur financier

30. L'intermédiation financière s'est accrue mais reste faible (Annexe III). Le secteur financier est dominé par les banques qui, à fin 2012, étaient au nombre de 13, dont 11 appartenaient à des intérêts étrangers, détenant plus de 80% des actifs du secteur. Le secteur bancaire est relativement concentré, avec cinq banques représentant les deux tiers des actifs et plus de 70% des dépôts. Les établissements de micro-finance se développent (1,2 million de membres en 2011, contre 0,8 million en 2005), mais ne sont pas d'une importance systémique (leurs crédits représentaient 1,6% du PIB fin 2011). Le ratio de crédits bancaires par rapport au PIB a progressé, de 15% en 2000 à 20% en 2011. Les taux d'intérêt ne semblent pas avoir nui à l'intermédiation bancaire, puisque les différentiels bancaires (4,5% en moyenne à fin 2011) semblent correspondre au coût de la conduite des affaires. Il n'en demeure pas moins que l'intermédiation reste faible par rapport à un certain nombre d'autres pays sub-sahariens (Sénégal, Togo, Kenya). 10% de la population seulement possède un compte en banque et les populations rurales restent particulièrement sous-desservies par les banques commerciales.

31. Les principaux facteurs de vulnérabilité du secteur financier sont la concentration des prêts bancaires sur un petit nombre de grands emprunteurs et la part importante de prêts improductifs. Les banques sont bien capitalisées depuis que les exigences de fonds propres ont été doublées à 5 milliards de FCFA (10 millions de dollars EU) fin 2010 (Tableau 10) et semblent rentables, mais elles souffrent de la détérioration de la situation économique depuis mars, ce qui se traduira par une dégradation de leurs indicateurs de solidité financière à fin 2012 (§8). Les tests de résistance montrent que les banques sont très exposées à une détérioration de la qualité des prêts à leurs plus gros emprunteurs (notamment les sociétés nationales du coton et de l'électricité), ce qui est symptomatique de la concentration des risques dans le secteur bancaire. Avec un ratio brut moyen de 20% de prêts improductifs à fin juin 2012, la qualité des portefeuilles bancaires varie, depuis ceux ayant de faibles ratios de prêts improductifs à ceux dont le ratio est supérieur à la moitié du portefeuille, dans le cas de la banque de l'habitat (BHM). Le taux de provisionnement, à 67%, demeure insuffisant et en-deçà de la moyenne de l'UEMOA. Le maintien de hauts niveaux de prêts improductifs s'explique par un climat des affaires peu favorable et en particulier par les nombreuses difficultés rencontrées lors des procédures de recouvrement. La faible gouvernance de près d'un tiers des établissements de micro-finance, représentant environ 40% des dépôts, fait l'objet d'une attention accrue, avec la récente participation de la BCEAO dans leur supervision à la suite de l'application d'une nouvelle loi de micro-finance à l'échelle de l'UEMOA.

32. Les autorités et les services du FMI se sont entendus sur les mesures prioritaires pour renforcer la stabilité et promouvoir le développement du secteur financier. Pour renforcer la stabilité du secteur financier, il est important de: mener à leur terme les cessions des deux banques nationales déficitaires, la banque de l'habitat du Mali (BHM) et la banque régionale de solidarité (BRS); élaborer une stratégie pour six autres banques, dont les liquidités passeront en dessous de la norme minimale lorsque le gouvernement fermera ses comptes pour transférer ses dépôts vers un compte unique du trésor auprès de la banque centrale; réformer le système judiciaire pour accélérer l'activation des garanties pour prêts improductifs; et renforcer les établissements de micro-finance

en fermant les moins performants et en améliorant la gestion, le suivi et la surveillance des autres. Pour stimuler le développement du secteur financier, il est impératif de: réviser le code foncier et améliorer le régime de propriété et d'enregistrement, de façon à créer des titres de propriété qui puissent être utilisés pour solliciter un prêt bancaire; promulguer une loi favorisant le crédit-bail, le capital-risque et le capital d'investissement; et élargir la portée des informations sur les risques de crédits à la BCEAO pour couvrir davantage de renseignements et davantage d'emprunteurs potentiels, notamment les petites et moyennes entreprises les plus importantes.

D. Améliorer le climat des affaires pour faciliter la diversification de l'économie

33. D'après les conclusions de l'évaluation de la stabilité extérieure par les services du FMI, il convient d'améliorer le climat des affaires au Mali pour renforcer la compétitivité (Annexe IV). Ces dix dernières années, la balance des paiements du Mali s'est caractérisée par un déficit relativement stable du compte des transactions courantes (hors dons officiels) d'environ 10% du PIB, couvert par un afflux régulier d'aide et d'investissement direct étranger, essentiellement dans les secteurs de l'or et des télécommunications. Les résultats à l'exportation sont restés fermes, mais excessivement dépendants de l'or, les exportations étant de moins en moins diversifiées. L'évaluation du taux de change semble indiquer que le taux réel est en grande partie conforme aux fondamentaux. Le renforcement de la compétitivité dépend donc de l'élimination des goulets d'étranglement structurels et institutionnels. Le Mali doit mieux diversifier ses produits et marchés d'exportation en améliorant le climat des affaires: en intensifiant le réseau électrique, en développant l'accès au financement, en renforçant la protection des investisseurs, en facilitant les procédures d'acquittement des impôts pour les entreprises et en améliorant les normes de santé et d'éducation.

34. Les autorités ont reconnu et souligné l'importance de l'amélioration de la qualité des ressources humaines pour diversifier l'économie et réduire la dépendance à l'égard de l'aide. Elles ont insisté sur l'énorme potentiel de développement des exportations agricoles et sur l'importance, dans ce domaine, de l'amélioration de la qualité des ressources humaines, en investissant davantage dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'amélioration des ressources humaines sera fondamentale pour remédier aux nombreuses faiblesses du climat des affaires et pour élaborer des politiques vraiment nationales.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

35. Frappée par une sécheresse en 2011, des attentats terroristes et un coup d'État militaire, l'économie du Mali traverse une période très difficile. La mauvaise récolte de 2011 a provoqué une hausse de l'inflation et placé près de 3,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Les attentats terroristes, le coup d'État militaire et ses répercussions ont entraîné l'économie du Mali en récession. La balance des paiements fait apparaître un important déficit en 2012–2013 en raison des besoins d'importations de denrées alimentaires pour compenser la mauvaise récolte de 2011 et la réduction de l'appui des partenaires au développement. La crise

nuit à la solidité financière du secteur bancaire. Tous ces chocs ont fait dérailler l'accord au titre de la FEC. Le gouvernement a réagi en mettant en place des mesures d'austérité budgétaire, notamment par des coupes dans presque toutes les dépenses d'investissement. La situation tendue des liquidités a entraîné l'accumulation d'arriérés envers les créanciers extérieurs de l'ordre de 0,5% du PIB.

36. Les perspectives économiques sont assombries par de forts risques. L'économie devrait rebondir grâce au dynamisme du secteur agricole si les conditions météorologiques sont normales, et grâce à la mise en exploitation d'une nouvelle mine d'or, à l'investissement d'un troisième opérateur de téléphonie mobile dans le pays et au rétablissement de l'aide des partenaires au développement. Cependant, l'affaiblissement d'un consensus politique fragile dans le sud du pays, l'apparition de tensions sociales dans un contexte politique et sécuritaire instable, ou l'échec des tentatives d'organisation d'élections et de récupération du nord du pays par le gouvernement provisoire, pourraient fragiliser la confiance des consommateurs, des investisseurs et des bailleurs de fonds et ralentir la croissance.

37. Une politique budgétaire rigoureuse s'impose pour maintenir la stabilité macroéconomique et financière. Même si la loi de finances 2013 est un pas dans la bonne direction, il convient de mettre en œuvre un programme budgétaire plus prudent. Il sera nécessaire de geler les dépenses de l'ordre de 1% du PIB en attendant que se concrétise l'aide éventuelle des partenaires au développement.

38. L'accumulation d'arriérés extérieurs est regrettable et la constitution de tout nouvel arriéré doit être évitée. L'accumulation d'arriérés sur le remboursement de la dette extérieure est regrettable, car elle met en péril l'un des flux les plus importants de la balance des paiements sur lequel repose la stabilité extérieure du pays. Même s'il sera difficile à court terme d'apurer intégralement ces arriérés, les autorités doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour les apurer au plus vite et éviter la constitution de tout nouvel arriéré qui compromettrait encore la reprise de l'aide, indispensable pour faire sortir l'économie de la crise.

39. Il est impératif de mettre activement en œuvre les réformes de la politique et de l'administration fiscales, de la gestion de trésorerie et de la politique énergétique pour maintenir la stabilité macroéconomique. Pour atteindre les objectifs ambitieux de recettes fiscales en 2013, il faudra une hausse continue des taxes sur les produits pétroliers et des améliorations de l'administration fiscale, avec une vérification croisée systématique des informations par les services des impôts, des douanes et des marchés publics. Les dépenses devront être exécutées avec prudence et la gestion de trésorerie devra être rigoureuse pour respecter l'objectif de déficit et éviter l'accumulation d'arriérés envers les fournisseurs et les créanciers. Même si les ajustements tarifaires de l'électricité sont nécessaires pour remettre le secteur sur une trajectoire viable, ils doivent être accompagnés d'une réforme claire et d'une campagne d'information explicite pour susciter l'adhésion de la population.

40. À moyen terme, pour tirer parti du potentiel d'amélioration de la croissance et de réduction de la pauvreté, il convient de mettre énergiquement en œuvre des politiques visant

à accroître la marge de manœuvre budgétaire et à approfondir le secteur financier. La mise en valeur complète des vastes terres agricoles irrigables permettrait d'assurer une croissance plus solidaire. Il faut pour cela davantage d'investissements dans les domaines prioritaires, telles que les infrastructures routières, énergétiques, et d'irrigation, et une modernisation des techniques de production agricole et des secteurs de l'éducation et de la santé. Pour créer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à ces dépenses, il convient d'augmenter les recettes fiscales (en réduisant le nombre d'exonérations, en éliminant les subventions énergétiques et en réorganisant les administrations fiscale et douanière). Il convient aussi de réduire les dépenses non prioritaires (en éliminant les transferts à la société nationale de l'énergie, aux banques de l'habitat et de la solidarité et aux fonds de pension, qui sont tous déficitaires). Il faut enfin assurer une gestion de trésorerie plus rigoureuse (en instaurant un compte unique du trésor). Pour encourager l'investissement du secteur privé, il faut développer l'accès au financement en accélérant la résolution des prêts bancaires improductifs, en réformant le code foncier dans le but de créer des garanties pour le crédit bancaire, et en renforçant le secteur de la micro-finance.

41. Compte tenu de la gravité des chocs exogènes qui ont frappé l'économie du Mali et des intentions de politique économique indiquées par les autorités, les services du FMI recommandent d'approuver la demande des autorités d'un décaissement au titre de la FCR.

Tableau 1. Mali : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010-15

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|--|--------------------|--------|--------------------|-------------|--------|-------|-------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Nouv. prog. | Prog. | Proj. | |
| | (variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | |
| Comptes nationaux et prix | | | | | | | | |
| PIB réel | 5.8 | 5.4 | 2.7 | 5.6 | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 |
| Déflateur du PIB | 4.2 | 4.1 | 4.9 | 2.5 | 5.9 | 2.7 | 2.2 | 2.2 |
| IPC (moyenne annuelle) | 1.4 | 3.0 | 3.1 | 2.8 | 5.4 | 3.2 | 3.0 | 2.5 |
| Secteur extérieur (variation en %) | | | | | | | | |
| Termes de l'échange (détérioration -) | -9.7 | 14.0 | -3.4 | 2.7 | 14.8 | -6.6 | 2.1 | -1.2 |
| Taux de change effectif réel (dépréciation -) | -5.2 | ... | 2.6 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Monnaie et crédit (contrib. à la croissance de M2) | | | | | | | | |
| Crédit à l'État | 2.5 | 6.7 | 5.1 | 3.0 | 7.4 | 0.4 | 0.9 | -0.3 |
| Crédit à l'économie | 8.4 | 6.6 | 15.7 | 6.0 | 6.3 | 8.5 | 9.0 | 7.0 |
| Masse monétaire au sens large (M2) | 9.0 | 11.5 | 15.3 | 12.7 | 11.6 | 4.6 | 11.2 | 7.6 |
| | (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | |
| Investissement et épargne | | | | | | | | |
| Investissement intérieur brut | 18.4 | 20.5 | 20.2 | 20.0 | 16.3 | 19.5 | 23.5 | 24.7 |
| <i>dont</i> : administrations publiques | 7.9 | 9.0 | 8.7 | 7.5 | 3.8 | 6.0 | 9.0 | 9.2 |
| Épargne nationale brute | 5.8 | 13.0 | 10.0 | 14.6 | 10.6 | 11.5 | 14.5 | 15.7 |
| <i>dont</i> : administrations publiques | 1.6 | 2.3 | 2.1 | 0.7 | 1.4 | 1.9 | 3.1 | 3.2 |
| Épargne intérieure brute | 4.5 | 13.0 | 10.2 | 15.4 | 11.4 | 13.5 | 15.9 | 17.0 |
| Central government finance | | | | | | | | |
| Revenue | 17.3 | 16.7 | 17.2 | 17.6 | 17.5 | 18.0 | 18.2 | 18.3 |
| Grants | 2.9 | 3.5 | 3.9 | 2.9 | 0.7 | 1.1 | 3.2 | 3.2 |
| Total expenditure and net lending | 22.8 | 24.4 | 24.8 | 23.4 | 20.3 | 21.4 | 23.7 | 23.8 |
| Overall balance (payment order basis, including grants) | -2.7 | -4.2 | -3.7 | -2.9 | -2.1 | -2.3 | -2.3 | -2.3 |
| Solde budgétaire de base ² | -0.1 | -1.6 | -1.1 | -0.4 | -1.0 | -0.1 | 0.0 | 0.0 |
| Dettes intérieure ³ | 4.4 | 4.0 | 4.7 | 4.2 | 5.1 | 4.7 | 4.3 | 4.0 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | |
| Solde courant, transferts officiels inclus | -12.7 | -7.5 | -10.4 | -5.4 | -5.8 | -8.0 | -9.0 | -8.9 |
| Solde courant, transferts officiels exclus | -14.8 | -9.0 | -11.6 | -6.8 | -7.3 | -8.8 | -10.4 | -10.1 |
| Exportations de biens et services | 26.0 | 27.5 | 26.1 | 29.6 | 31.2 | 30.8 | 29.8 | 28.4 |
| Importations de biens et services | 39.9 | 35.0 | 36.1 | 34.2 | 36.1 | 36.8 | 37.4 | 36.0 |
| Service de la dette/exportations de biens et services | 3.1 | 4.0 | 4.0 | 3.8 | 3.4 | 3.5 | 3.4 | 3.8 |
| Dettes extérieures | 24.3 | 22.7 | 28.1 | 23.7 | 29.9 | 29.0 | 29.0 | 29.2 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de FCFA) | 4,667 | 5,109 | 5,028 | 5,529 | 5,243 | 5,642 | 6,100 | 6,563 |
| Balance globale des paiements (millions de \$) | -198.3 | -51.8 | 62.1 | 89.6 | -252.1 | -155.5 | 34.8 | 33.4 |
| Taux d'intérêt du marché monétaire (en %, FDP) | 4.1 | ... | 3.3 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves internationales brutes (millions de \$) | | | | | | | | |
| BCEAO | 13,643 | ... | 14,958 | ... | ... | ... | ... | ... |
| en % de la masse monétaire au sens large | 57.9 | ... | 59.2 | ... | ... | ... | ... | ... |
| en mois d'importations de b. et s. | 6.1 | ... | 6.2 | ... | ... | ... | ... | ... |
| BCEAO Mali (imputé) | 1,299 | 1,341 | 1,409 | 1,432 | 1,099 | 963 | 1,002 | 1,033 |
| en % de la masse monétaire au sens large | 49.8 | 42.9 | 47.0 | 41.1 | 35.0 | 29.4 | 27.6 | 26.5 |
| Taux de change du \$ (FDP) | 496.2 | ... | 497.7 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Prix de l'or (en \$ par once, Londres fix) | 1,225 | 1,582 | 1,569 | 1,758 | 1,629 | 1,619 | 1,632 | 1,651 |
| Prix du pétrole (brut spot, \$/baril) | 79.0 | 103.2 | 104.0 | 100.0 | 102.4 | 96.9 | 94.3 | 92.0 |
| Sources : Ministère des Finances; estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | |
| ¹ Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit. | | | | | | | | |
| ² Recettes totales, plus dons budgétaires généraux, plus ressources provenant de l'Initiative PPTE, moins dépenses totales et prêts nets hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures. | | | | | | | | |
| ³ Comprend les avances statutaires de la BCEAO, les obligations d'État, les bons du Trésor et autres titres de dette. | | | | | | | | |

Tableau 2. Mali : Comptes nationaux, 2010-15

| | Part ¹ | 2010 | 2011 | | 2012 | | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|-------------------|-------|--------------------|-------|--------------------|-------------|-------|-------|-------|
| | | | Prog. ³ | Est. | Prog. ² | Nouv. prog. | | | |
| (Variation annuelle en pourcentage, à prix constants) | | | | | | | | | |
| Secteur primaire | 35.1 | 11.4 | 6.9 | -1.3 | 5.4 | 8.1 | 5.3 | 5.4 | 5.4 |
| Agriculture | 22.3 | 16.0 | 8.5 | -4.5 | 6.1 | 13.1 | 6.0 | 6.1 | 6.2 |
| Agriculture vivrière hors riz | 15.1 | 14.0 | 6.3 | -1.8 | 6.3 | 9.9 | 6.3 | 6.3 | 6.3 |
| Riz | 4.7 | 24.0 | 5.5 | -24.6 | 5.8 | 27.0 | 6.0 | 5.8 | 5.8 |
| Agriculture industrielle hors coton | 1.6 | 9.5 | 5.0 | 2.0 | 7.8 | 4.0 | 7.3 | 7.3 | 7.5 |
| Coton | 0.9 | 6.4 | 67.0 | 82.7 | 4.0 | 8.0 | 2.0 | 5.0 | 5.0 |
| Élevage | 8.1 | 4.3 | 4.0 | 4.0 | 4.4 | 0.0 | 3.8 | 3.7 | 3.7 |
| Pêche, Forêt | 4.7 | 4.5 | 4.6 | 4.6 | 3.7 | 0.0 | 4.7 | 4.4 | 4.4 |
| Secteur secondaire | 18.9 | -2.1 | 4.5 | 8.1 | 8.9 | -2.2 | 5.4 | 5.6 | 4.0 |
| Industries minières | 6.7 | -14.3 | 0.1 | 0.0 | 10.0 | 7.5 | 8.4 | 1.9 | -2.0 |
| Industries de transformation | 5.2 | 0.1 | 7.4 | 20.8 | 10.4 | 3.4 | 4.8 | 4.3 | 5.4 |
| Agroalimentaire | 2.1 | 4.0 | 10.0 | 18.6 | 5.4 | -13.0 | 4.0 | 6.0 | 6.0 |
| Textile | 1.9 | 4.9 | 5.1 | 31.0 | 29.0 | 35.0 | 8.0 | 2.0 | 5.0 |
| Autres | 1.2 | -8.4 | 5.4 | 15.5 | 2.6 | -2.0 | 1.8 | 5.0 | 5.0 |
| Énergie | 1.9 | 10.0 | 8.0 | 8.0 | 9.4 | -2.0 | 5.0 | 10.7 | 8.0 |
| Bâtiments et travaux publics | 5.1 | 7.0 | 5.0 | 5.0 | 5.6 | -20.0 | 2.0 | 10.0 | 8.0 |
| Secteur tertiaire | 36.0 | 4.6 | 4.4 | 3.8 | 4.9 | -8.8 | 4.4 | 6.5 | 5.8 |
| Transports et télécommunications | 5.5 | 5.0 | 5.5 | 5.2 | 5.5 | 0.0 | 3.8 | 8.5 | 6.5 |
| Commerce | 14.4 | 5.5 | 4.5 | 4.0 | 6.5 | -10.0 | 4.3 | 6.4 | 6.4 |
| Services financiers | 0.7 | 3.5 | 3.0 | 3.0 | 3.8 | -10.0 | 3.8 | 4.0 | 4.0 |
| Autres services non financiers | 6.7 | 4.0 | 5.0 | 2.0 | 4.0 | -15.0 | 4.5 | 6.0 | 5.0 |
| Administration publique | 8.9 | 3.0 | 3.0 | 4.0 | 2.0 | -10.0 | 5.0 | 5.0 | 4.5 |
| Impôts indirects | 10.0 | 4.2 | 4.3 | 6.0 | 2.4 | -10.3 | 2.6 | 5.6 | 5.6 |
| PIB aux prix du marché | 100.0 | 5.8 | 5.4 | 2.7 | 5.6 | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 |
| (en pourcentage du PIB nominal) | | | | | | | | | |
| Comptes nationaux | | | | | | | | | |
| Investissement intérieur brut | | 18.4 | 20.5 | 20.2 | 20.0 | 16.3 | 19.5 | 23.5 | 24.7 |
| Épargne nationale brute | | 5.8 | 13.0 | 10.0 | 14.6 | 10.6 | 11.5 | 14.5 | 15.7 |
| Solde transactions courantes (transferts officiels compris) | | -12.7 | -7.5 | -10.4 | -5.4 | -5.8 | -8.0 | -9.0 | -8.9 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | |
| PIB nominal (en milliards de francs CFA) | | 4,667 | 5,109 | 5,028 | 5,529 | 5,243 | 5,642 | 6,100 | 6,563 |
| Deflateur du PIB (variation annuelle en pourcentage) | | 4.2 | 4.1 | 4.9 | 2.5 | 5.9 | 2.7 | 2.2 | 2.2 |
| Sources : autorités maliennes; estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | | |
| ¹ Part du PIB nominal de 2009. | | | | | | | | | |
| ² Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC. | | | | | | | | | |

Tableau 3. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2010-15
(en milliards FCFA)

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | | 2013 | | 2014 | 2015 |
|--|---------|--------------------|---------|--------------------|-------------|-------------|---------|-------------|---------|---------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Budget rév. | Nouv. prog. | Budget | Nouv. prog. | Proj. | |
| Recettes et dons | 940,0 | 1 030,5 | 1 060,5 | 1 132,8 | 941,3 | 954,3 | 1 029,2 | 1 079,2 | 1 302,7 | 1 409,2 |
| Recettes totales | 806,3 | 851,8 | 866,6 | 972,2 | 937,1 | 917,1 | 1 029,2 | 1 018,3 | 1 108,7 | 1 200,6 |
| Recettes budgétaires | 727,6 | 780,3 | 770,5 | 894,8 | 836,9 | 816,9 | 929,0 | 918,1 | 1 000,4 | 1 084,0 |
| Recettes fiscales | 681,8 | 731,1 | 734,2 | 836,2 | 786,2 | 766,2 | 876,1 | 865,2 | 942,1 | 1 024,3 |
| Impôts directs | 204,6 | 216,9 | 220,8 | 224,5 | 234,3 | 243,2 | 253,0 | 265,4 | 288,6 | 311,8 |
| Impôts indirects | 477,2 | 514,2 | 513,4 | 611,7 | 551,9 | 523,0 | 623,2 | 599,8 | 653,5 | 712,5 |
| TVA | 261,8 | 309,4 | 310,4 | 340,1 | 306,7 | 298,0 | 343,9 | 336,7 | 367,5 | 395,4 |
| Accises sur produits pétroliers | 25,5 | 4,0 | 4,7 | 7,0 | 17,7 | 17,7 | 19,9 | 19,9 | 21,5 | 23,1 |
| Droits d'importation | 94,6 | 110,0 | 112,1 | 113,3 | 102,6 | 102,6 | 115,3 | 115,3 | 127,3 | 148,3 |
| Autres impôts indirects | 102,3 | 127,7 | 120,3 | 191,3 | 154,5 | 145,2 | 179,1 | 171,4 | 182,0 | 190,2 |
| Remboursements de taxes | -6,9 | -37,0 | -34,1 | -40,0 | -29,6 | -40,6 | -35,0 | -43,5 | -44,8 | -44,6 |
| Recettes non fiscales | 45,8 | 49,2 | 32,9 | 58,6 | 50,7 | 50,7 | 52,9 | 52,9 | 58,2 | 59,7 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 78,7 | 71,5 | 96,1 | 77,4 | 100,2 | 100,2 | 100,2 | 100,2 | 108,3 | 116,6 |
| Dons | 133,7 | 178,8 | 193,9 | 160,6 | 4,2 | 37,2 | 0,0 | 60,8 | 193,9 | 208,7 |
| Projets | 57,2 | 83,7 | 97,1 | 85,9 | 3,6 | 33,0 | 0,0 | 60,8 | 97,1 | 104,5 |
| Budget | 76,5 | 95,1 | 96,9 | 74,7 | 0,6 | 4,2 | 0,0 | 0,0 | 96,9 | 104,2 |
| dont : aide budgétaire générale | 54,9 | 49,2 | 55,7 | 46,4 | 0,0 | 3,6 | 0,0 | 0,0 | 55,7 | 59,9 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 21,6 | 45,9 | 41,2 | 28,3 | 0,6 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 41,2 | 44,3 |
| Dépenses totales et prêts nets (base ordonnancement) | 1 064,4 | 1 244,3 | 1 246,3 | 1 291,7 | 970,9 | 1 066,9 | 1 026,5 | 1 207,6 | 1 442,6 | 1 559,8 |
| Dépenses budgétaires | 971,0 | 1 175,9 | 1 143,6 | 1 216,3 | 872,6 | 968,7 | 928,2 | 1 109,3 | 1 334,3 | 1 443,2 |
| Dépenses courantes | 601,2 | 714,8 | 709,0 | 800,1 | 738,2 | 752,3 | 764,7 | 772,6 | 792,0 | 846,8 |
| Traitements et salaires | 231,8 | 269,8 | 265,1 | 306,8 | 306,7 | 306,7 | 311,8 | 311,8 | 330,4 | 348,5 |
| Biens et services | 213,2 | 233,5 | 232,0 | 250,5 | 220,7 | 220,6 | 232,6 | 232,6 | 226,3 | 245,6 |
| Transferts et subventions | 137,1 | 183,5 | 181,4 | 209,7 | 183,1 | 193,1 | 196,6 | 196,6 | 200,9 | 216,5 |
| Intérêts | 19,1 | 28,1 | 30,6 | 33,1 | 27,8 | 32,0 | 23,7 | 31,5 | 34,4 | 36,2 |
| dont : intérieurs | 6,1 | 11,0 | 13,5 | 13,6 | 14,1 | 14,1 | 11,5 | 11,5 | 10,1 | 10,1 |
| Dépenses en capital | 369,8 | 461,1 | 437,9 | 416,2 | 140,9 | 216,3 | 163,5 | 336,8 | 542,3 | 596,4 |
| Financées sur ressources extérieures | 187,6 | 249,2 | 253,9 | 240,4 | 4,2 | 79,7 | 0,0 | 173,3 | 278,2 | 299,4 |
| Financées sur ressources intérieures | 182,2 | 211,9 | 184,0 | 175,8 | 136,6 | 136,6 | 163,5 | 163,5 | 264,0 | 297,0 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 78,7 | 71,5 | 96,1 | 77,4 | 100,2 | 100,2 | 100,2 | 100,2 | 108,3 | 116,6 |
| Prêts nets | 14,7 | -3,1 | -3,2 | -2,0 | -2,0 | -2,0 | -1,9 | -1,9 | 0,0 | 0,0 |
| Solde budgétaire global (hors dons) | -258,1 | -392,5 | -379,8 | -319,4 | -33,9 | -149,8 | 2,7 | -189,3 | -333,9 | -359,3 |
| Solde budgétaire global (dons inclus) | -124,4 | -213,8 | -185,8 | -158,8 | -29,6 | -112,6 | 2,7 | -128,5 | -140,0 | -150,6 |
| Variation des arriérés | -29,0 | -12,3 | -9,2 | -14,2 | -10,4 | -21,5 | -9,2 | -15,1 | 0,0 | 0,0 |
| Ajustement base caisse | -53,3 | 4,2 | 2,2 | 0,0 | -7,5 | 4,2 | 0,0 | 0,0 | -22,4 | 5,7 |
| Solde global (base caisse, dons inclus) | -206,7 | -221,9 | -192,8 | -173,0 | -43,3 | -129,9 | -6,5 | -143,6 | -162,3 | -144,9 |
| Financement | 206,7 | 221,9 | 192,8 | 173,0 | 43,4 | 129,9 | 6,5 | 89,0 | 162,3 | 144,9 |
| Financement extérieur (net) | 131,2 | 136,2 | 136,9 | 126,5 | -35,8 | 9,5 | -22,6 | 74,7 | 156,6 | 164,6 |
| Prêts | 152,6 | 165,1 | 165,0 | 168,3 | 0,0 | 46,1 | 0,0 | 112,5 | 195,0 | 209,8 |
| Prêts projets | 108,8 | 119,7 | 120,0 | 126,2 | 0,0 | 46,1 | 0,0 | 112,5 | 140,0 | 150,6 |
| Prêts budgétaires | 43,8 | 45,4 | 45,0 | 42,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 55,0 | 59,2 |
| Amortissement | -32,4 | -42,9 | -41,7 | -53,3 | -35,8 | -48,2 | -34,0 | -49,1 | -38,3 | -45,1 |
| Allègement de la dette | 11,0 | 14,0 | 13,6 | 11,6 | 0,0 | 11,6 | 11,4 | 11,4 | 0,0 | 0,0 |
| Financement intérieur (net) | 75,5 | 85,7 | 55,9 | 46,5 | 79,2 | 120,4 | 29,1 | 14,3 | 5,7 | -19,7 |
| Système bancaire | 96,0 | 87,3 | 66,2 | 43,5 | 69,1 | 110,3 | 21,9 | 7,0 | 20,5 | -5,0 |
| Banque centrale | ... | 78,8 | 62,9 | 18,5 | 16,5 | 57,7 | 15,1 | 0,3 | 20,5 | -5,0 |
| Banques commerciales | ... | 8,6 | 3,3 | 25,1 | 52,6 | 52,6 | 6,8 | 6,8 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes de privatisation | 0,2 | 3,3 | 0,0 | 0,0 | 33,0 | 33,0 | 22,0 | 22,0 | 0,0 | 0,0 |
| Financement non bancaire | -20,8 | -4,9 | -15,8 | 3,0 | -22,9 | -22,9 | -14,7 | -14,7 | -14,7 | -14,7 |
| Écart de financement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 54,6 | 0,0 | 0,0 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base 2 | -59,5 | -129,4 | -112,2 | -112,2 | -96,5 | -58,5 | -4,7 | -4,7 | -55,6 | -59,9 |
| Solde budgét. de base sous-jacent 3 | 3,6 | -73,5 | -79,7 | -79,7 | -56,5 | -5,2 | -4,7 | -4,7 | -55,6 | -59,9 |
| Solde budgétaire de base (déf. UEMOA) 4 | -4,6 | -80,1 | -56,6 | -21,1 | -54,9 | -54,9 | 14,0 | -4,7 | 0,0 | 0,0 |
| Solde budgét. de base sous-jacent (déf. UEMOA) 3 | 58,5 | -24,3 | -24,1 | -4,7 | -1,6 | -1,6 | -4,7 | -4,7 | 0,0 | 0,0 |
| Aide budgétaire générale | 98,7 | 94,7 | 100,7 | 88,5 | 0,0 | 3,6 | 0,0 | 0,0 | 110,7 | 119,1 |
| PIB nominal | 4 667 | 5 109 | 5 028 | 5 529 | 5 243 | 5 243 | 5 642,1 | 5 642 | 6 100 | 6 563 |

Sources : Ministère des Finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Rapport des services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC.

² Recettes totales, plus ressources provenant de l'Initiative totales, plus

³ Hors dépenses financées par recettes ponctuelles issues de la privatisation de la SOTELMA.

⁴ Recettes totales, plus dons budgétaires généraux, moins recettes issues de l'allègement PPTTE, moins dépenses totales et prêts nets hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

Tableau 4. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2012
(en milliards FCFA)

| | Mars | | Juin | | Septembre | | Décembre | | |
|--|--------------------|--------|--------------------|-------|--------------------|-------|--------------------|-------------|-------------|
| | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Budget rév. | Nouv. prog. |
| Recettes et dons | 288.9 | 210.9 | 570.3 | 474.5 | 861.2 | 703.1 | 1,132.8 | 941.3 | 954.3 |
| Recettes totales | 243.1 | 177.3 | 486.1 | 440.8 | 729.2 | 669.5 | 972.2 | 937.1 | 917.1 |
| Recettes budgétaires | 223.7 | 191.4 | 447.4 | 399.0 | 671.1 | 599.5 | 894.8 | 836.9 | 816.9 |
| Recettes fiscales | 209.1 | 175.1 | 418.1 | 373.9 | 627.2 | 559.9 | 836.2 | 786.2 | 766.2 |
| Impôts directs | 56.1 | 50.8 | 112.3 | 133.7 | 168.4 | 186.2 | 224.5 | 234.3 | 243.2 |
| Impôts indirects | 152.9 | 124.3 | 305.9 | 240.2 | 458.8 | 373.7 | 611.7 | 551.9 | 523.0 |
| TVA | 85.0 | 57.3 | 170.1 | 136.1 | 255.1 | 208.9 | 340.1 | 306.7 | 298.0 |
| Accises sur produits pétroliers | 1.8 | 1.3 | 3.5 | 6.7 | 5.3 | 15.5 | 7.0 | 17.7 | 17.7 |
| Droits d'importation | 28.3 | 34.5 | 56.7 | 49.1 | 85.0 | 74.1 | 113.3 | 102.6 | 102.6 |
| Autres impôts indirects | 47.8 | 34.5 | 95.7 | 68.5 | 143.5 | 102.6 | 191.3 | 154.5 | 145.2 |
| Remboursements de taxes | -10.0 | -3.5 | -20.0 | -20.2 | -30.0 | -27.3 | -40.0 | -29.6 | -40.6 |
| Recettes non fiscales | 14.7 | 15.4 | 29.3 | 23.3 | 44.0 | 37.2 | 58.6 | 50.7 | 50.7 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 19.3 | 25.4 | 38.7 | 49.5 | 58.0 | 70.0 | 77.4 | 100.2 | 100.2 |
| Dons | 45.8 | 33.6 | 84.2 | 33.6 | 132.1 | 33.6 | 160.6 | 4.2 | 37.2 |
| Projets | 21.5 | 33.0 | 43.0 | 33.0 | 64.4 | 33.0 | 85.9 | 3.6 | 33.0 |
| Budget | 24.4 | 0.6 | 41.3 | 0.6 | 67.6 | 0.6 | 74.7 | 0.6 | 4.2 |
| dont : aide budgétaire générale | 17.3 | 0.0 | 27.1 | 0.0 | 46.4 | 0.0 | 46.4 | 0.0 | 3.6 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 7.1 | 0.6 | 14.2 | 0.6 | 21.2 | 0.6 | 28.3 | 0.6 | 0.6 |
| Dépenses totales et prêts nets (base ordonnancement) | 324.2 | 289.7 | 648.3 | 492.2 | 972.5 | 726.2 | 1,291.7 | 970.9 | 1,066.9 |
| Dépenses budgétaires | 305.3 | 264.3 | 610.6 | 443.7 | 916.0 | 658.2 | 1,216.3 | 872.6 | 968.7 |
| Dépenses courantes | 200.0 | 164.1 | 400.0 | 313.3 | 600.1 | 498.4 | 800.1 | 738.2 | 752.3 |
| Traitements et salaires | 76.7 | 58.0 | 153.4 | 131.3 | 230.1 | 209.3 | 306.8 | 306.7 | 306.7 |
| Biens et services | 62.6 | 46.7 | 125.3 | 77.0 | 187.9 | 138.1 | 250.5 | 220.7 | 220.6 |
| Transferts et subventions | 52.4 | 54.8 | 104.9 | 95.5 | 157.3 | 132.1 | 209.7 | 183.1 | 193.1 |
| Intérêts | 8.3 | 4.7 | 16.5 | 9.6 | 24.8 | 18.9 | 33.1 | 27.8 | 32.0 |
| <i>dont: intérieurs</i> | 3.4 | 2.9 | 6.8 | 3.8 | 10.2 | 11.4 | 13.6 | 14.1 | 14.1 |
| Dépenses en capital | 105.3 | 91.5 | 210.6 | 108.0 | 315.9 | 119.4 | 416.2 | 140.9 | 216.3 |
| Financées sur ressources extérieures | 60.1 | 58.7 | 120.2 | 58.7 | 180.3 | 58.7 | 240.4 | 4.2 | 79.7 |
| Financées sur ressources intérieures | 45.2 | 32.8 | 90.4 | 49.3 | 135.6 | 60.7 | 175.8 | 136.6 | 136.6 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 19.3 | 25.4 | 38.7 | 49.5 | 58.0 | 70.0 | 77.4 | 100.2 | 100.2 |
| Prêts nets | -0.5 | 0.0 | -1.0 | -1.0 | -1.5 | -2.0 | -2.0 | -2.0 | -2.0 |
| Solde budgétaire global (hors dons) | -81.1 | -112.4 | -162.2 | -51.3 | -243.3 | -56.7 | -319.4 | -33.9 | -149.8 |
| Solde budgétaire global (dons inclus) | -35.3 | -78.8 | -78.0 | -17.7 | -111.3 | -23.1 | -158.8 | -29.6 | -112.6 |
| Variation des arriérés | -3.6 | 0.0 | -7.1 | -9.4 | -10.7 | -10.4 | -14.2 | -17.9 | -21.5 |
| Ajustement base caisse | -41.3 | 45.6 | -20.3 | -14.4 | -46.9 | -6.0 | 0.0 | 4.2 | 4.2 |
| Solde global (base caisse, dons inclus) | -80.2 | -33.2 | -105.4 | -41.5 | -168.9 | -39.5 | -173.0 | -43.3 | -129.9 |
| Financement | 80.2 | 33.2 | 105.4 | 41.6 | 168.9 | 39.5 | 173.0 | 43.4 | 129.9 |
| Financement extérieur (net) | 21.1 | 22.8 | 43.4 | 22.3 | 99.1 | 17.6 | 126.5 | -35.8 | 9.5 |
| Prêts | 31.5 | 25.1 | 63.1 | 25.1 | 128.6 | 25.1 | 168.3 | 0.0 | 46.1 |
| Prêts projets | 31.5 | 25.1 | 63.1 | 25.1 | 94.6 | 25.1 | 126.2 | 0.0 | 46.1 |
| <i>dont: non concessionnels</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Prêts budgétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 34.0 | 0.0 | 42.1 | 0.0 | 0.0 |
| Amortissement | -13.3 | -2.3 | -26.7 | -9.4 | -40.0 | -14.1 | -53.3 | -35.8 | -48.2 |
| Allègement de la dette | 2.9 | 0.0 | 7.0 | 6.6 | 10.5 | 6.6 | 11.6 | 0.0 | 11.6 |
| Financement intérieur (net) | 59.0 | 10.4 | 62.0 | 19.3 | 69.8 | 21.9 | 46.5 | 79.2 | 120.4 |
| Système bancaire | 58.3 | 52.3 | 60.6 | 93.2 | 67.6 | 127.1 | 43.5 | 69.1 | 110.3 |
| Banque centrale | 4.6 | -8.5 | 9.2 | 82.6 | 13.8 | 81.4 | 18.5 | 16.5 | 57.7 |
| Banques commerciales | 53.7 | 60.9 | 51.3 | 10.6 | 53.7 | 45.7 | 25.1 | 52.6 | 52.6 |
| Crédit net à l'État | 58.3 | 3.7 | 60.6 | 3.0 | 67.6 | 1.8 | 43.5 | 1.1 | 7.3 |
| FMI (net) | -0.2 | 4.3 | -0.4 | 4.3 | -0.7 | 3.8 | -0.9 | 3.8 | 7.3 |
| Crédit banque centrale (net) | 1.3 | -0.7 | 2.5 | -1.3 | 3.8 | -2.0 | 5.0 | -2.7 | 0.0 |
| Autre postes | 4.0 | 0.0 | 8.0 | 0.0 | 12.0 | 0.0 | 16.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autres financements intérieurs | 1.3 | -0.9 | 2.5 | -63.8 | 3.8 | -77.5 | 5.0 | 0.0 | 0.0 |
| Recettes de privatisation | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 33.0 | 33.0 |
| Financement non bancaire | 0.7 | -41.0 | 1.5 | -10.1 | 2.2 | -27.7 | 3.0 | -22.9 | -22.9 |
| Ecart de financement | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.0 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base 2 | -0.8 | -53.7 | -7.9 | 13.9 | -6.2 | 8.6 | -21.1 | -29.6 | -54.9 |
| Solde budgét. de base sous-jacent 2 | 3.2 | -44.9 | 0.1 | 28.8 | 5.8 | 24.4 | -5.1 | 12.2 | -1.6 |
| Appui budgétaire extérieur | 17.3 | 0.6 | 27.1 | 0.0 | 80.4 | 0.6 | 88.5 | 0.0 | 3.6 |
| Financement bancaire et marchés | 63.4 | 72.8 | 70.7 | 100.0 | 82.8 | 132.6 | 63.8 | 65.7 | 106.9 |

Sources : Ministère des Finances; projections des services du FMI.

¹Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC.

²Recettes totales, plus dons budgétaires généraux, moins recettes issues de l'allègement PPTE, moins dépenses totales et prêts nets hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

³Hors dépenses financées par recettes ponctuelles issues de la privatisation de la SOTELMA.

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | | 2013 | | 2014 | 2015 |
|--|-------|--------------------|-------|--------------------|-------------|-------------|--------|-------|-------|-------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Budget rév. | Nouv. prog. | Budget | Prog. | Proj. | |
| Recettes et dons | 20.1 | 20.2 | 21.1 | 20.5 | 18.0 | 18.2 | 18.2 | 19.1 | 21.4 | 21.5 |
| Recettes totales | 17.3 | 16.7 | 17.2 | 17.6 | 17.9 | 17.5 | 18.2 | 18.0 | 18.2 | 18.3 |
| Recettes budgétaires | 15.6 | 15.3 | 15.3 | 16.2 | 16.0 | 15.6 | 16.5 | 16.3 | 16.4 | 16.5 |
| Recettes fiscales | 14.6 | 14.3 | 14.6 | 15.1 | 15.0 | 14.6 | 15.5 | 15.3 | 15.4 | 15.6 |
| Impôts directs | 4.4 | 4.2 | 4.4 | 4.1 | 4.5 | 4.6 | 4.5 | 4.7 | 4.7 | 4.8 |
| Impôts indirects | 10.2 | 10.1 | 10.2 | 11.1 | 10.5 | 10.0 | 11.0 | 10.6 | 10.7 | 10.9 |
| TVA | 5.6 | 6.1 | 6.2 | 6.2 | 5.9 | 5.7 | 6.1 | 6.0 | 6.0 | 6.0 |
| Accises sur produits pétroliers | 0.5 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| Droits d'importation | 2.0 | 2.2 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.1 | 2.3 |
| Autres impôts indirects | 2.2 | 2.5 | 2.4 | 3.5 | 2.9 | 2.8 | 3.2 | 3.0 | 3.0 | 2.9 |
| Remboursements de taxes | -0.1 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.6 | -0.8 | -0.6 | -0.8 | -0.7 | -0.7 |
| Recettes non fiscales | 1.0 | 1.0 | 0.7 | 1.1 | 1.0 | 1.0 | 0.9 | 0.9 | 1.0 | 0.9 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 1.7 | 1.4 | 1.9 | 1.4 | 1.9 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 |
| Dons | 2.9 | 3.5 | 3.9 | 2.9 | 0.1 | 0.7 | 0.0 | 1.1 | 3.2 | 3.2 |
| Projets | 1.2 | 1.6 | 1.9 | 1.6 | 0.1 | 0.6 | 0.0 | 1.1 | 1.6 | 1.6 |
| Budget | 1.6 | 1.9 | 1.9 | 1.3 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 1.6 | 1.6 |
| dont : aide budgétaire générale | 1.2 | 1.0 | 1.1 | 0.8 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.9 | 0.9 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 0.5 | 0.9 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.7 | 0.7 |
| Dépenses totales et prêts nets (base ordonnancement) | 22.8 | 24.4 | 24.8 | 23.4 | 18.5 | 20.3 | 18.2 | 21.4 | 23.7 | 23.8 |
| Dépenses budgétaires | 20.8 | 23.0 | 22.7 | 22.0 | 16.6 | 18.5 | 16.5 | 19.7 | 21.9 | 22.0 |
| Dépenses courantes | 12.9 | 14.0 | 14.1 | 14.5 | 14.1 | 14.4 | 13.6 | 13.7 | 13.0 | 12.9 |
| Traitements et salaires | 5.0 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.9 | 5.9 | 5.5 | 5.5 | 5.4 | 5.3 |
| Biens et services | 4.6 | 4.6 | 4.6 | 4.5 | 4.2 | 4.2 | 4.1 | 4.1 | 3.7 | 3.7 |
| Transferts et subventions | 2.9 | 3.6 | 3.6 | 3.8 | 3.5 | 3.7 | 3.5 | 3.5 | 3.3 | 3.3 |
| Intérêts | 0.4 | 0.5 | 0.6 | 0.6 | 0.5 | 0.6 | 0.4 | 0.6 | 0.6 | 0.6 |
| <i>dont : intérieurs</i> | 0.1 | 0.2 | 0.3 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Dépenses en capital | 7.9 | 9.0 | 8.7 | 7.5 | 2.7 | 4.1 | 2.9 | 6.0 | 8.9 | 9.1 |
| Financées sur ressources extérieures | 4.0 | 4.9 | 5.1 | 4.3 | 0.1 | 1.5 | 0.0 | 3.1 | 4.6 | 4.6 |
| Financées sur ressources intérieures | 3.9 | 4.1 | 3.7 | 3.2 | 2.6 | 2.6 | 2.9 | 2.9 | 4.3 | 4.5 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 1.7 | 1.4 | 1.9 | 1.4 | 1.9 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 |
| Prêts nets | 0.3 | -0.1 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde budgétaire global (hors dons) | -5.5 | -7.7 | -7.6 | -5.8 | -0.6 | -2.9 | 0.0 | -3.4 | -5.5 | -5.5 |
| Solde budgétaire global (dons inclus) | -2.7 | -4.2 | -3.7 | -2.9 | -0.6 | -2.1 | 0.0 | -2.3 | -2.3 | -2.3 |
| Variation des arriérés | -0.6 | -0.2 | -0.2 | -0.3 | -0.2 | -0.4 | -0.2 | -0.3 | 0.0 | 0.0 |
| Ajustement base caisse | -1.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | -0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | -0.4 | 0.1 |
| Solde global (base caisse, dons inclus) | -4.4 | -4.3 | -3.8 | -3.1 | -0.8 | -2.5 | -0.1 | -2.5 | -2.7 | -2.2 |
| Financement | 4.4 | 4.3 | 3.8 | 3.1 | 0.8 | 2.5 | 0.1 | 1.6 | 2.7 | 2.2 |
| Financement extérieur (net) | 2.8 | 2.7 | 2.7 | 2.3 | -0.7 | 0.2 | -0.4 | 1.3 | 2.6 | 2.5 |
| Prêts | 3.3 | 3.2 | 3.3 | 3.0 | 0.0 | 0.9 | 0.0 | 2.0 | 3.2 | 3.2 |
| Prêts projets | 2.3 | 2.3 | 2.4 | 2.3 | 0.0 | 0.9 | 0.0 | 2.0 | 2.3 | 2.3 |
| <i>dont : non concessionnels</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Prêts budgétaires | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.9 | 0.9 |
| Amortissement | -0.7 | -0.8 | -0.8 | -1.0 | -0.7 | -0.9 | -0.6 | -0.9 | -0.6 | -0.7 |
| Allègement de la dette | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.0 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| Financement intérieur (net) | 1.6 | 1.7 | 1.1 | 0.8 | 1.5 | 2.3 | 0.5 | 0.3 | 0.1 | -0.3 |
| Système bancaire | 2.1 | 1.7 | 1.3 | 0.8 | 1.3 | 2.1 | 0.4 | 0.1 | 0.3 | -0.1 |
| Banque centrale | ... | 1.5 | 1.3 | 0.3 | 0.3 | 1.1 | 0.3 | 0.0 | 0.3 | -0.1 |
| Banques commerciales | ... | 0.2 | 0.1 | 0.5 | 1.0 | 1.0 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 |
| Recettes de privatisation | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.6 | 0.6 | 0.4 | 0.4 | 0.0 | 0.0 |
| Financement non bancaire | -0.4 | -0.1 | -0.3 | 0.1 | -0.4 | -0.4 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | -0.2 |
| Ecart de financement | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base ² | -0.1 | -1.6 | -1.1 | -0.4 | -1.0 | -1.0 | 0.2 | -0.1 | 0.0 | 0.0 |
| Appui budgétaire général | 2.1 | 1.9 | 2.0 | 1.6 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 1.8 | 1.8 |
| PIB nominal (en milliards FCFA) | 4,667 | 5,109 | 5,028 | 5,529 | 5,243 | 5,243 | 5,642 | 5,642 | 6,100 | 6,563 |

Sources : Ministère des Finances; estimations et projections des services du FMI.

¹Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali —Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC.

²Recettes totales, plus dons budgétaires généraux, moins recettes issues de l'allègement PPTTE, moins dépenses totales et prêts nets hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

Tableau 6. Mali : Opérations de l'administration centrale, classification MSFP 2001, ¹ 2010-15

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | | 2013 | | 2014 | 2015 |
|---|---------------------|--------------------|---------|--------------------|-------------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| | | Prog. ² | Est. | Prog. ² | Budget rév. | New Prog. | Budget | Prog. | Proj. | |
| | (en milliards FCFA) | | | | | | | | | |
| Recettes | 951,0 | 1 044,5 | 1 070,7 | 1 144,4 | 940,7 | 954,3 | 1 040,6 | 1 090,5 | 1 302,7 | 1 409,2 |
| Taxes | 681,8 | 731,1 | 734,2 | 836,2 | 786,2 | 766,2 | 876,1 | 865,2 | 942,1 | 1 024,3 |
| Dons | 144,7 | 192,7 | 207,5 | 172,2 | 3,6 | 37,2 | 11,4 | 72,2 | 193,9 | 208,7 |
| Courants | 54,9 | 49,2 | 55,7 | 46,4 | 0,0 | 3,6 | 0,0 | 0,0 | 55,7 | 59,9 |
| En capital | 89,8 | 143,5 | 151,9 | 125,8 | 3,6 | 33,6 | 11,4 | 72,2 | 138,3 | 148,8 |
| Autres recettes | 124,5 | 120,7 | 129,0 | 136,0 | 150,9 | 150,9 | 153,1 | 153,1 | 166,6 | 176,3 |
| Charges | 1 049,7 | 1 247,4 | 1 243,0 | 1 293,7 | 979,3 | 1 052,5 | 1 028,4 | 1 209,5 | 1 448,3 | 1 564,6 |
| Dépenses courantes | 679,9 | 786,3 | 805,1 | 877,5 | 838,4 | 852,5 | 864,9 | 872,8 | 900,3 | 963,4 |
| Rémunération des salariés | 231,8 | 269,8 | 265,1 | 306,8 | 306,7 | 306,7 | 311,8 | 311,8 | 330,4 | 348,5 |
| Utilisation de biens et services | 213,2 | 233,5 | 232,0 | 250,5 | 220,7 | 220,6 | 232,6 | 232,6 | 226,3 | 245,6 |
| Intérêts | 19,1 | 28,1 | 30,6 | 33,1 | 27,8 | 32,0 | 23,7 | 31,5 | 34,4 | 36,2 |
| Subventions | 13,5 | 25,8 | 16,9 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 32,4 | 34,9 |
| Dons | 100,3 | 110,3 | 118,6 | 129,9 | 109,0 | 109,0 | 117,7 | 117,7 | 128,2 | 139,1 |
| Autres dépenses | 102,1 | 118,9 | 142,1 | 127,2 | 144,3 | 154,3 | 149,2 | 149,2 | 148,6 | 159,1 |
| Acquisition nette d'actifs non financiers | 369,8 | 461,1 | 437,9 | 416,2 | 140,9 | 200,0 | 163,5 | 336,8 | 547,9 | 601,2 |
| Solde brut de gestion | 271,1 | 258,2 | 265,6 | 266,9 | 102,3 | 101,8 | 175,6 | 217,8 | 402,3 | 445,9 |
| Capacité(+)/besoin (-) de financement net | -98,7 | -202,9 | -172,3 | -149,2 | -38,6 | -98,3 | 12,1 | -119,0 | -145,6 | -155,4 |
| Opérations financières nettes | -98,7 | -202,9 | -172,3 | -149,2 | -38,6 | -98,3 | 12,1 | -119,0 | -145,6 | -155,4 |
| Acquisition nette d'actifs financiers | 19,0 | -79,1 | -20,0 | -21,0 | 5,5 | -35,7 | 5,0 | 19,8 | -3,5 | 15,2 |
| Intérieurs | 19,0 | -79,1 | -20,0 | -21,0 | 5,5 | -35,7 | 5,0 | 19,8 | -3,5 | 15,2 |
| Numéraire et dépôts | -17,0 | -55,9 | -41,3 | -16,0 | -15,4 | -56,6 | -7,8 | 7,0 | -18,2 | 0,4 |
| Crédits (capacité nette de financement) | 14,7 | -3,1 | -3,2 | -2,0 | -2,0 | -2,0 | -1,9 | -1,9 | 0,0 | 0,0 |
| Actions et autres participations (produit des privatisations) | 32,2 | 4,9 | 15,8 | -3,0 | 22,9 | 22,9 | 14,7 | 14,7 | 14,7 | 14,7 |
| Autres comptes à recevoir | -10,9 | -25,1 | 8,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Accumulation nette de passifs | 117,7 | 115,5 | 152,3 | 131,2 | 44,1 | 62,6 | -7,1 | 138,9 | 142,1 | 170,5 |
| Intérieurs | -5,4 | -32,1 | 4,9 | 12,5 | 76,1 | 60,9 | 19,6 | 68,2 | -16,8 | 10,5 |
| Titres de dette et crédits | 113,1 | -4,6 | 34,7 | 27,5 | 0,0 | 27,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres comptes à payer | -118,5 | -27,5 | -29,9 | -15,0 | 76,1 | 33,9 | 19,6 | 68,2 | -16,8 | 10,5 |
| Extérieurs | 123,1 | 147,7 | 147,5 | 118,7 | -32,0 | 1,7 | -26,7 | 70,6 | 158,8 | 160,1 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | |
| Variation de la valeur nette: opérations | -98,7 | -202,9 | -172,3 | -149,2 | -38,6 | -98,3 | 12,1 | -119,0 | -145,6 | -155,4 |
| PIB nominal | 4 667 | 5 109 | 5 028 | 5 529 | 4 974 | 5 243 | 5 583 | 5 642 | 6 100 | 6 563 |

Sources: Ministry of Finance; and IMF staff estimates and projections.

¹ Manuel de statistiques de finances publiques (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/afs/manual/>).² Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali—Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC.

Tableau 7. Mali: Balance des paiements, 2010–17

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|----------|--------------------|----------|--------------------|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Prog. ¹ | Nouv. prog. | Prog. | | | Proj. | |
| (en milliards FCFA) | | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | | | | | | | | | | |
| Transferts officiels non compris | -688.5 | -457.8 | -585.7 | -374.1 | -382.9 | -494.3 | -632.0 | -665.5 | -680.7 | -783.2 |
| Transferts officiels compris | -590.3 | -383.4 | -522.6 | -300.4 | -301.6 | -450.7 | -549.2 | -586.4 | -595.9 | -692.0 |
| Balance commerciale | -335.4 | -90.2 | -188.8 | 53.8 | 98.2 | 58.3 | -46.5 | -63.7 | -87.0 | -164.6 |
| Exportations, f.à.b. | 1,018.1 | 1,202.7 | 1,119.8 | 1,423.6 | 1,455.2 | 1,555.5 | 1,607.1 | 1,648.6 | 1,683.0 | 1,701.3 |
| Coton fibre | 82.8 | 130.1 | 90.9 | 128.3 | 214.9 | 164.4 | 163.4 | 164.3 | 163.5 | 174.2 |
| Or | 761.8 | 910.1 | 841.1 | 1,114.0 | 1,071.0 | 1,181.3 | 1,216.1 | 1,210.0 | 1,203.9 | 1,196.9 |
| Autres | 173.4 | 162.4 | 187.9 | 181.3 | 169.4 | 209.7 | 227.6 | 274.3 | 315.6 | 330.2 |
| Importations, f.à.b. | -1,353.4 | -1,292.9 | -1,308.7 | -1,369.8 | -1,357.0 | -1,497.1 | -1,653.5 | -1,712.3 | -1,770.1 | -1,865.9 |
| Produits pétroliers | -275.9 | -366.2 | -365.9 | -378.0 | -357.4 | -417.6 | -427.5 | -432.3 | -435.6 | -455.7 |
| Produits alimentaires | -159.3 | -178.8 | -174.6 | -202.3 | -227.3 | -210.0 | -207.1 | -211.8 | -220.9 | -234.7 |
| Autres | -918.2 | -747.8 | -768.2 | -789.5 | -772.3 | -869.6 | -1,019.0 | -1,068.3 | -1,113.6 | -1,175.5 |
| Services, net | -313.7 | -292.1 | -312.7 | -310.2 | -355.4 | -395.7 | -418.5 | -439.0 | -459.2 | -488.1 |
| Crédit | 195.0 | 201.3 | 192.3 | 211.0 | 178.3 | 182.8 | 207.7 | 213.6 | 219.7 | 226.2 |
| Débit | -508.7 | -493.4 | -505.0 | -521.1 | -533.6 | -578.4 | -626.2 | -652.6 | -678.9 | -714.3 |
| <i>dont: frêt et assurance</i> | -279.8 | -298.4 | -270.7 | -316.1 | -293.8 | -324.2 | -358.1 | -370.8 | -383.3 | -404.0 |
| Revenus, net | -207.5 | -225.3 | -238.7 | -280.0 | -295.4 | -326.8 | -338.8 | -337.0 | -311.1 | -309.1 |
| <i>dont: intérêts exigibles sur dette publique</i> | -17.1 | -17.1 | -17.1 | -19.5 | -17.9 | -20.0 | -24.3 | -26.1 | -28.1 | -30.1 |
| Transferts, net | 266.2 | 224.2 | 217.6 | 235.9 | 251.0 | 213.4 | 254.7 | 253.3 | 261.5 | 269.8 |
| Transferts privés, net | 168.1 | 149.8 | 154.6 | 162.2 | 169.7 | 169.8 | 171.9 | 174.2 | 176.6 | 178.6 |
| Transferts officiels, net | 98.1 | 74.5 | 63.0 | 73.7 | 81.3 | 43.6 | 82.8 | 79.1 | 84.9 | 91.2 |
| <i>dont: dons budgétaires</i> | 54.9 | 49.2 | 55.7 | 46.4 | 3.6 | 0.0 | 55.7 | 59.9 | 64.2 | 69.0 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 469.0 | 359.3 | 551.9 | 342.0 | 171.0 | 368.2 | 567.6 | 604.2 | 621.3 | 693.2 |
| Compte de capital, net | 113.7 | 137.8 | 175.0 | 123.2 | 56.0 | 102.5 | 183.3 | 197.2 | 211.6 | 227.4 |
| <i>dont: Dons projet</i> | 78.8 | 129.5 | 138.3 | 114.2 | 17.3 | 60.8 | 138.3 | 148.8 | 159.6 | 171.6 |
| Compte d'opérations financières | 355.3 | 221.5 | 376.9 | 218.8 | 115.0 | 265.7 | 384.3 | 407.0 | 409.7 | 465.8 |
| Secteur privé (net) | 216.0 | 85.3 | 230.3 | 92.3 | 105.5 | 202.4 | 222.0 | 235.0 | 223.4 | 264.5 |
| Investissement direct (net) | 197.4 | 83.9 | 141.7 | 90.8 | 148.2 | 205.2 | 225.1 | 238.3 | 227.0 | 268.4 |
| Investissement de portefeuille (net) | -2.0 | 1.3 | -2.6 | 1.4 | -2.7 | -2.9 | -3.1 | -3.3 | -3.6 | -3.8 |
| Autres flux de capitaux privés | 20.7 | 0.0 | 91.2 | 0.0 | -40.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Officiel, net | 120.2 | 122.2 | 123.3 | 115.0 | -2.1 | 63.4 | 162.4 | 170.4 | 184.6 | 199.4 |
| Déboursements | 152.6 | 165.1 | 165.0 | 168.3 | 46.1 | 112.5 | 195.0 | 209.8 | 225.0 | 241.8 |
| Appui budgétaire | 43.8 | 45.4 | 45.0 | 42.1 | 0.0 | 0.0 | 55.0 | 59.2 | 63.5 | 68.2 |
| Financement de projets | 108.8 | 119.7 | 120.0 | 126.2 | 46.1 | 112.5 | 140.0 | 150.6 | 161.5 | 173.6 |
| Autorités monétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Amortissement exigible dette pub. | -32.4 | -42.9 | -41.7 | -53.3 | -48.2 | -49.1 | -32.6 | -39.3 | -40.4 | -42.4 |
| Erreurs et omissions | 23.3 | 0.0 | -0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde global | -98.0 | -24.1 | 29.3 | 41.7 | -130.6 | -82.5 | 18.5 | 17.8 | 25.4 | 1.2 |
| Financement | 98.0 | 24.1 | -29.3 | -41.7 | 130.6 | 82.5 | -18.5 | -17.8 | -25.4 | -1.2 |
| Avoirs extérieurs (net) | 87.0 | 10.1 | -42.9 | -53.2 | 119.0 | 71.1 | -18.5 | -17.8 | -25.4 | -1.2 |
| <i>dont: FMI (net)</i> | 2.9 | 25.4 | 21.2 | 5.0 | 3.8 | 7.3 | -4.2 | -4.6 | -6.6 | -9.4 |
| Assistance au titre de l'initiative PPTE | 11.0 | 14.0 | 13.6 | 11.6 | 11.6 | 11.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Écart de financement | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | | | | | | | | | | |
| Transferts officiels non compris | -14.8 | -9.0 | -11.6 | -6.8 | -7.3 | -8.8 | -10.4 | -10.1 | -9.7 | -10.4 |
| Transferts officiels compris | -12.7 | -7.5 | -10.4 | -5.4 | -5.8 | -8.0 | -9.0 | -8.9 | -8.5 | -9.1 |
| (variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | | | |
| Commerce extérieur | | | | | | | | | | |
| Indice volume d'exportations | 0.5 | 2.0 | 2.9 | 22.1 | 15.5 | 9.5 | 2.8 | 4.3 | 3.5 | 4.7 |
| Indice volume d'importations | 8.3 | 8.5 | -12.6 | 12.2 | 6.1 | 6.4 | 12.5 | 4.4 | 4.2 | 4.1 |
| Valeur unitaire des exportations | 20.0 | 21.9 | 6.9 | -3.1 | 12.2 | -3.2 | 0.2 | -2.0 | -1.7 | -1.4 |
| Valeur unitaire des importations | 32.9 | 6.9 | 10.6 | -5.6 | -2.3 | 3.7 | -1.8 | -0.8 | -0.8 | 1.2 |
| Termes de l'échange | -9.7 | 14.0 | -3.4 | 2.7 | 14.8 | -6.6 | 2.1 | -1.2 | -0.9 | 0.4 |
| Sources : autorités maliennes; estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | | | |
| ¹ Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali — Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC. | | | | | | | | | | |

Tableau 8. Mali : Situation monétaire, 2010-15

| | 2010 | 2011 | | 2012 | | | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|---------|--------------------|---------|---------|--------------------|-----------|--------------------|---------|---------|
| | | Prog. ¹ | Est. | Sept. | Prog. ¹ | New Prog. | Prog. ¹ | Proj. | |
| (en milliards FCFA) | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 726.0 | 701.9 | 693.9 | 603.1 | 755.2 | 614.9 | 543.8 | 566.4 | 585.0 |
| BCEAO | 552.2 | 528.1 | 584.9 | 474.7 | 581.3 | 466.0 | 394.8 | 417.4 | 436.0 |
| Banques commerciales | 173.8 | 173.8 | 109.0 | 128.4 | 173.8 | 149.0 | 149.0 | 149.0 | 149.0 |
| Avoirs intérieurs nets | 568.0 | 741.4 | 797.4 | 925.9 | 871.1 | 1,049.4 | 1,197.6 | 1,370.0 | 1,498.5 |
| Crédit à l'État (net) | -269.9 | -182.5 | -203.7 | -77.4 | -139.0 | -93.4 | -86.4 | -70.6 | -77.2 |
| BCEAO | -74.1 | 4.7 | -11.2 | 70.3 | 23.2 | 46.5 | 46.8 | 62.6 | 55.9 |
| Banques commerciales | -195.7 | -187.2 | -193.1 | -146.8 | -162.1 | -140.5 | -133.7 | -133.7 | -133.7 |
| Autres | -0.1 | 0.0 | 0.6 | -0.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Crédit à l'économie | 845.3 | 931.3 | 1,048.7 | 1,042.5 | 1,017.5 | 1,142.8 | 1,284.0 | 1,440.6 | 1,575.8 |
| Autres postes (net) | -7.4 | -7.4 | -47.6 | -39.2 | -7.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Masse monétaire (M2) | 1,294.5 | 1,443.3 | 1,492.0 | 1,529.0 | 1,626.3 | 1,664.3 | 1,741.4 | 1,936.4 | 2,083.5 |
| Circulation fiduciaire hors banques | 314.5 | 350.7 | 415.4 | 461.0 | 395.1 | 463.4 | 484.8 | 539.1 | 580.1 |
| Dépôts bancaires | 980.0 | 1,092.6 | 1,076.6 | 1,068.0 | 1,231.1 | 1,200.9 | 1,256.5 | 1,397.3 | 1,503.4 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | |
| Monnaie centrale (M0) | 545.1 | 607.8 | 643.5 | 636.1 | 684.8 | 717.8 | 751.1 | 835.2 | 898.6 |
| Réserves internationales brutes BCEAO | 644.4 | 619.6 | 701.4 | ... | 667.8 | 582.5 | 511.3 | 533.9 | 552.5 |
| en pourcentage de la monnaie au sens large | 49.8 | 42.9 | 47.0 | ... | 41.1 | 35.0 | 29.4 | 27.6 | 26.5 |
| (en pourcentage de la monnaie au sens large en début de période) | | | | | | | | | |
| Contribution à la croissance de la monnaie au sens large | | | | | | | | | |
| Masse monétaire (M2) | 9.0 | 11.5 | 15.3 | 10.8 | 12.7 | 11.6 | 4.6 | 11.2 | 7.6 |
| Avoirs extérieurs nets | -1.4 | -1.9 | -2.5 | -5.8 | 3.7 | -5.3 | -4.3 | 1.3 | 1.0 |
| BCEAO | -7.3 | -1.9 | 2.5 | -5.7 | 3.7 | -8.0 | -4.3 | 1.3 | 1.0 |
| Banques commerciales | 5.9 | 0.0 | -5.0 | -0.1 | 0.0 | 2.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Avoirs intérieurs nets | 10.3 | 13.4 | 17.7 | 16.6 | 9.0 | 16.9 | 8.9 | 9.9 | 6.6 |
| Crédit à l'État | 2.5 | 6.7 | 5.1 | 10.4 | 3.0 | 7.4 | 0.4 | 0.9 | -0.3 |
| Crédit à l'économie | 8.4 | 6.6 | 15.7 | 7.0 | 6.0 | 6.3 | 8.5 | 9.0 | 7.0 |
| Autres postes, nets | -0.6 | 0.0 | -3.1 | -0.8 | 0.0 | 3.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | |
| Masse monétaire (M2) | 9.0 | 11.5 | 15.3 | 10.8 | 12.7 | 11.6 | 4.6 | 11.2 | 7.6 |
| Base monétaire (M0) | 0.7 | 11.5 | 18.0 | 12.8 | 12.7 | 11.6 | 4.6 | 11.2 | 7.6 |
| Crédit à l'économie | 13.5 | 10.2 | 24.1 | 10.3 | 9.3 | 9.0 | 12.4 | 12.2 | 9.4 |
| Vitesse de circulation (PIB/M2) | 3.6 | 3.5 | 3.4 | 3.3 | 3.4 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Multiplicateur monétaire (M2/M0) | 2.4 | 2.4 | 2.3 | 2.4 | 2.4 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 |
| Circulation fiduciaire/M2 hors banques | 24.3 | 24.3 | 27.8 | 30.2 | 24.3 | 27.8 | 27.8 | 27.8 | 27.8 |
| Sources : BCEAO; estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | | |
| ¹ Rapport du services du FMI No. 12/3: Mali—Septième revue de l'accord triennal au titre de la FEC et demande d'un nouvel accord triennal au titre de la FEC. | | | | | | | | | |

Tableau 9. Mali : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2010-17

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------|------------------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| | | Est. Nouv. prog. | | Prog. | | Proj. | | |
| (variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | |
| Comptes nationaux et prix | | | | | | | | |
| PIB réel | 5.8 | 2.7 | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 | 5.0 | 5.0 |
| Déflateur du PIB | 4.2 | 4.9 | 5.9 | 2.7 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.4 |
| Inflation IPC (moyenne) | 1.4 | 3.1 | 5.4 | 3.2 | 3.0 | 2.5 | 2.6 | 2.5 |
| Secteur extérieur (variation en %) | | | | | | | | |
| Termes de l'échange (détérioration -) | -9.7 | -3.4 | 14.8 | -6.6 | 2.1 | -1.2 | -0.9 | 0.4 |
| Taux de change effectif réel (dépréciation -) | -5.2 | 2.6 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Monnaie et crédit (contrib. à croissance M2) | | | | | | | | |
| Crédit à l'État | 2.5 | 5.1 | 7.4 | 0.4 | 0.9 | -0.3 | -0.4 | -0.4 |
| Crédit à l'économie | 8.4 | 15.7 | 6.3 | 8.5 | 9.0 | 7.0 | 8.2 | 8.3 |
| Masse monétaire au sens large (M2) | 9.0 | 15.3 | 11.6 | 4.6 | 11.2 | 7.6 | 9.0 | 7.5 |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | |
| Investissement et épargne | | | | | | | | |
| Investissement intérieur brut | 18.4 | 20.2 | 16.3 | 19.5 | 23.5 | 24.7 | 24.8 | 24.8 |
| <i>dont : administrations publiques</i> | 7.9 | 8.7 | 3.8 | 6.0 | 9.0 | 9.2 | 9.3 | 9.3 |
| Épargne nationale brute | 5.8 | 10.0 | 10.6 | 11.5 | 14.5 | 15.7 | 16.3 | 15.6 |
| <i>dont : administrations publiques</i> | 1.6 | 2.1 | 1.4 | 1.9 | 3.1 | 3.2 | 3.4 | 3.6 |
| Épargne intérieure brute | 4.5 | 10.2 | 11.4 | 13.5 | 15.9 | 17.0 | 17.0 | 16.1 |
| Finances de l'administration centrale | | | | | | | | |
| Recettes | 17.3 | 17.2 | 17.5 | 18.0 | 18.2 | 18.3 | 18.4 | 18.4 |
| Dons | 2.9 | 3.9 | 0.7 | 1.1 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Total des dépenses et prêts nets | 22.8 | 24.8 | 20.3 | 21.4 | 23.7 | 23.8 | 23.9 | 23.9 |
| Solde global (base ordonnancement, dons compris) | -2.7 | -3.7 | -2.1 | -2.3 | -2.3 | -2.3 | -2.3 | -2.3 |
| Solde budgétaire de base ¹ | -0.1 | -1.1 | -1.0 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dettes intérieures ² | 4.4 | 4.7 | 5.1 | 4.7 | 4.3 | 4.0 | 3.8 | 3.5 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | |
| Solde transactions courantes, transferts officiels inclus | -12.7 | -10.4 | -5.8 | -8.0 | -9.0 | -8.9 | -8.5 | -9.1 |
| Solde transactions courantes, hors transferts officiels | -14.8 | -11.6 | -7.3 | -8.8 | -10.4 | -10.1 | -9.7 | -10.4 |
| Exportations de biens et services | 26.0 | 26.1 | 31.2 | 30.8 | 29.8 | 28.4 | 27.0 | 25.5 |
| Importations de biens et services | 39.9 | 36.1 | 36.1 | 36.8 | 37.4 | 36.0 | 34.8 | 34.1 |
| Service de la dette/exportations biens et services | 3.1 | 4.0 | 3.4 | 3.5 | 3.4 | 3.8 | 3.9 | 4.2 |
| Dettes extérieures | 24.3 | 28.1 | 29.9 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.5 | 29.6 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de FCFA) | 4,667 | 5,028 | 5,243 | 5,642 | 6,100 | 6,563 | 7,040 | 7,567 |
| Balance globale des paiements (millions de \$) | -198.3 | 62.1 | -252.1 | -155.5 | 34.8 | 33.4 | 47.4 | 2.2 |
| Taux d'intérêt du marché monétaire (en %, FDP) | 4.1 | 3.3 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves internationales brutes (millions de \$) | | | | | | | | |
| BCEAO | 13,643 | 14,958 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| en % de la masse monétaire au sens large | 57.9 | 59.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| en mois d'importations biens et services | 6.1 | 6.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| BCEAO Mali (imputé) | 1,299 | 1,409 | 1,099 | 963 | 1,002 | 1,033 | 1,075 | 1,059 |
| (en % de la masse monétaire au sens large) | 49.8 | 47.0 | 35.0 | 29.4 | 27.6 | 26.5 | 25.4 | 23.3 |
| Taux de change du \$ (FDP) | 496.2 | 497.7 | ... | ... | ... | ... | 536.8 | 536.8 |
| Prix de l'or (\$/once, Londres fix) | 1,225 | 1,569 | 1,629 | 1,619 | 1,632 | 1,651 | 1,670 | 1,694 |
| Prix du brut (spot, \$/baril) | 79.0 | 104.0 | 102.4 | 96.9 | 94.3 | 92.0 | 89.8 | 91.1 |
| Sources: Ministère des Finances; estimations et projections des services du FMI. | | | | | | | | |
| ¹ Recettes totales, plus dons budgétaires généraux, plus ressources provenant de l'Initiative PPTE, moins dépenses totales et prêts nets hors dépenses en capital financées sur ressources extérieures. | | | | | | | | |
| ² Comprend les avances statutaires de la BCEAO, les obligations d'État, les bons du Trésor et autres titres de dette. | | | | | | | | |

Tableau 10. Mali : Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2008-12¹

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 ² Prél. |
|--|------------------|------|------|------|----------------------------|
| | (en pourcentage) | | | | |
| Fonds propres | | | | | |
| Fonds propres/actifs pondérés par les risques | 11,4 | 9,9 | 16,9 | 13,4 | 14,8 |
| Fonds propres de base (Tier 1)/actifs pondérés par les risques | 10,5 | 9,4 | 15,4 | 11,7 | 13,5 |
| Fonds propres (valeur nette) en pourcentage des actifs | 6,0 | 5,7 | 9,2 | 8,5 | 9,6 |
| Répartition sectorielle du crédit à l'économie | | | | | |
| Agriculture et pêche | 11,6 | 7,5 | 3,0 | 11,7 | 3,2 |
| Secteur minier | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 3,5 |
| Secteur manufacturier | 8,0 | 6,9 | 8,0 | 8,0 | 11,4 |
| Électricité, gaz, eau | 4,3 | 5,9 | 11,3 | 10,0 | 11,1 |
| BTP | 2,0 | 2,4 | 4,3 | 4,5 | 4,9 |
| Commerce de gros et de détail, hôtels, restaurants | 40,6 | 43,8 | 42,0 | 43,2 | 41,5 |
| Transports, entreposage, communications | 14,7 | 12,7 | 9,0 | 7,2 | 6,5 |
| Assurance, immobilier et services aux entreprises | 6,7 | 7,7 | 11,0 | 7,0 | 8,5 |
| Services collectifs et sociaux | 3,4 | 4,0 | 5,0 | 3,8 | 3,9 |
| Autres activités | 8,6 | 9,0 | 6,1 | 4,5 | 5,5 |
| Qualité des actifs | | | | | |
| Prêts improductifs/total des prêts | 25,3 | 21,9 | 21,5 | 18,7 | 19,7 |
| Prêts improductifs/total des prêts (net de provisionnement) | 9,3 | 9,1 | 8,8 | 6,4 | 7,5 |
| Provisions/prêts improductifs bruts | 66,9 | 59,5 | 64,0 | 69,4 | 67,3 |
| Provisions/prêts bruts | 15,4 | 14,8 | 13,5 | 12,7 | 13,3 |
| Produit et rentabilité | | | | | |
| Rendement des actifs | 0,8 | 0,6 | 1,4 | 1,3 | ... |
| Rendement des fonds propres | 12,9 | 10,0 | 15,2 | 15,6 | ... |
| Liquidité | | | | | |
| Actifs liquides/total des actifs | 43,8 | 48,9 | 50,6 | 47,4 | 49,1 |
| Actifs liquides/passifs à court terme | 84,0 | 61,2 | 92,9 | 89,4 | 88,8 |
| Dépôts/actifs | 73,6 | 73,0 | 75,4 | 71,8 | 70,4 |
| Prêts/dépôts | 90,7 | 71,1 | 69,8 | 77,0 | 80,7 |
| Pour mémoire ³ | | | | | |
| Taux créditeur | 5,0 | 4,7 | 4,9 | 4,9 | ... |
| Taux débiteur | 9,8 | 9,4 | 9,3 | 9,4 | ... |

Source : BCEAO; estimations des services du FMI.

¹ Ratios calculés à partir de la moyenne des stocks pour la période.

² Fin du deuxième trimestre 2012.

³ Moyenne.

Tableau 11. Mali : Matrice d'évaluation des risques ¹

| Probabilité | Choc | Impact probable |
|-------------|--|---|
| Moyenne | Affaiblissement du consensus politique dans le Sud | Risquerait de provoquer des tensions sociales et de menacer davantage la confiance des investisseurs, la croissance et les recettes fiscales, et de ralentir la reprise de l'aide. |
| Moyenne | Revers du gouvernement de transition dans ses tentatives de regagner le Nord du pays | Risquerait de provoquer des tensions sociales et de menacer davantage la confiance des investisseurs, la croissance et les recettes fiscales. |
| Moyenne | Reprise plus rapide de l'aide internationale | Doperait la croissance et les recettes fiscales. |
| Moyenne | Période prolongée de faible croissance en Europe | <p>Au sein de l'UEMOA, le Mali serait un des pays les moins exposés aux risques extrêmes liés à la zone euro car ses exportations (principalement or) sont inélastiques au regard de la croissance des partenaires commerciaux traditionnels.</p> <p>Le principal canal de transmission serait celui des envois de fonds, plus faibles.</p> <p>Le secteur financier est principalement financé par des dépôts locaux et ne devrait pas être touché par l'inversion du levier financier en cours dans les banques européennes.</p> |
| Faible | Inversion brutale de l'amélioration des termes de l'échange observée depuis 2008 | <p>Une chute des cours de l'or entraînerait une baisse des recettes fiscales et non fiscales (redevances) provenant des sociétés minières, qui au total représentent 20% des recettes publiques.</p> <p>Une augmentation des cours internationaux du pétrole brut sans répercussion intégrale sur les prix à la pompe et sur les prix de l'électricité entraînerait une baisse des recettes fiscales et une augmentation des transferts à la société nationale d'électricité.</p> |

¹ La matrice signale des probabilités qui pourraient avoir une profonde incidence sur le scénario de référence, c'est-à-dire le scénario le plus probable aux yeux des services du FMI. L'évaluation subjective que font les services de la probabilité relative de ces chocs de faible probabilité figure dans la matrice (de «faible» à «élevée»).

Tableau 12. Mali : Indicateurs de capacité à rembourser le FMI, 2012-22¹

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|
| | (en millions de DTS) | | | | | | | | | | |
| Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant | | | | | | | | | | | |
| Principal | 1,2 | 2,9 | 5,2 | 5,7 | 8,2 | 11,6 | 10,5 | 8,2 | 7,6 | 4,7 | 0,6 |
| Commissions et intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant et prospectif | | | | | | | | | | | |
| Principal | 1,2 | 2,9 | 5,2 | 5,7 | 8,2 | 11,6 | 11,7 | 10,6 | 10,0 | 7,1 | 3,0 |
| Commissions et intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Total obligations sur la base du crédit existant et prospectif | | | | | | | | | | | |
| En millions de DTS | 1,2 | 2,9 | 5,4 | 5,9 | 8,3 | 11,7 | 11,8 | 10,7 | 10,1 | 7,1 | 3,0 |
| En milliards de FCFA | 1,5 | 3,6 | 6,7 | 7,3 | 10,3 | 14,5 | 14,6 | 13,2 | 12,5 | 8,8 | 3,7 |
| En pourcentage des recettes publiques | 0,2 | 0,4 | 0,6 | 0,6 | 0,8 | 1,0 | 1,0 | 0,8 | 0,7 | 0,5 | 0,2 |
| En pourcentage des exportations de biens et services | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,8 | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,4 | 0,2 |
| En pourcentage du service de la dette | 2,2 | 5,3 | 9,3 | 8,9 | 12,3 | 16,5 | 15,5 | 14,3 | 12,7 | 8,4 | 3,4 |
| En pourcentage du PIB | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,0 |
| En pourcentage de la quote-part | 1,3 | 3,1 | 5,8 | 6,3 | 8,9 | 12,6 | 12,7 | 11,4 | 10,8 | 7,6 | 3,2 |
| Encours des crédits du FMI ¹ | | | | | | | | | | | |
| En millions de DTS | 65,1 | 74,2 | 69,0 | 63,4 | 55,2 | 43,6 | 31,9 | 21,3 | 11,3 | 4,2 | 1,2 |
| En milliards de FCFA | 51,4 | 59,4 | 55,4 | 51,0 | 44,5 | 35,2 | 25,7 | 17,2 | 9,1 | 3,4 | 1,0 |
| En pourcentage des recettes publiques | 5,6 | 5,8 | 5,0 | 4,2 | 3,4 | 2,5 | 1,7 | 1,1 | 0,5 | 0,2 | 0,0 |
| En pourcentage des exportations de biens et services | 3,1 | 3,4 | 3,1 | 2,7 | 2,3 | 1,8 | 1,3 | 0,8 | 0,4 | 0,2 | 0,0 |
| En pourcentage du service de la dette | 74,9 | 85,8 | 76,1 | 62,7 | 52,8 | 39,8 | 27,2 | 18,6 | 9,3 | 3,2 | 0,9 |
| En pourcentage du PIB | 1,0 | 1,1 | 0,9 | 0,8 | 0,6 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| En pourcentage de la quote-part | 69,8 | 79,6 | 74,0 | 67,9 | 59,1 | 46,7 | 34,2 | 22,8 | 12,1 | 4,5 | 1,3 |
| Décassements et rachats | | | | | | | | | | | |
| Décaissements | 4,8 | 9,1 | -5,2 | -5,7 | -8,2 | -11,6 | -11,7 | -10,6 | -10,0 | -7,1 | -3,0 |
| Remboursements et rachats | 6,0 | 12,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Net | 1,2 | 2,9 | 5,2 | 5,7 | 8,2 | 11,6 | 11,7 | 10,6 | 10,0 | 7,1 | 3,0 |
| <i>Pour mémoire :</i> | (en milliards FCFA, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | |
| PIB moninal | 5 243 | 5 642 | 6 100 | 6 563 | 7 040 | 7 567 | 8 115 | 8 707 | 9 349 | 10 043 | 10 793 |
| Exportations de biens et services | 1 633 | 1 738 | 1 815 | 1 862 | 1 903 | 1 927 | 1 997 | 2 064 | 2 135 | 2 213 | 2 297 |
| Recettes publiques | 917 | 1 018 | 1 109 | 1 201 | 1 295 | 1 396 | 1 502 | 1 616 | 1 741 | 1 880 | 2 031 |
| Service de la dette | 69 | 69 | 73 | 81 | 84 | 88 | 94 | 92 | 98 | 105 | 110 |

Tableau 13. Mali : Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990-2010

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|-------|------|
| But 2015 = réduire de moitié les taux de pauvreté et malnutrition de 1990 | | | | | |
| Objectif 1 : Éradiquer la pauvreté extrême et la faim | | | | | |
| Ratio emploi/population, 15 ans et plus, total (%) | 48 | 48 | 49 | 47 | 48 |
| Ratio emploi/population, 15-24 ans, total (%) | 35 | 35 | 35 | 36 | 36 |
| PIB par personne employée (\$ constants 1990 en PPA) | 2 421 | 2 598 | 2 862 | 3 409 | 3761 |
| Part des revenus des 20 % les plus pauvres (%) | 7 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| Prévalence de la malnutrition infantile, poids/âge (% des moins de 5 ans) | .. | 38 | 30 | 28 | .. |
| Indice d'écart de la pauvreté à 1,25 dollar EU/jour (PPA) (%) | .. | 53 | 26 | 19 | 16 |
| Nombre de personnes vivant avec 1,25 dollar EU par jour (PPA) (% de la population) | .. | 86 | 61 | 51 | 50 |
| Emploi vulnérable, total (% emploi total) | .. | 96 | .. | 87 | .. |
| But 2015 target = accroître scolarisation nette à 100 | | | | | |
| Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous | | | | | |
| Taux d'alphabétisation, femmes, (% des 15-24 ans) | .. | .. | 17 | 31 | .. |
| Taux d'alphabétisation, hommes, (% des 15-24 ans) | .. | .. | 32 | 47 | .. |
| Pourcentage de la cohorte qui atteint la fin du primaire | 33 | .. | 76 | 74 | 75 |
| Taux d'achèvement du primaire, total (% du groupe d'âge pertinent) | 9 | .. | 31 | 44 | 55 |
| Taux de scolarisation primaire (% net) | .. | .. | 42 | 54 | 66 |
| But 2015 = accroître taux d'éducation à 100 | | | | | |
| Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | | | | | |
| Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national | .. | 2 | 12 | 10 | 10 |
| Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire (%) | 61 | 69 | 75 | 80 | 87 |
| Ratio filles/garçons dans l'enseignement secondaire (%) | 50 | 50 | 56 | 62 | 70 |
| Ratio filles/garçons dans l'enseignement tertiaire (%) | 15 | 18 | 48 | 54 | 42 |
| Proportions de femmes employées dans les secteurs non agricoles (% du total des emplois non agricoles) | .. | 27 | .. | 35 | .. |
| But 2015 = réduire de 2/3 la mortalité des moins de 5 ans de 1990 | | | | | |
| Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile | | | | | |
| Vaccination contre la rougeole (% des enfants de 12 à 23 mois) | 43 | 52 | 55 | 73 | 63 |
| Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes) | 132 | 122 | 114 | 106 | 100 |
| Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1.000) | 257 | 235 | 214 | 196 | 179 |
| But 2015 = réduire de 3/4 la mortalité maternelle de 1990 | | | | | |
| Goal 5: Improve maternal health | | | | | |
| Taux fécondité adolescentes (naissances pour 1.000, 15-19 ans) | .. | 191 | 190 | 188 | 176 |
| Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (% du total) | .. | 40 | 41 | 49 | .. |
| Taux de prévalence des contraceptifs (% des femmes 15-49 ans) | .. | 7 | 8 | 8 | .. |
| Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100.000 naissances vivantes) | 1 100 | 930 | 740 | 620 | 540 |
| Femmes enceintes recevant soins prénataux (%) | .. | 47 | 57 | 70 | .. |
| Besoins contraceptions non satisfaits (% femmes mariées, 15-49 ans) | .. | 26 | 29 | 31 | .. |
| But 2015 = commencer à inverser la SIDA et autres grandes maladies | | | | | |
| Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies | | | | | |
| Enfants fébriles recevant antipaludiques (% des enfants fébriles de moins de 5 ans) | .. | .. | .. | 32 | .. |
| Utilisation préservatifs, femmes (% femmes 15-24 ans) | .. | 3 | 3 | 4 | .. |
| Utilisation préservatifs, hommes (% hommes 15-24 ans) | .. | 26 | 26 | 29 | .. |
| Incidence de la tuberculose (pour 100.000 personnes) | 163 | 185 | 124 | 61 | 68 |
| Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15-49 ans) | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Cas de tuberculose dépistés (% toutes formes) | 21 | 17 | 30 | 59 | 51 |
| But 2015 = commencer à inverser la SIDA et autres grandes maladies | | | | | |
| Objectif 7 : Assurer un environnement durable | | | | | |
| Émissions de CO2 (kg par \$ de PIB en PPA) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Émissions de CO2 (tonnes métriques par habitant) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Zones forestières (% de la superficie totale des terres) | 12 | .. | 11 | 11 | 10 |
| Équipements d'assainissement améliorés (% de la population y ayant accès) | 15 | 17 | 18 | 20 | 22 |
| Sources d'eau améliorées (% de la population y ayant accès) | 28 | 37 | 46 | 55 | 64 |
| APD nette reçue par habitant (\$ courants) | 55 | 55 | 25 | 55 | 71 |
| Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement durable | | | | | |
| Service de la dette (PGE et FMI uniquement, % des export. hors envois de fonds des expatriés) | 15 | 16 | 13 | 4 | 4 |
| Utilisateurs du réseau Internet (pour 1.000 personnes) | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Abonnés téléphone mobile (pour 100 personnes) | 0 | 0 | 0 | 6 | 48 |
| Abonnés téléphone fixe (pour 100 personnes) | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Taux de fécondité, total (naissances par femme) | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 |
| Autres objectifs et indicateurs | | | | | |
| RNB par habitant, méthode Atlas (\$ courants) | 260 | 240 | 230 | 390 | 600 |
| RNB, méthode Atlas (\$ courants) (milliards) | 2 | 2 | 3 | 5 | 9 |
| Formation brute de capital (% du PIB) | 23 | 23 | 25 | 23 | .. |
| Espérance de vie à la naissance, total (en années) | 44 | 46 | 47 | 49 | 51 |
| Taux d'alphabétisation des adultes (% de personnes âgées de 15 ans et plus) | .. | .. | 19 | 26 | .. |
| Population, total (en millions) | 8,7 | 9,8 | 11,3 | 13,2 | 15,4 |
| Échanges commerciaux (% du PIB) | 51 | 57 | 66 | 63 | .. |

Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde (<http://ddp-ext.worldbank.org/ext/ddpreports>).

ANNEXE I: CROISSANCE SOLIDAIRE AU MALI¹

La présente note examine les résultats du Mali en termes de réduction de la pauvreté, en analysant les données issues des enquêtes auprès des ménages de 2001, 2006 et 2009–10. La proportion de ménages pauvres au Mali a considérablement diminué ces dix dernières années. Tandis que la réduction de la pauvreté par habitant a été plus prononcée entre 2001 et 2006 lorsque la croissance économique a connu à peu près le même rythme dans tous les secteurs, la croissance économique a essentiellement bénéficié aux très vulnérables entre 2006 et 2010 lorsque la production agricole a connu un grand essor.

A. La croissance économique a été solidaire ces dix dernières années

1. Une assez forte croissance a entraîné un recul significatif de la pauvreté. Après une décennie de croissance par habitant relativement faible, la progression du PIB réel par habitant a repris pour s'établir en moyenne à 3,2% entre 2001 et 2010. Malgré la volatilité de la croissance du PIB réel, la proportion de ménages pauvres au Mali a considérablement diminué, de 55,6% en 2001 à 43,6% en 2010, en tenant compte du seuil national de pauvreté². Par rapport à d'autres pays aussi, la réduction de la pauvreté a été remarquable au Mali. Même si la croissance par habitant a été comparable à celle des autres pays d'Afrique sub-saharienne entre 2001 et 2010, la réduction de la pauvreté a été nettement plus intense au Mali. Cela s'observe aussi dans le niveau plus élevé d'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance économique entre le Mali et les pays comparables (Graphique 1).

2. La progression de l'activité économique a largement bénéficié à tous, puisqu'elle ne s'est pas accompagnée d'un creusement des inégalités (Rauniyar et Kanbur (2010)) ni d'une diminution de la part du quintile le plus bas de la répartition des revenus (FMI 2010). Entre 2001 et 2010, la courbe d'incidence de la croissance, qui indique les modifications de la consommation des ménages en fonction des percentiles de consommation, fait apparaître une nette pente descendante, ce qui signifie une augmentation de la consommation des ménages les plus pauvres par rapport aux ménages les plus riches. La consommation réelle des ménages situés en dessous du seuil de pauvreté a progressé de 25% (« croissance pro-pauvre »), contre 7,5% pour la croissance de la consommation moyenne.

¹ Préparée par Christina Kolerus et Mitra Farahbaksh.

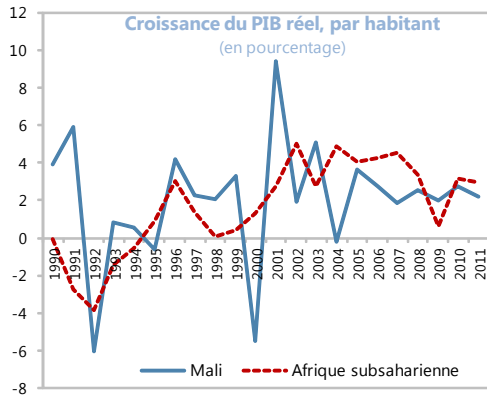
² Le seuil national de pauvreté s'établit à 453 FCFA (environ 1 dollar EU) de consommation des ménages par jour.

3. La pauvreté au Mali est essentiellement rurale et concentrée chez les agriculteurs. Les résultats d'une analyse de régression regroupant les données de trois enquêtes auprès des ménages (2001, 2006 et 2010) semblent indiquer que le statut d'agriculteur correspond à une consommation plus faible de 33% (Tableau 1); cette correspondance était moins prononcée en 2010, en se situant à 24%, traduisant une amélioration globale de la consommation des agriculteurs par rapport au reste de la population. Par la suite, la pauvreté urbaine s'est accrue dans la seconde moitié de la décennie, essentiellement sous l'effet de la migration vers Bamako (Graphique 2). Par ailleurs, la consommation est affectée négativement par la hausse du nombre de personnes dans un ménage et par l'augmentation de l'âge du chef du ménage, tandis que les salariés de la fonction publique sont dans une situation nettement plus favorable que d'autres. Les résultats du Tableau 1 sont en grande partie similaires à ceux des analyses de régression réalisées sur des pays comparables d'Afrique sub-saharienne (FMI 2011). Néanmoins, le fossé entre populations rurales et urbaines semble plus prononcé au Mali, et contrairement à l'effet négatif constaté au Mali, la taille et l'âge des ménages ont une incidence positive dans d'autres pays étudiés dans le document du FMI de 2011. Cela peut s'expliquer au Mali en partie par sa plus forte croissance démographique et par le nombre d'enfants par ménage par rapport aux pays comparables.

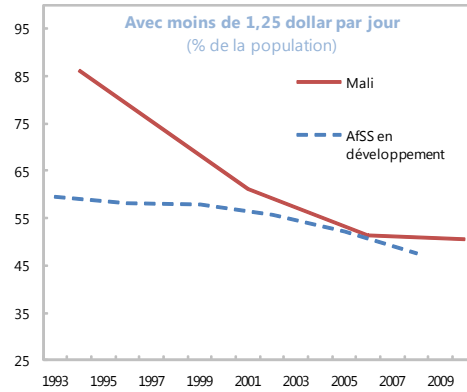
| Tableau 1: Mali : Déterminants de la consommation des ménages | | | |
|---|------------|------------|------------|
| | (1) | (2) | (3) |
| Taille ménage | -0.0161*** | -0.0161*** | -0.0161*** |
| Âge | -0.0587*** | -0.0629*** | -0.0632*** |
| Sexe | -0,00994 | -0,00725 | -0,00403 |
| Urbain | 0.284*** | 0.283*** | 0.284*** |
| Agriculteur | -0.279*** | -0.327*** | -0.282*** |
| Fonctionnaire | 0.299*** | 0.307*** | 0.297*** |
| Employé compte propre | 0,0203 | 0,0244 | 0,0194 |
| Sans emploi | -0.0714*** | -0.0659*** | -0.0676*** |
| Année 2006 | 0.0337*** | -0,00283 | 0,012 |
| Année 2010 | 0.171*** | 0.116*** | 0.191*** |
| Agriculteur*2006 | | 0.0553*** | |
| Agriculteur*2010 | | 0.0868*** | |
| Urbain*2006 | | | 0.0805*** |
| Urbain*2010 | | | -0.0879*** |
| Constant | 12.33*** | 12.37*** | 12.34*** |
| Observations | 18454 | 18454 | 18454 |
| Notes : * , ** , et *** dénotent la signification statistique aux intervalles de confiance de 90 , 95 et 99 % , respectivement . | | | |
| Sources : calculs des services du FMI ; autorités maliennes . | | | |

Graphique 1 : Croissance solidaire au Mali

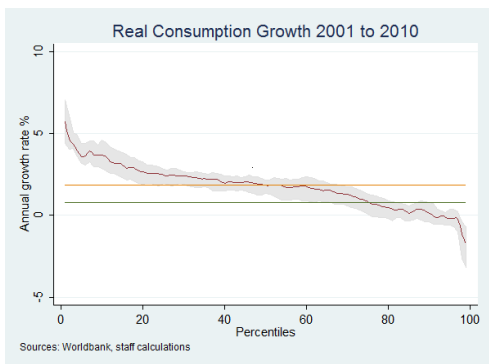
Une croissance volatile, mais relativement élevée de 2001 à 2011...



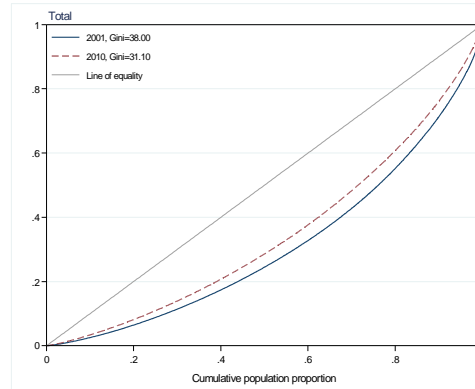
... and poverty has been reduced substantially.



Le développement économique du Mali a été inclusif : les ménages plus pauvres ont affiché une croissance plus forte de la consommation ...

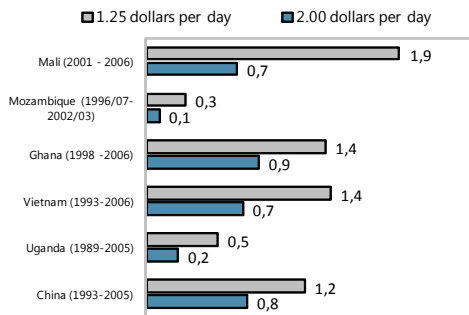


...et les inégalités ont reculé.



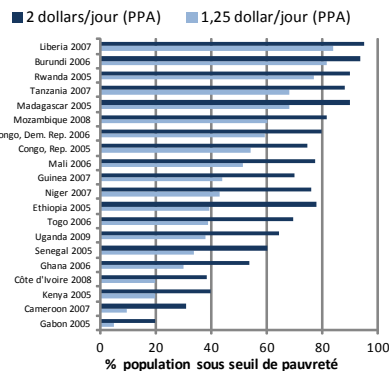
La croissance du PIB par habitant a été plus solidaire que dans d'autres pays comparables ..

Élasticité du taux de pauvreté par rapport à la croissance du PIB réel par habitant



...mais le Mali reste l'un des pays les plus pauvres

Taux de pauvreté aux seuils de pauvreté internationaux¹



Sources : estimations des services du FMI; autorités maliennes; PEM; estimations des services de la Banque mondiale; Indicateurs de développement dans le monde.

B. La croissance de l'agriculture a aidé les très pauvres tandis qu'une croissance équilibrée dans tous les secteurs a réduit la pauvreté globale

4. La réduction de la pauvreté a été plus importante au début de la décennie (2001-2006) qu'à la fin (2006-2010). Même si la croissance du PIB réel a été en grande partie d'une ampleur comparable sur toute la décennie, le nombre de ménages en dessous du seuil de pauvreté a nettement plus diminué durant la première partie. Cela s'observe aussi dans le niveau plus élevé d'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance économique (Tableau 2). Par ailleurs, le Mali a réalisé des progrès nettement plus marqués sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement dans la première partie de la décennie que dans la seconde.

5. La consommation des plus démunis a augmenté et les inégalités se sont mieux résorbées entre 2006 et 2010. Comme le montrent les courbes d'incidence de la pauvreté du Graphique 2, la courbe de 2006-2010 fait apparaître une pente nettement descendante avec des extrémités accentuées. Cela signifie que le quintile le plus pauvre de la population est celui qui a bénéficié le plus, tandis que le quintile le plus riche a perdu par rapport au reste de la population. La courbe d'incidence de la croissance de 2001-2006 indique aussi une augmentation de la consommation des ménages situés dans la moitié la plus basse des revenus, mais la courbe est moins pentue et les ménages les plus démunis ne sont pas en meilleure situation que la moyenne.

6. Entre 2001 et 2006, l'économie a connu le même rythme de croissance dans les trois secteurs, tandis qu'entre 2006 et 2010, le secteur manufacturier s'est contracté et la production agricole a explosé. La production agricole, sous l'impulsion de conditions météorologiques particulièrement favorables, a progressé entre 2006 et 2010 de 8% en moyenne par an. Les plus démunis étant essentiellement des agriculteurs, leur panier de consommation s'est accru durant cette partie de la décennie. Cependant, comme la plupart des agriculteurs produisent pour assurer leur subsistance, cet essor de la production agricole n'a pas pu se traduire par une augmentation générale de la production et de l'emploi dans d'autres secteurs. En conséquence, le taux de croissance impressionnant de l'agriculture entre 2006 et 2010 a permis aux très démunis d'améliorer leurs niveaux de vie par rapport au reste de la population, mais la croissance équilibrée entre 2001 et 2006 avait aidé davantage de ménages à sortir de la pauvreté.

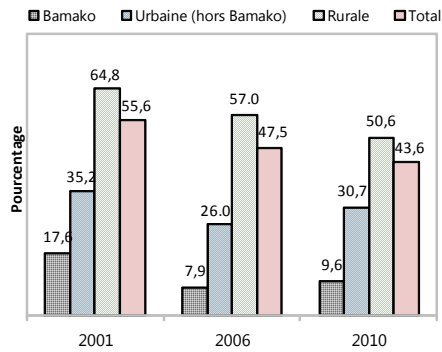
Tableau 2: Mali : Comptes nationaux et enquêtes auprès des ménages

| | 2001 | 2006 | 2010 |
|--|-------|-------------------------------|-------|
| <i>Comptes nationaux</i> ¹ | | | |
| | | (croissance annuelle moyenne) | |
| PIB réel | 5.1 | | 4.9 |
| PIB réel par habitant | 2.6 | | 2.3 |
| Production agricole réelle | 4.6 | | 8.2 |
| Production industrielle réelle | 5.9 | | -1.9 |
| Production service réelle | 5.7 | | 5.7 |
| <i>Enquêtes auprès des ménages</i> | | (en pourcentage) | |
| Incidence pauvreté (seuil pauvreté national) | 55.6 | 47.4 | 43.6 |
| Élasticité pauvreté par rapport à croissance | | -1.8 | -1.5 |
| <i>IDM</i> ² | | | |
| Taux mortalité moins 5 ans (pour 1000) | 217.3 | 199.5 | 191.1 |
| Scolarisation primaire (% net) | 44.4 | 63.1 | 72.9 |
| Sources : FMI, autorités maliennes, IDM. | | | |
| ¹ Les comptes nationaux reflètent les moyennes entre 2001-6 et 2006-10. | | | |
| ² Scolarisation 1999 et 2009, taux de mortalité 2009. | | | |

Graphique 2: Mali : Profils de la pauvreté, réduction de la pauvreté et obstacles

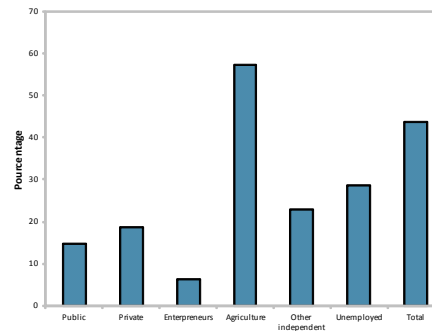
La pauvreté a reculé dans les zones rurales mais augmenté dernièrement en milieu urbain.

Incidence de la pauvreté par région, 2001-10

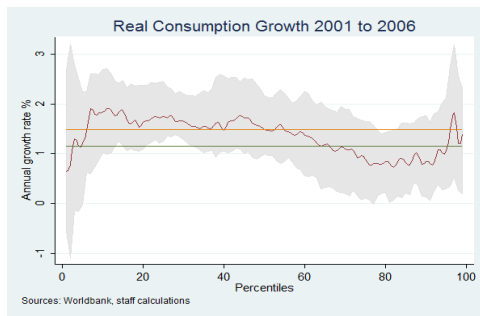


La pauvreté est plus marquée chez les travailleurs agricoles.

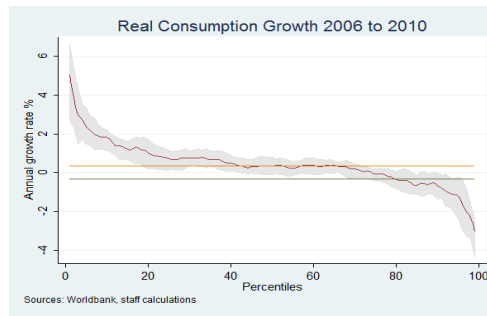
Pauvreté par type d'emploi, 2010



Tandis que la consommation était légèrement supérieure pour la moitié inférieure de la population entre 2001 et 2006...

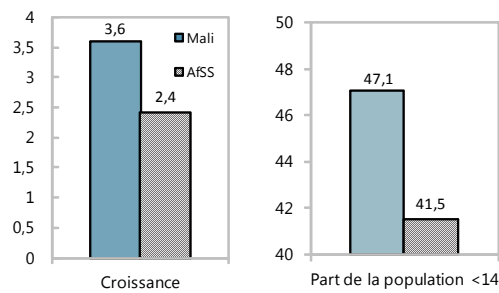


...elle a principalement profité aux pauvres entre 2006 et 2010.



La forte croissance démographique représente un défi considérable pour le maintien d'une croissance solidaire...

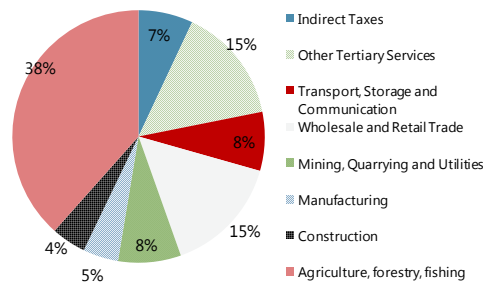
Population, moyenne 2000-2010 (pourcentage du total)



Sources : autorités maliennes; estimations des services du FMI. Indicateurs de développement dans le monde.

...au même titre que la dépendance à l'égard d'une agriculture de subsistance .

Value Added by Economic Activity as Share of Real GDP, 2010



C. Conséquences pour la politique économique

7. L'amélioration de la production agricole est cruciale pour aider les plus pauvres parmi les pauvres. Compte tenu des opportunités actuelles que sont les prix élevés des matières premières, l'urbanisation croissante accompagnée d'une hausse de la demande de denrées alimentaires et d'une baisse de l'agriculture de subsistance, le changement climatique, et le potentiel d'irrigation des terres au Mali, les investissements dans l'agriculture peuvent combler le fossé entre riches et pauvres et favoriser la réduction de la pauvreté. Les mesures à prendre sont notamment (FMI *et al.* 2011):

- Construction et entretien d'infrastructures d'irrigation (moins de 15% des terres potentiellement irrigables sont réellement irriguées);
- Modernisation et transformation de l'agriculture familiale et de subsistance en activité agro-alimentaire et de transformation;
- Amélioration de l'efficacité de l'appui du secteur public à l'agriculture;
- Amélioration de l'accès au financement.

8. Une croissance équilibrée et diversifiée est cependant essentielle pour assurer une croissance solidaire soutenue et une réduction générale de la pauvreté. Pour assurer une croissance soutenue, il convient d'éliminer les entraves au niveau des infrastructures maliennes et de renforcer la mobilité de la main d'œuvre et l'emploi urbain. La productivité étant en général meilleure en zone urbaine qu'en zone rurale, un certain nombre d'études suggèrent de créer des groupements géographiques et de se concentrer sur un petit nombre de centres urbains en leur appliquant des politiques pilotes (Otsuka *et al.* 2011). Par ailleurs, un important défi demeure, celui de la diversification des exportations à deux niveaux: au niveau des produits à exporter, en passant des exportations presque exclusivement d'or et de coton à celles de mangues, de céréales et de bétail, ainsi qu'au niveau des marchés destinataires, en passant des marchés locaux aux marchés urbains et régionaux.

Bibliographie

Fonds monétaire international, 2010, Perspectives économiques régionales: Asie – Pacifique, Consolidation de la reprise et instauration d’une croissance solidaire, Washington, Octobre.

Fonds monétaire international *et al*, 2011, Mars, Conférence sur les défis et les opportunités du Mali (Bamako), <http://www.imf.org/external/french/np/seminars/2011/mali/index.htm>

Fonds monétaire international, 2011, Perspectives économiques régionales: Afrique sub-saharienne, Maintenir la croissance, Washington, Octobre.

Otsuka, Keijiro and Tetsushi Sonobe 2011, A cluster-based industrial development policy for low-income countries, Document de travail consacré à la recherche sur la politique, WPS5703, Banque mondiale, Washington, Juin.

Rauniyar, Ganesh P. and Kanbur, Ravi, 2010. Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective, Documents de travail, 57036, Cornell University, Department of Applied Economics and Management.

ANNEXE II— RÉFORME DU MÉCANISME DE TARIFICATION INTÉRIEURE DES PRODUITS PÉTROLIERS¹

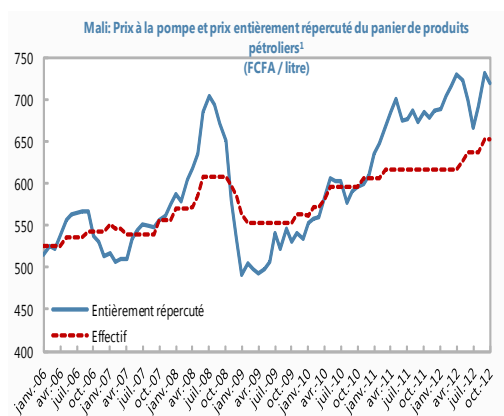
Au Mali, les recettes fiscales tirées des produits pétroliers ont chuté depuis 2009 suite à la décision du gouvernement de ne pas répercuter les variations des cours internationaux du brut sur les prix à la pompe. La présente note examine les options qui permettraient d'aligner les prix intérieurs sur les variations des cours mondiaux, tout en conciliant le souci de préserver les recettes budgétaires et celui d'éviter d'importantes variations des prix intérieurs des carburants. Elle dessine par ailleurs les contours des mesures d'accompagnement et des campagnes de sensibilisation efficaces pouvant être engagées, en donnant des exemples de ce qui a été fait dans certains pays à revenu intermédiaire ou à faible revenu pour promouvoir un vaste consensus au sein de l'opinion publique en faveur de l'ajustement des prix intérieurs des produits pétroliers.

A. Contexte

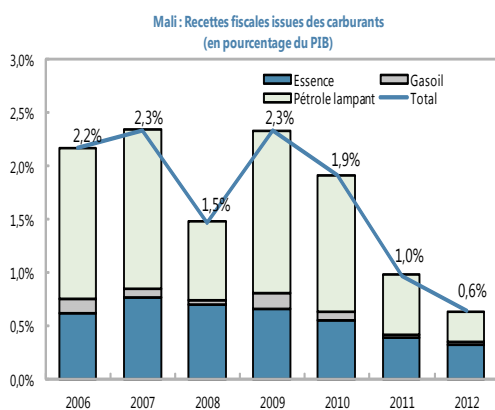
1. La politique actuelle de tarification des carburants au Mali pèse lourdement sur le budget et profite principalement aux couches de population aisées (graphique 1). Encore plus que les autres pays de l'UEMOA, le Mali a recours aux taxes sur les carburants pour limiter la répercussion des cours internationaux du pétrole sur les prix intérieurs. Bien que les prix internationaux à l'importation aient grimpé fortement en 2008, puis au début de 2010, les prix intérieurs à la pompe ont été maintenus à un niveau stable pendant de longues périodes par le jeu d'une réduction de la fiscalité des produits pétroliers³. De ce fait, la contribution nette de cette fiscalité au budget est tombée de 2,2 % du PIB en 2006 à tout juste 1 % du PIB en 2011, privant ainsi le budget de ressources considérables qui auraient pu servir à financer des politiques de promotion de la croissance ou de réduction de la pauvreté. Les recettes fiscales issues des carburants devraient s'accroître de nouveau en 2012 car les autorités ont augmenté les prix de 5,6 % depuis mars. Par ailleurs, la politique actuelle de tarification des produits pétroliers ne profite pas aux pauvres, ces produits ne représentant qu'une très faible part du panier de consommation des groupes à faible revenu; 43,5 % du manque à percevoir budgétaire revient au quintile supérieur, soit près du quadruple du montant dont bénéficie le quintile inférieur. Durant ces deux dernières années, la part des dépenses fiscales qui correspond aux deux quintiles inférieurs représentait 22,7 %, soit environ 11 milliards de FCFA (0,2 % du PIB) de la subvention implicite.

¹ Comme les taux d'imposition des carburants sont fixés au niveau de l'UEMOA, les autorités maliennes réduisent les prix en diminuant l'accise sur les carburants au cordon douanier, voire parfois en rétrécissant l'assiette fiscale des produits pétroliers.

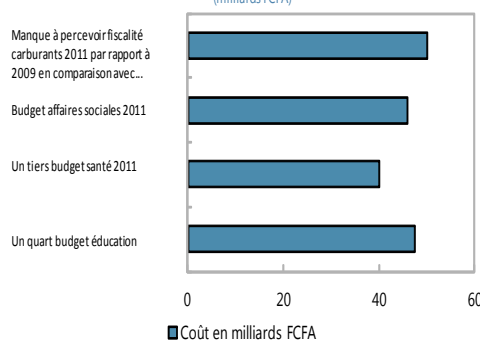
Graphique 1. Mali : Considérations générales sur l'évolution des prix des carburants

UEMOA: Taux de répercussion des cours mondiaux en 2008 et 2010-11² (en pourcentage)

| | Essence | | Pétrole lampant | | Gasoil | |
|------------------------------|---------|---------|-----------------|---------|--------|---------|
| | 2008 | 2010-11 | 2008 | 2010-11 | 2008 | 2010-11 |
| Bénin | 71 | 71 | 19 | 51 | 84 | 31 |
| Burkina Faso | 20 | 33 | 12 | 0 | 37 | 28 |
| Côte d'Ivoire | 73 | 12 | 101 | 104 | 57 | 3 |
| Guinée Bissau | 78 | 106 | 59 | 122 | 83 | 137 |
| Mali | 24 | 21 | 12 | 13 | 12 | 18 |
| Niger | 32 | 94 | 12 | 63 | 8 | 102 |
| Sénégal | 105 | 111 | 41 | 119 | 81 | 140 |
| Togo | 39 | 22 | 0 | 19 | 38 | 39 |
| Moyenne UEMOA (non pondérée) | 55 | 59 | 32 | 61 | 50 | 62 |



Mali : Comparaison entre manque à percevoir en recettes issues des carburants et autres postes budgétaires (milliards FCFA)

Mali : Distribution des subventions aux carburants par quintile, 2001³

| Quintile | Dépenses en carburants/habitant (milliers FCFA) | Part subvention (%) | | | |
|-----------|---|---------------------|---------|--------|---------------|
| | | Pétrole | Essence | Gazole | Tous produits |
| Supérieur | 316 | 19,2 | 59,0 | 71,1 | 43,5 |
| 4ème | 152 | 22,4 | 18,3 | 17,0 | 19,9 |
| 3ème | 100 | 23,0 | 8,3 | 2,5 | 14,1 |
| 2ème | 70 | 17,6 | 7,6 | 3,3 | 11,5 |
| Inférieur | 42 | 17,8 | 6,7 | 6,1 | 11,2 |
| Total | 136 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

UEMOA : Comparaison régionale des prix à la pompe, 2012 (FCFA)

| | 2012M1 | 2012M2 | 2012M3 | 2012M4 | 2012M5 | 2012M6 | 2012M7 |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Essence | | | | | | | |
| Burkina Faso (super) | 682 | 682 | 682 | 732 | 732 | 732 | 732 |
| Côte d'Ivoire | 774 | 774 | 774 | 774 | 774 | 774 | 774 |
| Mali | 695 | 695 | 695 | 695 | 705 | 715 | 715 |
| Sénégal (super) | 814 | 814 | 814 | 814 | 836 | 814 | 811 |
| Pétrole lampant | | | | | | | |
| Burkina Faso | 460 | 460 | 460 | 610 | 610 | 610 | 610 |
| Côte d'Ivoire | 617 | 617 | 617 | 617 | 617 | 617 | 617 |
| Mali | 510 | 510 | 510 | 510 | 520 | 530 | 530 |
| Sénégal | 739 | 637 | 637 | 637 | 646 | 636 | 588 |
| Gasoil | | | | | | | |
| Burkina Faso | 606 | 606 | 606 | 656 | 656 | 656 | 656 |
| Côte d'Ivoire | 615 | 615 | 615 | 615 | 615 | 615 | 615 |
| Mali | 610 | 610 | 610 | 610 | 620 | 630 | 630 |
| Sénégal | 706 | 798 | 798 | 798 | 783 | 789 | 760 |

Sources : estimations des services du FMI; autorités maliennes.

¹ Moyenne pondérée des trois principaux produits pétroliers.² Augmentation de prix absolue de min à max en pourcentage de l'augmentation des prix mondiaux.³ Les quantiles s'appuient sur la répartition nationale de la consommation par adulte équivalent.

B. Ajustement des prix : options

2. Deux mécanismes automatiques sont utilisables pour lisser la variabilité des cours internationaux du pétrole : la bande de prix et la moyenne mobile. Avec le premier mécanisme, on fixe, en proportion du prix en vigueur ou en termes absolus, un plafond pour les variations des prix à la pompe. On calcule, au début de chaque mois par exemple, un prix à la pompe intégrant le coût d'importation moyen du mois précédent. L'ajustement auquel il est procédé ne peut dépasser le maximum autorisé (en d'autres termes le plafond). Si l'augmentation implicite de prix est inférieure à ce seuil, on procède alors à la totalité de l'ajustement. Avec le mécanisme de la moyenne mobile, on fixe le prix à la pompe à partir des variations des prix à l'importation antérieurs moyens. Par exemple, on le calcule au début du mois sur la base de la moyenne des prix à l'importation des trois derniers mois. Les prix à la pompe peuvent alors être ajustés intégralement en fonction des prix à l'importation lissés.

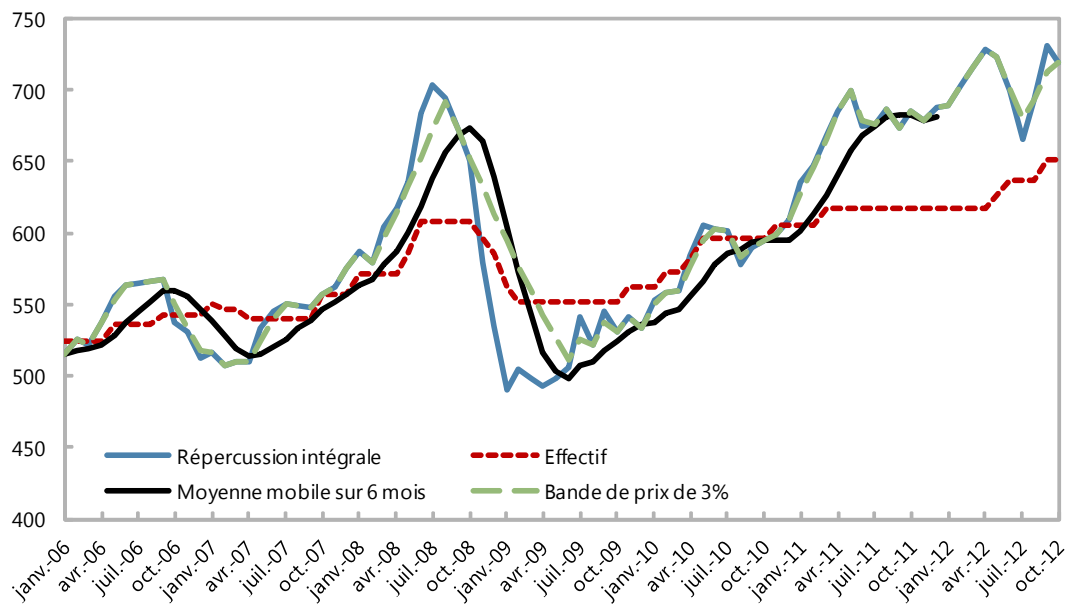
3. Un grand nombre de pays jugent utile d'utiliser de tels mécanismes pour ajuster les prix intérieurs des produits pétroliers. Étant donné que la répercussion intégrale entraînée par un régime libéralisé de tarification peut aboutir à de fortes fluctuations des prix intérieurs des produits pétroliers, de nombreux pays préfèrent avoir recours à des mécanismes automatiques⁴ qui, lorsqu'ils sont compris et acceptés par la population, offrent l'avantage pour l'État de ne pas avoir à prendre de décisions politiquement délicates.

4. Si, ces cinq dernières années, le Mali avait utilisé diverses déclinaisons des deux mécanismes de tarification automatique, les recettes fiscales auraient été moins instables qu'avec l'actuelle politique de tarification et les variations des prix à la pompe moins fortes qu'avec la répercussion intégrale. Six mécanismes de lissage sont envisagés : (i) des moyennes mobiles sur 2, 4 ou 6 mois et (ii) des bandes de prix de 3, 5 et 10 %. Ces mécanismes sont comparés à une série chronologique de prix (effectifs) à la pompe et à une répercussion intégrale des cours internationaux du pétrole sur les prix de détail⁵. Par définition, tous les mécanismes de lissage envisagés auraient réduit la volatilité des prix des produits pétroliers par rapport à ce qu'aurait fait un mécanisme de répercussion intégrale (graphique 2 et tableau 1). Ils auraient en outre atténué la volatilité des recettes fiscales par rapport aux prix historiques à la pompe (graphique 3 et tableau 1).

⁴ Comme récemment la Jordanie (en 2008), le Gabon (en 2009) et le Niger (en 2011).

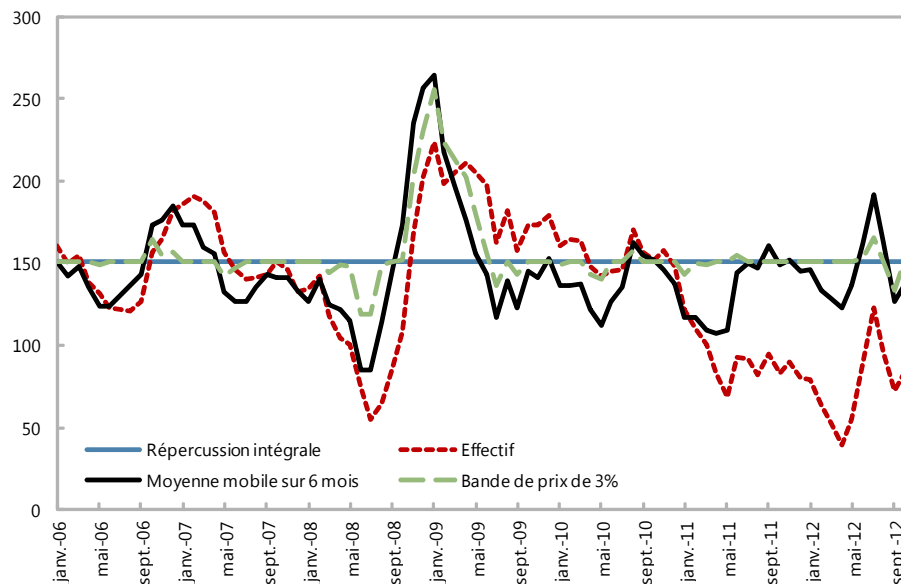
⁵ Dans les simulations, on prend par hypothèse des marges constantes égales à leur niveau moyen entre janvier 2006 et décembre 2009 (en d'autres termes, 78 FCFA le litre) et des taxes initiales nettes fixées à un niveau cadrant avec leur niveau moyen entre janvier 2006 et décembre 2009 (en d'autres termes, 151 FCFA le litre).

Graphique 2. Mali : Prix du panier de carburants selon divers mécanismes de tarification (FCFA/litre)



Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

Graphique 3. Fiscalité du panier de carburants selon divers mécanismes de tarification (FCFA/litre)



Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

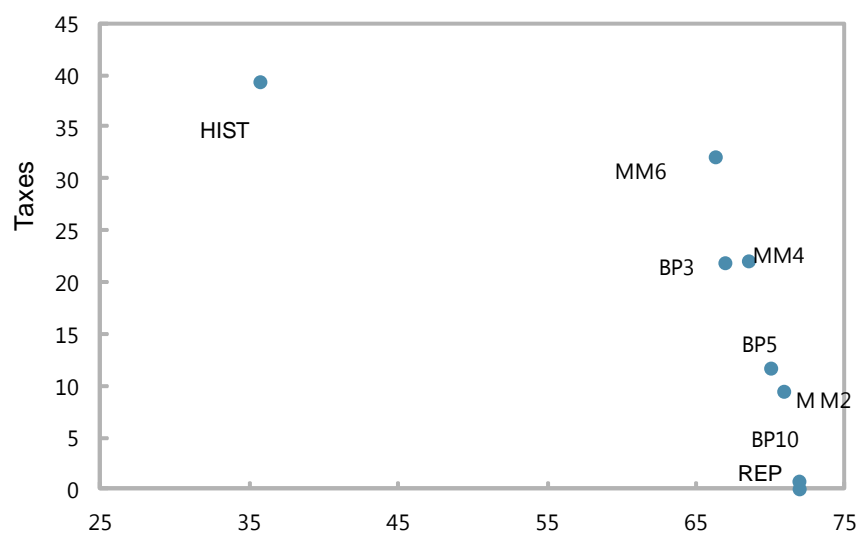
Tableau 1. Synthèse des prix et taxes

| | REP | HIST | MM2 | MM4 | MM6 | BP3 | BP5 | BP10 |
|----------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Écart type des taxes | 0,0 | 39,3 | 9,4 | 22,0 | 32,1 | 21,8 | 11,7 | 0,7 |
| Classement | 1 | 8 | 3 | 6 | 7 | 5 | 4 | 2 |
| Écart type des prix | 62,5 | 30,5 | 61,3 | 58,7 | 55,5 | 57,2 | 60,6 | 62,5 |
| Classement | 7 | 1 | 6 | 4 | 2 | 3 | 5 | 8 |

Note : Classement (1) signifie niveau le plus faible. REP : répercussion intégrale, HIST : historique, MM 2 : moyenne mobile sur 2 mois, MM 4 : moyenne mobile sur 4 mois, MM 6 : moyenne mobile sur 6 mois, BP3 : bande de prix de 3%, BP5 : bande de prix de 5%, BP10 : bande de prix de 10%.

Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

Graphique 4. Mali : Volatilité de la fiscalité et des prix des carburants mesurée à partir de l'écart type (FCFA)



Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

Principales mesures pour mettre en place un mécanisme de tarification

5. Pour engager la transition vers un mécanisme d'ajustement automatique des prix, les mesures suivantes pourraient être prises :

- Déterminer le niveau souhaité de fiscalité des carburants et les coûts et marges de distribution dans la formule de tarification. La fiscalité des carburants pourrait traduire les objectifs budgétaires à moyen terme ou des considérations environnementales mettant en évidence de façon plus générale les besoins de recettes de l'État et l'importance de la fiscalité indirecte dans les recettes totales. Les taux d'imposition de tous les biens et services, y compris les carburants, devraient être d'autant plus élevés que les besoins de recettes sont

importants. Par ailleurs, les coûts d'importation et de distribution, ainsi que les marges, devraient être fonction de l'efficacité des opérations des fournisseurs et fixés en collaboration avec ces parties prenantes.

- *Une fois déterminés les niveaux des composantes des prix, préciser un barème de prix (en d'autres termes, une formule) par produit.* Ce barème établit un lien manifeste entre les prix de détail et les cours internationaux en fonction des coûts d'importation, des marges de distribution et de la fiscalité. Comme le signale la section précédente, cette décision est prise eu égard à l'arbitrage souhaité entre volatilité des prix et volatilité des recettes tirées des carburants.
- *Fixer le calendrier d'adoption du mécanisme et d'ajustement progressif des prix.* S'il n'est pas possible d'atteindre par la fiscalité le niveau souhaité à moyen terme, il faut alors ajuster les prix en vigueur pour parvenir à ce niveau avant d'adopter le mécanisme. Un ajustement graduel des prix intérieurs à partir des prix internationaux, fondé sur un calendrier explicite, est généralement envisageable si les besoins budgétaires ne sont pas urgents et si le différentiel entre les prix intérieurs et les prix internationaux est très élevé⁵.
- *Prévoir un calendrier de mise à jour des composantes du barème des prix.* Il conviendrait de mettre à jour les différentes composantes du barème des prix en fonction d'un calendrier explicite et convenu, ce qui nécessiterait de préciser la fréquence de réévaluation de la structure des prix. Par exemple, le coût d'importation pourrait être mis à jour à intervalle mensuel et les coûts de distribution tous les six mois en fonction d'une règle simple liée aux variations validées de coûts comme les salaires, les frais de transport et ceux de financement. Des mises à jour plus rigoureuses, fondées sur une étude approfondie du marché, pourraient être faites selon un cycle de trois à cinq ans. Il va de soi que les fluctuations des prix seraient d'autant plus fortes que les ajustements seraient peu fréquents.

C. Impact sur l'inflation

6. On estime que l'impact potentiel sur l'inflation de la mise en place d'un mécanisme de répercussion partielle est faible pour autant que les autorités prennent des mesures pour prévenir les effets de second tour. Les effets immédiats sur l'inflation seront sans doute faibles étant donné la faible pondération des produits pétroliers dans les budgets des ménages (environ 3 %; tableau 2) et qu'on estime au double seulement les conséquences indirectes d'une hausse des cours du pétrole (Kpodar et Djiofack, 2009)². La part totale, directe et indirecte, des produits

⁵ Voir par exemple l'étude de cas sur le Nigéria à l'encadré 1.

² La catégorie d'agrégation la plus faible recensée dans l'IPC au titre des prix des produits pétroliers est celle intitulée « loyer, eau et énergie », dont la part est de 11,7 %. Étant donné qu'au Mali, le bois et le charbon sont les principales sources d'énergie, la part des produits pétroliers dans l'IPC est vraisemblablement faible, du même ordre de grandeur que les parts dans le budget des ménages recensées lors de la dernière enquête sur les ménages (environ 3 %; tableau 2).

pétroliers dans les budgets des ménages étant de 9 % et les prix intérieurs de ces produits étant inférieurs de 11,5 % au niveau qu'ils auraient dû avoir en cas de répercussion intégrale (graphique 2), l'inflation augmenterait d'un point de pourcentage environ si l'augmentation des cours internationaux depuis 2009 était entièrement répercutée. Les autorités devraient toutefois suivre avec attention les effets de second tour plus importants en s'abstenant d'accorder une hausse généralisée des salaires dans le secteur public, qui accélérerait la spirale des prix et des salaires. En même temps, elles devraient amortir l'impact de cette hausse sur les groupes les plus vulnérables de la population (voir sections D et E).

D. Réponse aux tensions sociales

7. Bien que les subventions aux carburants soient un moyen inefficace et coûteux sur le plan budgétaire de protéger les pauvres contre la hausse des cours internationaux des produits pétroliers, leur élimination engendre souvent des tensions sociales. Dans le cas du Mali, une hausse de 100 FCFA le litre des prix intérieurs des carburants provoque une baisse du revenu réel des ménages de 2,3 % en moyenne (Arze del Granado *et al.* (2010)). En conséquence, il est important que les réformes prévoient des mesures visant à atténuer ces répercussions négatives sur les ménages pauvres.

8. Les pays appliquent un ensemble de mesures d'accompagnement lorsqu'ils ajustent les prix des produits pétroliers. Il est nécessaire d'avoir un système qui permette de dédommager ceux qui ont besoin de l'être. Comme il n'est pas toujours possible de mettre en place rapidement des dispositifs de protection sociale efficaces axés sur des transferts monétaires ciblés, il faut peut-être dans un premier temps exécuter progressivement la réforme, ce qui pourrait se faire de la façon suivante (voir encadré 1 pour des exemples de pays):

- *Conserver temporairement les subventions implicites aux produits de bases importants pour les budgets des pauvres.* Par exemple, au Nigéria, lors de la récente augmentation des prix des carburants, les autorités n'ont pas modifié le prix du pétrole lampant. Les subventions au pétrole lampant sont relativement mieux ciblées (Coady *et al.*, 2004), bien qu'en Afrique, plus de 45 % de ces subventions profitent aux deux quintiles les plus riches (Coady *et al.* 2010)³. La part du pétrole lampant dans le budget des ménages maliens étant répartie également entre les quintiles (voir tableau 2), une telle politique serait toutefois relativement inefficace pour cibler exclusivement les quintiles les plus pauvres. En outre, le faible niveau des prix du pétrole lampant peut perturber gravement les marchés des produits pétroliers (par exemple, utilisation du pétrole lampant bon marché pour le mélanger avec du gasoil plus onéreux pour réduire le coût du combustible pour le transport ou le commerce transfrontalier).

³ Le Gabon, par exemple, a exclu d'appliquer au pétrole lampant le mécanisme d'ajustement automatique des prix qu'il a adopté en janvier 2009.

- *Adopter un ensemble de mesures à court terme pour atténuer les répercussions des hausses de prix sur les pauvres et prévenir parallèlement les tensions sociales. Par exemple :*
 - Accroître le budget des programmes de l'État qui profitent surtout aux pauvres, aux personnes âgées et aux enfants. Ces programmes sont exécutés par l'intermédiaire de fonds nationaux (programmes de soins de santé dans les régions les plus pauvres, etc.) ou de programmes sociaux (programmes de logements sociaux, de microcrédit, etc.). Le Ghana, la Jordanie et le Nigéria sont des exemples de pays qui utilisent ces dispositifs.
 - Accorder une prime exceptionnelle aux retraités et aux agents de l'État à faible revenu (comme en Jordanie).
 - Subventionner la consommation d'énergies alternatives, comme l'eau et l'électricité, en deçà d'un seuil précis. Cette politique est aussi appliquée en Jordanie.
 - Subventionner les transports en commun urbains et les développer. L'appui temporaire aux transports en commun au moyen de subventions ou d'une expansion des services fournis pourrait aider les ménages à faible revenu en milieu urbain et dissiper les tensions sociales, comme au Ghana et au Niger
 - Réduire les prix des repas dans les cantines scolaires ou le coût des services d'éducation ou de santé, politique que le Ghana a mise en place dans le secteur de l'éducation.
- *Accroître les dépenses publiques hautement prioritaires qui profitent aux pauvres.* Il s'agit notamment des dépenses d'éducation et de santé, ainsi que d'infrastructures comme les réseaux d'irrigation ou d'eau potable ou les programmes d'électrification rurale, qui offrent des énergies alternatives et constituent des investissements économes en énergie. De telles politiques ont été appliquées au Ghana, en Indonésie et au Niger.

**Tableau 2. Mali : Part des produits énergétiques dans le budget des ménages
(Pourcentage des dépenses totales)**

| Quintile | Pétrole | Essence | Gasoil | Charbon bois | Électricité |
|------------------|---------|---------|--------|-----------------|-------------|
| Supérieur | 1,5 | 1,4 | 0,1 | 1,6 | 1,2 |
| 4 ^{ème} | 1,5 | 1,1 | 0,1 | 1,8 | 1,0 |
| 3 ^{ème} | 1,7 | 0,7 | 0,0 | 1,8 | 0,8 |
| 2 ^{ème} | 1,5 | 0,7 | 0,0 | 1,6 | 0,7 |
| Inférieur | 1,7 | 0,6 | 0,0 | 1,2 | 0,8 |
| Total | 1,5 | 1,1 | 0,0 | 1,7 | 1,1 |

Source : Enquête auprès des ménages 2009-10. La part du gasoil est tirée de l'enquête 2000-01.

9. À terme, les autorités devraient améliorer la conception des programmes de protection sociale qui pourraient être renforcés en cas de flambée des prix des carburants.

Elles devraient perfectionner les méthodes de ciblage, notamment : (1) en recourant à un ciblage catégoriel fondé sur des caractéristiques socioéconomiques et démographiques (viser les personnes âgées, les enfants ou les chômeurs, par exemple) ou géographiques (viser ceux qui habitent dans des régions précises) et (2) en rattachant les subventions ou les prestations en espèces à un ciblage volontaire lié à des exigences de travail ou de scolarisation

Encadré 1. Réforme : expérience de quelques pays

Au Niger, les subventions explicites devaient, d'après les projections, atteindre 1,3 % du PIB en 2010. Les autorités étaient déterminées à les supprimer et à appliquer un mécanisme automatique d'ajustement des prix avant le milieu de 2011. Pour atténuer les répercussions des hausses de prix sur les pauvres, elles ont affecté les ressources budgétaires libérées par l'élimination de ces subventions à des financements destinés à la santé, à l'éducation et au développement rural. En outre, les transports publics de la capitale ont bénéficié de transferts directs (moins de 0,1 % du PIB) pour atténuer l'impact sur les tarifs de la hausse des prix des carburants. Par ailleurs, des campagnes d'information publique ont souligné les inconvénients de la politique de tarification ad hoc et le lien entre les dépenses sociales prioritaires et les économies réalisées grâce à la hausse des prix des carburants, permettant ainsi de surmonter les réticences des groupes d'intérêts et de mobiliser le soutien de la société civile. Dans le cadre de la sensibilisation au coût des subventions, le gouvernement a commencé à communiquer systématiquement dans le budget les subventions fiscales aux produits pétroliers.

Au Ghana, les subventions aux produits pétroliers se chiffraient à 2,2 % du PIB en 2004. Comme les cours internationaux commençaient à augmenter, un mécanisme de tarification automatique a été mis en place en février 2005, avec une hausse moyenne de 50 % des prix à la pompe. Pour expliquer la nécessité d'une réforme des prix, les autorités ont lancé une campagne de communication qui insistait sur le fait que les subventions profitaient surtout aux ménages les plus riches (Laan, Beaton, and Presta, 2010). En outre, plusieurs mesures d'allègement ont été prises : (i) élimination des frais de scolarisation primaire et secondaire, (ii) financement accru des programmes de soins de santé primaire dans les régions les plus pauvres dans le cadre du Community Health Compound Scheme, (iii) augmentation des investissements dans les transports en communs urbains et (iv) augmentation des crédits à l'élargissement du réseau d'électrification rurale. Ces dépenses ont été en partie financées par l'affectation du produit d'une taxe explicite d'apaisement social intégrée à la formule de tarification. Pour déconnecter de l'État les décisions en matière de prix, la nouvelle National Petroleum Authority (NPA) s'est vu confier la tâche d'appliquer le mécanisme de tarification.

En Indonésie, les subventions aux carburants atteignaient 3 % du PIB en 2004. Les autorités ont annoncé deux vagues de hausses de prix : l'une en 2005, après avoir lancé une campagne d'information auprès du public (dans la presse et à la télévision, par voie d'affiches dans les villages et de dépliants et de brochures (Bacon and Kojima, 2006)) et l'autre en mai 2008. Les économies budgétaires réalisées grâce à la réduction des subventions ont été réaffectées en partie aux programmes d'éducation, de santé et d'infrastructures en vigueur visant les ménages à revenu faible ou intermédiaire. L'administration centrale a en outre lancé dans tout le pays un programme temporaire de transferts monétaires ciblant plus de 19 millions de familles pauvres qui ont reçu chacune environ 120 dollars par an. Ces mesures étaient jugées cruciales pour réduire au minimum les troubles sociaux et l'opposition politique (Beaton and Lontoh, 2010).

Encadré 1. Réforme : expérience de quelques pays (suite)

En Jordanie, les subventions aux prix des carburants, qui étaient de 3,6 % du PIB en 2004, ont été graduellement éliminées en 2005. Les autorités ont majoré les dépenses de protection sociale avec une partie des économies budgétaires réalisées et pris, pour atténuer l'impact de la hausse des prix, les mesures suivantes : (i) transferts monétaires aux ménages à faible revenu dont le chef n'était ni retraité ni employé de la fonction publique, (ii) prime ponctuelle aux fonctionnaires ou retraités de la fonction publique à faible revenu, (iii) augmentation des salaires mensuels des fonctionnaires et (iv) hausse du budget du National Aid Fund pour financer l'élargissement de la couverture des transferts aux ménages à faible revenu. En outre, elles ont maintenu en place un tarif réduit pour l'électricité des ménages consommant moins de 160 kW par mois et exonéré des droits de douane 13 produits de base essentiels, les produits économes en énergie et les intrants agricoles (FMI, 2010).

Au Nigéria, les subventions aux carburants atteignaient 4,1 % du PIB en 2011. Le 1er janvier 2012, le gouvernement a plus que double le prix de l'essence, en conservant par ailleurs la subvention au pétrole lampant. Une partie de l'épargne devait servir à des programmes de protection sociale ciblés et à des projets d'infrastructure essentiels. Les autorités ont lancé une vaste campagne d'information. L'augmentation des prix a cependant provoqué des critiques et protestations généralisées dans l'ensemble du pays, principalement dirigées par les syndicats, surtout motivés par une profonde méfiance à l'égard des pouvoirs publics et la forte augmentation des prix. Les autorités ont donc réduit de moitié l'augmentation initialement prévue, adopté une démarche plus graduelle et commencé à s'attaquer aux problèmes soulevés par les parties prenantes, comme par exemple l'ouverture d'une enquête sur les éventuelles irrégularités dans le secteur d'importation de produits pétroliers. En outre, pour combler son déficit de crédibilité, le gouvernement a mis en place un conseil composé de responsables politiques et de représentants de la société civile, pour superviser le calcul des économies issues de la diminution des subventions, surveiller l'affectation de ces fonds et évaluer l'exécution des projets financés.

E. Campagne d'information efficace auprès du public

10. Une hausse des prix de détail pour réduire les subventions aux carburants est souvent politiquement délicate et nécessite une bonne campagne d'information de la population en vue d'obtenir son adhésion. En informant les bénéficiaires éventuels (consommateurs et contribuables) des inconvénients liés aux subventions en vigueur et des avantages de la réforme, on aiderait à accroître le soutien du public au mécanisme automatique. La suppression récente des subventions aux carburants au Nigéria et les protestations qui ont suivi montrent combien il est important de mobiliser le vaste soutien des principales parties prenantes (partis politiques, syndicats...). Les campagnes qui ont réussi ont mis l'accent sur les éléments suivants (voir encadré 1 pour des exemples précis de pays) :

- *Les hausses des prix résultent des fluctuations des cours internationaux, lesquelles échappent au contrôle de l'État, et aident l'économie à s'ajuster aux chocs.* Tous les pays importateurs font face à de telles fluctuations et doivent s'adapter à cette réalité. La répercussion de la hausse des cours internationaux sur les prix intérieurs incite les ménages à réduire leur consommation

de carburant et atténue ainsi l'impact défavorable des termes de l'échange sur l'économie dans son ensemble.

- *Les subventions aux carburants profitent surtout aux groupes à revenu élevé.* Comme signalé en introduction, cela est dû à la faible part des produits pétroliers dans la consommation des ménages situés au bas de l'échelle de répartition des revenus. Comme le montre le graphique 1, la part de la consommation d'essence et de gasoil, produits qui représentent environ 95 % de la consommation intérieure de pétrole, dans le panier des quintiles les plus pauvres est minime. En outre, on estime que l'effet indirect de la hausse des prix des carburants n'est que le double de l'effet direct (voir Kpodar and Djiofack, 2009), de sorte que toute variation des prix des carburants a un impact globalement faible sur les quintiles les moins riches. Le Ghana a insisté sur le constat selon lequel les ménages les plus riches profitent le plus des subventions aux carburants.
- *Le maintien des prix intérieurs des produits pétroliers à des niveaux bas se traduit par des fuites budgétaires au profit des pays voisins.* Les habitants des pays limitrophes de ceux où les carburants sont plus chers, comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, sont incités à acheter leurs carburants au Mali (graphique 1). En conséquence, la politique actuelle de subventions implicites aux carburants profite aux habitants des pays voisins
- *Les subventions aux carburants encouragent une surconsommation de produits pétroliers qui nuit à l'environnement.* Lorsqu'ils sont maintenus artificiellement bas, les prix des carburants stimulent le trafic routier et l'émission de gaz à effet de serre, ce qui se traduit par une pollution excessive et des dommages durables à l'environnement.

Bibliographie

Arze del Granado Javier, David Coady and Robert Gillingham (2010). The Unequal Benefits of Fuel Subsidies: A Review of Evidence for Developing Countries. IMF WP/10/202. (Washington: Fonds monétaire international).

Bacon, K. & Kojima, M. (2006). Coping with higher oil prices. (Washington: Banque mondiale).

Beaton, C. and Lontoh, L. (2010). Lessons Learned from Indonesia's Attempts to Reform Fossil-Fuel Subsidies. International Institute for Sustainable Development (IISD).

Coady David, Margaret Grosh, and John Hoddinott (2004). Targeting of Transfers in Developing Countries: Review of Lessons and Experience. Département des études régionales et sectorielles (Washington: Banque mondiale).

Coady, David, Moataz El-Said, Robert Gillingham, Kangni Kpodar, Paulo Medas, and David Newhouse (2006). The Magnitude and Distribution of Fuel Subsidies: Evidence from Bolivia, Ghana, Jordan, Mali, and Sri Lanka. Document de travail du FMI 06/247. (Washington: Fonds monétaire international).

Coady David, Robert Gillingham, Rolando Ossowski, John Piotrowski, Shamsuddin Tareq, and Justin Tyson (2010). Petroleum Product Subsidies: Costly, Inequitable, and Rising. Note reflétant la position des services du FMI, SPN/10/05.

Kpodar Kangni, and Calvin Djioufack (2009). The Distributional Effects of Oil Price Changes on Household Income: Evidence from Mali. Journal of African Economies, Vol. 19, number 2, pp. 205–236.

Fonds monétaire international (2010). Jordan Staff Report for the 2010 Article IV Consultation. SM/10/236. Août, 2010.

Laan, T., Beaton C., and Presta, B. (2010). Strategies for Reforming Fossil-Fuel Subsidies: Practical Lessons from Ghana, France, and Senegal. Initiative mondiale sur les subventions. Genève, Suisse.

ANNEXE III — NOTE SUR LA STABILITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER¹

Au Mali, le système financier joue un rôle croissant, quoique limité, dans le développement économique. Lorsqu'on établit une comparaison avec d'autres pays de la région, l'intermédiation financière reste faible. En même temps, alors que le secteur bancaire est bien capitalisé, le système continue d'être pénalisé par un volume élevé de créances improductives (CI) et les tests de résistance indiquent que la concentration du crédit est un facteur important de vulnérabilité. Des efforts concertés s'imposeront pour éliminer les éléments spécifiques de l'économie et du secteur bancaire qui freinent le développement financier et pour maintenir la stabilité. Il est nécessaire de mettre en place une nouvelle stratégie de développement du secteur financier (SDSF) qui ferait fond sur les résultats obtenus jusqu'à présent par les autorités. Celles-ci devraient aussi collaborer avec les organes régionaux de contrôle afin d'ajuster leur réglementation sur les meilleures pratiques internationales et de renforcer le contrôle des intermédiaires financiers bancaires et non bancaires.

A. Contexte

1. **Au Mali, le secteur financier joue un rôle croissant, quoique limité, dans le développement économique et l'intermédiation des ressources.** Le programme d'évaluation du secteur financier (PESF) de 2008 a identifié un certain nombre de faiblesses, y compris l'accès limité aux services financiers, la nette intervention de l'État dans le secteur bancaire, le volume élevé des CI, une réglementation prudentielle inadéquate et une vulnérabilité aux chocs sectoriels (encadré 1).
2. **En 2008, les autorités ont mis au point une SDSF pour s'attaquer aux insuffisances constatées par le PESF.** Cette SDSF visait à : (i) améliorer les résultats et la qualité des banques et des établissements non bancaires, (ii) élargir l'accès aux établissements et aux produits financiers, en particulier dans les zones rurales et pour les petites et moyennes entreprises, (iii) restructurer et privatiser les banques publiques et (iv) renforcer le cadre législatif (notamment le code foncier, le code civil et le code de commerce) conformément aux recommandations du PESF.
3. **S'appuyant sur les résultats obtenus jusqu'à présent et les enseignements tirés de la conférence de mars 2011 sur les défis et opportunités du Mali, les autorités devront mettre au point une nouvelle SDSF afin d'achever la mise en œuvre des recommandations du PESF de 2008.** En prévision des nouveaux efforts à déployer, les sections ci-après donnent un aperçu général de l'état du secteur bancaire et de la microfinance au Mali à la fin de 2011 et formulent des recommandations pour de futures réformes.

¹ Préparée par Mitra Farahbaksh et Aleksandra Zdzienicka.

Encadré 1. PESF de 2008 : principales recommandations et exécution

| Domaines | Recommandations | État d'avancement |
|--|--|--|
| Stabilité du secteur financier | Veiller à ce que les banques disposent des informations nécessaires pour identifier, mesurer et gérer les risques pendant la transition vers le démantèlement et la privatisation de la société nationale d'égrainage du coton (CMDT). | En cours |
| Restructuration des banques | Suivre l'une des banques publiques afin de s'assurer qu'elle présente les conditions voulues pour être privatisée et restructurée avec succès, puis privatiser une autre banque dès que possible. | Exécutée pour une banque et en cours pour une autre. |
| | Analyser les conséquences financières du redressement durable d'une banque, ce qui peut nécessiter une forte injection de capital. | Exécutée |
| Gestion des flux de trésorerie et de la dette publique | Prévoir des réunions régulières du comité de suivi de la viabilité de la dette publique. | En cours |
| | Améliorer les capacités de planification des flux de trésorerie en réunissant les informations nécessaires pour le compte unique du Trésor et en maintenant des fonds de sécurité à la banque centrale régionale (BCEAO) | Partiellement exécutée |
| Accès aux services financiers | Moderniser l'infrastructure financière de façon à éliminer les obstacles à un meilleur financement des PME et des zones rurales. | En cours |
| Microfinance | Procéder à des contrôles sur une base individuelle et consolidée. | En cours |
| | Encourager un plus grand professionnalisme dans les établissements de microfinance (EMF) et en renforcer les systèmes d'information et de gestion. | En cours |
| Financement du logement | Confier aux banques la responsabilité du financement, de la distribution et de la gestion des crédits qu'assure actuellement l'État par l'intermédiaire de la banque de l'habitat et le fonds de garantie hypothécaire. | En cours |
| | Renforcer le système de gestion des titres de propriété et soutenir l'établissement d'un système régional de financement à long terme. | Partiellement exécutée |
| Droit et justice | Assurer le suivi des questions de coopération et d'intégration liées à l'harmonisation régionale du droit des affaires. | ND |
| | Réviser le code foncier et faciliter l'accès au crédit et aux titres de propriété. | Partiellement exécutée |
| | Informatiser le registre du crédit et élargir l'accès à l'information. | En cours |

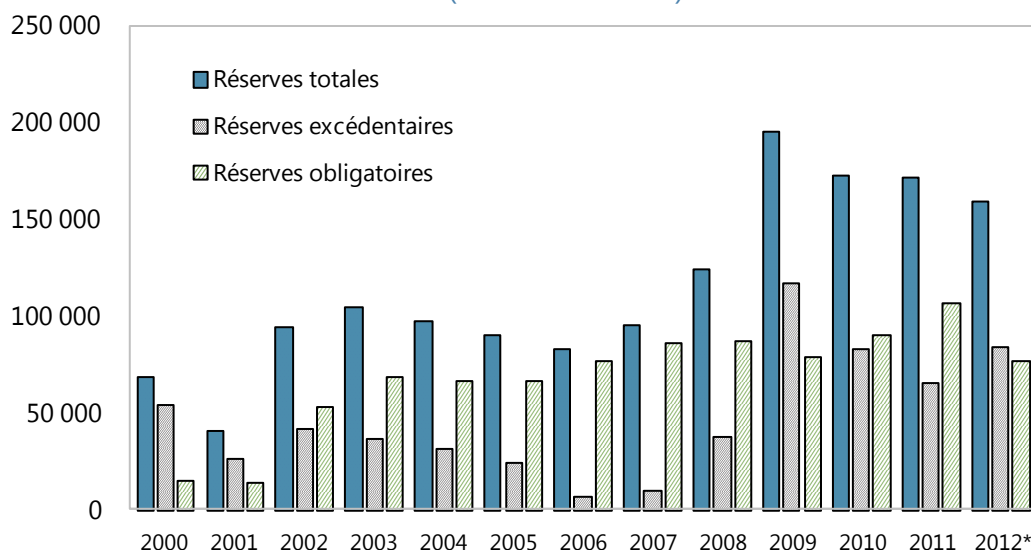
B. Structure et performance du secteur financier

Structure et intermédiation

4. **Le secteur financier est dominé par les banques.** À la fin de 2012, le pays comptait 13 banques, dont 11 à capital étranger qui détenaient plus de 80 % de l'ensemble des actifs du secteur. Le secteur bancaire est relativement concentré, cinq banques se partageant les deux tiers des actifs et plus de 70 % des dépôts. Les établissements de microfinance (EMF) se développent (1,15 million de membres en 2011, contre 0,8 million en 2005), mais ne sont pas systématiquement importants. Au nombre des autres institutions financières figurent notamment neuf sociétés d'assurance, deux établissements financiers, deux sociétés d'assurance vie et un système de retraite comprenant deux caisses de sécurité sociale et de retraite (l'une pour les employés du secteur privé et l'autre pour les fonctionnaires).

5. **Les ressources des banques augmentent, tout en restant insuffisamment diversifiées.** Si les dépôts ont augmenté d'environ 40 % depuis 2008, plus de 60 % d'entre eux sont à vue et à court terme, c'est-à-dire hautement saisonniers. Les banques disposent de liquidités excédentaires considérables (graphique 1), à cause en partie du manque de projets susceptibles de bénéficier de crédits et des problèmes de recouvrement des prêts.

Graphique 1. Mali — Réserves à la BCEAO, 2000-12
(Millions de FCFA)



Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI
* Fin octobre.

6. **Les portefeuilles des banques se composent essentiellement de prêts à de grandes entreprises publiques ou privées spécialisées dans les cultures de rapport (coton), le financement du commerce et le secteur de l'énergie.** Les prêts se limitent pour la plupart à un financement à court terme et s'adressent surtout à quelques grands emprunteurs. Au fil des ans, le secteur de l'énergie, le bâtiment et le commerce sont devenus les principaux bénéficiaires des prêts (à la place du secteur agricole) (tableau 2). Les crédits de campagne sont principalement accordés à

la société nationale d'égrenage du coton (CMDT), de sorte que les plafonds élevés d'engagement sont souvent dépassés. Les prêts sont très saisonniers par nature.

7. **Bien que la part du secteur public dans le capital des banques diminue depuis 2008, l'État continue d'y jouer un rôle important.** Il détient une part minoritaire dans quatre des cinq banques intérieures et est l'actionnaire principal de la banque de l'habitat (BHM) et de celle du développement (BMS). En janvier 2011, l'État et les entités publiques détenaient environ 30 % des dépôts du secteur bancaire et comptaient pour 10 % des crédits bancaires. Le Trésor et les entités publiques administratives (EPA) disposaient de 3.400 comptes dans le système bancaire.

8. **L'intermédiation bancaire progresse, mais reste faible** (graphique 2). Entre 2000 et 2011, le ratio du crédit au PIB est passé de 15 % à 20 % et celui de la monnaie aux dépôts est revenu de 57 % à 33 % sous l'effet du développement financier. Les taux d'intérêt ne semblent pas avoir eu de répercussions sur l'intermédiation bancaire, car ils reflètent apparemment le coût des affaires. À la fin de 2011, l'écart moyen entre le taux de rémunération des dépôts et le taux d'intérêt des prêts était de 4,5 % (tableau 2). Néanmoins, l'intermédiation reste faible lorsqu'on la compare à celle observée dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Kenya). Seulement 10 % environ de la population a un compte en banque et les populations rurales restent particulièrement mal desservies par les banques commerciales.

Contraintes freinant le développement de l'intermédiation financière

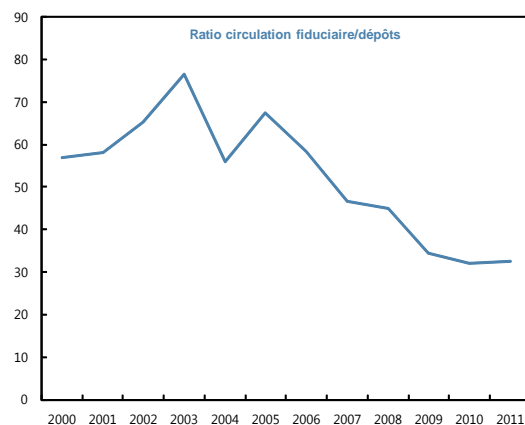
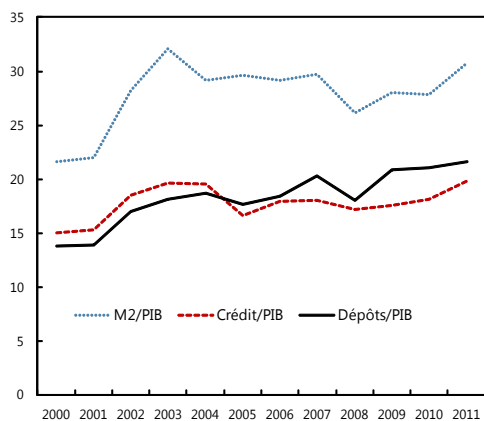
9. **Les contraintes qui s'exercent à l'échelle de l'économie aident à expliquer la lenteur des progrès dans l'intensification des circuits financiers et l'extension des services financiers.** Il s'agit notamment des déficiences du cadre juridique et du système judiciaire qui se traduisent par la lenteur du recouvrement des prêts, des lacunes dans la communication financière des PME et l'absence de garanties pour les prêts bancaires à cause des problèmes de régime foncier et de cadastre. En outre, la médiocrité des infrastructures et de l'accès physique aux services, y compris un approvisionnement en électricité limité, le mauvais état des routes et l'éloignement des bureaux de la banque centrale (autant de facteurs qui dissuadent de créer des succursales rurales), parallèlement à la difficulté de recruter des effectifs qualifiés, accroît le coût de l'octroi du crédit et de la prestation des services financiers.

10. **Les caractéristiques structurelles du système financier freinent aussi le développement de ce secteur.** Il s'agit notamment : (i) de la couverture limitée des petites et moyennes entreprises dans le système de registre du crédit de la banque centrale régionale (BCEAO)², (ii) du sous-développement du crédit-bail, du capital-risque et du capital investissement (qui peuvent remplacer le financement bancaire) et (iii) de la disponibilité constante de dépôts publics élevés, qui incite moins les banques à entrer en concurrence pour obtenir des ressources privées, de sorte que le marché interbancaire ne peut se développer, les banques étant submergées de ressources publiques.

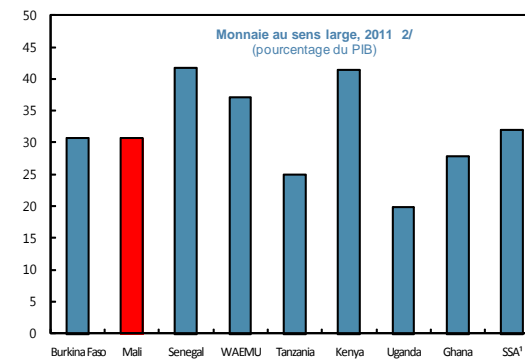
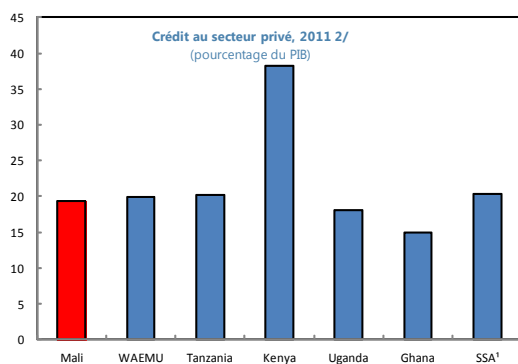
² Présentation faite à la conférence de haut niveau sur les défis et opportunités économiques, organisée conjointement par le Gouvernement du Mali et le FMI à Bamako les 17 et 18 mars 2011 (<http://www.imf.org/external/french/np/seminars/2011/mali/index.htm>).

Graphique 2. Mali : Intermédiation financière de secteur bancaire, 2000-2011

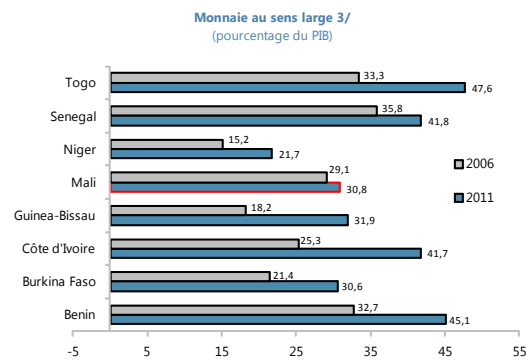
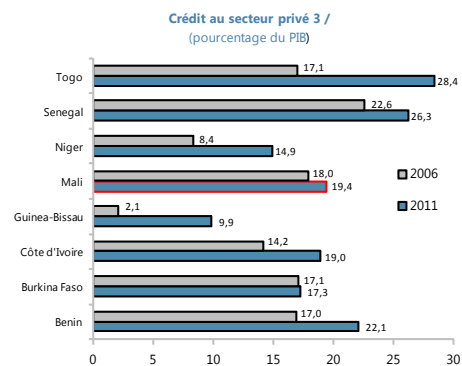
L'intermédiation bancaire s'est intensifiée...



...mais elle reste relativement faible,...



...même par rapport à d'autres pays de l'UEMOA.



Source : autorités maliennes; estimations des services du FMI.

¹ Pays importateurs de pétrole d'AfSS.² Calculs à partir des données les plus récentes.³ Données les plus récentes.

C. Solidité et stabilité du secteur bancaire

Cadre juridique et contrôle bancaire

11. **Le Mali est soumis au système prudentiel régional unifié applicable aux établissements de crédit et relève d'un seul contrôleur (la Commission bancaire de l'UEMOA), le concours prêté à cet égard par la BCEAO étant vaste.** En pratique, le contrôle bancaire est régi par des dispositions communautaires et nationales et son application dépend de quatre autorités de contrôle :

- le Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui établit le cadre légal et réglementaire général applicable aux activités de crédit ;
- le Ministère des Finances du Mali (MDF), qui a le pouvoir d'agréer les banques et les établissements financiers et de leur retirer cet agrément, ainsi que de s'attaquer à leurs problèmes ;
- la BCEAO, dont les principaux pouvoirs sont de préparer et de transposer sur le plan technique les règles comptables et prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers et de contribuer par l'intermédiaire de ses directions nationales au contrôle du système bancaire ;
- la Commission bancaire de l'UEMOA, présidée par le Gouverneur de la BCEAO, qui est chargée d'organiser et de contrôler les banques et les établissements financiers établis dans les huit pays de l'Union et qui, à cet effet, peut prendre des sanctions administratives ou disciplinaires.

12. **Il est nécessaire de réformer le contrôle bancaire.** D'après les constatations du PESF de 2008, le contrôle est essentiellement basé sur l'observation des règlements. En conséquence, il est décalé par rapport à l'approche prudentielle internationale fondée sur les risques et la discipline de marché. La CB-UEMOA n'est pas la seule à s'attaquer aux problèmes des banques, compte tenu en particulier de la nature supranationale du contrôle bancaire, ce qui signifie que la compétence est partagée avec le MDF. Aucun mécanisme robuste de résolution des crises bancaires n'est en place. Les informations prudentielles communiquées périodiquement par les banques sont insuffisamment automatisées et leur analyse est à l'origine de retards de traitement excessifs. Les états financiers produits et publiés par les banques sont établis sur la base de plans comptables appliqués depuis 1996, qui n'ont pas été mis à jour pour refléter les modifications apportées récemment aux normes comptables internationales. Les règlements prévoient certes que les groupes bancaires doivent préparer des comptes consolidés, mais ils ne sont assujettis à aucun contrôle spécifique et les ratios prudentiels auxquels ils sont tenus de se conformer ne sont pas présentés sur une base consolidée. Enfin, les cadres réglementaire et de gouvernance semblent être appliqués avec une grande tolérance.

Indicateurs de solidité financière

13. **Certains des règlements prudents ne sont pas conformes aux normes internationales** (tableau 1). Dans l'ensemble, le système prudentiel est incomplet, car il ne couvre pas les risques de marché, le risque-pays, ni le risque de taux d'intérêt. Le règlement plafonnant les prêts à une partie donnée (75 % du capital et des réserves) est beaucoup plus élevé que celui prescrit par les meilleures pratiques, ce qui est une source de concentration excessive des risques. De même, le règlement relatif à la transformation à moyen ou à long terme (ratio des actifs à moyen ou à long terme financés avec des ressources de la même catégorie) n'est pas conforme aux meilleures pratiques internationales et peut freiner l'octroi de prêts à moyen ou à long terme. Le ratio de structure de portefeuille est également trop restrictif et risque de dissuader les banques d'accorder des prêts si la CB-UEMOA devait le faire respecter³. En outre, selon les constatations du PESF de 2008, la gestion des risques par les banques continue d'être inadéquate.

Tableau 1. UEMOA — Ratios prudentiels

| Règle | Indicateur quantitatif |
|--|---|
| Fonds propres minimums 1/ | 5 milliards de CFAF (10 millions dollars) |
| Ratio de fonds propres 2/ | >= 8 % |
| Plafond des prêts à un seul emprunteur ou groupe | <=75 % des fonds propres réglementaires |
| Plafond des prêts dépassant 25 % des fonds propres | <=8 fois les fonds propres |
| Ratio de liquidité 3/ | > 75 % |
| Plafond des immobilisations hors exploitation | <=15% des fonds propres |
| Plafond des participations dans les entreprises | <=15% des fonds propres |
| Ratio de transformation 4/ | >=75 % |
| Plafond des immobilisations et participations | <=100 % des fonds propres |
| Plafond des prêts aux dirigeants et personnel | <=20 % du total des prêts |
| Ratio de structure de portefeuille 5/ | >=60 % |
| Source : BCEAO | |
| 1/ Fin déc. 2010. | |
| 2/ Fonds propres réglementaires/actifs pondérés par les risques. | |
| 3/ Actifs liquides/passifs à court terme. | |
| 4/ Ratio des actifs à moyen ou à long terme financés avec des ressources de la même catégorie. | |
| 5/ Au moins 60 % des prêts bancaires doivent avoir une note positive à la BCEAO. | |

14. **Le volume des créances improductives est sans doute sous-estimé** (tableau 2). En vertu de la réglementation de l'UEMOA, les créances sont classées improductives lorsqu'elles sont échues depuis plus de six mois (contrairement à la pratique internationale où ce délai est de trois mois). Avec un ratio brut moyen de prêts improductifs de 18,7 % à la fin de 2011, qui est passé à 19,7 à la fin de juin 2012, la qualité du portefeuille des banques varie, le ratio allant de faible à plus de la moitié du portefeuille dans le cas de la banque de l'habitat (BHM). Le taux de provisionnement, 67,3 % à la fin de juin, reste insuffisant et inférieur à la moyenne de l'UEMOA. Le volume élevé de prêts improductifs s'explique par le climat peu favorable des affaires et, en particulier, les nombreuses difficultés rencontrées dans les procédures de recouvrement.

³ Présentation faite à la conférence de haut niveau sur les défis et opportunités économiques, organisée conjointement par le Gouvernement du Mali et le FMI à Bamako les 17 et 18 mars 2011 (<http://www.imf.org/external/french/np/seminars/2011/mali/index.htm>).

| Tableau 2. Mali — Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2007-12¹ | | | | | | |
|--|--------|------|------|------|------|-------------------|
| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 ² |
| | (en %) | | | | | |
| Fonds propres | | | | | | |
| Fonds propres/actifs pondérés par risques | 10,8 | 11,4 | 9,9 | 16,9 | 13,4 | 14,8 |
| Fonds propres de base (Tier 1)/actifs pondérés par les ris | 9,9 | 10,5 | 9,4 | 15,4 | 11,7 | 13,5 |
| Fonds propres (actif net) en pourcentage des actifs | 5,6 | 6,0 | 5,7 | 9,2 | 8,5 | 9,6 |
| Ventilation sectorielle du crédit à l'économie | | | | | | |
| Agriculture et pêche | 7,7 | 11,6 | 7,5 | 3,0 | 11,7 | 3,2 |
| Secteur minier | 1,0 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 3,5 |
| Secteur manufacturier | 7,6 | 8,0 | 6,9 | 8,0 | 8,0 | 11,4 |
| Electricité, gaz et eau | 5,0 | 4,3 | 5,9 | 11,3 | 10,0 | 11,1 |
| Bâtiment et travaux publics | 2,0 | 2,0 | 2,4 | 4,3 | 4,5 | 4,9 |
| Commerce de gros et de détail, hôtels et restaurants | 43,6 | 40,6 | 43,8 | 42,0 | 43,2 | 41,5 |
| Transports, entrepôts, communications | 15,0 | 14,7 | 12,7 | 9,0 | 7,2 | 6,5 |
| Assurance, immobilier et services aux entreprises | 6,4 | 6,7 | 7,7 | 11,0 | 7,0 | 8,5 |
| Collectivités et services sociaux | 2,8 | 3,4 | 4,0 | 5,0 | 3,8 | 3,9 |
| Autres activités | 8,9 | 8,6 | 9,0 | 6,1 | 4,5 | 5,5 |
| Qualité des actifs | | | | | | |
| Créances improductives/total des prêts | 25,1 | 25,3 | 21,9 | 21,5 | 18,7 | 19,7 |
| Créances improductives/total des prêts (hors provisions) | 10,7 | 9,3 | 9,1 | 8,8 | 6,4 | 7,5 |
| Provisions/créances improductives brutes | 65,5 | 66,9 | 59,5 | 64,0 | 69,4 | 67,3 |
| Provisions/prêts bruts | 16,1 | 15,4 | 14,8 | 13,5 | 12,7 | 13,3 |
| Produit et rentabilité | | | | | | |
| Rendement de l'actif (RA) | -0,8 | 0,8 | 0,6 | 1,4 | 1,3 | ... |
| Rendement des fonds propres (RFP) | -14,0 | 12,9 | 10,0 | 15,2 | 15,6 | ... |
| Liquidité | | | | | | |
| Actifs liquides/total des actifs | 40,7 | 43,8 | 48,9 | 50,6 | 47,4 | 49,1 |
| Actifs liquides/passifs à court terme | 81,5 | 84,0 | 61,2 | 92,9 | 89,4 | 88,8 |
| Ratio dépôts/actifs | 81,4 | 73,6 | 73,0 | 75,4 | 71,8 | 70,4 |
| Ratio prêts/dépôts | 83,7 | 90,7 | 71,1 | 69,8 | 77,0 | 80,7 |
| Pour mémoire³ | | | | | | |
| Taux créditeurs | 4,8 | 5,0 | 4,7 | 4,9 | 4,9 | ... |
| Taux débiteurs | 10,0 | 9,8 | 9,4 | 9,3 | 9,4 | ... |

Sources : BCEAO ; estimations des services du FMI.

¹ Ratios calculés sur la base des stocks moyens de la période.

² Fin juin 2012.

³ Moyenne.

15. **Les banques sont bien capitalisées et semblent rentables, mais le niveau relativement faible des provisions continue de poser problème.** Avec le relèvement à la fin de 2010 des fonds propres réglementaires minimums requis à 5 milliards de FCFA, le ratio de fonds propres (RFP) du secteur est resté confortable (13 % à la fin de 2011) et a continué d'augmenter pour passer à 14,8 % à la fin de juin 2012, ce qui indique que, sur le plan des fonds propres, la situation de tous les groupes bancaires (étrangers, privés intérieurs ou publics) est saine, sauf dans le cas de deux banques qui ne respectent pas le minimum requis. À la fin de 2011, le rendement moyen des actifs et des fonds propres était de 1,3 % et 15,6 %, respectivement, encore qu'il existe de fortes disparités entre les établissements puisque les résultats négatifs de la banque de l'habitat pèsent lourdement sur la moyenne du secteur. Cependant, le faible niveau des provisions gonfle les bénéfices et amène sans doute à surestimer la capitalisation des banques.

16. **En cas d'établissement d'un compte unique du Trésor et de transfert des dépôts du Trésor à la BCEAO, six banques ne respecteraient pas la norme de liquidité.** Deux de ces banques sont déjà en infraction. Aucun manquement aux autres règlements prudentiels ne serait observé après le retrait de ces dépôts.

Tests de résistance

17. **Les tests de résistance ont été appliqués à des chocs sur la base des données de la fin de 2010 des différentes banques.** Les résultats préliminaires sont conformes aux constatations faites dans le PESF de 2008 :

- La concentration des prêts continue d'être le principal facteur de vulnérabilité du fait du manque de diversification de l'économie. Les banques sont très sensibles aux chocs sectoriels, la filière coton en particulier. Les prêts à la CMDT représentent 8 % du total des prêts, aussi une défaillance de ce seul emprunteur causerait-elle des dommages considérables au système bancaire. Le secteur bancaire serait durement touché par une augmentation des créances douteuses de ses cinq premiers emprunteurs (parmi lesquels la CMDT et EDM, la société publique de distribution d'énergie) qui représentent plus de 30 % du total des crédits. Cela est symptomatique de la très forte concentration des risques dans le secteur bancaire.
- Une augmentation de 50 % des prêts improductifs aurait de fortes répercussions sur les banques maliennes, étant donné le niveau déjà élevé de ces créances. Le RFP du système tomberait en deçà du minimum requis (8 %).
- Les banques sont liquides et peuvent résister à des simulations de ruées sur les dépôts.

D. Secteur de la microfinance

18. **A la fin de 2012, on comptait 125 établissements agréés :** mutuelles, coopératives, associations ou sociétés anonymes (seul actionnaire). À la fin de 2011, les crédits octroyés par les établissements de microfinance (EMF) atteignaient l'équivalent de 73 milliards de FCFA (1,5 % du PIB), contre 45 milliards (1,5 % du PIB) en 2005 (tableau 3). Les récents événements politiques et la

dégradation de l'activité ont eu de fortes répercussions sur les EMF (dont les prêts étaient revenus à 68 milliards de FCFA à la fin de juin 2012).

19. **Malgré une amélioration en 2011, la qualité du portefeuille des EMF semble s'être dégradée.** À la fin de 2011, leurs créances improductives étaient passées à 5 % du total des prêts, contre 7,6 % en 2010. Depuis mars 2012, le pourcentage des créances improductives a continué d'augmenter pour atteindre 5,3 % à la fin de juin. Il semble que les contrôleurs du MOF aient peu d'expérience et que les capacités soient faibles. Jusqu'à présent, on a identifié de graves difficultés financières dans 15 EMF et 11 ont été déclarés en faillite. L'État a remboursé 1,5 milliard de FCFA en 2010–11.

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 ¹ |
|--------------------------------|-------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| Membres (milliers) | 751,3 | 835,1 | 934,9 | 1 006,2 | 1 050,7 | 1 069,4 | 1 071,0 | 1081,0 |
| Dépôts | 33,2 | 38,3 | 43,1 | 48,3 | 52,1 | 54,9 | 59,0 | 56,6 |
| Prêts | 45,4 | 56,8 | 65,9 | 71,4 | 73,5 | 71,4 | 73,0 | 68,3 |
| Prêts improductifs | 2,3 | 2,6 | 3,2 | 4,5 | 4,7 | 5,4 | 3,6 | 3,6 |
| Prêts improductifs/total prêts | 5,1 | 4,5 | 4,9 | 6,3 | 6,5 | 7,6 | 4,9 | 5,3 |

Sources : autorités maliennes; estimations des services du FMI.
¹ Fin juin.

20. **Une nouvelle législation à l'échelle de l'UEMOA est entrée en vigueur en juillet 2010.**

Tous les EMF devront s'y conformer d'ici à juillet 2012. On trouvera ci-après certains points importants de cette législation :

1. Tous les EMF sont agréés par la BCEAO.
2. En vertu de l'article 44, tout EMF dont les avoirs ou dépôts dépassent 2 milliards de FCFA plusieurs années de suite doit être contrôlé par la BCEAO. On compte environ 20 établissements de cette nature. Le MOF doit contrôler tous les autres établissements.
3. Le MOF et la BCEAO vérifient dans les trois mois toute demande de création d'un nouvel établissement de microfinance. Si aucune vérification n'est faite, l'établissement ne peut être créé.
4. La réglementation prudentielle est renforcée.
5. Les établissements franchissant la barre des 2 milliards de FCFA font rapport tous les mois à la BCEAO et les autres tous les ans au MOF.
6. Les MIF font l'objet d'un contrôle sur place une fois tous les trois ans.
7. Les EMF sont tenus d'adopter un nouveau cadre comptable sur le modèle de celui des banques, celui qu'ils utilisent actuellement n'étant pas conforme aux normes comptables internationales.

21. **De récents événements ont retardé l'adoption du programme de restructuration des EMF.** En collaboration avec les EMF, la BCEAO et les partenaires du développement, le Ministère des Finances a amorcé en mars 2012 un programme de restructuration d'un an dont l'objet est d'évaluer la situation des EMF, de définir des mesures de restructuration et d'élaborer un dispositif de refinancement pour le secteur.

E. Future stratégie de réforme

22. **Pour améliorer l'intermédiation financière et maintenir la stabilité, les autorités maliennes et régionales devront déployer des efforts concertés et coordonnés.** Si la modification du cadre réglementaire et de contrôle, y compris la mise à jour des normes prudentielles, nécessite un accord au niveau de l'UEMOA, les autorités maliennes peuvent engager des actions pour éliminer les obstacles à l'intermédiation financière et maintenir la stabilité du système dans un certain nombre de domaines de son ressort.

23. **Une nouvelle SDSF est nécessaire pour consolider les résultats de la précédente stratégie et achever la mise en œuvre du programme, notamment les recommandations du PESF de 2008,** en tirant parti des enseignements de la conférence de mars 2011 sur les défis et opportunités du Mali. Les autorités maliennes pourraient exécuter dans un proche avenir les réformes suivantes :

- **Sur le front juridique :** (i) réviser le code foncier et améliorer le régime foncier et du cadastre en vue d'établir des titres de propriété qui pourraient être utilisés pour obtenir des prêts bancaires, (ii) adopter une législation sur l'information financière, couvrant tous les aspects réglementaires de la comptabilité et de l'audit, (iii) promulguer une législation visant à promouvoir le crédit-bail, le capital-risque et le capital investissement (qui peuvent remplacer le crédit bancaire direct) (iv) adopter des règlements qui imposent aux banques de se conformer aux normes comptables internationales et (v) renforcer les moyens des tribunaux.
- **En ce qui concerne l'infrastructure institutionnelle et la communication d'une meilleure information :** (i) améliorer la couverture de l'information sur le crédit à la BCEAO afin d'y inclure une vaste gamme de renseignements et d'emprunteurs potentiels, notamment les PME les plus importantes et (ii) créer un registre des garanties bancaires pouvant être consulté par tous et servir d'instrument pour faciliter la réalisation rapide des garanties en cas de non-remboursement des emprunts bancaires.
- **Pour ce qui est du développement de l'intermédiation financière :** (i) renforcer et développer la microfinance en améliorant le suivi et le contrôle, ce qui nécessite d'améliorer aussi les capacités de gestion et la gouvernance, (ii) éliminer les dépôts de l'État, qui réduisent l'incitation des banques à entrer en concurrence pour obtenir des ressources privées, et (iii) élargir l'accès aux services de paiement en facilitant le développement des services bancaires par téléphonie mobile comme au Kenya (voir encadré 2).

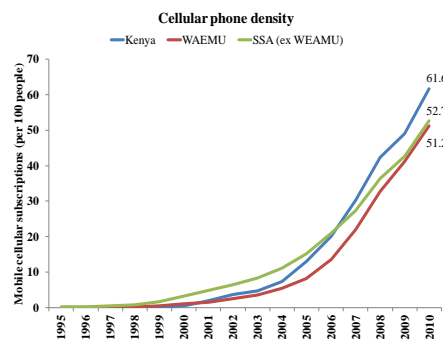
24. **Les autorités devront concevoir une stratégie pour s'attaquer aux déficiences des banques après le transfert des ressources publiques à la BCEAO.** L'une des solutions possibles est de leur accorder une période de grâce pour améliorer leur ligne de produits et accroître leurs dépôts de façon à remplacer les fonds publics par des ressources privées. Celles qui ne respecteront pas les normes prudentielles une fois le délai expiré seront placées sous l'étroite surveillance de la Commission bancaire et des décisions administratives seront prises pour s'attaquer au non respect des normes.

25. **Enfin, en achevant dès que possible la privatisation de la banque du logement (BHM) qui est déficitaire et de la banque de développement (BRS), les autorités pourront se concentrer sur le reste du vaste programme de développement du secteur financier.** Outre les réformes susmentionnées, ce programme devrait aussi prévoir, en collaboration avec les autorités régionales de contrôle, d'aligner la réglementation prudentielle sur les meilleures pratiques internationales.

Encadré 2. Kenya : banque mobile et intensification des circuits financiers ¹

- **La révolution de la banque mobile, qui a accéléré le développement du secteur financier au Kenya, peut être exportée dans les pays de l'UEMOA, dont le Mali :**

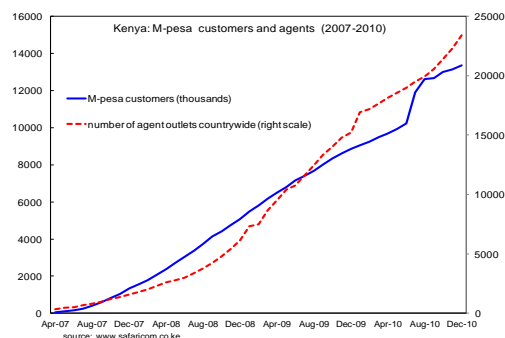
- M-Pesa est un système électronique de paiement de détail à l'aide de téléphones mobiles que Safaricom, le premier opérateur de téléphonie mobile du Kenya a mis en place dans ce pays en mars 2007. Il permet à ceux qui l'utilisent de déposer ou de retirer des espèces en échangeant de la monnaie contre de la valeur électronique dans son réseau de magasins de détail, de transférer électroniquement des fonds à d'autres utilisateurs et de faire des paiements. Dans certains cas, les utilisateurs peuvent aussi rembourser des prêts accordés par des établissements de microfinance et effectuer des dépôts à leurs comptes bancaires. Alors que le système M-Pesa enregistre et stocke électroniquement toutes les transactions, Safaricom dépose la valeur intégrale des soldes de ses clients dans le système à des comptes communs ouverts dans deux banques réglementées. Ces dépôts ne produisent aucun rendement pour les utilisateurs.



- Ce dispositif réunit désormais près de 15 millions de clients, représentant plus de 30 % de la population du pays, et dispose d'un réseau de près de 32 000 agents, ce qui en fait la banque mobile la plus utilisée au monde. Des systèmes analogues ont été mis en place dans d'autres pays de la communauté d'Afrique de l'Est, dont l'Ouganda et la Tanzanie.

- Les pays membres de l'UEMOA, et notamment le Mali, disposent de l'infrastructure de base nécessaire pour adopter un système de paiement mobile analogue. Le nombre d'abonnés au téléphone cellulaire y est en moyenne sensiblement le même qu'au Kenya et qu'en AfSS. En 2010, la densité de téléphones cellulaires dans la région de l'UEMOA était de 51 abonnements pour 100 personnes, alors qu'elle était de 62 au Kenya et de 53 en moyenne en AfSS.

- L'extension de la banque mobile peut se concilier avec le maintien de la stabilité financière. Les autorités devront veiller à ce que soient en place des sauvegardes réglementaires et de contrôle adéquates et un climat des affaires favorable (il convient en particulier d'éviter que les premiers arrivés ne s'arrogent une position dominante). En outre, elles devront entretenir un dialogue étroit avec le secteur privé pour s'assurer de sa participation active à la formulation et à l'application de la stratégie nécessaire.



- La banque mobile offre la possibilité d'élargir considérablement l'accès à toute une gamme de services de paiement à un prix modéré, puisque les établissements financiers n'ont pas à supporter les coûts élevés de construction et de fonctionnement des succursales. En conséquence, elle a aussi le potentiel de devenir un instrument d'épargne commode pour les ménages à faible revenu.

¹ Le présent encadré s'inspire des Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne d'avril 2011 et d'une étude de Rodrigo Garcia-Verdu (2011).

Bibliographie

Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers du Mali, Financement de l'Économie du Mali par les Banques, Bamako, Mali, 2011.

Banque de France, Rapport annuel de la zone franc, 2010.

Beck, Thorsten, Samuel Munzele Maimbo, Issa Faye, et Thouraya Triki (2011), Financing Africa: Through the Crisis et Beyond, Washington, DC: Banque mondiale.

Communication du Président de l'Association Professionnelle des Banques et Établissement Financiers du Mali, Présentation à la conférence « Grands Défis et Opportunités Économiques du Mali », Conférence de haut niveau organisée par les autorités du Mali et le FMI à Bamako les 17-18 mars, 2011.

Gouvernement malien, Stratégie de développement du secteur financier, 2008–11, Avril 2008.

Gouvernement malien, Présentation du rapport portant sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté de 2010 (G-PRSP), Septembre 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=25464.0>.

Fonds monétaire international, Appui au recensement des comptes bancaires publics et à l'élaboration d'une stratégie de mise en place du compte unique du Trésor, Rapport sur l'assistance technique, Washington, DC, Octobre 2011.

Fonds monétaire international, Mali—Rapport sur l'évaluation de la stabilité du système financier, 2008.

Fonds monétaire international, Perspectives économiques régionales pour l'Afrique Subsaharienne, Avril 2011: Reprise et nouveaux risques, Washington, DC, Avril 2011.

Rodrigo Garcia-Verdu, Financial Development in the West African Economic et Monetary Union (UEMOA) since 2006, Washington, DC., Février 2011.

ANNEXE IV—ÉVALUATION DE LA STABILITÉ EXTÉRIEURE¹

La présente note procède à une évaluation de la stabilité extérieure de l'économie malienne axée sur des indicateurs de prix ou autres. Le taux de change réel semble pour l'essentiel cadrer avec les fondamentaux et les résultats à l'exportation sont stables, mais la diversification des exportations a régressé à cause d'une trop grande dépendance à l'égard de l'or et les indicateurs de compétitivité qualitative font ressortir de graves blocages structurels. Le Mali a besoin d'améliorer son climat des affaires pour renforcer sa compétitivité.

A. Structure de la balance des paiements

1. Le Mali est un pays à faible revenu accusant un déficit courant (hors dons officiels) élevé. Au cours de la dernière décennie, ce déficit s'est chiffré en moyenne à environ 10 % du PIB (tableau 1) et a été financé par des apports d'aide et d'investissements directs étrangers, principalement dans les secteurs de l'or et des télécommunications. En conséquence, la contribution nette positive de ce pays aux réserves de change de la Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a été modeste.

Tableau 1. Mali — Principaux postes de la balance des paiements

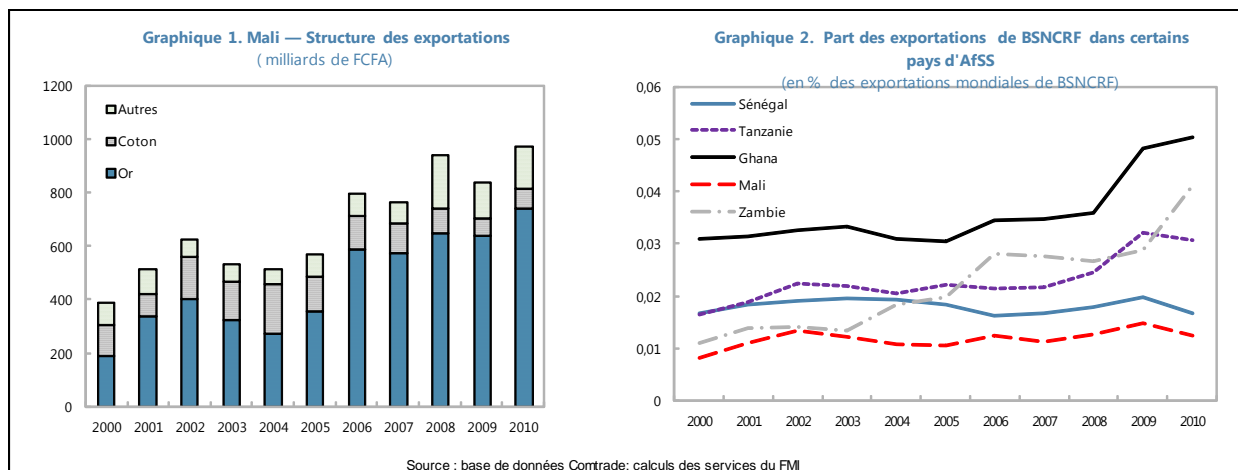
| | 2000 | hors | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | (en % du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes (hors dons officiels) | -12,0 | -12,8 | -4,5 | -9,8 | -9,8 | -10,6 | -6,8 | -8,7 | -13,4 | -9,2 | -14,8 | -11,5 |
| Flux d'aide officielle (dons inclus) | 6,8 | 5,7 | 6,0 | 7,3 | 5,1 | 6,2 | 7,1 | 5,3 | 3,8 | 6,7 | 5,4 | 4,5 |
| Compte de capital et d'op. financières (hors flux d'aide) | 6,7 | 5,5 | 2,8 | 7,1 | 1,1 | 6,1 | 0,5 | 3,1 | 8,8 | 9,8 | 7,3 | 7,4 |
| dont : IDE | 3,0 | 3,4 | 2,2 | 3,1 | 1,8 | 2,7 | 1,2 | 2,3 | 2,1 | 8,4 | 4,2 | 2,8 |
| Variation des réserves (- = augmentation) | -1,5 | 1,6 | -4,3 | -4,7 | 3,6 | -1,7 | -0,8 | 0,3 | 0,8 | -7,2 | 2,1 | -0,6 |
| | (millions de dollars) | | | | | | | | | | | |
| Réserves imputées | 369,2 | 353,0 | 574,7 | 927,7 | 838,9 | 862,6 | 969,2 | 1070,9 | 1055,9 | 1621,1 | 1298,6 | 1409,3 |

Sources : autorités maliennes; calculs des services du FMI.

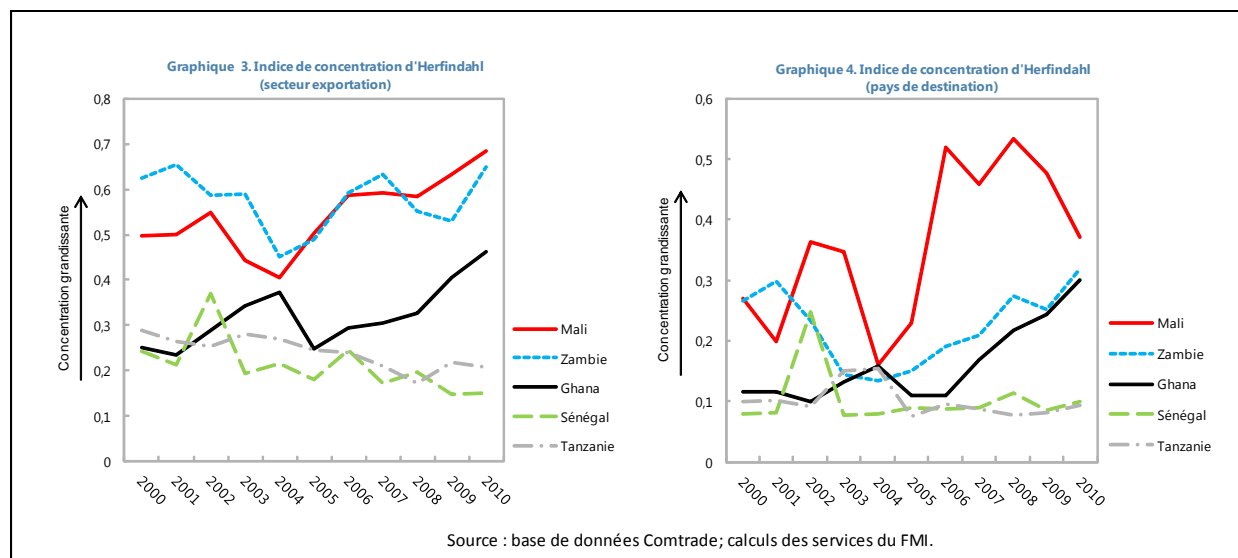
B. Résultats à l'exportation

2. L'or occupe une place prédominante dans les exportations du Mali qui ont de ce fait bénéficié de la forte hausse des cours ces dernières années (graphique 1). Cependant, malgré des termes de l'échange favorable, la part du Mali dans les exportations mondiales n'a pour ainsi dire pas varié au cours de la dernière décennie. (Graphique 2).

¹ Note préparée par Ermal Hitaj, avec le concours de Douglas Shapiro pour les recherches.



3. Les réserves d'or étant limitées, le Mali dépendra de façon cruciale dans l'avenir d'une diversification des exportations, autre indicateur important de la compétitivité. La présente note calcule un indice Herfindahl-Hirschman² (IHH) de concentration des secteurs et des pays de destination pour certains pays d'Afrique subsaharienne (graphiques 3 et 4). Dans le cas du Mali, l'indice montre que la concentration sectorielle est assez forte, de même que celle des pays de destination, car l'or est essentiellement exporté vers l'Afrique du Sud. Le renforcement de la concentration des exportations, conjugué à leur part stagnante, fait ressortir un manque de compétitivité dont l'effet sera davantage ressenti lorsque les réserves d'or commenceront à s'épuiser. Le Mali doit mieux diversifier ses exportations en se tournant vers de nouveaux produits et marchés et en augmentant la part des secteurs exportateurs actuellement mineurs.



² La présente note utilise l'IHH classique défini comme la somme des carrés des parts à l'exportation par secteur ou pays de destination.

C. Critères de compétitivité structurelle

4. Le climat difficile des affaires est un obstacle majeur au développement du secteur privé, qui est crucial pour la diversification des produits et des exportations. Selon les enquêtes de la Banque mondiale (BIRD)³ et du Forum économique mondial (FEM)⁴, la compétitivité structurelle globale du Mali semble relativement faible même si l'environnement macroéconomique est jugé favorable (tableaux 2 et 3). Le climat des affaires est notoirement pénalisé par la protection inadéquate des investisseurs, le faible développement des marchés financiers, l'accès insuffisant à l'électricité, les difficultés de paiement des impôts et les normes peu élevées dans les domaines de la santé et l'éducation. Si elle se prolonge, la crise politique et sécuritaire actuelle risque également de nuire au climat des affaires.

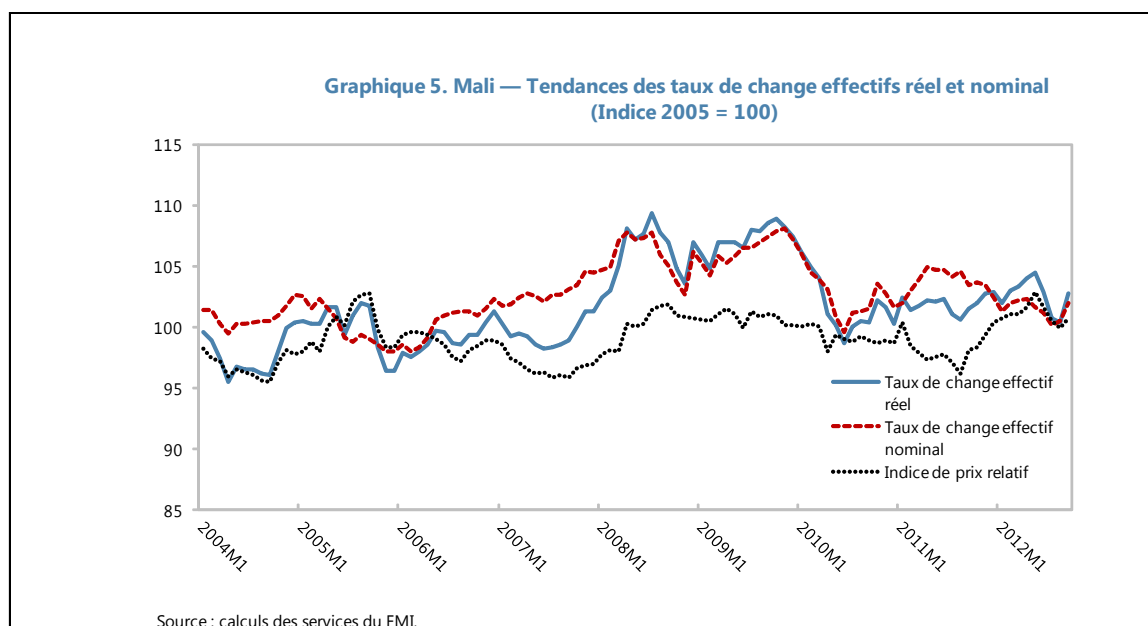
| Tableau 2. Mali — ICM : classement de 2011 | | Tableau 3. Mali - IDB : classement de 2011 | |
|--|-----|--|-----|
| (Sur 142 pays) | | (Sur 183 pays) | |
| <i>Le Mali se classe mal en santé et enseignement primaire et en développement des marchés financiers, mais "mieux" en environnement</i> | | <i>Le Mali se classe mal en paiement des impôts et en protection des investisseurs, mais mieux en transfert des titres de propriété et permis de</i> | |
| Classement général | 128 | Classement général | 146 |
| Sous-catégories | | Sous-catégories | |
| Env. macroéconomique | 66 | Transfert de propriété | 91 |
| Innovation | 87 | Octroi permis de construire | 95 |
| Institutions | 108 | Règlement insolvabilité | 111 |
| Infrastructure | 113 | Raccordement à l'électricité | 113 |
| Taille du marché | 117 | Création d'entreprise | 115 |
| Développement technologique | 127 | Obtention de prêts | 126 |
| Enseign. supérieur et formation | 128 | Exécution des contrats | 132 |
| Modernité des entreprises | 131 | Commerce international | 146 |
| Développement des marchés fin. | 133 | Protection des investisseurs | 147 |
| Santé et enseignement primaire | 137 | Paiement des impôts | 163 |
| Source : Forum économique mondial. | | Source : Banque mondiale. | |

³ Indicateurs Doing Business de la Banque mondiale, 2012.

⁴ Indice de compétitivité globale du forum économique mondial, 2012.

D. Alignement du taux de change réel sur les fondamentaux macroéconomiques

5. Après une forte dépréciation pendant le premier semestre de 2010, le taux de change effectif réel (TCER), a suivi une légère tendance à l'appréciation, qui s'est maintenue en 2011 (graphique 5). Si, pendant la seconde moitié de la dernière décennie, l'appréciation du TCER est essentiellement attribuable à celle du taux de change effectif nominal (TCEN), les hausses des prix relatifs ont eu un effet plus sensible l'an dernier. Les périodes pendant lesquelles les mouvements des prix relatifs ont été la principale cause des fluctuations du TCER sont caractérisées par de fortes variations des prix des denrées alimentaires dues à des facteurs locaux et mondiaux, ce qui semble indiquer qu'il n'y a aucun signe de l'existence d'un syndrome hollandais imputable à des apports d'aide ou aux recettes tirées des exportations d'or.



6. **Les évaluations du taux de change réel** basées sur les trois approches préconisées par le Groupe consultatif sur les taux de change (CGER)⁵ laissent entendre que le taux de change réel du Mali cadre dans l'ensemble avec les fondamentaux (tableau 4).

⁵ Lee, J., Milesi-Ferretti, G.M., Ostry J., Prati A., and L. Ricci, 2008.

Tableau 4. Mali — Résultats quantitatifs de l'évaluation des taux de change

| | Solde courant (en % du PIB) | | Elasticité du SC ^{1,2} | Désalignement du TCER ³ |
|--|--------------------------------|------------|---------------------------------|------------------------------------|
| | Norm. | Structurel | | |
| Taux de change effectif réel d'équilibre | ... | ... | | -5,8 |
| Equilibre macroéconomique | -4,2 | -6,3 | -0,22 | 9,6 |
| Viabilité extérieure | -3,3 | -6,3 | -0,22 | 11,1 |

¹ Elasticité du SC = élasticité des exportations * part des exportations dans le PIB - ((élasticité des importations - 1) * part des importations dans le PIB).

² Tokarick (2010) estime l'élasticité des exportations et des importations du Mali à 0,363 et 1,41, respectivement.

³ En %, "+" = surévaluation.

Source : estimations des services du FMI.

Approche du taux de change réel d'équilibre

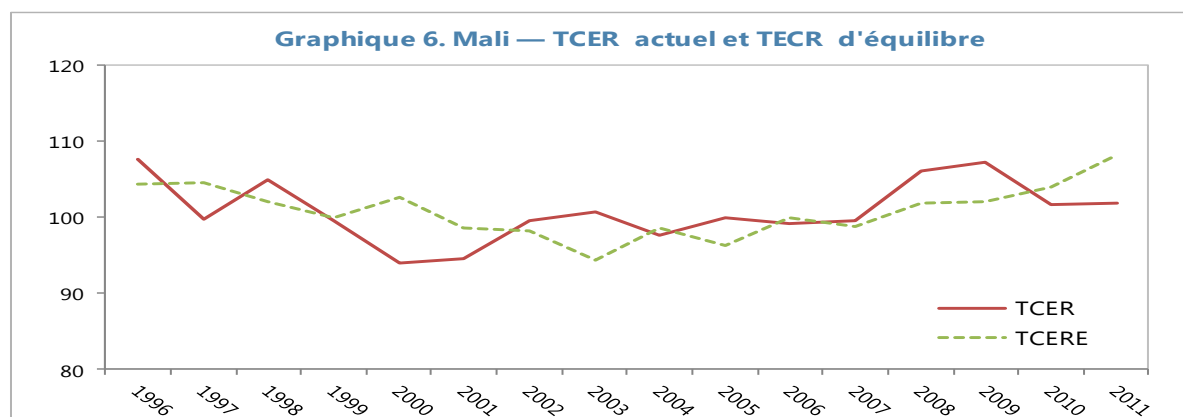
7. Dans l'approche du taux de change d'équilibre, on estime le TCER comme une fonction de variables économiques qui causent des écarts persistants par rapport à la parité de pouvoir d'achat à long terme. Les coefficients de l'équation (2) sont obtenus en utilisant une régression de panel à partir d'une série de données qui porte sur 22 pays d'Afrique subsaharienne non exportateurs de pétrole sur la période 1990–2010⁶

$$EREER = -0.47 + 0.1*LTOT - 0.26**PROD - 0.97***AID, \quad (1)$$

(1.91) (-1.72) (-2.18)

Là où LTOT est le logarithme naturel des termes de l'échange, PROD est la productivité relative et AID les apports d'aide en pourcentage du PIB.

8. Il semble ressortir d'une comparaison entre le TCER exact et le TCERE estimé dans l'équation (2) que le TCER du Mali varie autour de sa valeur d'équilibre depuis le milieu des années 90 et qu'à la fin de 2011, il était modestement sous-évalué de 5,8 % environ (Graphique 7).



⁶ L'équation (1) n'inclut que les variables dont les coefficients étaient significatifs à un niveau égal ou supérieur à 20 %. Les coefficients t des estimateurs sont indiqués entre parenthèses. Les 4, 3, 2 et 1 étoiles indiquent une signification statistique au niveau de 1 %, 5 %, 10 % et 20 %, respectivement.

Approche du solde macroéconomique

9. L'approche du solde macroéconomique (SM) utilise la valeur projetée des fondamentaux économiques pour établir une norme de ratio solde des transactions courantes/PIB (norme de solde des transactions courantes) pour la période 2012–16 fondée sur des estimations de coefficient figurant dans Vitek (2012), les flux d'aide étant pris en compte pour les pays émergents ou en développement en sus des variables explicatives utilisées par Lee and al (2008). Les coefficients utilisés pour établir les projections de la norme de solde des transactions courantes sont obtenus à l'aide d'une régression de panel à partir d'une série de données portant sur 116 pays sur la période 1990–2010 (tableau 5). Selon les estimations, la norme de solde courant du Mali est un déficit de 4,1 %, alors que les projections font état d'un déficit courant structurel de 6,3 %, ce qui semble indiquer une légère surévaluation du TCER. Sur la base des estimations des élasticités des échanges du Mali tirées de Tokarick (2010), une dépréciation réelle de l'ordre de 9,6 % serait nécessaire pour combler l'écart entre le solde courant structurel et la norme.

| | Valeur à moyen terme [A] | Coefficient [B] | Impact [A]*[B] |
|--|-----------------------------|--------------------|-------------------|
| Ratio de dépendance relatif (en %) | -7 | -0.14** | 1,0 |
| Croissance démographique : taux relatif | 2,96 | -0.57* | -1,7 |
| Croissance de la production : taux relatif | -0,50 | -0.87**** | 0,4 |
| Balance commerciale pétrolière (en % du PIB) | -7,97 | 0.29**** | -2,3 |
| Solde budgétaire relatif (en % du PIB) | 1,33 | 0.34*** | 0,5 |
| Avoirs extérieurs nets initiaux (en % du PIB) | -21,54 | 0.03**** | -0,7 |
| Flux d'aide (en % du PIB) | 6 | -0.21**** | -1,2 |
| Observations | | 936 | |
| R carré | | 0,382 | |
| Norme (en % du PIB) | | | -4,1 |

Note : les 4, 3, 2 et 1 étoiles indiquent une signification statistique au niveau de 1 %, 5 %, 10 % et 20 %, respectivement.

Source : base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Approche de la viabilité extérieure

10. En vertu de l'approche de la viabilité extérieure (VE), la norme de solde courant équivaut au ratio qui permet de stabiliser le ratio à moyen terme avoirs extérieurs nets (AEN)/PIB. Le présent document utilise comme ratio d'équilibre des AEN pour le Mali le ratio AEN/PIB estimé par Vitek (2012)⁷. La relation stable à terme entre le solde courant et le ratio des AEN est décrite comme suit⁸:

⁸ Lee, J., Milesi-Ferretti, G.M., Ostry J., Prati A., and L. Ricci, 2008.

$$ca_i^n = \frac{g_i}{(1 + g_i)} nfa_i^n, \quad (2)$$

11. Où ca_i^n est le ratio d'équilibre stable à terme du solde courant/PIB du pays, nfa_i^n le ratio d'équilibre stable à terme AEN/PIB et g_i le taux de croissance stable à terme de la production nominale (8 % pour le Mali selon les estimations).

La norme de solde courant obtenue à partir de la relation d'équilibre susmentionnée est de 3,3 %, ce qui signifie que le TCER devrait se déprécier d'environ 11 % pour que le ratio AEN/PIB se stabilise.

E. Conclusion

12. La présente note s'emploie à évaluer la stabilité extérieure de l'économie malienne à partir essentiellement de critères de prix ou autres. Il semble ressortir de l'évaluation des taux de change que le taux réel cadre dans l'ensemble avec les fondamentaux. Les résultats à l'exportation sont stables, mais dépendent trop de l'or, et la diversification des exportations a régressé. Les indicateurs de compétitivité mis au point par la Banque mondiale et le Forum économique mondial semblent indiquer que l'économie malienne fait face à de graves obstacles structurels et institutionnels.

13. Dans un contexte marqué par une faible inflation et un taux de change fixe, il incombe au Mali de renforcer sa compétitivité en améliorant les indicateurs autres que les prix. Ce pays a besoin de mieux diversifier ses produits et ses marchés d'exportation, de développer son réseau électrique et de renforcer le climat des affaires en élargissant l'accès au financement, en protégeant les investisseurs, en facilitant le paiement des impôts pour les entreprises et en rehaussant les normes de santé et d'éducation.

Bibliographie

Lee, J., Milesi-Ferretti, G.M., Ostry J., Prati A., et L. Ricci (2008), Exchange Rate Assessments: CGER Methodologies, Fonds monétaire international, Étude spéciale 261.

Tokarick, S. (2010), A Method for Calculating Export Supply et Import Demand Elasticities, Fonds monétaire international, Document de travail 180.

Vitek, F. (2012), Exchange Rate Assessment Tools for Advanced, Emerging, et Developing Economies, Fonds monétaire international, non publié.

Banque mondiale, Doing Business Index, 2012.

World Economic Forum, Global Competitiveness Indicators 2012.

APPENDIX V—LETTRE D'INTENTION

Bamako, le 10 janvier 2013

Madame Christine Lagarde
Directrice générale
Fonds monétaire international
700 19th Street, N.W.
Washington, D.C, 20431
Etats Unis d'Amérique

Madame la Directrice générale,

1. Le 27 décembre 2011, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord triennal d'un montant de 30 millions de DTS au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) en faveur du Mali en appui de sa stratégie de promotion de la croissance et de lutte contre la pauvreté.

2. Depuis lors, l'économie malienne a été soumise à une multitude de chocs. D'abord, la mauvaise campagne agricole en 2011 a provoqué une crise alimentaire faisant planer un risque de malnutrition pour 3,6 millions de personnes. Ensuite les attaques perpétrées dans le nord du pays par une rébellion qui revendique l'indépendance de la zone constituée par les trois régions du nord et les activités terroristes d'organisations affiliées à Al-Qaeda ont provoqué une crise humanitaire pour les 420.000 personnes qui ont fui le nord, dont environ la moitié dans les pays voisins. Enfin, à partir du mois de mars, le pays a souffert d'une période de violence et de confusion qui a duré plusieurs mois, avant qu'un gouvernement d'union nationale de transition soit formé avec comme priorité la reconquête du nord du pays avec l'aide de la communauté internationale et l'organisation des élections présidentielles et législatives.

3. Ces chocs ont malheureusement fait dérailler le programme soutenu par la FEC et creusé le déficit global cumulé de la balance des paiements en 2012-13 à 380 millions de \$. Le gouvernement a donc décidé de mettre fin à l'accord triennal au titre de la FEC avec effet immédiat et de solliciter un décaissement de 12 millions de DTS au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) en vue de couvrir une partie du déficit de la balance des paiements qui s'annonce.

4. Le Mémoire de politiques économiques et financières (MPEF) ci-joint fait le point sur l'évolution récente de l'économie malienne et les progrès accomplis dans la mise en œuvre de notre programme en 2011 et 2012. Ce mémoire présente également les politiques économiques et financières que le gouvernement malien entend mener au cours des 12 prochains mois. Pour 2013, le gouvernement a conçu un programme de politiques économiques et financières qui met en œuvre une politique budgétaire visant à préserver la stabilité macroéconomique et maintenir le cap vers l'amélioration de la gestion des finances publiques.

5. Le gouvernement estime que les mesures et politiques énoncées dans le MPEF ci-joint sont appropriées pour atteindre les objectifs de son programme au cours des 12 mois à venir. Il prendra toute mesure supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire à cette fin. Il consultera le FMI sur l'adoption de telles mesures et préalablement à toute révision des politiques énoncées dans le MPEF ci-joint. Le gouvernement est disposé à mettre à la disposition des services du FMI toutes les informations utiles visées par le Protocole d'accord technique (PAT) sur les progrès accomplis dans le cadre du programme. Pendant l'exécution du programme, le gouvernement n'entend introduire ou renforcer aucune restriction de change, pratique de taux de change multiples, restriction à l'importation pour soutenir la balance des paiements ni conclure d'accords de paiement bilatéraux en violation de l'Article VIII des Statuts du FMI.

6. En cas de déficit prolongé de la balance des paiements, et moyennant une bonne performance aux regards des objectifs fixés dans le programme décrit dans le MPEF ci-joint, le gouvernement envisage de solliciter d'autres décaissements au titre de la FCR assortis de nouveaux engagements en matière de politique macroéconomique et de gestion des finances publiques. Ce faisant, le gouvernement entend continuer à faire preuve de sa bonne conduite en matière de politique macroéconomique et de gestion des finances publiques à l'égard des ses partenaires techniques et financiers, en attendant que les circonstances soient propices pour demander un nouvel accord triennal au titre de la FEC.

7. Le gouvernement a l'intention de rendre publics le contenu du rapport des services du FMI, y compris cette lettre, le MPEF ci-joint, le PAT, l'annexe d'information, et l'analyse de viabilité de la dette. Par conséquent, il autorise le FMI à publier ces documents sur son site Web après l'approbation du décaissement au titre de la FCR par le Conseil d'administration du FMI.

Veillez agréer, madame la Directrice générale, l'assurance de ma considération distinguée.

/s/

Tièna Coulibaly

Ministre de l'économie, des finances et du budget

PIECE JOINTE I—MÉMORANDUM DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

1. Le présent mémorandum de politiques économiques et financières (MPEF) présente les développements récents et la performance par rapport au programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) en 2011 et en 2012 et les politiques économiques et financières du Mali en 2013 dans le cadre de la demande d'un décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR).

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERFORMANCE PAR RAPPORT AU PROGRAMME SOUTENU PAR LA FEC

A. Évolution économique récente

Évolution économique en 2011

2. En 2011, la croissance réelle du PIB a ralenti pour atteindre 2,7 pour cent. La production agricole s'est contractée de 4,5 pour cent, compte tenu d'une baisse de 10 pour cent de la production céréalière en raison d'une pluviométrie inégalement répartie dans la région du Sahel. La bonne performance de la production manufacturière, dont la valeur ajoutée a augmenté de 20,8 pour cent, a permis d'atténuer le ralentissement de la croissance du PIB. L'inflation est restée limitée à 3,1 pour cent en moyenne annuelle car la crise céréalière n'a commencé à faire sentir ses effets sur les prix des denrées alimentaires qu'en fin d'année.

3. Le déficit du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements s'est réduit pour atteindre 10,4 pour cent du PIB en 2011 grâce à l'impact favorable de la hausse des cours de l'or et du coton. Ce déficit a été plus que compensé par des entrées nettes de capitaux, principalement sous la forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers. En conséquence, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 29 milliards de FCFA (60 millions de \$) qui a contribué à une accumulation des réserves de changes de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

4. La masse monétaire a crû de 15 pour cent en 2011, sous l'impulsion du crédit à l'économie. Le secteur du commerce de gros et de détail, de la restauration et de l'hôtellerie a absorbé près de la moitié des crédits bancaires, loin devant le secteur de l'énergie dont la part a augmenté en raison des emprunts contractés par la société Énergie du Mali (EDM).

5. Le déficit des finances publiques (base caisse) a diminué de 0,6 pour cent du PIB pour atteindre 3,8 pour cent du PIB. Les recettes fiscales brutes se sont élevées à 15,3 pour cent du PIB soit un progrès de 0,6 pour cent du PIB par rapport à l'année précédente. Les recettes fiscales nettes se sont maintenues à 14,6 pour cent du PIB en raison de la volonté du gouvernement d'évaluer à

leur juste coût les remboursements de crédit de TVA dus en majeure partie aux exportateurs d'or et d'accélérer le remboursement de ces crédits. Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 2 pour cent du PIB pour atteindre 24,8 pour cent du PIB. Le déficit de 3,8 pour cent du PIB a été financé par recours à des prêts en devises à des conditions concessionnelles à concurrence de 2,7 pour cent du PIB et par du financement domestique à concurrence de 1,1 pour cent du PIB, dont 0,6 pour cent de PIB provenant de l'utilisation des recettes de privatisation de la société de télécommunications SOTELMA.

Évolution économique en 2012

6. En 2012, l'économie malienne a été soumise à une multitude de chocs. La mauvaise campagne agricole en 2011 (12) a provoqué une crise alimentaire. Le Système d'alerte précoce (SAP) a estimé, dans son rapport d'évaluation définitive de février 2012, que 196 communes dont la population est estimée à 3,6 millions de personnes devaient être considérées comme une zone à risque de malnutrition. Ces communes se trouvent le long de la frontière mauritanienne et le long du fleuve Niger ainsi que dans le Nord du pays (régions de Kayes, Koulikouro, Nara, Mopti, et Tombouctou). Dès les premières annonces de l'évaluation du SAP en novembre 2011, le gouvernement a élaboré un plan d'urgence de réponse à la crise alimentaire. Ce plan prévoit des distributions alimentaires gratuites, des ventes de céréales à prix subventionnés, des activités liées à des transferts sociaux, la reconstitution des stocks céréaliers et des appuis en matière d'agriculture, d'élevage, et de nutrition. Le coût total du plan de sécurité alimentaire d'urgences s'élève à 131 milliards de FCFA (260 millions de \$, soit 2,5 pour cent du PIB), dont environ 66 milliards de FCFA (130 millions de \$) ont été couverts, jusqu'à présent, par différents bailleurs, y compris quelques organisations non gouvernementales, et 19 milliards de FCAF (37 millions de \$) par le Gouvernement, d'après l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

7. En plus de la crise céréalière, le Mali est confronté à une crise humanitaire provoquée par les attaques perpétrées dans le nord du pays par une rébellion qui revendique l'indépendance de la zone constituée par les trois régions du nord et les activités terroristes d'organisation affiliées à Al-Qaeda. Ces attaques et la crise humanitaire ont provoqué la fuite d'environ 420.000 personnes dont environ 210.000 dans les pays voisins (109.000 en Mauritanie, 65.000 au Niger, et 36.000 au Burkina Faso).

8. En mars, le pays a souffert d'une période de violence et de confusion. En avril, le Président a démissionné et le Président de l'Assemblée nationale lui a succédé avec un mandat jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Un premier ministre, a été nommé, un gouvernement a été formé, et l'Assemblée nationale a repris ses travaux. Le 20 août dernier, le Président a élargi la composition du gouvernement pour former un gouvernement d'union nationale avec comme priorité la reconquête du nord du pays et l'organisation d'élections présidentielles et législatives. Le 15 décembre 2012, un nouveau changement de Premier ministre a eu lieu et un gouvernement plus inclusif a été mis en place. Le gouvernement d'union nationale a demandé l'aide des Nations Unies, de l'Union africaine et de la Communauté des états de l'Afrique de l'ouest pour reconquérir le nord

du pays. Les préparatifs sont en cours pour le déploiement d'une force d'intervention de plusieurs milliers de soldats en vue d'épauler l'armée malienne dans cette reconquête.

9. Ces chocs ont ébranlé les fondements de l'économie. Alors que la croissance réelle du PIB en 2012 avait été estimée 5,6 pour cent lors de l'élaboration de la Loi de finances 2012, tout porte à croire que le PIB réel devrait au contraire se contracter de 1,5 pour cent. Cette contraction du PIB s'explique par un recul généralisé des activités dans le secteur secondaire et tertiaire. Ainsi, à l'exception des productions d'or, l'égrainage du coton et le textile qui ont continué à bien se comporter, toutes les autres branches d'activité ont souffert de la crise. Le secteur du bâtiment et des travaux publics et celui de l'hôtellerie et de la restauration ont sévèrement été affectés en raison de la suspension de l'aide budgétaire des partenaires techniques et financiers (PTF) du Mali à la suite à des événements de mars, la forte réduction des aides projets, et la chute du tourisme d'affaires. La pluviométrie abondante et bien répartie devrait engendrer une forte croissance du secteur primaire (8 pour cent) qui devrait limiter la contraction du PIB total à un niveau modéré. La mauvaise campagne agricole en 2011 a engendré une hausse des prix des produits alimentaires qui a poussé l'inflation à 5,6 pour cent en moyenne annuelle à fin octobre 2012, soit près du double de l'objectif poursuivi dans l'Union économique et monétaire des états de l'Afrique de l'ouest (UEMOA).

10. Les données de la situation monétaire à fin septembre indiquent que le déficit global de la balance des paiements s'annonce élevé en 2012. En effet, les réserves de changes de la BCEAO imputées au Mali se sont détériorées de 110 milliards de FCFA (220 millions de \$) depuis le début de l'année, ce qui annonce un déficit global de la balance des paiements d'au moins ce niveau à la fin de l'année. Sur l'ensemble de l'année 2012, il est attendu une contraction du déficit courant (dons compris) à 5,8 pour cent du PIB en raison de la forte augmentation des exportations d'or et de coton. Cette amélioration du compte courant pourrait ne pas suffire pour compenser la détérioration du compte de capital et des opérations financières en raison de la forte baisse de l'aide extérieure. En conséquence, le Mali pourrait avoir à recourir à environ 130 milliards de FCFA (260 millions de \$) des réserves de changes de la BCEAO en vue de financer le déficit de sa balance des paiements en 2012.

11. A fin septembre 2012, la masse monétaire a crû de 11 pour cent sur une base annuelle, sous l'impulsion de l'utilisation par l'Etat des ses dépôts pour financer le déficit budgétaire. Par rapport au début de l'année, on constate une légère baisse des crédits à l'économie et des dépôts, et une nette augmentation de la circulation fiduciaire.

12. A la suite de l'invasion du nord par des groupes terroristes, les banques ont été contraintes de fermer leurs agences dans cette zone du pays et ont subi des dommages évalués à 18 milliards de FCFA (36 millions de \$ ou 0,3 pour cent de PIB), dont 2,8 milliards de vols d'encaisse, 11,9 milliards d'encours de crédit dont le remboursement est compromis, et 2,1 milliards de dégâts matériels. L'impact de la crise n'apparaît encore que faiblement dans les dernières données disponibles en matière de stabilité du secteur bancaire (fin juin 2012). En effet, le ratio de capitalisation pondéré en fonction des risques a augmenté au cours du premier semestre pour

atteindre 14,8 pour cent. Toutes les banques (sauf une) respectent le niveau minimum de 8 pour cent pour le ratio de capitalisation. L'encours des prêts improductifs (déduction faite des provisions) a légèrement augmenté pour atteindre 7,5 pour cent du total des crédits (déduction faite des provisions), mais une augmentation plus forte est attendue d'ici la fin de l'année quand bon nombre de créances qui n'auront pas été remboursées depuis plus de 6 mois en raison de la crise augmenteront le niveau des prêts improductifs, conformément à la réglementation prudentielle.

13. Dans le domaine budgétaire, le gouvernement a opéré très rapidement une régulation des dépenses pour les maintenir à un niveau compatible avec ses recettes et ses avoirs de trésorerie. Ce faisant le gouvernement s'est efforcé de donner la priorité au paiement des salaires, des pensions, des bourses des étudiants, et des dépenses de l'armée et des forces de sécurité, et, dans la mesure du possible, des dépenses prioritaires dans les secteurs de l'éducation, la santé, et la protection sociale. Ainsi, en dépit d'une contre-performance des recettes fiscales de 67 milliards de FCFA (1,3 pour cent de PIB) à fin septembre 2012 et de la suspension de l'aide budgétaire des PTF depuis les événements de mars, le gouvernement est parvenu à contenir le déficit budgétaire à 40 milliards de FCFA (0,7 pour cent de PIB), au prix de coupes drastiques dans les dépenses d'investissement sur financement intérieur et de l'accumulation d'arriérés de paiement sur la dette extérieure pour un montant de 29 milliards de FCFA (58 millions de \$ ou 0,5 pour cent de PIB) à mi-novembre 2012. Le gouvernement a pris contact avec tous ses créanciers extérieurs vis-à-vis de qui il a accumulé des arriérés afin de leur réaffirmer son engagement d'honorer toutes les échéances dues dès que la situation de trésorerie le permettra. Le gouvernement a également pris contact avec les banques de la zone UEMOA en vue d'obtenir le refinancement de ses bons du trésor et obligations venus à échéances en 2012 afin d'obtenir leur reconduction aux mêmes conditions, ce qui a été accordé jusqu'à présent.

14. Après une période de flottement qui a suivi les événements de mars, les régies de recettes ont redoublé d'effort pour collecter les recettes fiscales afin de permettre au gouvernement de continuer de fonctionner. Pour soutenir cet effort, le gouvernement a décidé d'augmenter à trois reprises la fiscalité sur les produits pétroliers afin de mettre fin à l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers constatée depuis 2009¹. Ces augmentations de la fiscalité pétrolière permettront d'augmenter les recettes de 7, 8 milliards en 2012. Dans le même esprit, le gouvernement a décidé de réduire le subside au gaz butane, ce qui a permis de réaliser des économies de 2,9 milliards de FCFA en 2012.

B. Performance par rapport au programme soutenu par la FEC

15. Le programme soutenu par la FEC approuvé en décembre 2011 a connu un bon départ mais est hors trajectoire depuis mars 2012 en raison des chocs multiples qui ont affecté le Mali depuis le début de l'année (Tableau 1). En décembre 2011, à une seule exception, tous les critères de réalisation ont été respectés en raison de la bonne performance en matière de recettes fiscales et la

¹ Les recettes fiscales pétrolières sont passées de 97 milliards de FCFA (2,3 pour cent de PIB) en 2009 à 50 milliards de FCFA (1 pour cent du PIB) en 2011.

maîtrise des dépenses. Seul le plafond zéro sur l'augmentation des arriérés sur la dette extérieure n'a pas été respecté en raison de la difficulté d'identifier les interlocuteurs pour payer le service d'une dette (d'un montant de 3,4 milliards de FCFA ou 6,8 millions de \$) contractée auprès de la Libye depuis le changement de régime dans ce pays. A partir de mars 2012, la performance des finances publiques n'a plus permis d'atteindre les objectifs du programme, les recettes fiscales s'inscrivant en retrait des cibles en raison de la contraction de l'activité économique et de la destruction des équipements informatiques de la Direction générale des douanes (DGD) lors des événements de mars, et le recours au financement bancaire et de marché dépassant les cibles en raison de la contre-performance des recettes fiscales et de la suspension des aides budgétaires (¶13).

16. La crise a également fait ressentir ses effets sur la mise en œuvre des mesures structurelles faisant l'objet de repères structurels (Tableau 2). Au cours de premier semestre, trois mesures sur quatre ont été mises en œuvre (la préparation de formules d'ajustement des prix des produits pétroliers et de l'électricité, le démarrage d'une unité pluridisciplinaire pour élargir la base taxable en identifiant les contribuables qui pourraient avoir sous-estimés leurs revenus déclarés, et l'analyse des forces et des faiblesses du processus de sélection et de suivi des dépenses d'investissement). Au cours du second semestre, une seule mesure sur quatre a pu être mise en œuvre à temps (la mise en œuvre de la procédure d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement pour la comptabilisation des projets d'investissement dans le projet de loi de finances 2013), mais toutes les mesures ont été mises en œuvre à la fin de l'année.

POLITIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR LA FIN DE L'ANNEE 2012 ET L'ANNEE 2013

A. Fonder les politiques sur un cadrage macroéconomique réaliste

17. Après une contraction de l'activité économique de 1,5 pour cent en 2012 (¶19), le PIB réel devrait s'accroître de 4,8 pour cent en 2013 grâce à l'augmentation de la production aurifère et le regain du volume d'activités dans les autres secteurs en raison d'un retour à la normale dans le sud du pays et de la reprise progressive des projets financés par les PTF. L'inflation pourrait baisser à 3 pour cent en 2013, si la pluviométrie est favorable. Le déficit du compte courant de la balance des paiements (dons compris) devrait se creuser pour atteindre 8 pour cent du PIB en 2013 sous l'effet de la reprise de l'activité économique. Ce déficit ne pourrait que partiellement être financé par les investissements directs et les décaissements attendus de prêts projets financés par les PTF. Un recours aux réserves de changes de la BCEAO pourrait à nouveau s'avérer nécessaire à concurrence de 83 milliards de FCFA (160 millions de \$).

18. Bien que ces perspectives soient favorables, l'économie malienne reste exposée aux aléas climatiques et à la volatilité des cours de l'or et du coton qui constituent l'essentiel des exportations du pays. De plus, un regain de tensions politiques dans le sud du pays sur le chemin de la transition

vers des élections démocratiques et la reconquête du nord du pays pourrait à nouveau peser sur la confiance des consommateurs et des investisseurs. Enfin, ces perspectives n'intègrent pas les effets de l'intervention militaire à venir dans le nord du pays, dont le gouvernement intégrera les effets dans son cadrage macro économique au fur et à mesure que les informations seront disponibles.

B. Mettre en œuvre une politique budgétaire visant à maintenir la stabilité macroéconomique

19. Dans le domaine budgétaire, dans l'attente d'une reprise de l'aide budgétaire par les PTF, le gouvernement continuera à mener une politique prudente visant à inscrire les dépenses sous son contrôle en équilibre avec les ressources sur lesquelles il peut raisonnablement compter. Dans cet esprit, le gouvernement a introduit au début du mois d'octobre 2012 un projet de Loi de finances rectificative (PLFR) pour 2012 et un projet de Loi de finances (PLF) pour 2013 qui sont basés sur des efforts volontaristes de mobilisation des ressources internes mais font abstraction d'une reprise de l'aide des PTF en 2012 et en 2013.

Politique budgétaire en 2012

20. Le PLFR 2012 table sur des recettes et dons de 18,0 pour cent de PIB (20,5 pour cent de PIB dans la loi initiale), des recettes fiscales nettes de 15,0 pour cent de PIB (15, 1 pour cent du PIB dans la loi initiale), des dépenses totales et prêts nets de 18,5 pour cent de PIB (23,4 pour cent de PIB dans la loi initiale), un déficit global base caisse dons inclus de 0,8 pour cent de PIB (3,1 pour cent de PIB dans la loi initiale), et un déficit du solde de base ² de 1,0 pour cent de PIB (1,2 pour cent de PIB dans la loi initiale).

21. Lors d'un contrôle budgétaire en novembre effectué avec les services du Fonds, des risques sont apparus par rapport aux montants retenus pour certains postes dans le PLFR 2012 :

- manque à gagner des recettes de TVA intérieure à concurrence de 10 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 130 milliards de FCFA) ;
- dépassement probable des crédits à rembourser de TVA de 10 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 25 milliards de FCFA) ;

nécessité d'augmenter le transfert à la société EDM de 10 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 20 milliards de FCFA prévu) ; EDM souffre d'un déséquilibre structurel entre le prix de vente et le prix de revient de l'électricité et a un besoin urgent de trésorerie afin de régler ses arriérés à l'égard de ses fournisseurs de pétrole;³ et

² Depuis 2012, la définition du solde de base au sens du programme avec le FMI est alignée sur la nouvelle définition du solde de base de l'UEMOA, à savoir : recettes (y compris les ressources provenant de l'Initiative PPTE) plus les dons destinés à l'appui budgétaire général moins les dépenses courantes et les dépenses en capital sur financement intérieur.

³ En 2012, le prix de vente moyen de l'électricité est estimé à 91 FCFA/kWh et le prix de revient à 119 FCFA/kWh.

nécessité d'augmenter le service de la dette extérieure de 5 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 49,8 milliards de FCFA).

22. Le gouvernement a en conséquence décidé d'augmenter le transfert à la société EDM d'un montant de 10 milliards de FCFA, de procéder à un audit de la société pour identifier des pistes éventuelles pour améliorer sa gestion, et d'augmenter de manière progressive les prix de l'électricité afin d'éliminer le subsidé à la consommation d'électricité, à l'instar de l'élimination progressive des subsides au gaz de cuisine et de l'augmentation de la fiscalité pétrolière entamées en 2012 (¶114). Il a également identifié des dépenses pour un montant de 25 milliards de FCFA (dont 20 milliards dépenses courantes et 5 milliards de dépenses d'investissement) dans le projet de loi de finance rectificative 2012 à réduire au cas où les risques identifiés venaient à se matérialiser.

23. A l'occasion de ce contrôle budgétaire, il est également apparu que les PTF sont occupés à exécuter des dépenses sous la forme de projet pour des montants nettement supérieurs à ceux annoncés dans le PLFR 2012. En effet, les dépenses exécutées sous formes de projets sont maintenant estimées à 1,2 pour cent de PIB (dont 0,3 pour cent de PIB financés par des dons et 0,9 pour cent de PIB par des prêts) contre 0,1 pour cent de PIB dans le PLFR 2012. Le gouvernement inclura les montants réalisés sous forme de projets en 2012 dans le projet de Loi de règlement relatif à la Loi de finances 2012.

24. Le gouvernement s'engage à ne pas augmenter les arriérés sur la dette extérieure au-delà de 29 milliards de FCFA (¶113), le stock des arriérés extérieurs à la mi-novembre 2012 (indicateur, Tableau 3).

Politique budgétaire en 2013

25. Le PLF 2013 prévoit des dépenses totales et prêts nets de 18,2 pour cent du PIB en équilibre avec les recettes fiscales et non fiscales, et un solde de base très proche de l'équilibre. Les recettes fiscales nettes sont estimées progresser de 14,6 pour cent de PIB en 2012 à 15,3 pour cent de PIB en 2013 en raison de l'augmentation de la fiscalité pétrolière à concurrence de 25 pour cent en 2013 par rapport au niveau observé à la fin de l'année 2012 et d'efforts redoublés pour améliorer la perception des recettes fiscales, douanières, et domaniales (¶¶31-34).

26. Lors du contrôle budgétaire effectué avec les services du FMI, il est également apparu qu'il subsistait un écart de financement de 55 milliards de FCFA (110 millions de \$ ou 1,0 pour cent de PIB) pour financer la politique budgétaire en 2013, en raison, principalement, des conclusions suivantes relatives à l'examen des hypothèses du PLF 2013 :

- révision à la baisse des objectifs de recettes de la Direction générale des impôts (DGI) de 6 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 521 milliards de FCFA) ;

- révision à la hausse des crédits de TVA à rembourser de 10 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 30 milliards de FCFA) ; et

révision à la hausse du service de la dette extérieure de 23 milliards de FCFA (par rapport au montant prévu de 35 milliards de FCFA).

27. Le gouvernement espère pouvoir compter sur la reprise de l'aide budgétaire des bailleurs pour couvrir cet écart de financement en 2013. En attendant que des aides budgétaires d'un tel montant soient confirmées, le gouvernement gèlera des dépenses d'investissement prévues dans le PLF 2013 à due concurrence, et a informé l'Assemblée nationale de la liste de ces dépenses avant le vote du PLF 2013.

28. A l'occasion de ce contrôle budgétaire, il est également apparu que les partenaires techniques et financiers du Mali s'approprient à exécuter des dépenses exécutées sous la forme de projet pour des montants nettement supérieurs à ceux annoncés dans le PLF 2013. En effet, les dépenses exécutées sous formes de projets sont maintenant projetées à 3,1 pour cent de PIB (dont 1,1 pour cent de PIB financés par des dons et 2,0 pour cent de PIB par des prêts) contre zéro dans le projet de Loi de finances 2013. Le gouvernement reverra à la hausse le montant de ces dépenses dans un projet de Loi de finances rectificative 2013 qu'il introduira dès que possible à l'Assemblée nationale.

29. Dans ces circonstances difficiles qui ont conduit à augmenter les dépenses militaires d'un tiers dans le projet de loi de finances 2013 par rapport au projet de loi de finances rectificative 2012, le gouvernement accordera néanmoins une priorité aux dépenses des Ministères de l'Education de Base, de l'Education Secondaire et Supérieure et de la Recherche Scientifique, de la Santé, et du Développement Social, conformément au Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) pour la période 2012-17 adopté en décembre 2011. En conséquence il s'engage à maintenir ces dépenses au dessus d'un plancher en 2013 (Tableau 3).

30. Pour assurer la qualité de la forte augmentation des dépenses militaires projetées, le gouvernement, avec l'assistance des experts en gestion financière publique de la Banque mondiale, procédera à une évaluation des dépenses publiques et de la gestion financière des forces de défense et de sécurité afin d'accroître la performance de cette gestion, renforcer l'efficacité des forces dans ce domaine et diminuer les risques fiduciaires.

31. Le gouvernement s'engage à ne pas accumuler de nouveaux arriérés extérieurs en 2013 (indicateurs, Tableau 3). De plus, il s'engage à régler les arriérés sur sa dette extérieure (T24) dès que sa situation financière le permettra.

C. Maintenir le cap vers l'amélioration de la gestion des finances publiques

32. En attendant la reprise de l'assistance technique, le gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par l'évaluation PEFA en 2011. Cette évaluation a mis en évidence des progrès du système de gestion des finances publiques du Mali en matière de crédibilité, d'exhaustivité et de transparence du budget, et de préparation et d'exécution des lois de finances. Elle souligne néanmoins des faiblesses persistantes concernant le recouvrement des impôts, le règlement de la dette intérieure, la gestion de la trésorerie, la comptabilité, le rapportage et le contrôle externe. Le gouvernement poursuit la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM/GFP II) couvrant la période 2011-15, quoiqu'avec des priorités plus ciblées et un budget substantiellement réduit (de 11 milliards, ou 22 millions de \$, à 2,2 milliards de FCFA, ou 4,4 millions de \$).

Réformer la politique fiscale

33. Dans le contexte délicat que connaît le pays actuellement, le gouvernement entend préparer le terrain pour la mise en œuvre progressive des mesures fiscales suivantes :

- *Identification et réduction progressive des exonérations :*
 - à commencer par le projet de la Loi de finances 2013, annexion dans les projets de Lois de finance d'un tableau reprenant toutes les exonérations incluses dans le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code des Investissements, les Code Miniers et toutes les autres lois ou décisions du gouvernement comportant des avantages fiscaux , leur base légale et date de mise en œuvre, et une estimation de leur manque à gagner pour les recettes de l'Etat (repère structurel, tableau 2);
 - réduction progressive, dans la mesure du possible, des exonérations.
- *Préparation d'une stratégie pour ajuster les prix domestiques de l'énergie (produits pétroliers et électricité) à l'évolution des prix internationaux du pétrole.* Cette stratégie comprend les éléments suivants :

- à commencer par le projet de la Loi de finances 2013, présentation dans les projets de lois de finances d'une estimation des conséquences pour le budget de l'Etat d'une absence d'ajustement des prix des produits pétroliers et de l'électricité (repère structurel, tableau 2) ;
- adoption avant fin février 2013, de mesures pour ajuster les prix domestiques de l'énergie (produits pétroliers et électricité) à l'évolution des prix internationaux :
- *Préparation par l'ONAP, la DGD, et les autres services concernés de différentes options pour ajuster les prix des produits pétroliers, des mesures d'accompagnement pour minimiser les conséquences sociales, et une politique de communication à l'égard de l'opinion publique, à la lumière des propositions préparées par l'ONAP en février 2010, des recommandations du département des finances publiques du FMI lors du séminaire organisé à la Commission de l'UEMOA en septembre 2011, et de la note analytique présentée par la mission du FMI en mars 2012;*
- engagement par les autorités maliennes, la société EDM et la Commission de régulation de l'eau et de l'électricité (CREE), dans le cadre de leurs missions et responsabilités respectives, à adopter la formule d'indexation des tarifs publics de l'électricité, lancer une campagne de communication à l'égard de l'opinion publique et procéder à un ajustement tarifaire de l'électricité avant fin février 2013.
- élaboration, avec l'assistance des services de la Banque mondiale, de transferts ciblés sur les couches les plus vulnérables de la population qui pourraient être intensifiés en cas de hausse des prix des produits énergétiques ou alimentaires, en vue de limiter les tensions sociales qui pourraient être associés à une hausse de ces prix.

Réformer les administrations fiscale, douanière et domaniale

34. *Une priorité sera accordée à la mise en œuvre des réformes entamées en 2011 pour améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA, sur laquelle environ 40 pour cent des recettes fiscales sont assises. A cette fin, les mesures suivantes sont mises en œuvre :*

- Un compte du Trésor a été ouvert à la BCEAO le 18 janvier 2011 pour recevoir, d'une part, l'intégralité des recettes de TVA payées par les sociétés minières sur leurs importations, et d'autre part, 10 pour cent des recettes de TVA intérieures. L'alimentation mensuelle de ce compte par la DGI et la DGD a démarré le 1^{er} juin 2011. L'utilisation de ce compte est réservée au remboursement des crédits de TVA. Ce mécanisme permet d'assurer un remboursement effectif et régulier des crédits de TVA dans le respect de la législation communautaire, d'une part, aux sociétés aurifères exportatrices et, d'autre part, à toutes les autres entreprises générant des crédits de TVA. Les montants des crédits de TVA dus aux sociétés aurifères en 2012 sont estimés à 35,6 milliards de FCFA et à 38,5 milliards de FCFA en 2013. La DGI a procédé à une estimation des crédits de TVA accumulés au 31 décembre 2011 à rembourser par l'État en 2012 : ceux-ci s'élèvent à 11,0 milliards

de FCFA. Ces montants seront revus en mars 2013 à l'occasion du contrôle budgétaire effectué avec les services du FMI.

- Pour continuer à améliorer la rapidité des remboursements de crédits de TVA, le gouvernement étudiera, d'ici fin février 2013, les mérites de rembourser les crédits de TVA aux sociétés minières par contraction directe, conformément aux règles de la comptabilité publique, à partir du 1^{er} janvier 2014. En vertu de ce principe, la TVA sur les sociétés minières serait collectée, remboursée, et comptabilisée de la manière suivante :
 - encaissement du montant de la TVA sur les entreprises minières non exonérées par la DGD et la DGI ;
 - remboursement direct (sans émission préalable de mandat de paiement) des crédits de TVA par le Trésor Public à partir du compte ouvert à la BCEAO ; et
 - exclusion, des recettes de la DGD, du montant perçu au titre de la TVA sur les entreprises minières et exclusion, des recettes de la DGI, du montant des crédits de TVA des entreprises minières imputables aux transactions intérieures réalisées par celles-ci.
- Le 31 décembre 2011, le système de la retenue à la source de la TVA a été supprimé, sauf pour le Trésor, pour lequel cette suppression interviendra progressivement à partir du 1^{er} janvier 2013. A partir de cette date, le Trésor ne retiendra plus que 40 pour cent de la TVA à la source, et à partir du 1^{er} janvier 2014, la retenue à la source par le Trésor sera entièrement supprimée. Au mois d'avril 2012, la DGI a adressé un courrier à toutes les entreprises identifiées dont la TVA n'est plus collectée à la source depuis le 1^{er} janvier 2012 pour leur rappeler leurs obligations en matière de déclaration et de paiement de la TVA. La DGI contrôlera mensuellement (deux semaines après la fin du mois) le respect des obligations déclaratives de ces entreprises en matière de TVA et rendra compte chaque trimestre au Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget au sujet du respect de leurs obligations déclaratives.
- A partir du 1^{er} janvier 2013, le seuil d'assujettissement de la TVA sera relevé de 30 à 50 millions de FCFA de chiffre d'affaires pour simplifier la collecte de la TVA (repère structurel, tableau 2). A partir du 1^{er} janvier 2014, ce seuil d'assujettissement sera relevé à 100 millions de FCFA après consultation avec la Commission de l'UEMOA, en coordination avec le changement des seuils de chiffre d'affaires de la Direction des grandes entreprises (DGE) et de la Direction des moyennes entreprises (DME) expliqués ci-après.

35. La DGI, la DGD, la DNDC et la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) poursuivront leurs efforts d'amélioration de l'administration fiscale, douanière, et domaniale :

- *Changement des seuils de chiffres d'affaires de la DGE et de la DME en vue de rationaliser l'administration des contribuables.* En vue d'améliorer la gestion des contribuables et d'élargir le nombre de contribuables gérées par la DGE et la DME, le seuil de la DGE sera relevé de 500 millions à 1 milliard de FCFA de chiffre d'affaires et celui de la DME sera baissé de 150 millions de FCFA à 100 millions de FCFA à partir du 1^{er} janvier 2013 (repère structurel, tableau 2). Ce réaménagement permettra d'améliorer la gestion et le contrôle des entreprises de la DGE, d'augmenter rapidement les contribuables gérés par la DME, et d'améliorer la gestion de la TVA en la confiant entièrement à la DGE et la DME à partir du 1^{er} janvier 2014.
- *Amélioration du système d'enregistrement des contribuables SIGTAS.* La banque de données SIGTAS contient de très nombreuses erreurs de saisies auxquelles il sera remédié d'ici la fin de l'année 2013. Des rapports réguliers seront produits à cet effet.
- *Amélioration de l'administration des contribuables gérées par la DGE.* La DGI prendra toutes les dispositions nécessaires pour augmenter le nombre des contribuables qui payent les impôts par virement bancaire pour toutes les entreprises gérées par la DGE d'ici le 1^{er} janvier 2013.
- *Amélioration de l'administration des contribuables gérés par la DME.* La DGI continuera à accorder une attention particulière au fonctionnement de la DME qui prendra les mesures suivantes : (i) renforcer son portefeuille en vue de porter le nombre de ses contribuables à au moins 2000 d'ici le 1^{er} janvier 2014 ; (ii) réduire le taux de défaillance déclarative en matière de TVA à moins de 10% d'ici à fin 2013 pour atteindre moins de 5% en fin 2014 ; et (iii) Au titre de l'exercice 2012, porter le taux de couverture du contrôle sur pièce à au moins 20 pour cent de son portefeuille d'ici fin février 2013. La DGI attachera une attention particulière à l'amélioration des locaux et au renforcement du personnel de la DME. La DME emménagera dans des nouveaux locaux d'ici la fin du mois de février 2013.
- *Promouvoir le civisme fiscal.* La DGI a publié en octobre 2011 sur le site du Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget la liste des contribuables gérés, d'une part par la DGE et, d'autre part par la DME, et la met régulièrement à jour, afin que la population puisse constater les résultats des efforts consentis pour élargir la base taxable.

- *Mise en œuvre d'une sélectivité automatique des contrôles douaniers dès que possible.* Pour ce faire, la DGD a mis en place une Cellule technique de gestion des risques qui a accompli jusqu'aux événements de mars 2012 les travaux préparatoires nécessaires à cet effet.
- *Modernisation de la DNDC.* En 2011, la DNDC a mené une étude pour déterminer le potentiel en recettes domaniales et améliorer le recouvrement des dites recettes, et une étude en vue d'élaborer et mettre en application un schéma d'informatisation. La DNDC collecte la taxe de plus-value sur la cession d'actifs immobiliers réalisée par les particuliers depuis le 1^{er} octobre 2011. Elle poursuivra les activités de mise en place du cadastre et mettra en place un système d'archivage sécurisé.
- *Modernisation de la DGABE.* Le MEFB modernisera la DGABE par l'introduction d'outils modernes de gestion comme la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)-, une plus grande utilisation de l'informatique (utilisation du logiciel de comptabilité matières dans les bureaux comptables des ministères et établissements publics), et la mise en œuvre de réformes en vue de meilleurs suivi et valorisation du portefeuille de l'Etat.
- *Instauration d'un contrôle multidisciplinaire.* Le Comité mixte de renseignements et d'investigations économiques et financières (CMRIEF) a été créé le 15 mars 2012 en vue de renforcer l'efficacité du contrôle fiscal et d'identifier de nouveaux contribuables en utilisant, entre autres, toutes les bases de données de contribuables ou d'opérateurs économiques disponibles à la DGI, la DGD, la DNDC, la DGABE et la direction responsable des marchés publics. Le CMRIEF a identifié des redressements possibles évalué à 7 milliards de FCFA dans le secteur des hydrocarbures, et dans le secteur des pièces détachées du secteur automobile, que la DGI ou la DGD vont traiter. En parallèle à cette approche sectorielle, le CMRIEF va comparer la valeur des importations déclarées par les opérateurs dans la banque de données SYDONIA de la DGD avec le niveau de chiffre d'affaires déclaré auprès de la DGI afin d'identifier des contribuables qui pourraient sous-estimer leur bénéfice imposable et faire rapport des résultats de cette investigation d'ici fin février 2013 (repère structurel, tableau 4).
- *Amélioration de l'enregistrement comptable des recettes fiscales.* La nouvelle application comptable intégrée du Trésor AICE et son interface avec les applications de la DGD (SYDONIA) et de la DGI (SIGTAS) a été mise en service à la Recette générale du District de Bamako (RGD) le 3 janvier 2012. L'interface avec SYDONIA a été interrompue à la suite de la destruction des équipements informatiques de la DGD lors des événements de mars 2012 et sera remise en service dès que possible.

36. Afin de consolider ses efforts de réforme de la fiscalité et des administrations fiscale, douanière et domaniale, le gouvernement introduira, d'ici la fin du mois de février 2013, une demande d'intervention du Fonds fiduciaire thématique du FMI en matière de politique fiscale et

d'administration fiscale et douanière en vue de développer un programme pluriannuel d'assistance technique lié à l'obtention de résultats. Afin de développer ses capacités de contrôle des sociétés minières et d'analyser la possibilité d'introduire un taux de surcharge sur les bénéficiaires résultant de prix exceptionnellement élevés dans le régime fiscal des sociétés minières, le gouvernement introduira également une demande d'intervention du Fonds fiduciaire thématique du FMI en matière de gestion des ressources naturelles.

Améliorer la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques

37. Le gouvernement s'engage à transcrire dans la législation et la réglementation maliennes les directives N° 01 et N°05 à 10/2009 de l'UEMOA relatives au code de transparence, aux lois de finances, à la comptabilité publique, à la nomenclature budgétaire, au plan comptable de l'État et au Tableau des opérations financières de l'État (TOFE). L'administration a élaboré des projets de textes transposant ces directives et les a soumis pour avis à la Commission de l'UEMOA. La transposition de la directive N°05 portant lois de finances est achevée et le projet de loi approuvé par le Conseil des Ministres.

38. En application de ces directives, au titre de l'exécution budgétaire de 2012, les engagements de dépenses ordinaires de fonctionnement et des dépenses en capital seront arrêtés le 30 novembre 2012, les engagements des autres dépenses seront arrêtés le 20 décembre, les ordonnancements seront arrêtés le 31 décembre 2012, et la prise en charge des mandats de paiement par les comptables, l'apposition du bon à payer, et la régularisation des dépenses seront arrêtés au 31 janvier 2013. Ainsi, la période complémentaire sera limitée aux opérations comptables et une circulaire de fin de gestion a été publiée le 10 octobre 2012 précisant les dates limites d'engagement et de liquidation dans la perspective d'un arrêt des ordonnancements au 31 décembre 2012.

39. Dans le cadre du programme, le gouvernement souhaite également mener à bien les actions suivantes entamées pour améliorer la gestion de la trésorerie, la comptabilité, et les statistiques des finances publiques :

- *Le Compte unique du Trésor (CUT) à la BCEAO sera progressivement mis en place. Une étude d'impact du transfert à la BCEAO de l'ensemble des 3.415 comptes de l'Etat tel que défini dans le TOFE dans les banques commerciales (à l'exception des comptes-projets dont la création est explicitement prévue par des conventions signées avec des PTF) a été réalisée et complétée le 15 septembre 2011. Cette étude a conclu que 7 banques sont à même de supporter le transfert immédiat de ces comptes à la BCEAO sans compromettre leur ratio de liquidité, mais que 6 banques connaîtraient une dégradation de ce ratio en dessous du minimum requis. En conséquence, les autorités ont transféré les comptes (à l'exception des comptes-projets) de la RGD, de la Paierie générale du Trésor (PGT), de l'Agence comptable centrale du Trésor (ACCT) et des postes comptables des Trésoriers payeurs régionaux (TPR) à Mopti et Sikasso dans les 7 banques précitées à la BCEAO en décembre 2011. Les autorités se sont données plus de temps pour déterminer la stratégie du transfert des comptes de ces mêmes entités dans les 6 autres banques précitées, ainsi que des comptes (à l'exception*

des comptes-projets) des autres administrations et des Établissements publics à caractère administratif (EPA) dans toutes les banques commerciales, à la BCEAO.⁴ Mais, à la suite des événements de mars 2012 et de la suspension de l'accès à ses comptes à la BCEAO, le gouvernement a décidé de rouvrir les comptes des entités précitées dans les 7 banques commerciales. Le gouvernement a décidé d'attendre la résolution de la crise politico-militaire avant de progresser plus en avant vers la mise en place du CUT. Entretemps, les comptes dormants de l'État dans le secteur bancaire seront transférés au CUT d'ici la fin février 2013. Le Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget arrêtera les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de fermeture des comptes bancaires des organismes publics. Une convention entre le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, et la BCEAO pour la tenue du CUT sera finalisée.

- *La mise en œuvre de la nouvelle application comptable intégrée du Trésor AICE se poursuivra.* Elle sera déployée à la Trésorerie générale de Koulikoro avant fin janvier 2013 et à l'ACCT avant fin de l'année 2013. Le déploiement d'AICE à l'ACCT permettra de produire tous les états comptables statistiques consolidés des entités de l'État qui lui seront reliés, dont la balance des comptes intégrée de l'État et le TOFE.
- *La qualité des comptes sera progressivement améliorée.* Les soldes anormalement élevés constatés sur les comptes de liaisons, les comptes de tiers et les comptes financiers des balances générales des comptes de l'ACCT, la PGT et de la RGD ont commencé à être apurés.
- *L'amélioration des statistiques de finances publiques sera poursuivie.* A compter du 31 mai 2011, des modifications ont été apportées au TOFE comme précisé dans le Protocole d'accord technique (PAT, ¶125). Des efforts seront faits pour réduire le montant de l'écart statistique nécessaire pour réconcilier le solde global enregistré et son financement. Le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, et la BCEAO travailleront étroitement ensemble afin que la BCEAO continue à produire une position nette du gouvernement au sens étroit couvrant les transactions reprises dans le TOFE (PAT, ¶16).
- *Le suivi de la Position nette du gouvernement à l'égard du système bancaire (PNG) sera renforcé.* D'ici le 28 février 2013, la Direction nationale de la trésorerie et de la comptabilité publique (DNTCP) étudiera en détail tous les postes de la PNG au 31 décembre 2012 et identifiera parmi tous les postes de la PNG de l'État au sens large tel qu'utilisé par la BCEAO en vertu des dispositions communautaires, tous les postes qui font partie de la position nette du gouvernement au sens étroit (PAT, ¶16) et, parmi ceux-ci, les avoirs de l'État dans le

⁴ Voir paragraphe 33, troisième point du Mémoire de politiques économiques et financières du 23 novembre 2011 ([Rapport du FMI no 12/3 Mali: Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demande visant à conclure un nouvel accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit](#)).

système bancaire qui sont disponibles pour des opérations de trésorerie en 2013 (repère structurel, tableau 4).

- *Le suivi des délais de paiement sera renforcé, afin d'éviter la constitution d'arriérés.* Le logiciel de gestion des dépenses (PRED5) sera utilisé pour suivre les délais d'exécution des mandats de paiement et s'assurer que les paiements soient effectués si possible moins de 90 jours après la liquidation des dépenses. Des tableaux mensuels seront produits à cet effet (repère structurel, tableau 4).
- *Des plans de trésorerie prospectifs seront préparés tous les mois.* La Direction nationale de la trésorerie et de la comptabilité publique (DNTCP) préparera tous les mois à compter du mois de janvier 2013 un plan de trésorerie prospectif couvrant les douze prochains mois.

40. Les mesures suivantes seront prises en vue d'améliorer progressivement les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement :

- *Le projet de Loi de finances 2013 a introduit la budgétisation des autorisations d'engagements (AE) et des crédits de paiements (CP) se rapportant aux dépenses trisannuelles d'investissements publics.* Sur cette base, le Ministère de l'économie et des finances organisera le suivi de la consommation des AE et CP dans le logiciel de gestion des dépenses PRED5.
- *La procédure de reports des CP sera rendue effective dans un régime transitoire préparant l'application complète du régime des reports prévu par les directives de l'UEMOA.* Ce régime transitoire autorise le report des CP, dès lors que ces reports sont gagés (c.-à-d. couverts par des financements correspondants ou des économies du budget de l'année suivante) et prévus dans le plan de trésorerie de l'année suivante. Les reports des CP non gagés sont autorisés en outre dans la limite de 10 pour cent des crédits initiaux du budget d'investissement sur ressources internes sous réserve de l'existence des financements dans le plan de trésorerie de l'année suivante. Les CP afférents aux dépenses liquidées et non ordonnancées sont reportés en priorité dans la limite du plafond précité ; au-delà de ce plafond, les autorités devront préparer une loi de finances rectificative. Les modalités de mise en œuvre des reports comprendront un décret pris par le Conseil des Ministres avant le 31 mars de l'année suivante qui indiquera : (i) les CP non ordonnancés au 31 décembre annulés dans l'exercice précédent et reportés sur l'exercice suivant dans les conditions citées ci-dessus; et (ii) les CP annulés et non reportés.

- *D'ici 2014, la procédure de reports de CP sera rendue effective dans un régime prévoyant l'application complète du régime des reports prévu par les directives de l'UEMOA, n'autorisant que le report des CP gagés et prévus dans le plan de trésorerie.*

Renforcer le contrôle interne et externe

41. *Les structures de contrôle internes seront renforcées.* Les structures de contrôle interne et externe ont relevé de nombreuses faiblesses administratives dans la gestion des finances publiques au Mali. Au plan interne, le Contrôle Général des Services Publics a notamment mis l'accent sur l'insuffisance de manuels de procédure et de leur utilisation dans l'administration. En vue de corriger ces faiblesses, le gouvernement a adopté en août 2011 une stratégie nationale de contrôle interne couvrant la période 2011-15 qu'il mettra en œuvre avec l'appui de plusieurs de ses partenaires techniques et financiers. De même, au plan externe, le Bureau du vérificateur général a attiré l'attention sur d'importants montants en instance de recouvrement pour le Trésor public. Les effectifs de la section des comptes de la Cour suprême seront renforcés. Cette section sera transformée en une Cour des comptes conformément à la directive de l'UEMOA en la matière dès que possible.

42. *La production et l'audit des comptes annuels de l'État seront accélérés.* La section des comptes de la Cour suprême met en œuvre une stratégie d'apurement des comptes sur la base de l'évaluation de la situation des comptes produits par la DNTCP. Pour les comptes publics antérieurs à 1992, le gouvernement a adopté un projet de loi de validation le 29 juin 2011 que l'Assemblée nationale a approuvé le 3 janvier 2013. La section des comptes a examiné les comptes publics des exercices de 1992 à 2008. L'Assemblée nationale a voté les lois de règlement pour les exercices 2008 et 2009. Le gouvernement a soumis les projets de loi de règlement pour les exercices 2010 et 2011 à l'Assemblée nationale. Il adoptera le projet de loi de règlement pour l'exercice 2012 avant fin 2013, conformément aux directives communautaires en la matière.

Mener une politique d'endettement soutenable

43. La dernière analyse de viabilité de la dette effectuée avec les services du FMI et de la Banque mondiale conclut que le risque de surendettement reste modéré. Cette analyse confirme également que la viabilité de la dette reste fort sensible aux cours de l'or (qui concentre les $\frac{3}{4}$ des exportations et dont la production diminuera à moyen terme), aux conditions financières de l'endettement, et à la poursuite de politiques budgétaires soutenables. Dès lors, le gouvernement réitère son engagement de couvrir ses besoins de financement extérieurs par des dons et pour le solde par des emprunts dont le taux de concessionnalité s'élève au minimum à 35 pour cent (indicateur continu, Tableau 3).

44. La gestion de la dette intérieure sera renforcée. Pour ce faire, le Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget a confié à la Direction générale de la dette publique (DGDP) la tâche de faire l'inventaire de toutes les conventions d'endettement intérieur et de garantie d'engagement de dette intérieure pris par l'État afin d'inclure leurs échéanciers dans les données de la dette publique et les lois de finances. La DGDP a commencé son travail d'inventaire auprès des banques de la place. Ce

travail a déjà permis d'identifier des engagements directs et indirects de l'État vis-à-vis du secteur bancaire de 238,1 milliards de FCFA (4,7 pour cent du PIB) au 31 décembre 2011 dont 32,3 milliards (0,7 pour cent de PIB) de montants échus et impayés. Un échéancier de paiement est en cours de négociation avec les créanciers et pour le paiement duquel 7,5 milliards de FCFA ont été inscrits dans le PLFR 2012 et 9,2 milliards dans le PLF 2013.

SUIVI DU PROGRAMME

45. Le programme fera l'objet d'une évaluation sur la base d'indicateurs à fin décembre 2012, et fin mars, juin, septembre, et décembre 2013 (Tableau 3), d'indicateurs continus, et de repères structurels (Tableau 4). Les indicateurs sont définis dans le PAT qui précise également la nature et la fréquence des informations à fournir pour un bon suivi du programme.

Tableau 1. Mali: Critères de réalisation et indicateurs pour décembre 2011 et 2012¹

| | 2011 | | | | 2012 | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------------------|---------|--------|--------------|--------------------------|---------|-------|--------------|--------------------------------------|---------|-------|--------------|--------------------------|---------|-------|--------------|--------------------------------------|
| | Déc. | | | | Mars | | | | Juin | | | | Sept. | | | | Déc. |
| | Critères de réalisation ² | Ajustés | Est. | Statut | Indicateurs ² | Ajustés | Est. | Statut | Critères de réalisation ² | Ajustés | Est. | Statut | Indicateurs ² | Ajustés | Est. | Statut | Critères de réalisation ² |
| (en milliards de FCFA) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Critères de réalisation | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État (plafond) ³ | 74.1 | 70.1 | 64.1 | Respecté | 63.4 | -16.3 | 72.8 | Pas respecté | 70.7 | 92.4 | 100.0 | Pas respecté | 82.8 | 63.9 | 132.6 | Pas respecté | 63.8 |
| Hausse cumulée des arriérés de paiements extérieurs (plafond) ⁴ | 0.0 | | 3.5 | Pas respecté | 0.0 | | 5.3 | Pas respecté | 0.0 | | 14.1 | Pas respecté | 0.0 | | 20.6 | Pas respecté | 0.0 |
| Nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'État à des conditions non concessionnelles (plafond) ^{4,5} | 0.0 | | 0.0 | Respecté | 51.1 | | 0.0 | Respecté | 51.1 | | 0.0 | Respecté | 51.1 | | 0.0 | Respecté | 51.1 |
| Recettes fiscales brutes (plancher) | 768.0 | | 768.3 | Respecté | 219.1 | | 178.5 | Pas respecté | 438.1 | | 394.1 | Pas respecté | 657.2 | | 587.2 | Pas respecté | 876.2 |
| Indicateurs | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Solde budgétaire de base (plancher) | -129.4 | | -112.2 | Respecté | -0.8 | -18.1 | -53.7 | Pas respecté | -7.9 | -32.9 | -29.6 | Respecté | -6.2 | -31.2 | 8.6 | Respecté | -21.1 |
| Solde budgétaire de base sous-jacent (plancher) | -73.5 | | -79.7 | Pas respecté | 3.2 | -14.1 | -44.9 | Pas respecté | 0.1 | -24.9 | 12.2 | Respecté | 5.8 | -19.2 | 24.4 | Respecté | -5.1 |
| Dépenses prioritaires (plancher) | 352.0 | | 358.7 | Respecté | 61.2 | | 75.5 | Respecté | 135.4 | | 148.6 | Respecté | 250.1 | | 234.8 | Pas respecté | 405.3 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aide budgétaire extérieure | 140.5 | | 141.9 | | 17.3 | | 0.0 | | 27.1 | | 0.0 | | 80.4 | | 0.0 | | 88.5 |
| Dons au titre de l'aide budgétaire générale | 49.2 | | 55.7 | | 17.3 | | 0.0 | | 27.1 | | 0.0 | | 46.4 | | 0.0 | | 46.4 |
| Instances de paiement (-) | 4.2 | | 2.2 | | -41.3 | | 45.6 | | -20.3 | | -14.4 | | -46.9 | | -6.0 | | 0.0 |
| Remboursements d'impôts (-) | -37.0 | | -34.1 | | -10.0 | | -3.5 | | -20.0 | | -20.2 | | -30.0 | | -27.3 | | -40.0 |
| Remboursement d'arriérés (-) | -12.3 | | -9.2 | | -3.6 | | 0.0 | | -7.1 | | -9.4 | | -10.7 | | -10.4 | | -14.2 |
| Sources: autorités maliennes; et projections des services du FMI. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ¹ Chiffres cumulés depuis le début de l'année. Les cibles non continues à fin mars et fin septembre sont des indicateurs quantitatifs. Voir le Protocole d'accord technique (PAT) du 23 novembre 2011 pour les définitions. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ² Rapport du FMI no 12/3 Mali: Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demande visant à conclure un nouvel accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ³ Les cibles pour ce critère de réalisation ou indicateur quantitatif sont ajustées en fonction de l'aide budgétaire extérieure, des instances de paiement, des remboursements de crédits de TVA, et des remboursements d'arriérés. Voir PAT du 23 novembre 2011 pour plus de détails. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ⁴ Ces critères de réalisation seront suivis sur une base continue depuis le début de l'année. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ⁵ A partir de 2012, ce plafond s'applique pour la période 2012-14. | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Tableau 2. Mali : Repères structurels pour les première et deuxième revues du programme FEC

| Mesures | Echéance | Motif macroéconomique | État d'avancement |
|--|-------------------|--|--------------------------------|
| Dans le contexte de la première revue du programme | | | |
| Transférer les comptes (à l'exception des comptes-projets) de la Recette générale du District de Bamako (RGD), de la Paierie générale du Trésor (PGT), de l'Agence comptable centrale du Trésor (ACCT) et les postes comptables des Trésoriers payeurs régionaux (TPR) à Mopti et Sikasso dans certaines banques à la BCEAO comme indiqué au 133, troisième point, du MPEF. | 31 décembre 2011 | Améliorer la gestion de la trésorerie | Mis en oeuvre partiellement |
| Préparer des formules d'ajustement des prix intérieurs du pétrole et de l'électricité en fonction des prix internationaux du pétrole. | 29 février 2012 | Améliorer les recettes fiscales | Mis en oeuvre |
| Instituer une unité de renseignement fiscal regroupant des agents de la Direction générale des impôts (DGI) et de la Direction générale des douanes (DGD) chargée de recueillir des renseignements et d'effectuer des vérifications conjointes, en se servant notamment des bases de données des douanes et du fisc ainsi que de celles des administrations des dépenses publiques, afin d'auditer les déclarations d'impôt et de recenser de | 29 février 2012 | Améliorer les recettes fiscales | Mis en oeuvre |
| Analyser les forces et les faiblesses du processus actuel de sélection, budgétisation, suivi de la mise en oeuvre, et évaluation a posteriori des projets d'investissement public en infrastructure, et élaborer des recommandations pour améliorer ce processus. | 29 février 2012 | Améliorer la gestion des investissements publics | Mis en oeuvre |
| Dans le contexte de la deuxième revue du programme | | | |
| Faire figurer, dans le projet de Loi de finances 2013 soumis au parlement, un tableau reprenant: (i) toutes les exonérations incluses dans le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code des Investissements, les Code Miniers et toutes les autres lois ou décisions du gouvernement comportant des avantages fiscaux; (ii) leur base légale et date de mise en oeuvre; et (iii) une estimation de leur manque à gagner pour les recettes de l'Etat. | 30 septembre 2012 | Améliorer les recettes fiscales | Mis en oeuvre en novembre 2012 |
| Faire figurer, dans le projet de budget soumis au parlement, un tableau présentant une estimation du coût budgétaire du non-ajustement des prix intérieurs du pétrole et de l'électricité en fonction des prix internationaux du pétrole. | 30 septembre 2012 | Améliorer les recettes fiscales | Mis en oeuvre |
| Mettre en oeuvre la budgétisation des autorisations d'engagements (AE) et des crédits de paiements (CP) se rapportant aux dépenses triennales d'investissements publics, conformément aux modalités expliquées dans le 128, premier et deuxième points, du MPEF. | 30 septembre 2012 | Améliorer la gestion des investissements publics | Mis en oeuvre en novembre 2012 |
| Adopter les textes réglementaires pour fixer le seuil de chiffre d'affaires de la Direction des grandes entreprises (DGE) à 1 milliard de FCFA et celui de la Direction des moyennes entreprises (DME) à 50 millions de FCFA et relever le seuil de la TVA à 50 millions de FCFA partir du 1er janvier 2013. | 31 octobre 2012 | Augmenter les recettes fiscales | Mis en oeuvre en novembre 2012 |

Source: autorités maliennes.

Tableau 3. Mali: Indicateurs pour décembre 2012 et 2013 ¹

| | 2012 | 2013 | | | |
|--|------------------------|------|------|-------|------|
| | Dec. | Mars | Juin | Sept. | Dec. |
| | (en milliards de FCFA) | | | | |
| Financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État (plafond) ² | 107 | 29 | 28 | 8 | 7 |
| Hausse cumulée des arriérés de paiements extérieurs (plafond) ³ | 29 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'État à des conditions non concessionnelles (plafond) ³ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes fiscales brutes (plancher) | 807 | 182 | 413 | 671 | 909 |
| Solde budgétaire de base (plancher) ⁴ | -55 | -15 | 20 | 0 | -5 |
| Dépenses prioritaires (plancher) | 243 | 38 | 89 | 175 | 296 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | | |
| Aide budgétaire extérieure | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dons au titre de l'aide budgétaire générale | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Instances de paiement (-) | 4 | 0 | -20 | -20 | 0 |
| Remboursements d'impôts (-) | -41 | -9 | -20 | -32 | -44 |
| Remboursement d'arriérés (-) | -21 | -4 | -8 | -11 | -15 |
| Sources: autorités maliennes; et projections des services du FMI. | | | | | |
| ¹ Chiffres cumulés depuis le début de l'année. Voir le Protocole d'accord technique (PAT) pour les définitions. | | | | | |
| ² Les cibles pour cet indicateur sont ajustées en fonction de l'aide budgétaire extérieure, des instances de paiement, des remboursements de crédits de TVA, et des remboursements d'arriérés. Voir PAT pour plus de détails. | | | | | |
| ³ Ces indicateurs seront suivis sur une base continue depuis le début de l'année. | | | | | |
| ⁴ Les cibles pour cet indicateur sont ajustées en fonction des dons au titre de l'aide budgétaire et des remboursements d'impôts. | | | | | |

Tableau 4. Mali: Repères structurels pour 2013

| Mesures | Échéance | Raison d'être macroéconomique |
|---|-----------|------------------------------------|
| Produire, à l'aide du logiciel de gestion des dépenses PRED 5, des rapports mensuels qui suivent les délais entre l'émission des ordres de paiement et les paiements. | 28/2/2013 | Empêcher l'accumulation d'arriérés |
| Faire produire, par le Comité mixte de renseignements et d'investigations économiques et financière (CMRIEF), un rapport comparant la valeur des importations déclarées par les opérateurs dans la banque de données SYDONIA de la DGD avec le niveau de chiffre d'affaires déclaré auprès de la DGI afin d'identifier des contribuables qui pourraient sous-estimer leur bénéfice imposable. | 28/2/2013 | Accroître les recettes fiscales |
| Préparation d'un rapport par la Direction Nationale de la Trésorerie et de la Comptabilité Publique (DNTCP) sur la Position nette du gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) au 31 décembre 2012 qui étudiera en détail tous les postes de la PNG et identifiera, parmi tous les postes de la PNG de l'Etat au sens large tel qu'utilisé par la BCEAO en vertu des dispositions communautaires, tous les postes qui font partie de la position nette du gouvernement au sens étroit et, parmi ceux-ci, les avoirs de l'Etat dans le système bancaire qui sont disponibles pour des opérations de trésorerie en 2013. | 28/2/2013 | Améliorer la gestion de trésorerie |

Table 5. Mali : Opérations financières consolidées de l'administration, 2013

| | Mars | Juin | Septembre | Decembre |
|---|------------------------|-------|-----------|----------|
| | (en milliards de FCFA) | | | |
| Recettes et dons | 219.6 | 495.7 | 793.4 | 1,079.2 |
| Recettes totales | 204.4 | 465.3 | 747.7 | 1,018.3 |
| Recettes budgétaires | 179.4 | 415.2 | 672.6 | 918.1 |
| Recettes fiscales | 172.5 | 392.9 | 638.7 | 865.2 |
| Impôts directs | 53.6 | 128.4 | 196.6 | 265.4 |
| Taxes indirectes | 118.9 | 264.6 | 442.1 | 599.8 |
| TVA | 67.3 | 154.3 | 247.3 | 336.7 |
| Accises sur produits pétroliers | 4.2 | 9.6 | 14.7 | 19.9 |
| Droits d'importation | 24.4 | 55.8 | 85.4 | 115.3 |
| Autres taxes indirectes | 32.1 | 64.9 | 126.9 | 171.4 |
| Remboursements de taxes | -9.2 | -20.1 | -32.2 | -43.5 |
| Recettes non fiscales | 6.9 | 22.3 | 33.9 | 52.9 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 25.1 | 50.1 | 75.2 | 100.2 |
| Dons | 15.2 | 30.4 | 45.6 | 60.8 |
| Projets | 15.2 | 30.4 | 45.6 | 60.8 |
| Budget | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| dont : aide budgétaire générale | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dépenses totales et prêts nets (base ordonnancement) | 265.4 | 537.5 | 885.8 | 1,207.6 |
| Dépenses budgétaires | 240.8 | 488.3 | 812.1 | 1,109.3 |
| Dépenses courantes | 197.5 | 398.8 | 587.5 | 772.6 |
| Traitements et salaires | 78.0 | 155.9 | 233.9 | 311.8 |
| Biens et services | 64.4 | 128.8 | 178.0 | 232.6 |
| Transferts et subventions | 47.3 | 98.3 | 152.0 | 196.6 |
| Intérêts | 7.9 | 15.8 | 23.6 | 31.5 |
| <i>dont: intérieurs</i> | 2.9 | 5.8 | 8.6 | 11.5 |
| Dépenses en capital | 43.3 | 89.5 | 224.6 | 336.8 |
| Financement extérieur | 43.3 | 86.6 | 130.0 | 173.3 |
| Financement intérieur | 0.0 | 2.9 | 94.6 | 163.5 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 25.1 | 50.1 | 75.2 | 100.2 |
| Prêts nets | -0.5 | -1.0 | -1.4 | -1.9 |
| Solde budgétaire global (hors dons) | -61.0 | -72.2 | -138.1 | -189.3 |
| Solde budgétaire global (dons inclus) | -45.7 | -41.8 | -92.5 | -128.5 |
| Variation des arriérés (inclus avals et cautions) | -3.8 | -7.6 | -11.3 | -15.1 |
| Ajustement base caisse | 0.0 | -20.0 | -20.0 | 0.0 |
| Solde global (base caisse, dons inclus) | -49.5 | -69.3 | -123.8 | -143.6 |
| Financement | 49.6 | 69.3 | 69.2 | 89.0 |
| Financement extérieur (net) | 18.7 | 37.4 | 56.0 | 74.7 |
| Prêts | 28.1 | 56.2 | 84.3 | 112.5 |
| Prêts projets | 28.1 | 56.2 | 84.3 | 112.5 |
| <i>dont: non concessionnelles</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Prêts budgétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Amortissement | -12.3 | -24.6 | -36.8 | -49.1 |
| Allègement de la dette | 2.8 | 5.7 | 8.5 | 11.4 |
| Financement intérieur (net) | 30.9 | 31.9 | 13.1 | 14.3 |
| Système bancaire | 29.1 | 28.3 | 7.7 | 7.0 |
| Banque centrale | 7.3 | 4.9 | 2.6 | 0.3 |
| Banques commerciales | 21.8 | 23.4 | 5.1 | 6.8 |
| Crédit net à l'État | 9.0 | 8.4 | 7.9 | 7.3 |
| Tirages nets FMI | 9.0 | 8.4 | 7.9 | 7.3 |
| Avances statutaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autre postes | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autres financement domestique | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Recettes de privatisation | 5.5 | 11.0 | 16.5 | 22.0 |
| Autre financement | -3.7 | -7.4 | -11.1 | -14.7 |
| Ecart de financement | 0.0 | 0.0 | 54.6 | 54.6 |
| <i>Pour mémoire:</i> | | | | |
| Solde budgétaire de base ² | -14.8 | 20.1 | 0.4 | -4.7 |
| Aide budgétaire extérieure | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État | 29.1 | 28.3 | 7.7 | 7.0 |

Sources: Ministère de l'économie et des finances; et projection des services du FMI.

¹IMF Country Report No. 12/3 Mali — Seventh Review Under the ECF and Request for a New Three-Year Arrangement Under the ECF.² Recettes totales, plus les dons au titre de l'aide budgétaire générale, plus les revenus provenant de l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, moins les dépenses totales et les prêts nets (base ordonnancement), à l'exclusion des dépenses en capital sur financement extérieur.

PIECE JOINTE II—PROTOCOLE D'ACCORD TECHNIQUE (PAT)

1. Ce protocole d'accord définit les indicateurs du programme qui accompagne la requête de décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) présentés au tableau 3 du Mémoire de politiques économiques et financières (MEFP). Il fixe également la périodicité et les délais de transmission aux services du Fonds monétaire international (FMI) des données permettant le suivi du programme.

I. DEFINITIONS

2. Sauf indication contraire, l'État est défini comme l'Administration centrale de la République du Mali et n'inclut pas les collectivités locales, la banque centrale ou toute autre entité publique ayant une personnalité juridique autonome et n'entrant pas dans le champ du tableau des opérations financières de l'État (TOFE). La Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) communique le champ du TOFE suivant la présentation de la nomenclature des comptes fournie par la BCEAO et le transmet à la banque centrale et aux services du FMI.

II. INDICATEURS

3. Sauf indication contraire, les cibles financières suivantes serviront d'indicateurs à fin décembre 2012, et fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre 2013.

A. Plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État

4. Le **financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État** est défini comme la somme (i) de la position nette du gouvernement au sens étroit telle que définie ci-dessous, et (ii) des financements de l'État à travers l'émission (nette de remboursements) de titres à des personnes physiques ou morales en dehors du système bancaire ou aux banques non-résidentes domiciliées dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

5. La **position nette du gouvernement au sens large** est définie comme le solde entre les dettes et les créances du gouvernement vis-à-vis de la banque centrale et des banques commerciales. Le champ de la position nette du Gouvernement est celui utilisé par la Banque

centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) en vertu des dispositions communautaires. Il implique une définition de l'État qui est plus large que celle précisée au paragraphe 2 et inclut les collectivités locales et certains projets et établissements publics à caractère administratif. Les créances du gouvernement incluent l'encaisse en francs CFA, les comptes chèques postaux, les obligations cautionnées ainsi que l'ensemble des dépôts auprès de la BCEAO et des banques commerciales des organismes publics, à l'exception des établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC) et des sociétés d'État qui sont exclus de ce calcul. Les dettes du gouvernement à l'égard du système bancaire comprennent l'ensemble des dettes vis-à-vis de ces mêmes institutions financières. Les dépôts au titre du Fonds de stabilisation du coton et les titres d'État détenus hors du système bancaire malien ne sont pas inclus dans le calcul de la position nette du gouvernement. La position nette du gouvernement est calculée par la BCEAO.

6. La **position nette du gouvernement au sens étroit** est définie comme le solde entre les dettes et les créances du gouvernement vis-à-vis de la banque centrale et des banques commerciales. Le champ de la position nette du Gouvernement au sens étroit est celui défini au paragraphe 2. La position nette du gouvernement au sens étroit est calculée par la BCEAO.

Facteurs d'ajustement

7. Le plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché à l'État fera l'objet d'un ajustement positif si l'**aide budgétaire extérieure** est inférieure aux prévisions du programme. L'aide budgétaire extérieure est définie comme les dons et prêts et les opérations d'allègement de la dette (hors dons et prêts projets, appui budgétaire sectoriel, ressources FMI et allègement de la dette au titre du PPTE, mais incluant l'appui budgétaire général). Le facteur d'ajustement sera appliqué au taux de 100 % jusqu'à un seuil de 25 milliards de FCFA et au taux de 0 % pour des montants supérieurs.

8. Le plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État fera l'objet d'un ajustement positif (négatif) si le **montant net de réduction des instances de paiement** est supérieur (inférieur) aux montants programmés (MPEF, Tableau 3). Les instances de paiement sont définies comme les ordres de paiement non payés par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) dans le cadre de l'exécution budgétaire ou sur les comptes de correspondants et déposants divers, quelle que soit leur ancienneté.

9. Enfin, le plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché financier à l'État sera ajusté à la hausse (à la baisse) pour le **paiement des crédits de TVA, d'autres**

remboursement d'impôts et des arriérés audités relevant d'exercices antérieurs qui sont supérieurs (inférieurs) aux montants programmés (MPEF, Tableau 3).

B. Non accumulation d'arriérés de paiements publics extérieurs

10. L'encours des arriérés de paiements extérieurs est défini comme la somme des paiements dus et non payés sur les engagements extérieurs de l'État et la dette extérieure détenue ou garantie par l'État. La définition de dette extérieure présentée au paragraphe 11 (a) s'applique ici.

11. Dans le cadre du programme, le gouvernement s'engage à ne pas accumuler d'arriérés de paiements extérieurs (sauf cas de dettes en cours de renégociation ou de rééchelonnement). Le critère de réalisation de non-accumulation des arriérés de paiements extérieurs sera appliqué sur une base continue pendant la durée du programme.

C. Plafond sur la dette extérieure non-concessionnelle à échéance d'un an ou plus et sur la dette extérieure à court terme contractées ou garanties par l'État et/ou les entreprises publiques

12. **Définition de la dette.** La définition de la dette est spécifiée au point 9 de la décision du Conseil d'administration du FMI n° 6230-(79/140), ultérieurement amendée le 31 août 2009 par la décision du Conseil d'administration n° 14416-(09/91) :

- a) la « dette » s'entend comme une obligation directe, donc non contingente, résultant d'un accord contractuel prévoyant la mise à disposition de valeurs sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, et par lequel le débiteur s'engage à effectuer un ou plusieurs paiements sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, selon un échéancier déterminé; ces paiements libéreront le débiteur des engagements contractés en termes de principal ou d'intérêts. La dette peut prendre plusieurs formes, dont notamment:
 - i. des prêts, c'est-à-dire des avances d'argent effectuées au profit du débiteur par le créancier sur la base d'un engagement du débiteur de rembourser ces fonds dans le futur (notamment dépôts, bons, titres obligataires, prêts commerciaux, crédits-acheteurs) et d'échanges temporaires d'actifs, équivalents à des prêts totalement sécurisés, au titre desquels le débiteur doit rembourser les fonds prêtés, et généralement payer un intérêt, en rachetant les actifs donnés en garantie au vendeur dans le futur (par exemple, accords de rachats ou accords officiels d'échange);

- ii. des crédits-fournisseurs, c'est-à-dire des contrats par lesquels le fournisseur accorde au client un paiement différé jusqu'à une date postérieure à celle de la livraison des biens ou de la réalisation du service;
 - iii. des accords de crédit-bail, c'est-à-dire des accords donnant au preneur le droit d'utiliser une propriété pour une ou plusieurs durée(s) donnée(s) généralement plus courte(s) que la durée de vie des biens concernés mais sans transfert de propriété, dont le titre est conservé par le bailleur. Pour les besoins de cette directive, la dette est la valeur actualisée (à la création du bail) de tous les paiements anticipés du bail durant la période de l'accord à l'exception des paiements nécessaires au fonctionnement, aux réparations et à l'entretien des biens concernés.
- b) Conformément à la définition de la dette énoncée ci-dessus, tout arriéré, toute pénalité, et tout dommage et intérêt accordé par un tribunal à la suite du non-règlement d'une obligation contractuelle est une dette. Le non-règlement d'une obligation contractuelle qui n'est pas considérée comme une dette aux termes de la présente définition (par exemple, paiement à la livraison) ne constitue pas une dette.

13. **Dette garantie.** La garantie d'une dette par l'État s'entend comme une obligation juridique explicite d'assurer le service d'une dette en cas de non-paiement par l'emprunteur (par le biais de règlements en espèces ou en nature).

14. **Dette concessionnelle.** Une dette est réputée concessionnelle si elle comporte un élément don d'au moins 35 %⁵ l'élément don est la différence entre la valeur nominale du prêt et sa valeur actuelle, exprimée en pourcentage de la valeur nominale. On calcule la valeur actuelle de la dette à la date à laquelle elle est contractée par décompte des paiements que devra effectuer l'emprunteur au titre du service de la dette. ⁶ Les taux d'actualisation utilisés à cet effet sont les taux d'intérêt commerciaux de référence (TCIR) propres à chaque devise considérée publiés par l'OCDE. ⁷ Les TCIR moyens sur dix ans sont utilisés pour calculer la valeur actuelle et donc l'élément don des crédits dont l'échéance est d'au moins 15 ans. Les TCIR moyens sur six mois sont utilisés pour les crédits

⁵La référence au site Web du FMI ci-après renvoie à un instrument qui permet le calcul de l'élément don pour une large gamme de montages financiers : <http://www.imf.org/external/np/pdr/conc/calculator>.

⁶Le calcul de la concessionnalité tient compte de tous les aspects du contrat de prêt, y compris l'échéance, le différé de remboursement, l'échéancier, les commissions d'engagement et les frais de gestion.

⁷Dans le cas des prêts libellés en devises pour lesquelles l'OCDE ne calcule pas le TCIR, le calcul de l'élément don doit être basé sur le TCIR composite (moyenne pondérée) des monnaies entrant dans la composition du DTS.

dont l'échéance est plus courte. Les marges correspondant aux différentes périodes de remboursement (0,75 % jusqu'à 15 ans, 1 % entre 15 et 19 ans, 1,15 % entre 20 et 29 ans et 1,25 % à partir de 30 ans) s'ajoutent aux TCIR moyens sur 10 ans ou sur six mois.

15. **Dettes extérieures.** Pour les besoins des critères d'évaluation pertinents, la dette extérieure est définie comme une dette libellée ou devant être repayée en une autre monnaie que le franc CFA. Cette définition s'applique aussi aux dettes contractées entre pays membres de l'UEMOA.

16. **Critères d'évaluation afférents à la dette.** Les critères d'évaluation se rapportent aux nouvelles dettes extérieures non concessionnelles contractées ou garanties par l'État, la société Énergie du Mali (EDM) et la Compagnie Malienne des Textiles (CMDT) tant qu'elle est détenue majoritairement par l'État. Les critères s'appliquent aux dettes et obligations contractées ou garanties pour lesquelles aucune somme n'a encore été reçue. Ils s'appliquent aussi à la dette privée pour laquelle une garantie officielle a été accordée, qui constitue donc une obligation conditionnelle de l'État. Les indicateurs font l'objet d'un suivi continu. Aucun facteur d'ajustement ne s'applique à ces indicateurs.

17. **Dispositions spéciales.** Les indicateurs ne s'appliquent pas : i) aux opérations de rééchelonnement de dette existante au moment de l'approbation de l'accord; ii) aux emprunts extérieurs à court terme (d'échéance inférieure à un an) liés aux importations ; iii) aux emprunts extérieurs de la Compagnie Malienne des Textiles (CMDT) garantis par les recettes d'exportation de coton; et (iv) aux emprunts extérieurs à court terme (d'échéance inférieure à un an) contractés par EDM pour financer l'achat de produits pétroliers.

18. **Transmission des informations.** L'État informera les services du FMI dès qu'un nouvel emprunt extérieur est contracté ou garanti, en précisant les conditions, mais au plus tard dans les deux semaines suivant la signature du contrat.

D. Niveau plancher sur les recettes fiscales brutes

19. Les recettes fiscales brutes de l'État sont définies comme celles apparaissant dans le TOFE, et comprennent toutes les recettes fiscales du budget national, avant déduction des remboursements fiscaux générés au cours de l'année, notamment les crédits de TVA accumulés.

E. Niveau plancher sur le solde budgétaire de base

20. Le solde budgétaire de base est défini comme la différence entre les recettes totales nettes, augmentées des dons budgétaires (appui budgétaire général) et des ressources PPT, et les

dépenses totales ordonnancées augmentées des prêts nets, hormis les dépenses d'investissement financées par les créanciers ou donateurs, conformément à la définition du solde budgétaire de base dans les textes de l'UEMOA (Acte additionnel N° 05/2009/CCEG/UEMOA du 17 mars 2009, portant modification de l'Acte n°04/1999 relatif au Pacte de convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité).

Facteur d'ajustement

21. Le plancher sur le solde budgétaire de base fait l'objet d'un ajustement négatif si les **dons budgétaires (appui budgétaire général)** sont inférieurs aux prévisions du programme. Le facteur d'ajustement sera appliqué au taux de 100% jusqu'à un seuil de 25 milliards de FCFA et au taux de 0% pour des montants supérieurs.

22. Enfin, le plancher sur le solde budgétaire de base sera ajusté à la baisse (à la hausse) pour le **paiement des crédits de TVA et d'autres remboursement d'impôts** qui sont supérieurs (inférieurs) aux montants programmés (MPEF, Tableau 3).

F. Plancher sur les dépenses prioritaires de réduction de la pauvreté

23. Les dépenses prioritaires de réduction de la pauvreté sont définies comme la somme des dépenses des secteurs de l'éducation de base, l'éducation secondaire et supérieure, la recherche scientifique, la santé, et le développement social. Elles excluent les dépenses en capital financés par les partenaires techniques et financiers extérieurs sous forme de projets.

III. MESURES STRUCTURELLES

24. Les informations concernant la mise en place des mesures retenues comme repères structurels seront communiquées aux services du FMI dans les deux semaines suivant la date prévue de leur mise en application.

25. A compter du 31 mai 2011, des **modifications** ont été apportées **au Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE)** comme précisé ci-après. Les recettes et les dépenses portées sur des comptes d'imputation provisoire sont comptabilisées au dessus de la ligne en recettes ou dépenses non ventilées. Au sein de l'ajustement base caisse, une distinction est faite entre les opérations au titre des exercices antérieurs et celles au titre de l'exercice en cours ainsi qu'au sein de ces dernières entre les fonds en route (moins de trois mois) et les variations d'arriérés

(plus de trois mois) sur dépenses budgétaires (y compris crédits de TVA et appels de garanties, avals et cautions). Au sein du poste "financement intérieur net", une distinction est effectuée entre le financement bancaire, les recettes de privatisation et les autres financements. Le financement bancaire comprend la variation de la position nette du gouvernement vis-à-vis de la banque centrale, du FMI et des banques commerciales résidentes. Dans la présentation des opérations avec les banques commerciales, une distinction est faite entre le Trésor, l'Institut National de Protection Sociale (INPS) et les autres entités publiques. Au sein des opérations du Trésor, les dépôts et tirages sur le compte de recettes de privatisation SOTELMA sont isolés spécifiquement. Les autres financements comprennent principalement les variations sur les comptes de l'encaissement (chèques non encaissés), les acomptes d'impôts reçus au titre de l'année suivante, la régularisation des acomptes reçus l'année précédente au titre de cette année, les opérations avec les créanciers de l'UEMOA non résidents et la variation des dépôts et consignations des correspondants du Trésor.

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME

26. Dans le but de faciliter le suivi du programme, le gouvernement communiquera aux services du FMI les informations telles que définies dans le tableau résumé suivant.

Résumé des données à transmettre

| Secteurs | Type de données | Fréquence | Délai de communication |
|--------------------|---|---------------|--|
| Secteur réel | Comptes nationaux | Annuelle | Fin de l'année + 9 mois |
| | Révisions des comptes nationaux | Variable | 8 semaines après la révision |
| Finances Publiques | Indices désagrégés des prix à la consommation | Mensuelle | Fin du mois + 2 semaines |
| | Position nette du gouvernement vis-à-vis du système bancaire au sens large (y compris la situation des comptes des autres établissements publics auprès du système bancaire) ; la position nette du gouvernement vis-à-vis du système bancaire au sens étroit ; et le détail des financements non bancaires | Mensuelle | Fin du mois + 3 semaines (provisoire); fin de mois + 6 semaines (définitive) |
| | Solde du compte des recettes de privatisation de SOTELMA en dépôt auprès de la BCEAO | Mensuelle | Fin du mois + 3 semaines |
| | TOFE du gouvernement central et TOFE consolidé | Mensuelle | Fin du mois + 3 semaines (provisoire); fin du mois + 6 semaines (définitive) |
| | Exécution budgétaire le long de la chaîne de la dépense, telle qu'enregistrée dans le circuit informatisé | Mensuelle | Fin du mois + 2 semaines |
| | Détail des recettes et dépenses dans le cadre du TOFE | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Distinguer les ressources PPTE | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Exécution du budget d'investissement | Trimestrielle | Fin du trimestre + 8 semaines |
| | Recettes fiscales dans le cadre du TOFE faisant apparaître les remboursements fiscaux (y.c. crédits de TVA) | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Masse salariale dans le cadre du TOFE | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |

| Secteurs | Type de données | Fréquence | Délai de communication |
|-----------------------------------|---|---------------|--|
| | Solde budgétaire de base dans le cadre du TOFE | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Exonérations fiscales et douanières | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Arrêté de fixation du prix des produits pétroliers, recettes de la taxation des produits pétroliers et montant des exonérations octroyées | Mensuelle | Fin du mois |
| | Importations de produits pétroliers ventilées par nature et par corridor d'importation | Mensuelle | Fin du mois + 2 semaines |
| | Dépenses ordonnancées et non payées 90 jours après leur ordonnancement | Mensuelle | Fin du mois + 1 semaine |
| Données monétaires et financières | Situation résumée de la BCEAO, situation résumée des banques, situation des institutions monétaires | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines (provisoire); fin du mois + 8 semaines (définitive) |
| | Avoirs et engagements extérieurs, et détails des autres éléments nets de la BCEAO et des banques commerciales | Mensuelle | Fin du mois + 8 semaines |
| | Taux d'intérêt créditeurs et débiteurs, taux d'intervention de la BCEAO, réserves obligatoires de la BCEAO | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Ratios prudentiels bancaires | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| Balance des paiements | Balance des paiements | Annuelle | Fin de l'année + 12 mois |
| | Révisions de la balance des paiements | Variable | 8 semaines après chaque révision |
| Dette extérieure | Détail de tous les nouveaux emprunts extérieurs | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Service de la dette distinguant l'amortissement, la charge d'intérêts et les allègements obtenus au titre du PPTE | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| Direction du budget | Dépenses prioritaires de réduction de la pauvreté comme définies au 123. | Trimestrielle | Fin du trimestre + 4 semaines |



MALI

18 janvier 2013

RAPPORT DES SERVICES DU FMI SUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET ANNULATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT — ANALYSE CONJOINTE IDA/FMI DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE DANS LE CADRE DE VIABILITÉ DE LA DETTE DES PAYS À FAIBLE REVENU

Approuvé par
Roger Nord et Peter Allum (FMI),
ainsi que par **Marcelo Giugale et**
Jeffrey Lewis (Banque mondiale)

Établi par
le Fonds monétaire international
l'Association internationale de développement

Le risque de surendettement du Mali continue d'être jugé modéré — évaluation inchangée par rapport à celle issue de la précédente Analyse de viabilité de la dette (AVD). La viabilité de la dette reste particulièrement sensible à un durcissement des conditions financières ou à un choc sur les exportations dû à la concentration des exportations sur l'or.

I. GÉNÉRALITÉS

A. Évolution récente de la dette extérieure publique

1. Sous l'effet de l'initiative en faveur des pays très endettés (PPTe) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), l'encours de la dette du Mali a sensiblement baissé.

L'encours de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État est tombé de 103 % du PIB en 2000 à 19 % en 2006 par suite de son allègement dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des PPTe en 2002 et de l'IADM en 2006 (tableau 1 du texte). À fin 2011, il était monté à 28,1 % du PIB principalement du fait des nouveaux prêts accordés au pays par l'Association internationale de développement (IDA), la Banque africaine de développement (BAfD) et le FMI (essentiellement sous la forme d'une allocation de 74 millions de DTS en 2009). La dette extérieure du Mali est publique dans sa totalité et a été contractée en majeure partie à l'égard de créanciers multilatéraux, dont l'IDA, la BAfD et la BIsD.

| Tableau 1 du texte. Mali : encours de la dette extérieure en fin d'année, 2001–11 (Milliards de francs CFA) | | | | | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Total | 1939.7 | 1968.6 | 1156.1 | 1169.4 | 1184.5 | 1474.3 | 606.4 | 643.4 | 810.8 | 955.2 | 1134.1 | 1414.4 |
| (en pourcentage du PIB) | 102.6 | 89.0 | 52.0 | 47.7 | 45.0 | 50.9 | 18.9 | 18.8 | 20.7 | 22.6 | 24.3 | 28.1 |
| Dette multilatérale | 1434.9 | 1503.9 | 824.5 | 741.5 | 878.3 | 1198.8 | 357.3 | 447.6 | 615.9 | 766.8 | 895.8 | 1141.4 |
| FMI ¹ | 105.9 | 110.1 | 100.1 | 94.5 | 78.8 | 65.7 | 4.1 | 6.1 | 18.6 | 67.6 | 72.1 | 92.4 |
| Banque mondiale/IDA | 327.6 | 343.3 | 106.0 | 176.5 | 268.3 | 383.5 | 83.8 | 216.3 | 262.5 | 313.2 | 413.6 | 493.5 |
| Banque africaine de développement | 391.8 | 328.9 | 116.0 | 239.2 | 289.4 | 379.7 | 121.4 | 133.7 | 112.3 | 136.3 | 157.7 | 257.0 |
| Banque islamique de développement | 50.0 | 45.0 | 40.5 | 36.4 | 54.7 | 63.9 | 31.4 | 57.3 | 96.3 | 111.8 | 113.8 | 124.1 |
| Autres | 559.6 | 676.5 | 461.9 | 154.9 | 187.0 | 290.6 | 64.0 | 109.1 | 129.1 | 137.9 | 138.6 | 174.4 |
| Dette bilatérale | 498.2 | 459.0 | 328.4 | 423.5 | 301.9 | 270.0 | 246.9 | 193.3 | 149.7 | 188.4 | 235.8 | 271.4 |
| Dette officielle envers le Club de Paris | 141.7 | 127.4 | 30.6 | 7.6 | 16.9 | 17.7 | 13.0 | 15.6 | 4.4 | 4.4 | 10.2 | 13.2 |
| Dette officielle hors Club de Paris | 356.5 | 331.6 | 297.8 | 415.9 | 285.0 | 252.3 | 233.8 | 177.7 | 145.3 | 184.0 | 225.5 | 258.2 |
| Autres créanciers | 7.3 | 7.4 | 4.3 | 4.4 | 4.4 | 5.5 | 2.3 | 2.5 | 2.8 | 2.9 | 2.6 | 1.7 |

Sources : autorités maliennes et estimations des services des deux institutions.
¹ Y compris l'allocation de DTS d'août 2009.

B. Évolution récente de la dette intérieure publique

2. La dette intérieure publique du Mali est faible (4,7 % du PIB en 2011, tableau 2 du texte). Elle se compose de bons et obligations du Trésor émis sur le marché régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de prêts de banques commerciales. La dette intérieure a plus que doublé entre 2009 et 2011 principalement sous l'effet de nouvelles émissions de bons et obligations du Trésor (137 milliards de francs CFA à fin 2011), mais également du fait de l'inventaire de tous les prêts

| Tableau 2 du texte. Mali : encours de la dette intérieure publique en fin d'année, 2001–11 (Milliards de francs CFA) | | | | | | | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Total | 20.8 | 58.5 | 48.7 | 37.5 | 36.0 | 61.6 | 45.4 | 80.2 | 74.1 | 90.3 | 203.4 | 238.1 |
| (En pourcentage du PIB) | 1.1 | 2.6 | 2.2 | 1.5 | 1.4 | 2.1 | 1.4 | 2.3 | 1.9 | 2.1 | 4.4 | 4.7 |
| Dette envers la Banque centrale | 3.0 | 25.8 | 25.1 | 23.1 | 20.3 | 17.9 | 15.3 | 13.1 | 10.7 | 8.3 | 5.8 | 3.3 |
| Avances statutaires de la Banque centrale | 0.0 | 23.2 | 23.2 | 21.7 | 19.7 | 17.5 | 15.3 | 13.1 | 10.7 | 8.3 | 5.8 | 3.3 |
| Autres dettes envers la Banque centrale | 3.0 | 2.6 | 1.9 | 1.4 | 0.6 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dette envers le secteur bancaire | 17.8 | 32.7 | 23.6 | 14.4 | 15.7 | 43.6 | 30.0 | 67.1 | 63.4 | 82.0 | 197.5 | 234.8 |

Sources : autorités maliennes et estimations des services des deux institutions.

contractés ou garantis par l'État que les autorités ont effectué dans le cadre de leur plan d'amélioration de la gestion de la dette.

C. Seuils d'endettement dans le cadre de viabilité de la dette

3. **Le Mali est un pays à performance économique moyenne aux fins de la détermination des seuils d'endettement dans le cadre de viabilité de la dette (AVD).** La note attribuée au Mali à l'issue de l'évaluation par la Banque mondiale de la politique et des institutions nationales est en moyenne de 3,65 (sur une échelle de 1 à 6) pour la période 2009-11, ce qui fait de lui un pays moyennement performant. Les seuils d'endettement public extérieur correspondants sont présentés au tableau 3 du texte.

| Tableau 3 du texte. Seuils d'endettement public extérieur pour les pays "à performance moyenne" dans le cadre de viabilité de la dette | |
|---|-----|
| Valeur actualisée de la dette extérieure en pourcentage de : | |
| PIB | 40 |
| Exportations | 150 |
| Recettes | 250 |
| Service de la dette extérieure en pourcentage de : | |
| Exportations | 20 |
| Recettes | 20 |

II. SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE POUR L'ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

4. **Les perspectives macroéconomiques à moyen et long terme du Mali se caractérisent principalement par le repli continu de la production annuelle d'or, qui ne devrait être compensé qu'en partie par les exportations d'autres produits.** Le scénario de référence suppose que la croissance tendancielle du PIB se poursuivra car les résultats du secteur agricole viendront compenser la baisse continue de la production d'or (encadré 1). L'inflation devrait rester modérée sous l'effet de politiques budgétaires prudentes sans recours à l'emprunt intérieur. Le déficit des transactions courantes devrait rester stable, le recul des exportations d'or étant compensé par une augmentation d'autres exportations, notamment de produits agricoles et d'autres minéraux, et par un ralentissement de la croissance des importations.

Encadré 1. Mali : hypothèses macroéconomiques du scénario de référence, 2012–32

- La croissance du **PIB réel** devrait s'accélérer après un repli de 1,5 % causé par les défis politiques et sécuritaires de 2012 et atteindre 5 % par an, taux légèrement supérieur à la tendance observée ces dix dernières années (4,8 %). La croissance à court terme devrait atteindre un niveau un peu plus élevé que la moyenne, par suite du redémarrage attendu de l'activité après la crise actuelle. D'après les projections, la production d'or baissera d'environ 2 % par an à partir de 2014. Une hausse de la production agricole sous l'effet des réformes du secteur du coton et d'autres secteurs agricoles devrait à la longue compenser ce recul. Face à la prévision d'une croissance démographique rapide, le scénario suppose que la croissance du revenu par habitant sera faible (et, par conséquent, que le statut de pays à revenu intermédiaire, qui réduirait le financement concessionnel, ne sera pas attribué au Mali).
- **L'inflation des prix à la consommation** devrait rester au-dessous du plafond de 3 % du critère de convergence de l'UEMOA.
- **Politique budgétaire.** D'après les prévisions, le solde budgétaire de base (recettes plus dons budgétaires moins dépenses financées sur ressources intérieures) sera égal ou supérieur à zéro, comme l'exige le critère de convergence de l'UEMOA. Les recettes fiscales et les dépenses financées sur ressources intérieures devraient augmenter au même rythme d'environ 4 % du PIB durant la période 2012–32. Il n'y aura donc pas recours à l'emprunt pour financer le budget, à l'exception de la reconduction de l'encours actuel de la dette intérieure aux taux du marché. En 2012, le déficit budgétaire global (hors dons) tombe à 2,9 % par suite de la suspension de l'aide budgétaire des donateurs après le coup militaire de mars 2012; le déficit est financé par l'aide-projets des bailleurs de fonds et par recours aux dépôts de l'État auprès du système bancaire. Avec la reprise de l'aide budgétaire, le déficit budgétaire global (hors dons) devrait se situer autour de 5,5 % du PIB, à partir de 2014, et être financé, à hauteur de 50 %, par des prêts extérieurs et, pour le reste, par des dons.
- **Le déficit extérieur courant hors intérêts** devrait rester autour de 5,3 %, niveau légèrement supérieur à sa moyenne historique (4,7 % du PIB). Les exportations d'or en volume devraient baisser peu à peu au fil des ans et la part de l'or dans le total des exportations devrait tomber de 74 % en 2012 à environ 32 % en 2032. Selon les projections, ce recul sera compensé par une augmentation progressive d'autres exportations (notamment produits alimentaires, coton et autres minéraux, dont ciment, phosphates, uranium, bauxite, minerai de fer, cuivre, nickel, pétrole) et par un ralentissement de la croissance des importations. Les envois de fonds (en pourcentage du PIB) resteront proches de la moyenne historique.
- **Arriérés extérieurs.** En 2012 le service de la dette a été compromis par l'instabilité politique, qui a contribué à la suspension de l'aide budgétaire, et par la faiblesse des recettes obtenues; de ce fait, le gouvernement n'a pu assurer qu'en partie le service de la dette extérieure et accumulé des arriérés d'un montant de 58 millions de dollars EU. Il a dûment informé les créanciers de son incapacité temporaire d'assurer en totalité le service de la dette extérieure du pays et a réaffirmé sa volonté d'apurer tous ses arriérés dès que possible. L'AVD repose sur l'hypothèse que ces arriérés seront réglés en cinq versements échelonnés sur la période 2014–18.

III. ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

A. Dette extérieure

5. Selon les hypothèses du scénario de référence, tous les ratios de l'encours et du service de la dette extérieure restent au-dessous des seuils dépendant des politiques menées pendant toute la période de projection (graphique 1). La valeur actualisée (VA) de la dette extérieure devrait légèrement augmenter, passant de 24 % du PIB en 2011 à 25 % en 2032 (tableau 1a). Vu que la production des mines existantes baissera à partir de 2014 et que ce recul ne sera compensé qu'en partie par la croissance d'autres exportations, le ratio VA de la dette extérieure/exportations devrait grimper de 76 % en 2012 à 143 % en 2032, niveau inférieur au seuil de 150 % (graphique 1c). Les projections laissant attendre une hausse des recettes fiscales de 4 % du PIB pendant la période considérée, le ratio VA de la dette extérieure/recettes devrait tomber de 135 % en 2012 à 122 % en 2032, restant bien au-dessous du seuil de 250 % (graphique 1d, tableau 1a).

6. La viabilité de la dette extérieure du Mali est particulièrement sensible à un choc sur les exportations et à un durcissement des conditions financières, ce qui limite les possibilités d'emprunts non concessionnels. Dans un test paramétré où la *croissance* des exportations est temporairement freinée en 2013-14, ce qui a pour effet de réduire en permanence leur *niveau* de 25 %, le ratio VA de la dette/exportations dépasserait le seuil en 2024 et resterait élevé jusqu'à la fin de la période de projection (graphique 1c, tableau 1b, scénario B2). En cas de durcissement des conditions financières, le ratio VA de la dette/exportations dépasserait de beaucoup le seuil dans la seconde moitié de la période de projection et cela pendant longtemps (tableau 1b, scénario A2).

B. Dette publique

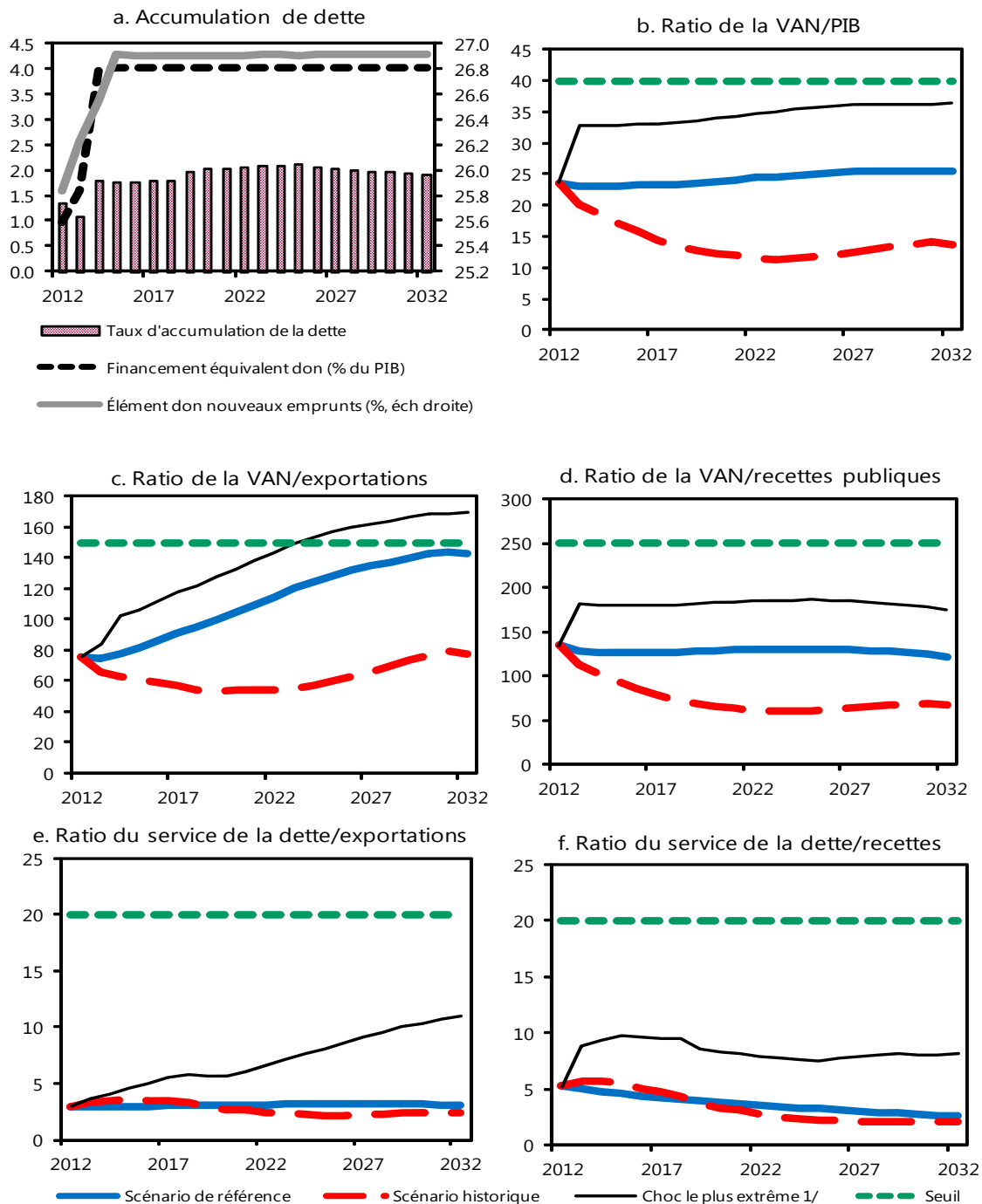
7. L'inclusion de la dette intérieure ne modifie pas l'évaluation de la viabilité de la dette du Mali. Étant donné le faible niveau de la dette intérieure du Mali et le non-recours à l'emprunt intérieur supposé dans le scénario de référence, l'analyse de viabilité de la dette publique correspond étroitement à celle de la dette extérieure (graphique 2 et tableau 2a). Le ratio VA de la dette/PIB baisse légèrement, se repliant de 29 % en 2012 à 27 % en 2032.

8. La viabilité de la dette publique totale du Mali est très sensible à un choc sur la croissance. En particulier, un recul permanent de la croissance du PIB à long terme de 5 % à 4,7 % porterait le ratio VA de la dette/PIB à 37 % en 2032 (graphique 2; tableau 2b, scénario A3).

IV. CLASSIFICATION DU RISQUE DE SURENDETTEMENT ET CONCLUSIONS

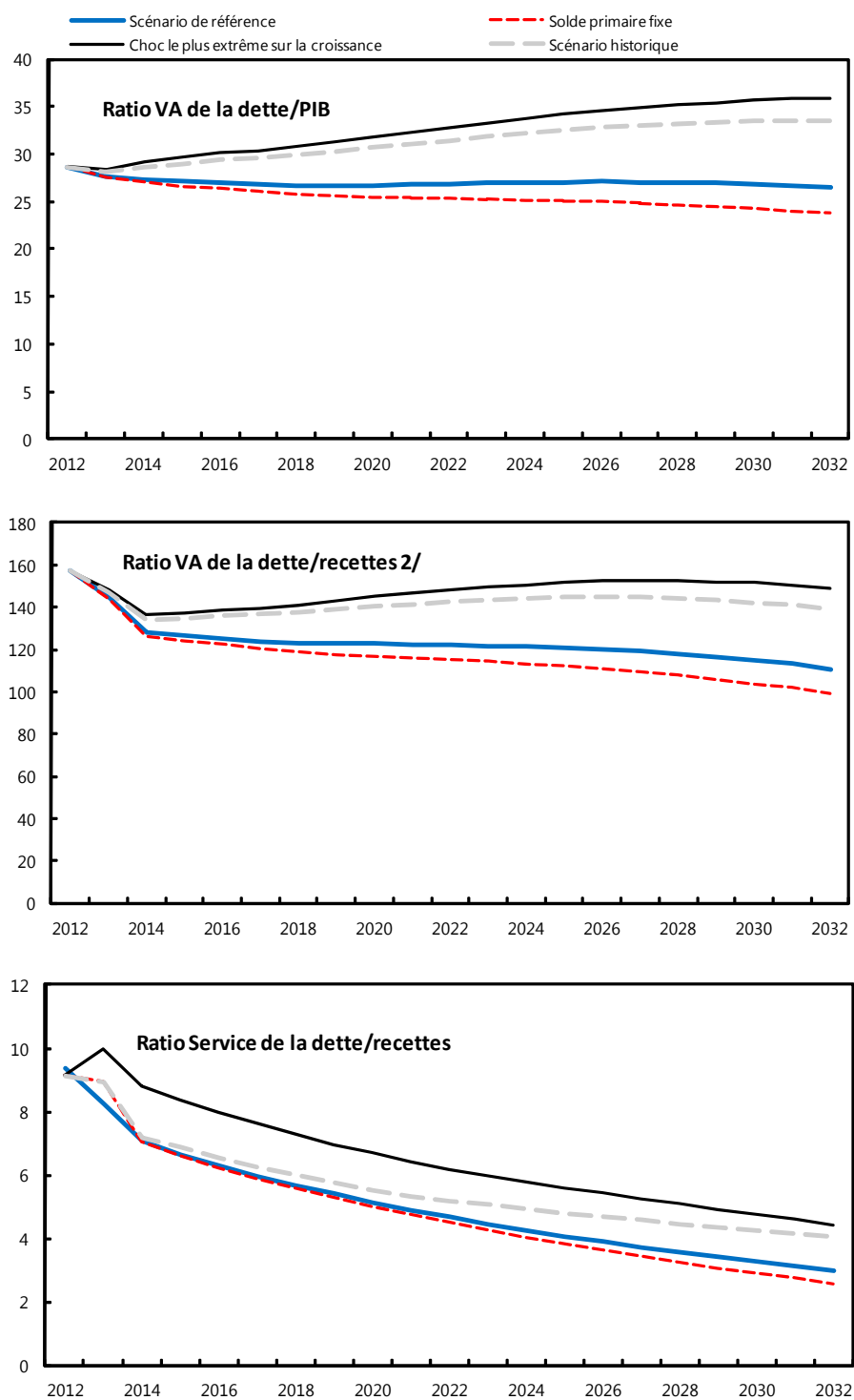
9. Il ressort de l'AVD que le risque de surendettement du Mali reste modéré d'après les indicateurs de la charge de la dette extérieure. Comme dans l'AVD de l'année dernière, aucun des seuils d'endettement n'a été dépassé pendant la période de projection dans le scénario de référence, et la viabilité de la dette reste particulièrement sensible à un choc sur les exportations et à un durcissement des conditions financières. Cependant, étant donné la baisse des exportations d'or prévue pour le moyen terme, les perspectives incertaines de diversification des exportations et la situation politique et sécuritaire actuelle, la viabilité de la dette du Mali doit continuer d'être suivie de près. Compte tenu des facteurs susmentionnés, il est recommandé au gouvernement de limiter les modes de financement extérieur de ses opérations aux dons et aux prêts concessionnels.

Graphique 1. Mali : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2012-2032 1/



Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services des deux institutions. Le test de résistance le plus extrême est celui qui donne le ratio le plus élevé en 2032. Dans le graphique b., il correspond à un choc de dépréciation ponctuelle, dans c., à un choc sur les exportations, dans d., à un choc de dépréciation ponctuelle, dans e., à un choc sur les conditions et dans le graphique f., à un choc de dépréciation ponctuelle.

Graphique 2. Mali : indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2012-2032 1/



Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services ces deux institutions.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui donne le ratio le plus élevé en 2022.

2/ Les recettes incluent les dons.

Tableau 1a. Mali : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2009-2032 1/
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Chiffres effectifs | | | Moyenne 6/ historique | Écart- type 6/ | Projections | | | | | | | | | |
|--|--------------------|-------------|-------------|--------------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|-------------|-------------|----------------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2012-2017 Moyenne | 2022 | 2032 | 2018-2032 Moyenne |
| Dette extérieure (nominale) 1/ | 22.6 | 24.3 | 28.1 | | | 29.9 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.5 | 29.6 | | 31.1 | 32.4 | |
| <i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i> | 22.6 | 24.3 | 28.1 | | | 29.9 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.5 | 29.6 | | 31.1 | 32.4 | |
| Variation de la dette extérieure | 1.8 | 1.7 | 3.8 | | | 1.7 | -0.9 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.1 | | 0.3 | -0.1 | |
| Flux générateurs d'endettement net identifiés | -4.9 | 5.6 | 2.0 | | | 3.1 | 1.9 | 1.5 | 1.6 | 1.6 | 2.0 | | 1.6 | 0.7 | |
| Déficit extérieur courant hors intérêts | 3.6 | 10.8 | 7.4 | 4.7 | 3.7 | 5.0 | 6.5 | 6.3 | 6.3 | 5.8 | 6.5 | | 5.2 | 4.4 | 4.7 |
| Déficit de la balance des biens et services | 7.6 | 13.9 | 10.0 | | | 4.9 | 6.0 | 7.6 | 7.7 | 7.8 | 8.6 | | 8.9 | 9.7 | |
| Exportations | 23.7 | 26.0 | 26.1 | | | 31.2 | 30.8 | 29.8 | 28.4 | 27.0 | 25.5 | | 21.3 | 17.7 | |
| Importations | 31.4 | 39.9 | 36.1 | | | 36.1 | 36.8 | 37.4 | 36.0 | 34.8 | 34.1 | | 30.1 | 27.5 | |
| Transferts courants nets (négatifs = entrées) | -5.4 | -5.7 | -4.3 | -4.9 | 0.6 | -4.8 | -3.8 | -4.2 | -3.9 | -3.7 | -3.6 | | -3.7 | -3.9 | -3.8 |
| <i>dont : officiels</i> | -1.9 | -2.1 | -1.3 | | | -1.6 | -0.8 | -1.4 | -1.2 | -1.2 | -1.2 | | -1.2 | -1.2 | |
| Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes) | 1.4 | 2.6 | 1.7 | | | 4.9 | 4.3 | 2.9 | 2.5 | 1.8 | 1.4 | | 0.1 | -1.4 | |
| IDE nets (négatifs = entrées) | -8.4 | -4.2 | -2.8 | -3.1 | 2.0 | -2.8 | -3.6 | -3.7 | -3.6 | -3.2 | -3.5 | | -2.6 | -2.6 | -2.8 |
| Dynamique endogène de la dette 2/ | -0.2 | -0.9 | -2.5 | | | 0.8 | -1.0 | -1.2 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | | -1.0 | -1.1 | |
| Contribution du taux d'intérêt nominal | 0.3 | 0.1 | 0.3 | | | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | | 0.4 | 0.4 | |
| Contribution de la croissance du PIB réel | -0.9 | -1.3 | -0.6 | | | 0.4 | -1.4 | -1.6 | -1.4 | -1.4 | -1.4 | | -1.4 | -1.5 | |
| Contribution des variations de prix et de taux de change | 0.4 | 0.2 | -2.2 | | | ... | ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | |
| Résiduel (3-4) 3/ | 6.8 | -3.9 | 1.8 | | | -1.3 | -2.8 | -1.4 | -1.4 | -1.3 | -1.9 | | -1.3 | -0.8 | |
| <i>dont : financement exceptionnel</i> | -0.3 | -0.2 | -0.3 | | | -0.2 | -0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | 0.0 | 0.0 | |
| VA de la dette extérieure 4/ | ... | ... | 21.6 | | | 23.6 | 23.0 | 23.0 | 23.1 | 23.2 | 23.3 | | 24.4 | 25.4 | |
| En pourcentage des exportations | ... | ... | 82.9 | | | 75.6 | 74.5 | 77.2 | 81.3 | 86.0 | 91.4 | | 114.6 | 143.2 | |
| VA de la dette extérieure CGE | ... | ... | 21.6 | | | 23.6 | 23.0 | 23.0 | 23.1 | 23.2 | 23.3 | | 24.4 | 25.4 | |
| En pourcentage des exportations | ... | ... | 82.9 | | | 75.6 | 74.5 | 77.2 | 81.3 | 86.0 | 91.4 | | 114.6 | 143.2 | |
| En pourcentage des recettes publiques | ... | ... | 125.6 | | | 134.7 | 127.2 | 126.4 | 126.1 | 126.3 | 126.2 | | 129.6 | 122.0 | |
| Ratio service de la dette/exportations (en pourcentage) | 1.2 | 2.2 | 3.8 | | | 3.0 | 3.0 | 2.9 | 2.9 | 3.0 | 3.1 | | 3.1 | 3.1 | |
| Ratio service de la dette CGE/exportations (en pourcentage) | 1.2 | 2.2 | 3.8 | | | 3.0 | 3.0 | 2.9 | 2.9 | 3.0 | 3.1 | | 3.1 | 3.1 | |
| Ratio service de la dette CGE/recettes (en pourcentage) | 1.7 | 3.3 | 5.7 | | | 5.3 | 5.1 | 4.8 | 4.6 | 4.4 | 4.2 | | 3.5 | 2.6 | |
| Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU) | -0.4 | 0.7 | 0.6 | | | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | | 0.7 | 1.0 | |
| Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement | 1.8 | 9.1 | 3.6 | | | 3.3 | 7.4 | 6.3 | 6.1 | 5.5 | 6.4 | | 4.9 | 4.5 | |
| Principales hypothèses macroéconomiques | | | | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage) | 4.5 | 5.8 | 2.7 | 4.8 | 1.6 | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 | 5.0 | 5.0 | 4.1 | 5.0 | 4.9 | 5.0 |
| Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage) | -2.0 | -0.7 | 10.0 | 8.6 | 8.2 | -3.7 | 0.3 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 2.4 | 0.7 | 2.4 | 1.7 | 2.4 |
| Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 5/ | 1.6 | 0.7 | 1.2 | 1.3 | 0.4 | 1.3 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 |
| Croissance des exportations de biens & services (\$EU, en %) | -16.8 | 15.0 | 13.4 | 13.6 | 15.8 | 13.3 | 3.9 | 4.1 | 2.2 | 1.8 | 1.3 | 4.4 | 3.8 | 7.0 | 4.9 |
| Croissance des importations de biens & services (\$EU, en %) | -25.3 | 33.6 | 2.1 | 14.8 | 21.8 | -5.1 | 7.2 | 9.5 | 3.4 | 3.2 | 5.4 | 3.9 | 5.0 | 9.5 | 5.9 |
| Élément de don des nouveaux emprunts du secteur public (en %) | ... | ... | ... | ... | ... | 25.8 | 26.2 | 26.5 | 26.9 | 26.9 | 26.9 | 26.6 | 26.9 | 26.9 | 26.9 |
| Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB) | 17.1 | 17.3 | 17.2 | | | 17.5 | 18.0 | 18.2 | 18.3 | 18.4 | 18.4 | | 18.8 | 20.8 | 19.4 |
| Flux d'aide (en milliards de dollars EU) | 0.8 | 0.6 | 0.8 | | | 0.2 | 0.3 | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 0.9 | | 1.3 | 2.6 | |
| <i>dont : dons</i> | 0.4 | 0.3 | 0.4 | | | 0.1 | 0.1 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | | 0.6 | 1.3 | |
| <i>dont : prêts concessionnels</i> | 0.4 | 0.3 | 0.3 | | | 0.1 | 0.2 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | | 0.6 | 1.3 | |
| Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 8/ | ... | ... | ... | | | 1.0 | 1.6 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 8/ | ... | ... | ... | | | 57.6 | 53.0 | 64.2 | 64.1 | 64.1 | 64.1 | | 64.1 | 64.1 | 64.1 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de dollars EU) | 9.0 | 9.4 | 10.7 | | | 10.1 | 10.6 | 11.5 | 12.3 | 13.1 | 14.1 | | 20.1 | 41.5 | |
| Croissance du PIB nominal en dollars EU | 2.4 | 5.0 | 13.0 | | | -5.1 | 5.1 | 7.8 | 7.2 | 6.9 | 7.5 | 4.9 | 7.5 | 6.8 | 7.5 |
| VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU) | ... | ... | 2.2 | | | 2.3 | 2.4 | 2.6 | 2.8 | 3.0 | 3.3 | | 4.9 | 10.6 | |
| (VAt - VAt-1/PIBt-1 (en pourcentage) | ... | ... | ... | | | 1.3 | 1.1 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.6 | 2.1 | 1.9 | 2.0 |
| Envois de fonds bruts des travailleurs (milliards de dollars EU) | 0.5 | 0.5 | 0.5 | | | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | | 0.8 | 1.7 | |
| VA de la dette extérieure CGE (en % du PIB + envois de fonds) | ... | ... | 20.7 | | | 22.5 | 22.0 | 22.0 | 22.1 | 22.3 | 22.4 | | 23.4 | 24.3 | |
| VA de la dette extérieure CGE (en % des exportations+envois de fonds) | ... | ... | 70.6 | | | 65.6 | 65.0 | 67.4 | 70.9 | 74.9 | 79.4 | | 96.5 | 115.7 | |
| Service de la dette extérieure CGE (en % des exportations+envois de fonds) | ... | ... | 3.2 | | | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.7 | | 2.6 | 2.5 | |

Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services des deux institutions.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - \rho(1+g)] / (1+g + \rho+g)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et ρ = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des actifs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Au niveau des projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par le stock de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts-types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

7/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

8/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

Tableau 1b. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2012-2032
(En pourcentage)

| | Projections | | | | | | | |
|--|-------------|------|------|------|------|------|------------|------|
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2022 | 2032 |
| Ratio VA de la dette/PIB | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 24 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 | 24 | 25 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/ | 24 | 20 | 19 | 17 | 16 | 15 | 11 | 14 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-32 2/ | 24 | 24 | 22 | 23 | 24 | 25 | 30 | 38 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-2014 | 24 | 23 | 24 | 24 | 24 | 24 | 25 | 27 |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 3/ | 24 | 24 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 |
| B3. Déflateur du PIB en \$EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 24 | 23 | 23 | 23 | 24 | 24 | 25 | 26 |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 4/ | 24 | 25 | 26 | 26 | 26 | 26 | 27 | 26 |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type | 24 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 23 | 25 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2013 5/ | 24 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 35 | 36 |
| Ratio VA de la dette/exportations | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 76 | 75 | 77 | 81 | 86 | 91 | 115 | 143 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/ | 76 | 66 | 63 | 60 | 59 | 57 | 54 | 78 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-32 2/ | 76 | 76 | 74 | 81 | 90 | 99 | 143 | 214 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-2014 | 76 | 74 | 77 | 81 | 86 | 91 | 114 | 144 |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 3/ | 76 | 84 | 102 | 107 | 112 | 118 | 144 | 169 |
| B3. Déflateur du PIB en \$EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 76 | 74 | 77 | 81 | 86 | 91 | 114 | 144 |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 4/ | 76 | 80 | 89 | 93 | 98 | 103 | 125 | 149 |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type | 76 | 73 | 75 | 79 | 83 | 88 | 111 | 140 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2013 5/ | 76 | 74 | 77 | 81 | 86 | 91 | 114 | 144 |
| Ratio VA de la dette/recettes | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 135 | 127 | 126 | 126 | 126 | 126 | 130 | 122 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/ | 135 | 112 | 102 | 94 | 86 | 79 | 61 | 66 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-32 2/ | 135 | 130 | 121 | 126 | 132 | 137 | 162 | 183 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-2014 | 135 | 129 | 131 | 131 | 131 | 131 | 135 | 128 |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 3/ | 135 | 135 | 148 | 146 | 146 | 145 | 144 | 128 |
| B3. Déflateur du PIB en \$EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 135 | 127 | 128 | 128 | 128 | 128 | 131 | 125 |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 4/ | 135 | 136 | 145 | 144 | 143 | 142 | 142 | 127 |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type | 135 | 123 | 121 | 121 | 121 | 121 | 124 | 118 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2013 5/ | 135 | 181 | 180 | 180 | 180 | 180 | 185 | 176 |

Tableau 1b. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2012-2032 (suite)
(En pourcentage)

| Ratio service de la dette/exportations | | | | | | | | |
|--|----|----|----|----|----|----|-----------|----|
| Scénario de référence | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/ | 3 | 3 | 3 | 4 | 3 | 3 | 2 | 2 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-32 2/ | 3 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 7 | 11 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-2014 | 3 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 7 |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 3/ | 3 | 4 | 5 | 5 | 5 | 6 | 6 | 8 |
| B3. Déflateur du PIB en \$EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 3 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 7 |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 4/ | 3 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 | 7 |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 7 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2013 5/ | 3 | 4 | 4 | 4 | 5 | 5 | 5 | 7 |
| Ratio service de la dette/recettes | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 5 | 5 | 5 | 5 | 4 | 4 | 4 | 3 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2012-2032 1/ | 5 | 6 | 6 | 6 | 5 | 5 | 3 | 2 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2012-32 2/ | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 8 | 7 | 9 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-2014 | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 3/ | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| B3. Déflateur du PIB en \$EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 4/ | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type | 5 | 6 | 6 | 7 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2013 5/ | 5 | 9 | 9 | 10 | 10 | 10 | 8 | 8 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | | |
| Élément de don supposé du financement résiduel (c-à-d en sus du scénario de référence) | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 |

Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services des deux institutions.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

2/ On suppose que le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est de 2 points de pourcentage supérieur à celui retenu dans le scénario de référence, et que la période de grâce et les échéances sont les mêmes que dans ce scénario.

3/ Par hypothèse, la valeur des exportations reste en permanence au niveau plus faible, mais le solde extérieur courant, en pourcentage du PIB, retourne à son niveau de référence après le choc (ce qui laisse implicitement supposer un ajustement compensatoire du niveau des importations).

4/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

5/ Par dépréciation, on entend une baisse en pourcentage du taux dollar/monnaie nationale qui ne dépasse jamais 100%.

6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (conditions moins favorables), où les conditions de tous les nouveaux financements sont celles qui sont précisées à la note 2.

Tableau 2a. Mali : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2009-2032

(En pourcentage, sauf indication contraire)

| | Chiffres effectifs | | | Moyenne | s/ | Écart-type | s/ | Estimation | | | | | Projections | | | | |
|---|--------------------|------|-------|---------|------|------------|----|------------|-------|-------|-------|-------|-------------|--------------------|-------|-------|--------------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | | | | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2012-17 Moyenne | 2022 | 2032 | 2018-32 Moyenne |
| Dette du secteur public 1/ | 24.7 | 28.7 | 32.9 | | | | | 34.9 | 33.7 | 33.4 | 33.2 | 33.2 | 33.1 | | 33.5 | 33.5 | |
| <i>dont : libellée en devises</i> | 22.6 | 24.3 | 28.1 | | | | | 29.9 | 29.0 | 29.0 | 29.2 | 29.5 | 29.6 | | 31.1 | 32.4 | |
| Variation de la dette du secteur public | 2.1 | 4.0 | 4.2 | | | | | 2.1 | -1.2 | -0.3 | -0.1 | 0.0 | -0.1 | | 0.1 | -0.2 | |
| Flux générateurs d'endettement identifiés | -4.4 | 1.7 | 0.5 | | | | | 1.7 | -0.6 | -0.8 | -0.6 | -0.5 | -0.7 | | -0.7 | -0.8 | |
| Déficit primaire | 3.9 | 2.3 | 3.1 | 2.4 | 0.9 | | | 1.5 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | 1.8 | 1.8 | 1.7 | 1.8 | 1.8 | 1.8 |
| Recettes et dons | 21.7 | 20.1 | 21.1 | | | | | 18.2 | 19.1 | 21.4 | 21.5 | 21.6 | 21.6 | | 22.0 | 24.0 | |
| <i>dont : dons</i> | 4.6 | 2.9 | 3.9 | | | | | 0.7 | 1.1 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | | 3.2 | 3.2 | |
| Dépenses primaires (hors intérêts) | 25.6 | 22.4 | 24.2 | | | | | 19.7 | 20.8 | 23.1 | 23.2 | 23.3 | 23.4 | | 23.8 | 25.8 | |
| Dynamique automatique de la dette | -2.6 | 0.1 | -1.5 | | | | | 1.0 | -1.7 | -1.9 | -1.7 | -1.6 | -1.8 | | -1.8 | -2.0 | |
| Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance | -0.8 | -1.3 | -0.7 | | | | | 0.4 | -1.5 | -1.8 | -1.7 | -2.4 | -1.7 | | -1.7 | -1.3 | |
| <i>dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen</i> | 0.1 | 0.0 | 0.1 | | | | | -0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | -0.8 | -0.1 | | -0.1 | 0.2 | |
| <i>dont : contribution de la croissance du PIB réel</i> | -1.0 | -1.4 | -0.8 | | | | | 0.5 | -1.6 | -1.9 | -1.7 | -1.6 | -1.6 | | -1.6 | -1.6 | |
| Contribution de la dépréciation du taux de change réel | -1.8 | 1.5 | -0.8 | | | | | 0.6 | -0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.7 | -0.1 | | ... | ... | |
| Autres flux générateurs d'endettement identifiés | -5.6 | -0.7 | -1.1 | | | | | -0.9 | -0.6 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | | -0.7 | -0.7 | |
| Produit des privatisations (néгатif) | -4.3 | 0.0 | 0.0 | | | | | -0.6 | -0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | 0.0 | 0.0 | |
| Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | 0.0 | 0.0 | |
| Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres) | -1.4 | -0.7 | -1.1 | | | | | -0.2 | -0.2 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | | -0.7 | -0.7 | |
| Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | 0.0 | 0.0 | |
| Résiduel, y compris variations des actifs | 6.5 | 2.3 | 3.7 | | | | | 0.4 | -0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | | 0.8 | 0.7 | |
| Autres indicateurs de viabilité | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| VA de la dette du secteur public | ... | ... | 26.4 | | | | | 28.6 | 27.7 | 27.3 | 27.1 | 27.0 | 26.8 | | 26.8 | 26.6 | |
| <i>dont : libellée en devises</i> | ... | ... | 21.6 | | | | | 23.6 | 23.0 | 23.0 | 23.1 | 23.2 | 23.3 | | 24.4 | 25.4 | |
| <i>dont : extérieure</i> | ... | ... | 21.6 | | | | | 23.6 | 23.0 | 23.0 | 23.1 | 23.2 | 23.3 | | 24.4 | 25.4 | |
| VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du sect public) | ... | ... | ... | | | | | ... | ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | |
| Besoin de financement brut 2/ | 4.8 | 4.2 | 6.2 | | | | | 5.5 | 5.4 | 5.2 | 5.0 | 4.8 | 4.6 | | 3.9 | 3.1 | |
| Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (en %) | ... | ... | 125.0 | | | | | 157.2 | 144.6 | 127.9 | 126.2 | 125.2 | 123.9 | | 122.0 | 110.8 | |
| Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (en %) | ... | ... | 153.0 | | | | | 163.6 | 153.3 | 150.3 | 148.2 | 146.8 | 145.2 | | 142.7 | 127.7 | |
| <i>dont : extérieure 3/</i> | ... | ... | 125.6 | | | | | 134.7 | 127.2 | 126.4 | 126.1 | 126.3 | 126.2 | | 129.6 | 122.0 | |
| Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 4/ | 1.7 | 6.3 | 9.8 | | | | | 9.4 | 8.3 | 7.1 | 6.7 | 6.3 | 6.0 | | 4.7 | 3.0 | |
| Ratio service de la dette/recettes (en %) 4/ | 2.2 | 7.3 | 12.0 | | | | | 9.8 | 8.7 | 8.3 | 7.8 | 7.4 | 7.0 | | 5.5 | 3.4 | |
| Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB | 1.8 | -1.7 | -1.1 | | | | | -0.5 | 3.0 | 2.0 | 1.9 | 1.7 | 1.9 | | 1.7 | 2.0 | |
| Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage) | 4.5 | 5.8 | 2.7 | 4.8 | 1.6 | | | -1.5 | 4.8 | 5.8 | 5.3 | 5.0 | 5.0 | 4.1 | 5.0 | 4.9 | 5.0 |
| Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage) | 1.6 | 0.7 | 1.2 | 1.3 | 0.4 | | | 1.3 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 |
| Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage) | 0.9 | 2.5 | 1.7 | 0.2 | 3.1 | | | -1.6 | 3.2 | 1.5 | 1.5 | 1.5 | 1.3 | 1.2 | 1.3 | 1.0 | 1.3 |
| Dépréciation du taux de change réel (en %, + indique une dépréciation) | -9.1 | 6.9 | -3.2 | -4.8 | 9.2 | | | 2.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage) | 3.6 | 4.2 | 4.9 | 3.7 | 3.1 | | | 5.9 | 2.7 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | 2.4 | 2.9 | 2.4 | 2.7 | 2.4 |
| Croissance des dépenses primaires réelles (corrignée du déflateur du PIB, en %) | 28.3 | -7.3 | 10.9 | 7.1 | 11.3 | | | -19.6 | 10.7 | 17.2 | 5.9 | 5.5 | 5.2 | 4.2 | 5.5 | 6.4 | 5.7 |
| Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage) | ... | ... | ... | ... | ... | | | 25.8 | 26.2 | 26.5 | 26.9 | 26.9 | 26.9 | 26.6 | 26.9 | 26.9 | ... |

Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services des deux institutions.

1/ [Préciser le champ couvert par le secteur public (par ex., administrations publiques ou secteur public non financier) et indiquer s'il s'agit de la dette nette ou brute.]

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Les recettes excluent les dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

5/ Les moyennes historiques et écarts-types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

Tableau 2b. Mali : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2012-2032

| | Projections | | | | | | | |
|--|-------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2022 | 2032 |
| Ratio VA de la dette/PIB | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 29 | 28 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique | 29 | 28 | 29 | 29 | 29 | 30 | 31 | 33 |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2012 | 29 | 28 | 27 | 27 | 26 | 26 | 25 | 24 |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/ | 29 | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 | 30 | 37 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 29 | 28 | 29 | 30 | 30 | 30 | 33 | 36 |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 29 | 29 | 30 | 29 | 29 | 29 | 29 | 28 |
| B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type | 29 | 29 | 30 | 30 | 30 | 30 | 31 | 33 |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2013 | 29 | 37 | 36 | 35 | 35 | 34 | 31 | 28 |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2013 | 29 | 36 | 35 | 34 | 34 | 34 | 32 | 30 |
| Ratio VA de la dette/recettes 2/ | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 157 | 145 | 128 | 126 | 125 | 124 | 122 | 111 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique | 157 | 147 | 134 | 135 | 136 | 137 | 142 | 139 |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2012 | 157 | 144 | 126 | 124 | 122 | 120 | 115 | 99 |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/ | 157 | 145 | 129 | 129 | 129 | 129 | 137 | 153 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 157 | 148 | 136 | 137 | 139 | 140 | 148 | 149 |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 157 | 151 | 139 | 137 | 136 | 134 | 130 | 115 |
| B3. Combinaison de B1-B2 avec chocs d'un demi-écart type | 157 | 150 | 139 | 138 | 139 | 139 | 142 | 137 |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2013 | 157 | 195 | 169 | 164 | 160 | 156 | 143 | 119 |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2013 | 157 | 187 | 164 | 161 | 158 | 155 | 146 | 124 |
| Ratio service de la dette/recettes 2/ | | | | | | | | |
| Scénario de référence | 9 | 8 | 7 | 7 | 6 | 6 | 5 | 3 |
| A. Autres scénarios | | | | | | | | |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique | 9 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 | 4 |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2012 | 9 | 9 | 7 | 7 | 6 | 6 | 5 | 3 |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/ | 9 | 9 | 7 | 7 | 6 | 6 | 5 | 4 |
| B. Tests paramétrés | | | | | | | | |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 9 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 | 4 |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2013-14 | 9 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 | 3 |
| B3. Combinaison de B1-B2 avec chocs d'un demi-écart type | 9 | 9 | 7 | 7 | 7 | 6 | 5 | 4 |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2013 | 9 | 10 | 9 | 8 | 8 | 8 | 6 | 4 |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2013 | 9 | 9 | 8 | 8 | 7 | 7 | 6 | 4 |
| Sources : autorités maliennes, et estimations et projections des services des deux institutions. | | | | | | | | |
| 1/ Suppose que la croissance du PIB réel est à son niveau de référence moins un écart-type, divisé par la racine carrée de la durée de la période de projection. | | | | | | | | |
| 2/ Les recettes incluent les dons. | | | | | | | | |



MALI

18 janvier 2013

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2012 AU TITRE DE L'ARTICLE IV, UNE DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET L'ANNULATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT — ANNEXE D'INFORMATION

Préparé par

Services du Fonds monétaire international en consultation
avec la Banque mondiale

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------------------------|----|
| RELATIONS AVEC LE FMI | 2 |
| EXÉCUTION DU PLAN D'ACTION CONJOINT | 9 |
| QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE | 11 |

RELATIONS AVEC LE FMI

(Au 30 novembre 2012)

I. Statut : date d'admission : 27 septembre 1963

Article VIII

| II. Compte des ressources générales | Millions de DTS | % de la quote-part |
|---|------------------------|---------------------------|
| <u>Quote-part</u> | 93,30 | 100,00 |
| <u>Avoirs du FMI en monnaie nationale</u> (taux de change) | 83,30 | 89,28 |
| <u>Position de réserve au FMI</u> | 10,00 | 10,72 |

| III. Département des DTS | Millions de DTS | % de l'allocation |
|------------------------------------|------------------------|--------------------------|
| <u>Allocation cumulative nette</u> | 89,36 | 100,00 |
| <u>Avoirs</u> | 73,38 | 82,11 |

| IV. Encours des achats et prêts | Millions de DTS | % de la quote-part |
|--|------------------------|---------------------------|
| Accords FEC | 65,13 | 69,80 |

V. Accords financiers les plus récents

| Type | Date <u>d'approbation</u> | Date <u>d'expiration</u> | Montant approuvé (Millions de DTS) | Montant tiré (Millions de DTS) |
|-------------------|------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|
| FEC | 27 déc. 2011 | 26 déc. 2014 | 30,00 | 6,00 |
| FEC ^{1/} | 28 mai 2008 | 22 déc. 2011 | 52,99 | 52,99 |
| FEC ^{1/} | 23 juin 2004 | 30 nov. 2007 | 9,33 | 9,33 |

^{1/} Anciennement FRPC.

VI. Projection des obligations financières envers le FMI ²

(Millions de DTS; sur la base de l'utilisation présente des ressources et des avoirs actuels en DTS)

| | <u>À échoir</u> | | | | |
|----------------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | <u>2012</u> | <u>2013</u> | <u>2014</u> | <u>2015</u> | <u>2016</u> |
| Principal | | 2,90 | 5,20 | 5,67 | 8,17 |
| Commissions/intérêts | | <u>0,02</u> | <u>0,16</u> | <u>0,15</u> | <u>0,14</u> |
| Total | | 2,91 | 5,36 | 5,82 | 8,30 |

² Lorsqu'un pays membre a des arriérés au titre d'obligations financières de plus de trois mois, le montant de ces arriérés est indiqué dans la présente section.

VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE

| | Cadre <u>original</u> | Cadre <u>renforcé</u> | <u>Total</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------|
| I. Engagement de l'aide au titre de l'initiative PPTE | | | |

| | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|
| Date d'arrivée au point de décision | sept. 1998 | sept. 2000 | |
| Aide engagée par l'ensemble des créanciers (millions de dollars EU) ¹ | 121,00 | 417,00 | |
| dont : FMI (millions de dollars EU) | 14,00 | 45,21 | |
| (équivalent en millions de DTS) | 10,80 | 34,74 | |
| Date d'arrivée au point d'achèvement | sept. 2000 | mars 2003 | |
| II. Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS) | | | |
| Aide décaissée au pays membre | 10,80 | 34,74 | 45,54 |
| Assistance intérimaire | -- | 9,08 | 9,08 |
| Solde au point d'achèvement | 10,80 | 25,66 | 36,46 |
| Décaissement additionnel de revenus d'intérêts ² | -- | 3,73 | 3,73 |
| Total des décaissements | 10,80 | 38,47 | 49,27 |

¹ L'aide engagée dans le cadre de l'initiative initiale est exprimée en valeur actualisée nette (VAN) au point d'achèvement, et l'aide engagée dans le cadre de l'initiative renforcée, en VAN au point de décision. De ce fait, ces deux montants ne peuvent pas être additionnés.

² En vertu du cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement; il correspond aux revenus d'intérêts réalisés sur le montant engagé au point de décision mais non encore décaissé durant la période intérimaire.

VIII. Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

| | |
|---|-------|
| I. Dette admissible à l'IADM (millions de DTS) ¹ | 75,07 |
| Financement par le compte de fiducie de l'IADM | 62,44 |
| Reliquat des ressources de l'initiative PPTE | 12,63 |

II. Allégement de dette par mécanisme (millions de DTS)

| <u>Date de décaissement</u> | <u>Dette admissible</u> | | <u>Total</u> |
|-----------------------------|-------------------------|-------------|--------------|
| | <u>CRG</u> | <u>FRPC</u> | |
| Janvier 2006 | s.o. | 75,07 | 75,07 |

^{1/} L'IADM fournit aux pays membres admis à en bénéficier un allégement intégral de leur dette. L'aide sous forme de dons provenant du compte de fiducie de l'IADM et les ressources de l'initiative PPTTE assurent un allégement portant sur le stock intégral de la dette envers le FMI à fin 2004 qui reste exigible à la date où le membre est admis à en bénéficier.

IX. Allégement de la dette après une catastrophe (ADAC) : sans objet

Point de décision : point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'initiative PPTTE et décident du montant d'aide à engager.

Aide intérimaire : montant décaissé en faveur d'un pays entre le point de décision et le point d'achèvement. Cette assistance peut atteindre 20 % du montant annuel et 60 % du montant total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

Point d'achèvement : point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire point d'achèvement flottant).

X. Évaluation des sauvegardes

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est une banque centrale commune des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA). La dernière évaluation en date des sauvegardes de la BCEAO a été achevée le 1^{er} mars 2010. La mise à jour de 2010 fait apparaître que la BCEAO a toujours des contrôles en place au niveau opérationnel. Cependant, il y a lieu de renforcer le cadre global de la gouvernance par la création d'un comité d'audit pour assurer l'exercice par le Conseil d'administration de la surveillance voulue sur les structures de contrôle, notamment les mécanismes d'audit et les états financiers. L'achèvement de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO au début de 2010 devrait aider à corriger la situation. Les efforts entrepris pour mettre totalement en œuvre le cadre de communication d'informations reposant sur les normes internationales d'information financière (IFRS) devraient aussi être poursuivis.

XI. Régime de change

Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le régime de change, commun à tous les pays membres de l'Union, n'impose pas de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes. La monnaie commune, le franc CFA, a été rattachée au franc français au taux de 0,02 franc français pour 1 franc CFA de 1948 au début de 1994. Le 12 janvier 1994, le franc CFA a été dévalué et la nouvelle parité fixée à 0,01 franc français pour 1 franc CFA. Depuis le 1^{er} janvier 1999, le franc CFA est rattaché à l'euro au taux de 1 euro pour 655,96 francs CFA.

Le 1^{er} juin 1996, le Mali et les autres membres de l'UEMOA ont accepté les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4, des Statuts du FMI. Le régime de change du Mali n'impose pas de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes. Le Mali n'applique aucune pratique de taux de change multiples.

Du fait qu'il partage avec les autres membres de l'UEMOA une politique commerciale commune, le Mali a transféré les décisions essentielles en la matière au niveau sous-régional. Le tarif extérieur commun (TEC) a été adopté en janvier 2000. Le Mali applique le barème tarifaire de l'Union et a effectivement procédé au démantèlement des droits internes. Dans le cadre de la réforme tarifaire de l'UEMOA, le taux du droit de douane simple moyen a été ramené de 22 % à 15 % entre 1997 et 2003; le taux maximum est actuellement de 20 %. Les importations au Mali ne sont soumises à aucune restriction quantitative.

Les exportations maliennes vers l'Union européenne jouissent en général d'un traitement préférentiel non réciproque sous forme d'exemption de droits d'entrée en vertu de l'initiative «Tout sauf les armes». Les produits maliens bénéficient d'un régime d'accès préférentiel non réciproque aux marchés des pays développés autres que l'Union européenne en vertu du Système généralisé de préférences. Le Mali est aussi admissible aux avantages de l'African Growth and Opportunity Act des États-Unis. Le Mali n'impose aucune restriction légale aux exportations.

XII. Consultations au titre de l'article IV

Les consultations avec le Mali au titre de l'article IV se tiennent conformément aux dispositions de la décision sur les cycles de consultation (Décision No. 14747-(10/96) (9/28/2010)). Le Conseil d'administration a conclu les dernières consultations en date au titre de l'article IV (EBS/10/132) le 16 juillet 2010.

XIII. Assistance technique

| Département | Type d'assistance | Date de prestation | Objet |
|--------------------|--------------------------|---------------------------------|---|
| FAD | Expert | fév. 2012 | Administration fiscale |
| FAD | Expert | janv. 2012 | Administration fiscale |
| FAD | Expert | déc. 2011 | Gestion des finances publiques |
| FAD | Expert | nov. 2011 | Administration fiscale |
| FAD | Expert | fév., avril, juin sept. 2011 | Gestion du Trésor |
| FAD | Expert | juil. 2011 | Administration fiscale |
| AFRITAC | Expert | mai 2011 | Comptes nationaux |
| AFRITAC | Expert | mai 2011 | Statistiques de finances publiques |
| FAD | Expert | mai 2011 | Réforme fiscale |
| AFRITAC | Expert | janv. 2011 | Comptes nationaux |
| FAD | Expert | sept. 2010 | Simplification du système fiscal |
| FAD | Expert | juin 2010 | Gestion du Trésor |
| MCM | Services du FMI | avril 2010 | Gestion de la dette publique |
| FAD | Expert | avril 2010 | Administration fiscale |
| FAD | Expert | mars 2010 | Administration des dépenses |
| FAD | Expert | juin 2009 | Administration fiscale |
| FAD | Expert | nov. 2008 | Aider à créer une unité pour les contribuables moyens |
| FAD | Expert | oct. 2008 | Aider à l'informatisation du Trésor |

Assistance technique (suite)

| Département | Type d'assistance | Date de prestation | Objet |
|--------------------|----------------------------|---------------------------|--|
| AFRITAC | Expert | sept. 2008 | Préparer les données-sources pour les comptes nationaux de 2006 |
| AFRITAC | Expert | juin 2008 | Améliorer les statistiques du secteur réel du Mali |
| FAD | Services du FMI | avril 2008 | Renforcer les comptes de l'État |
| FAD | Expert | mars 2008 | Créer une unité pour les contribuables moyens |
| FAD | Services du FMI | fév. 2008 | Administration douanière |
| AFRITAC | Expert IMC | nov. 2007 | Contrôle des institutions de microfinance. |
| AFRITAC | Expert douanier | nov. 2007 | Procédures de contrôle douanier et moyens d'accélérer les formalités de douane |
| AFRITAC | Conseiller en statistiques | nov. 2007 | Aider à assurer l'homogénéité des données des comptes nationaux et vérifier les comptes nationaux |
| AFRITAC | Conseiller en IMC | sept. 2007 | Contrôle des établissements de microfinance |
| FAD/ AFRITAC | Services du FMI | sept. 2007 | Modernisation de l'administration fiscale et stratégie pour l'étape suivante des réformes, en insistant sur les mesures prioritaires destinées à améliorer les résultats du département fiscal |

Assistance technique (suite et fin)

| Département | Type d'assistance | Date de prestation | Objet |
|--------------------|-----------------------------------|---------------------------|---|
| STA AFRITAC | Services du FMI | juil. 2007 | Utilisation du cadre du MSFP 2001 pour l'analyse de la politique budgétaire |
| AFRITAC | Conseiller en statistiques | mars 2007 | Statistiques sur l'or |
| AFRITAC | Conseiller en gestion de la dette | mars 2007 | Informatisation de la dette extérieure (suivi de la mission de 2006) |

EXÉCUTION DU PLAN D'ACTION CONJOINT

| Titre | Produits | Calendrier provisoire des missions | Date provisoire de prestation |
|---|---|---|--|
| A. Information réciproque sur les programmes de travail pertinents | | | |
| Programme de travail de la Banque mondiale | Projet d'urgence dans le secteur de la protection sociale | 20–26 octobre et 7–14 décembre 2012 | 28 mars 2013 |
| | Projet d'aide d'urgence dans le secteur de l'éducation | août — novembre 2012 | mi-décembre 2012 |
| | Projet santé reproductive | 18 octobre — 2 novembre 2012 | février 2013 |
| | Revue des dépenses publiques : dépenses militaires et de sécurité | 22 novembre — 13 décembre 2012, février 2013 | 30 mai 2013 |
| | Note d'orientation sur les effets de la crise sur les secteurs sociaux | octobre 2012; février 2013 | juin 2013 |
| | Opération éventuelle politiques de développement | | 30 mai 2013 |
| Programme de travail du FMI | Consultations au titre de l'article IV/éventuellement, décaissement facilité de crédit rapide | 1 ^{er} – 14 novembre 2012 | 28 janvier 2013 |
| | Éventuellement, décaissement facilité de crédit rapide | mars 2013 | mai 2013 |
| | Éventuellement, décaissement facilité de crédit rapide | septembre 2013 | décembre 2013 |
| B. Demandes de contributions au programme de travail | | | |
| Demande du FMI à la Banque mondiale | Commentaire sur la composition du budget 2013 et les liens entre les crédits budgétaires et le CSCR | 1 ^{er} – 14 novembre 2012 | 28 janvier 2013 |
| | Implications budgétaires des évolutions et des réformes dans les domaines suivants : filet de sécurité, électricité et secteur agricole | 1 ^{er} – 14 novembre 2012 mars 2013 | 28 janvier 2013 mai 2013 |
| Demande de la Banque mondiale au FMI | Information sur l'évolution macroéconomique récente, les projections et analyse macroéconomiques pour 2013 et le moyen terme | 1 ^{er} – 14 novembre 2012 mars 2013 septembre 2013 | 28 janvier 2013 mai 2013 décembre 2013 |
| C. Accord sur les produits conjoints | | | |
| Programme de travail conjoint | Analyse conjointe Banque mondiale-FMI de la viabilité de la dette | 1 ^{er} – 14 novembre 2012 | 28 janvier 2013 |
| | Note consultative conjointe Banque mondiale-FMI sur le CSCR III | mars 2013 | juin 2013 |

QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

Appendice sur les questions d'ordre statistique

(Au 30 novembre 2012)

Si elles sont globalement suffisantes pour assurer la surveillance, les données communiquées par les autorités présentent certaines lacunes. Le Mali participe depuis septembre 2001 au système général de diffusion des données (SGDD) et a progressé dans la mise en œuvre de ses programmes d'amélioration à court et à moyen terme. Les métadonnées sont affichées sur le tableau d'affichage des normes de diffusion des données (TAND) depuis juin 2003.

Secteur réel

Les comptes économiques du Mali sont préparés par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) en conformité avec le Système de comptabilité nationale 1968 (SCN 1968) et adaptés à certaines caractéristiques propres à ce pays. Ils sont établis sur une base annuelle. Cependant, les données concernant la comptabilité nationale présentent des faiblesses en termes d'exactitude, de couverture et de délais de production, qui tiennent essentiellement à l'insuffisance des données-sources, ainsi qu'au manque de crédits et de personnel technique de la DNSI. La mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) se poursuit avec le concours de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de l'AFRITAC-Ouest. Les données établies pour 2006, nouvelle année de base, sont maintenant prêtes et celles pour 2007 presque achevées.

Depuis le début de 1998, la DNSI compile et publie, en concertation avec d'autres membres de l'UEMOA un indice mensuel harmonisé des prix à la consommation (IPC) pour Bamako.

Statistiques de finances publiques

Dans le cadre du processus d'intégration économique des pays membres de l'UEMOA, le Mali a nettement progressé dans la mise en conformité de ses données budgétaires avec le cadre commun établi avec l'assistance technique du FMI (le tableau harmonisé des opérations financières de l'État - TOFE). De nouveaux efforts s'imposent toutefois pour abrégier les délais de diffusion du TOFE et en élargir la couverture. Des progrès sont constatés dans les travaux menés avec le concours du Département des statistiques, d'AFRITAC Ouest et d'AFRISTAT en vue d'étendre la couverture du TOFE aux organismes publics et aux administrations locales et de renforcer celle des postes de financement intérieur. Les rapports trimestriels sur l'exécution du budget sont affichés en temps voulu sur le site du Ministère des finances.

En juillet 2007, une mission de SFP s'est rendue à Bamako pour faire avancer la mise en œuvre du Manuel de statistiques de finances publiques de 2001. Une page pour le Mali a par la suite été insérée dans la version de 2007 de l'Annuaire de SFP. À ce jour, les autorités ont fourni six

années de données annuelles de SFP et se préparent à communiquer au Département des statistiques du FMI des données trimestrielles en vue de leur publication dans l'Annuaire de SFP. En janvier 2008, le Ministre des finances a engagé par décret l'État à établir une base de données qui facilitera l'analyse du secteur public selon une démarche bilancielle ; celle-ci débutera, entre autres, par un inventaire et une évaluation de la valeur marchande des actifs non financiers du Mali. En juillet 2008, les services du Département des statistiques et d'AFRITAC Ouest ont effectué une courte mission de suivi à Bamako et ont reçu un jeu complet de données portant sur les deux agences de sécurité sociale.

Les statistiques de la dette publique sont préparées et supervisées par deux organismes distincts : la Direction nationale de la dette publique (DNDD) pour celles de la dette extérieure et la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique pour celles de la dette intérieure. La DNDD est équipée du logiciel de comptabilité CS-DRMS. Les données et projections de la dette sont en général de bonne qualité, mais la présentation des données et la couverture de l'allègement de la dette (multilatérale et bilatérale) pourraient être améliorées. Une Évaluation des résultats de la gestion de la dette (DEMPA) a été menée à bien en 2009 et les autorités renforcent actuellement les données sur la dette conformément aux recommandations du rapport rédigé à l'issue de cette évaluation.

Données monétaires

Statistiques monétaires et financières

Les statistiques monétaires et financières, établies et diffusées par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), sont en général adéquates et leur couverture institutionnelle est exhaustive. Conformément aux recommandations du SGDD, la BCEAO procède à la diffusion des données monétaires mensuelles dans un délai de quatre à six semaines. Elle ne les affiche sur son site internet que beaucoup plus tard. Leur exactitude est quelque peu compromise par l'utilisation des coefficients de tri de 1990 pour estimer les montants de billets circulant entre les pays de la BCEAO, lesquels servent à leur tour à estimer la circulation fiduciaire et à ajuster les avoirs extérieurs nets de chaque pays membre. Les formulaires types de communication des données (conformes au Manuel de statistiques monétaires et financières — MSMF) ne sont toujours pas utilisés régulièrement pour communiquer les données monétaires au FMI.

Balance des paiements

En décembre 1998, une législation de portée régionale adoptée par les pays membres de l'UEMOA a officiellement assigné à la BCEAO la responsabilité de compiler et de diffuser les statistiques de balance des paiements. L'agence nationale de la BCEAO arrête définitivement les données vers la mi-novembre de l'année suivante et les publie immédiatement sous forme de brochure, bien qu'elles ne soient pas suffisamment robustes.

En général, les statistiques du secteur extérieur du Mali présentent de graves déficiences. Les notions et définitions utilisées pour compiler les statistiques de balance des paiements sont dans l'ensemble conformes aux principes énoncés dans la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (BPM5). L'adoption de la méthodologie du MBP6 ne sera requise qu'à partir de 2013/14, sauf pour la comptabilisation des allocations de DTS sous forme d'engagements de dette. En outre, les métadonnées de la balance des paiements du Mali devraient être mises à jour.

Pour réconcilier les données commerciales au sein de l'UEMOA, la BCEAO a créé une cellule subrégionale chargée d'harmoniser les statistiques bilatérales des États membres de façon à en éliminer les asymétries avant de les consolider aux fins de la préparation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA. Les données nationales sont le cas échéant corrigées rétroactivement et se trouvent ainsi améliorées.

Les statistiques de balance des paiements restent fragiles dans un certain nombre de domaines essentiels, de même que les données sur les envois de fonds, l'investissement direct étranger et les flux de portefeuille. L'aide projets est actuellement classée parmi les transferts courants et non dans le compte de capital, de sorte que plusieurs vastes projets en nature ne sont pas saisis adéquatement dans les données de balance des paiements.

Des données sur la position extérieure globale sont publiées dans SFI et le BOPSY jusqu'en 2007. Une enquête de DFI sur les flux de capitaux privés étrangers, appelée « PRC CPE », est en cours dans tous les pays de la zone franc. Cependant, les comptes financiers ne couvrent pas convenablement les avoirs extérieurs du secteur privé non bancaire, car le recensement des avoirs extérieurs des résidents reste très partiel et on ne fait appel à aucune source de données de rechange (par exemple, les statistiques de la BRI).

La mission de statistiques plurisectorielles qui s'est rendue au Mali en avril-mai 2003 a conclu que le système de compilation de la balance des paiements est en général fiable ; elle a encouragé les autorités à y intégrer les sources bancaires et à publier la balance des paiements dans les délais recommandés par le SGDD. La première de ces recommandations n'est toujours pas mise en œuvre. Les statistiques annuelles de balance des paiements sont régulièrement communiquées, mais avec un certain retard, au Département des statistiques.

Statistiques concernant la pauvreté

La mise à jour annuelle de la SRP définit un ensemble stratégique d'indicateurs de pauvreté qui permettent de suivre la mise en œuvre de la stratégie.

Mali — Indicateurs nécessaires à la surveillance

(Au 30 novembre 2012)

| | Date de la dernière observation | Date de réception | Fréquence des données | Fréquence de communication des données | Fréquence de publication |
|---|---------------------------------|-------------------|-----------------------|--|--------------------------|
| Taux de change | Actuel | Actuel | Q | M | M |
| Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires ¹ | octobre 2012 | octobre 2012 | M | M | M |
| Monnaie centrale | octobre 2012 | octobre 2012 | M | M | M |
| Monnaie au sens large | octobre 2012 | octobre 2012 | M | M | M |
| Bilan de la banque centrale | octobre 2012 | octobre 2012 | M | M | M |
| Bilan consolidé du système bancaire | octobre 2012 | octobre 2012 | M | M | M |
| Taux d'intérêt ² | Actuel | Actuel | I | H | M |
| Indice des prix à la consommation | octobre 2012 | novembre 2012 | M | M | M |
| Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – administrations publiques ⁴ | Sans objet | Sans objet | | | |
| Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administration centrale | octobre 2012 | novembre 2012 | M | T | A |
| Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale ⁵ | 2011 | février 2012 | M | I | A |
| Solde des transactions courantes extérieures | 2011 | mars 2012 | A | A | A |
| Exportations et importations de biens et de services | 2011 | mars 2012 | A | A | A |
| PIB/PNB | 2011 | mars 2012 | A | A | S |
| Dette extérieure brute | 2011 | mars 2012 | A | A | A |
| Position extérieure globale ⁶ | 2010 | avril 2012 | A | A | A |

¹ Inclut les avoirs de réserves donnés en garantie ou autrement grevés, ainsi que les positions nettes sur dérivés.

² Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire, les taux des bons, obligations et autres titres d'emprunt du Trésor.

³ Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

⁴ Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

⁵ Y compris la composition par monnaies et par échéances.

⁶ Y compris la position des actifs et passifs financiers extérieurs bruts à l'égard des non-résidents.

Note : Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I), semestrielle (S) et non disponible (ND).



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

DÉPARTEMENT
DES
RELATIONS
EXTÉRIEURES

Note d'information au public

Note d'information au public (NIP) n° 13/15
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 8 Février 2013

Fonds monétaire international
700 19th Street, NW
Washington, D. C. 20431 USA

Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations au titre de l'article IV avec Mali

Le 28 janvier 2013, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Mali¹. Le Conseil a également approuvé un décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) durant la même réunion (Voir [Communiqué de presse No. 13/24](#)).

Informations générales

L'économie malienne est aux prises avec une série de chocs. La mauvaise récolte de 2011, la perte de contrôle de la partie nord du pays par le gouvernement suite aux attaques de groupes rebelles et le coup d'État militaire de mars 2012 ont eu de graves conséquences. Les bailleurs de fonds ont suspendu leur appui budgétaire dans l'attente d'une feuille de route claire vers l'organisation d'élections libres. Selon les estimations, le PIB aurait reculé de 1,5 % en 2012, tandis que l'inflation annuelle a atteint 5,3 % en décembre 2012 du fait de la poussée des prix des produits alimentaires. La balance des paiements a fait apparaître un considérable déficit, en raison de l'augmentation des importations de denrées alimentaires et de la réduction du soutien des bailleurs de fonds.

Les tensions budgétaires se sont intensifiées en 2012. Le gouvernement a réduit les dépenses

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du Conseil d'administration. À l'issue de ces délibérations, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés des délibérations du Conseil d'administration à l'adresse : <http://www.imf.org/external/french/np/sec/misc/qualifiersf.htm>.

pour compenser en partie le manque à percevoir. Les investissements publics ont subi des coupes, de même que les subventions implicites sur les produits pétroliers et le gaz de cuisine. En conséquence, le déficit budgétaire de base (recettes et dons budgétaires moins dépenses financées sur ressources intérieures) a été maîtrisé à 1 % du PIB. Malgré ces efforts et le recours important au financement bancaire intérieur net, le Mali a accumulé des arriérés sur le service de la dette extérieure d'un montant équivalant à 0,5 % du PIB.

La solidité financière du secteur bancaire a fléchi sur fond de dégradation de l'environnement économique. Globalement, les banques continuent d'être bien capitalisées, mais la situation est inégale et les créances improductives sont en hausse. Dans la partie nord du pays, les banques ont subi des pertes financières et matérielles estimées à 0,3 % du PIB.

Évaluation par le Conseil d'administration

Les administrateurs félicitent les autorités pour leur constante détermination à mener des politiques prudentes en dépit des graves chocs subis sur le plan économique et politique. Compte tenu des conditions difficiles qui s'annoncent sur le plan intérieur et extérieur, les administrateurs conviennent qu'un nouveau programme appuyé par le FMI dans le cadre de la Facilité de crédit rapide aidera le Mali à préserver la stabilité macroéconomique et à renouer avec les bailleurs de fonds. Les administrateurs conviennent également qu'à moyen terme les autorités doivent centrer leurs politiques sur le renforcement des perspectives d'une croissance plus forte et d'une poursuite de la lutte contre la pauvreté.

Les administrateurs estiment qu'une orientation budgétaire rigoureuse est nécessaire à court terme. Ils notent que le budget de 2013 est certes conforme à cet objectif, mais qu'il importe par prudence de bloquer une partie des dépenses en capital budgétisées en attendant la reprise de l'aide des bailleurs de fonds. De manière plus générale, les administrateurs encouragent les autorités à hiérarchiser les dépenses et à les maintenir alignées sur les ressources disponibles, tout en protégeant les dépenses sociales. Ils s'associent en outre à la démarche visant à accroître les recettes au moyen de réformes fiscales dans divers domaines, et à l'ajustement projeté des prix des produits pétroliers et de l'électricité. À cet égard, les administrateurs soulignent qu'il est important de miser sur une communication bien étudiée et d'entreprendre des mesures bien ciblées en faveur des pauvres, de manière à pouvoir compter sur l'appui de la population.

Tout en reconnaissant les difficiles contraintes de financement dont souffre le Mali, les administrateurs regrettent l'accumulation d'arriérés extérieurs et encouragent les autorités à les apurer le plus rapidement possible. Saluant l'intention du Mali de tenir toutes ses obligations courantes de service de la dette, les administrateurs conviennent que le renforcement de la gestion des finances publiques, et notamment des dépenses, et la mise en application des directives de l'UEMOA contribueront à résoudre le problème des arriérés et à éviter qu'il ne se reproduise.

Les administrateurs soulignent que, à mesure que la situation politique se stabilisera, les autorités devront centrer leurs politiques économiques sur la promotion d'une croissance forte et durable et la poursuite de la lutte contre la pauvreté. Il faudra accorder la priorité au

renforcement du secteur financier, en corrigeant les faiblesses sous-jacentes liées aux créances improductives et à la concentration des portefeuilles de prêts bancaires.

L'amélioration du climat des affaires et la suppression des goulets d'étranglement structurels et institutionnels contribueront de manière importante à doper la compétitivité et à diversifier l'économie. Il est nécessaire d'investir davantage dans les routes, l'irrigation et l'éducation pour mettre pleinement en valeur le potentiel agricole du Mali. Un petit nombre d'administrateurs soulignent en outre les avantages que pourrait procurer une réduction des subventions à la production dans certains pays producteurs de coton.

Les **notes d'information au public** (NIP) s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations ex post de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

| Mali : Principaux indicateurs économiques, 2009-12 | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
| | | | | Est. |
| (pourcentage de variation) | | | | |
| Revenu et prix | | | | |
| PIB à prix constants | 4,5 | 5,8 | 2,7 | -1,5 |
| Indice des prix à la consommation (moyenne) | 0,0 | 1,4 | 3,1 | 5,3 |
| Taux de change effectif réel (- = dépréciation) | 0,3 | -5,2 | 2,6 | ... |
| Monnaie et crédit | | | | |
| Crédit à l'État ¹ | -13,9 | 2,5 | 5,1 | 7,4 |
| Crédit à l'économie ¹ | 7,2 | 8,4 | 15,7 | 6,3 |
| Monnaie au sens large (M2) | 16,0 | 9,0 | 15,3 | 11,6 |
| (en pourcentage du PIB) | | | | |
| Investissement et épargne | | | | |
| Investissement brut | 20,3 | 18,4 | 20,2 | 16,3 |
| Épargne nationale brute | 13,0 | 5,8 | 10,0 | 10,6 |
| Secteur extérieur | | | | |
| Solde des transactions courantes | -7,3 | -12,7 | -10,4 | -5,8 |
| Balance des paiements globale | 7,2 | -2,1 | -0,6 | -2,5 |
| Budget de l'État | | | | |
| Recettes et dons | 21,7 | 20,1 | 21,1 | 18,2 |
| Dépenses et prêts nets | 25,9 | 22,8 | 24,8 | 20,3 |
| Solde primaire | -3,3 | -1,9 | -3,3 | -1,6 |
| Solde budgétaire global ² | -4,2 | -2,7 | -3,7 | -2,1 |
| Sources : autorités maliennes; estimations des services du FMI. | | | | |
| 1 Variations en pourcentage de la masse monétaire au sens large en début de période. | | | | |
| 2 Base ordonnancements. | | | | |



Communiqué de presse No. 13/24
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
28 janvier 2013

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Le Conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 18,4 millions de dollars EU en faveur du Mali au titre de la facilité de crédit rapide (FCR)

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui un décaissement d'un montant équivalent à 12 millions de DTS (environ 18,4 millions de dollars EU) en faveur du Mali au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) afin d'appuyer les autorités par des conseils de politique économique et un concours financier visant à préserver la stabilité macroéconomique et la croissance au cours des 12 prochains mois, dans le cadre d'une vaste soutien des partenaires techniques et financiers du pays. La [FCR](#) permet d'apporter rapidement une aide financière concessionnelle assortie d'une conditionnalité limitée aux pays à faible revenu qui se heurtent à un problème immédiat de balance des paiements.

Le Conseil a également noté l'annulation par les autorités du précédent accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), qui a été approuvé en 2011 pour l'équivalent de 30 millions de DTS (environ 46,3 millions de dollars EU à l'époque; voir le [communiqué de presse no 11/487](#)), qui avait été conçu pour la période 2012-14, mais qui a déraillé à cause du coup d'État de mars 2012 et de ses répercussions.

En novembre 2012, une mission du FMI s'est entendue *ad referendum* avec les autorités sur les composantes d'un programme économique pouvant être appuyé par la facilité de crédit rapide (voir le [communiqué de presse n° 12/437](#)). Par ailleurs, la FCR permettra également d'ouvrir la voie à une reprise de l'aide des bailleurs de fonds suite aux événements du début 2012.

À l'issue des délibérations du Conseil d'administration, M. Min Zhu, Directeur général adjoint et Président par intérim, a fait la déclaration suivante :

« L'économie malienne traverse une période particulièrement difficile en raison de la sécheresse de 2011, des attaques des insurgés dans la partie septentrionale du pays et de l'instabilité politique au lendemain du coup d'État militaire de mars 2012. L'activité économique s'est contractée de 1,5 % en 2012, l'inflation a été attisée par le renchérissement des produits alimentaires et la balance des paiements est devenue déficitaire. Les tensions financières se sont accrues suite à l'affaiblissement des recettes fiscales, à la suspension de

l'appui budgétaire des bailleurs de fonds et aux pressions poussant les dépenses sociales et militaires à la hausse. Le gouvernement a réagi en adoptant une politique d'austérité budgétaire. Les contraintes de trésorerie ont entraîné l'accumulation d'arriérés envers les créanciers extérieurs à hauteur de 0,5 % du PIB.

« Le programme des autorités pour 2013 traduit de manière appropriée les priorités à court terme. Il vise à préserver la stabilité macroéconomique et financière en alignant les dépenses sur les recettes disponibles et en évitant l'accumulation de nouveaux arriérés.

« L'exécution résolue des réformes sur le plan de la politique et de l'administration fiscales, de la gestion des liquidités et de la politique énergétique sera essentielle pour maintenir la stabilité macroéconomique. Les objectifs ambitieux en matière de recettes fiscales pour 2013 devront être réalisés moyennant l'augmentation des taxes sur les produits pétroliers et le renforcement de l'administration fiscale par un recoupement systématique des informations des administrations fiscale et douanière et des services de passation des marchés. L'exécution prudente des dépenses et la gestion rigoureuse des liquidités seront nécessaires pour atteindre l'objectif de déficit et éviter l'accumulation d'arriérés. Bien qu'un ajustement des tarifs de l'électricité soit nécessaire pour ramener le secteur sur une trajectoire viable, il sera essentiel de mettre en œuvre une réforme claire, une stratégie de communication avec le public et des mesures ciblées visant à protéger les pauvres afin d'obtenir l'assentiment de la population.

« Le décaissement au titre de la facilité de crédit rapide vise à aider le Mali à faire face à des besoins pressants de balance des paiements et à mobiliser l'appui financier de ses partenaires internationaux, appui crucial pour son redressement économique. »

**Déclaration de M. Assimaidou,
Administrateur FMI pour le Mali**

Le 28 janvier 2013

1. Au nom des autorités du Mali, pays que je représente, je tiens à remercier le Conseil d'administration, la direction et les services du FMI pour le soutien qu'ils apportent depuis longtemps au Mali, notamment en périodes de graves difficultés. Les autorités maliennes voient dans la phase d'adversité actuelle un autre moment où le FMI peut jouer un rôle critique dans le rétablissement de la stabilité macroéconomique et la remise du pays sur la voie d'une croissance plus vigoureuse et d'une réduction plus forte de la pauvreté. Déjà, la communauté internationale a accordé son soutien au Mali dans les efforts qu'il déploie pour combattre le terrorisme, restaurer son intégrité territoriale et atténuer les souffrances des populations gravement touchées par la situation qui règne dans le nord du Mali, laquelle a des répercussions considérables sur l'ensemble du pays et des conséquences qui peuvent être importantes pour la région. À cet égard, les autorités maliennes sont particulièrement reconnaissantes à tous les pays qui contribuent à ces efforts de rétablissement de la stabilité.

2. Les autorités maliennes attachent un grand prix aux conseils que lui donne le FMI sur des questions techniques et sur leur politique économique dans le cadre des consultations au titre de l'article IV et des entretiens sur un soutien éventuel du FMI au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Le programme économique appuyé par l'accord FEC actuel, qui a été approuvé en décembre 2011, a bien démarré mais ne suit plus la voie tracée depuis mars 2012 sous l'effet de divers chocs qui ont fortement ébranlé l'économie malienne. Les autorités ont par conséquent décidé de mettre fin au programme FEC actuel, qui s'essouffle, et de demander une assistance au titre de la FCR. Le nouvel accord devrait permettre de financer une partie du déficit de balance des paiements prévu pour la période 2012-2013 et de mobiliser, par effet de catalyse, l'aide budgétaire d'autres donateurs. En dépit des défis posés, les autorités maliennes sont déterminées à mener une action ancrée sur une politique budgétaire visant à préserver la stabilité macroéconomique et à consolider les principales améliorations de la gestion des finances publiques.

ÉVOLUTION ET PERFORMANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES DANS LE CADRE DE L'ACCORD FEC ACTUEL

Évolution de l'économie en 2012

3. En 2012, l'économie malienne a subi divers chocs, parmi lesquels : i) la campagne agricole défavorable de 2011 et la crise alimentaire qui en a résulté et dont les victimes ont été estimées à 3,6 millions; ii) l'insécurité et la crise humanitaire dans les régions du nord du pays à la suite des attaques lancées par des rebelles et groupes terroristes. Un nombre de personnes estimé à 420.000 a fui le pays pour trouver refuge dans les pays voisins; iii) des épisodes de troubles politiques et sociaux depuis mars 2012, qui ont duré plusieurs mois avant la formation d'un gouvernement transitoire d'union nationale, dont la priorité est de regagner les régions occupées avec l'aide de la communauté internationale et d'organiser des élections présidentielles et législatives.

4. Les prévisions faites durant la préparation du budget de l'État laissaient attendre un taux de croissance de 5,6 % pour 2012, mais on estime maintenant que le PIB se contractera de 1,5 % sous l'effet du ralentissement de l'activité dans le secteur secondaire – à l'exception de la production d'or et de coton – ainsi que dans le secteur tertiaire. La suspension de l'aide par les donateurs a eu des répercussions considérables sur les secteurs du bâtiment et des travaux publics, de l'hôtellerie et du tourisme. Dans l'ensemble, la contraction du PIB a été limitée par des pluies abondantes et bien réparties qui ont accru la production agricole de 8 %. L'inflation annuelle moyenne atteignait 5,6 % à fin octobre 2012 — double de l'objectif visé dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) — notamment par suite de la mauvaise récolte de 2011.

5. On s'attend à ce que le déficit global de la balance des paiements soit élevé en 2012. Le déficit extérieur courant devrait baisser grâce aux exportations d'or et de coton, mais son amélioration ne compensera pas, selon les prévisions, la détérioration du compte de capital et du compte financier résultant de la forte baisse de l'aide extérieure.

6. À fin septembre 2012, la masse monétaire s'accroissait à un taux annuel de 11 %, par suite du recours de l'État à ses dépôts pour financer le déficit budgétaire. Les banques qui ont subi des dommages et des pertes ont fermé leurs filiales situées dans le nord du pays après les attaques et pillages dont elles ont été victimes. Cependant, la stabilité du secteur bancaire n'était pas fortement ébranlée à septembre 2012. À une exception près, toutes les banques observaient le ratio de fonds propres minimum, fixé à 8 %. Les prêts non productifs ont légèrement augmenté, atteignant 7,5 % du total. Les prêts non remboursés pendant plus de six mois à cause de la crise seront inclus dans le montant des prêts non productifs, conformément à la réglementation prudentielle.

7. En ce qui concerne la politique budgétaire, les actions menées promptement par le gouvernement aident à contenir les dépenses à un niveau ne dépassant pas les recettes et les liquidités disponibles. La priorité a été donnée au paiement des traitements, pensions et bourses, aux dépenses militaires et de sécurité et, dans la mesure du possible, aux dépenses sociales (santé, éducation et protection sociale). Les autorités ont en outre réduit les subventions à l'énergie (produits pétroliers et gaz de cuisine). En dépit du manque à gagner budgétaire et de la suspension de l'aide extérieure, le gouvernement est parvenu à contenir le déficit budgétaire à 0,7 % du PIB par des coupes massives dans les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures et par une accumulation d'arriérés sur le service de la dette extérieure. Il s'est toutefois mis en rapport avec tous les créanciers extérieurs envers lesquels des arriérés ont été accumulés pour les informer de la situation et des difficultés financières éprouvées par le pays ainsi que de son intention d'acquitter ses obligations dès que possible. Les autorités ont en outre réussi à prendre contact avec les banques des pays de l'UEMOA pour demander le refinancement aux mêmes conditions des bons et obligations du Trésor arrivant à échéance en 2012.

Performances dans le cadre de la FEC

8. Le programme économique appuyé par la FEC a bien démarré mais s'essouffle depuis mars 2012 sous l'effet d'une série de chocs adverses (décrits ci-dessus). En décembre 2011, tous les critères de réalisation, à une exception près, étaient observés grâce à des résultats solides en matière de recouvrement de recettes et de maîtrise des dépenses. La seule exception a trait au plafond de zéro afférent à la non-accumulation d'arriérés de paiements publics extérieurs. Cependant, depuis mars 2012, certains objectifs du programme appuyé par la FEC n'ont pu être atteints à cause des effets des chocs, parmi lesquels la détérioration des résultats budgétaires, la destruction de matériel à l'administration des douanes, la contraction de l'activité économique et la suspension par les donateurs de l'aide budgétaire sous forme de dons. En dépit de ces événements éprouvants, les autorités ont poursuivi la mise en œuvre de mesures structurelles, en particulier durant la seconde moitié de l'année. En effet, quoique avec un certain retard, elles sont parvenues à observer tous les repères structurels pour cette période.

POLITIQUES POUR 2013 DANS LE CADRE DE LA FCR

9. En attendant la reprise de l'aide budgétaire reçue des donateurs sous forme de dons, les autorités continueront à mener une politique budgétaire prudente visant à contenir les dépenses dans les limites des recettes disponibles et des dépôts auprès du secteur bancaire afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés sur la dette intérieure et extérieure. À cet égard, le budget 2013 soumis par le gouvernement à l'Assemblée nationale en octobre 2013 ne prévoit pas d'aide budgétaire pour 2013. Cependant, si une telle aide vient à se concrétiser, les autorités soumettront un rectificatif budgétaire à l'Assemblée nationale. Le gouvernement continuera à donner la priorité aux dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale conformément au cadre stratégique pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté (CSCR) couvrant la période 2012-2017, qui a été adopté en décembre 2011.

10. Les autorités continueront à améliorer la gestion et la transparence des finances publiques et à s'attaquer aux déficiences décelées au cours de l'évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA) de 2011, notamment dans le domaine du recouvrement des recettes, de la gestion de la dette intérieure, de la comptabilité publique et du contrôle externe des finances publiques. À cet égard, elles poursuivront l'exécution du plan d'action gouvernemental visant à moderniser la gestion des finances publiques durant la période 2011-2015, mais avec un meilleur ciblage des priorités et moins de ressources. Pour accroître les recettes, les autorités sont déterminées à réformer les administrations et politiques fiscales et douanières ainsi que celles ayant trait aux biens de l'État. Parmi les actions prévues sont l'identification et l'élimination progressive des exonérations fiscales, l'établissement d'une stratégie visant à aligner l'évolution des prix intérieurs de l'énergie sur celle de ses prix internationaux, ainsi que des efforts d'amélioration du fonctionnement et des résultats de la taxe sur la valeur ajoutée (VAT), dont le produit représente environ 40 % des recettes fiscales.

11. Pour ce qui est de la gestion et de la transparence des dépenses publiques, le gouvernement assurera la transcription dans la législation et les réglementations maliennes des directives de l'UEMOA concernant la transparence, la comptabilité publique, la nomenclature budgétaire et le tableau des opérations financières des administrations publiques. Les projets de lois et réglementations ont déjà été soumis à l'examen de la Commission de l'UEMOA. Les autorités

poursuivront en outre leurs efforts pour établir le compte unique du Trésor – qui ont été interrompus par les événements de mars 2012 – conformément à l'étude achevée en septembre 2011. À ce jour, les autorités ont déjà transféré les comptes des entités publiques auprès de sept banques (à l'exception des comptes de projets) à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Avec des concours extérieurs, les autorités poursuivront la mise en place de la stratégie nationale de contrôle interne des finances publiques pour la période 2011-15, adoptée en 2011. À cet égard, les effectifs de la section comptable de la Cour suprême seront accrus et cette section sera transformée en un Bureau de comptabilité publique aussitôt que possible conformément aux directives de l'UEMOA.

12. Les autorités continuent d'attacher une grande importance au maintien de la dette à un nouveau soutenable. En dépit des efforts d'austérité budgétaire du gouvernement, la situation économique difficile actuelle a abouti à l'accumulation d'arriérés extérieurs, d'un montant de 58 millions de dollars, à fin 2012. Les autorités ont écrit aux créanciers du Mali pour leur expliquer les contraintes pesant actuellement sur les finances publiques et pour réaffirmer leur détermination à apurer ces arriérés aussitôt que possible.

CONCLUSION

13. Pour rétablir et préserver la stabilité macroéconomique, les autorités maliennes demandent à bénéficier d'une aide du FMI au titre de la FCR. Cette facilité est essentielle pour doter les autorités des moyens de poursuivre leurs efforts d'ajustement sur fond de défis économiques et sécuritaires énormes et exceptionnels et pour mobiliser, par effet de catalyse, l'aide budgétaire d'autres donateurs.

14. Les résultats passés du Mali dans le cadre de programmes appuyés par le FMI ont été généralement satisfaisants et les autorités maliennes sont déterminées à continuer de mettre en œuvre des politiques qui n'aggraveront pas les problèmes économiques actuels pour rétablir la stabilité macroéconomique et obtenir de nouveau, comme par le passé, de bons résultats économiques. En conséquence, je serais obligé aux administrateurs de donner une suite favorable à la demande des autorités du Mali, pays que je représente, à bénéficier d'une aide du FMI au titre de la FCR.